



Université du Québec
à Rimouski

Comment passe-t-on à l'action en matière d'adaptation et de résilience ?

**Projet de recherche en zone côtière à Saint-André-de-Kamouraska,
Québec**

Thèse présentée

dans le cadre du programme de doctorat en développement régional

en vue de l'obtention du grade de philosophiae doctor

PAR

© **Martin Laroche**

Avril 2024

Composition du jury :

Yann Fournis, président du jury, Université du Québec à Rimouski

Steve Plante, directeur de recherche, Université du Québec à Rimouski

Ron Pelot, examinateur externe, Dalhousie University

Vincent Lecours, examinateur externe, Université du Québec à Chicoutimi

Dépôt initial le 11 août 2023

Dépôt final le 22 avril 2024

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

Service de la bibliothèque

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire « *Autorisation de reproduire et de diffuser un rapport, un mémoire ou une thèse* ». En signant ce formulaire, l'auteur concède à l'Université du Québec à Rimouski une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de son travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, l'auteur autorise l'Université du Québec à Rimouski à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de son travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits moraux ni à ses droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, l'auteur conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont il possède un exemplaire.

À Jeanne D'Arc Genest, Martial
Mélançon, René Laroche et Denise
Deshaies, mes exemples de résilience.

AVANT-PROPOS

Les territoires me fascinent. Depuis que mes parents nous ont donné la chance, à mon frère, ma sœur et moi, de voyager, j'ai toujours été fasciné par les gens, les odeurs, les accents, les façons de faire et de penser et leurs façons de donner une ambiance, une personnalité bien particulière à chaque coin de planète. Cette fascination m'aura conduit à voyager pour le plaisir, pour l'amour, pour les langues, pour les universités, pour la recherche, pour le travail. Faire des allers-retours en avion. J'étais loin de ma famille, des gens qui me sont le plus chers. Le temps passe si vite. Les personnes que je croyais immortelles ne le sont pas. Les personnes que j'aime fondent des familles. J'étais tanné d'être expatrié à temps partiel.

Je suis le témoin d'un climat qui se transforme. Je constate ces effets sur chacun des territoires qui m'accueillent. Je participe activement à la consommation de l'environnement et prends activement part à l'irresponsable surconsommation énergétique actuelle. Ma position est inconfortable. Je ne peux plus éviter d'y penser. Nous ne le pouvons plus. Il y a cinq ans, c'est l'envie de m'enraciner qui m'a conduit à Rimouski. Je désirais asseoir une réflexion sur le lien que nous tissons avec la nature à l'ère de l'anthropocène. Les territoires me fascinent, mais comment les protéger ? Cette thèse aura été l'occasion de m'offrir le temps d'y réfléchir.

Le doctorat est une période durant laquelle j'ai eu le temps de la réflexion, de la lecture et de la découverte. Avoir cinq ans pour porter son projet de recherche, lire et réfléchir est une chance incroyable. Elle ne se présente pas souvent à nous dans nos vies bien chargées. Je suis extrêmement reconnaissant des gens qui m'ont entouré dans les dernières années.

Les réflexions avancent mieux lorsque l'on est bien accompagné. Pour que cette réflexion s'intègre bien dans les règles rigoureuses du système universitaire, j'ai pu compter sur Steve Plante, mon directeur. Merci. Merci à toi Steve qui, dès cette première rencontre dans une microbrasserie de Québec, même si j'étais bien amoché, m'as proposé un projet fantastique. Tu m'as partagé ton temps, ton expertise. Tu m'as ébloui par ta capacité fascinante à faire du

lien et à t'intéresser aux personnes qui t'entourent. J'ai beaucoup appris à tes côtés. Tu es un directeur attentif, touchant, inspirant et présent quand il le faut. Tu m'as laissé une grande marge de liberté qui a contribué positivement à mon équilibre mental pendant les cinq dernières années.

Saint-André-de-Kamouraska est fantastique à découvrir. J'ai eu la chance d'être extrêmement bien appuyé, dans cette découverte, par Gervais Darisse. En ces qualités de maire, il nous a mis en contact avec les bonnes personnes, nous ouvert les portes de lieux de rencontres magnifiques, a remué ciel et terre pour nous donner accès aux archives des journaux du village. Merci Gervais. Merci à tous les citoyens qui ont participé, de près ou de loin à la réalisation de cette thèse. J'espère qu'elle pourra vous être utile.

À l'UQAR, de nombreuses personnes œuvrent en ayant en tête le bien-être et le succès des étudiants, de ceux-ci, Abigaël Rezelman, Yann Fournis, Jean-Philippe Anger et Martin Corbin auront eu une importante incidence sur mon parcours. La qualité de votre engagement professionnel affecte positivement toute la communauté étudiante qui vous entoure. Merci.

Merci à toutes les personnes qui ont constitué ma communauté étudiante. Votre dévouement pour vos propres apprentissages, recherches, le plaisir que vous en dégagiez et votre implication infaillible ont été des sources d'inspiration pour moi. Aux personnes du Baro, du RÉVUS, de QS UQAR, de l'AGECAR, de la révolution écologique et du BICESP, merci et bonne chance.

Bien plus qu'une université, Rimouski. Les gens qui la composent m'ont fait me sentir chez moi, entouré, ces dernières années. À tous ceux qui m'ont accueilli dans leurs foyers, le temps d'une discussion, d'un *potluck*, ou d'une soirée... À tous ceux qui ont gravité autour de la « cache du littoral », à ceux qui ont été de formidables partenaires de ski, merci. Merci pour votre amitié et tous ces beaux moments partagés.

Les territoires me fascinent. Leur expérience est toujours surprenante. Nous nous découvrons personnellement à leurs contacts, au travers des aventures qu'ils proposent. De ces aventures, Loïc, Clara, Tom, Sandrine, Éric, Stéphanie, Sam, Delphine et Flavie ont été des partenaires

de choix pour vivre la tradition un peu intense du canot à glace. Au travers des glaces du Saint-Laurent, vous m'avez offert des bouffées d'air marin et glacé, souvenirs précieux d'hivers rigoureux. De ces autres aventures, Annie Saint-Vanne et Paul Bellemare sont des mentors de voile qui se distinguent par leur patience, leur passion, leur ouverture, leur disponibilité et leur accueil. Merci d'être ces membres importants de ma famille rimouskoise.

Je ne voudrais réaliser aucune aventure seule. Je suis trop bien entouré par des personnes avec lesquelles je partage un lien d'amour. Merci à Simon-Pierre, Anna et les Boulanger-Martel pour tous ces moments heureux de retrouvailles. Merci, Omar pour toutes ces soirées passées à se redécouvrir mutuellement et à partager les détails de nos vies. La grande générosité qui te caractérise est un repère capital dans mon parcours de la vie. Flavie, merci pour ton écoute, ton calme, ta sagacité et ta pétillante énergie. Merci à ma sœur Julie, à mon frère Guillaume, à Jean-Christophe et Lydia pour le fait d'être d'heureuses constantes. Vous me meublez de souvenirs simples et doux. Merci à grand-papa René pour sa manière particulière de me dire de ne pas lâcher, à grand-maman Denise pour son humour touchant et sa tendresse sans limites. Merci à grand-papa Martial pour son intérêt, toujours renouvelé envers nos projets. Il a toujours su nous rendre fiers de nos parcours. Merci à grand-maman Jeanne. Cette belle relation épistolaire durant tes dernières années nous aura permis de conserver un lien précieux. Merci, maman et papa, Sylvie Mélançon et Marc Laroche. Vous m'avez transmis une curiosité, un goût de la rencontre, du travail bien fait, du travail socialement ancré qui donne du sens à mes projets. C'est grâce à vous que je me réalise chaque jour.

Marie-Pier. Dans ta façon, bien à toi, de chanter pour les chats ou de requérir mon urgente attention pour que je m'émerveille devant une nouvelle fleur de cactus ou tout simplement une nouvelle feuille apparue chez une de ces plantes, tu as probablement contribué, plus que quiconque, à rallonger ma thèse. Ce sont ces mêmes moments qui ont garni le quotidien de moments magiques et diversifiés dans lesquels la thèse pouvait se réaliser en toute sérénité. Merci d'être la partenaire de tant d'aventures, la confidente qui a reçu les doutes, les peines, les joies et les idées un peu folles.

Merci à tous pour les encouragements, pour les mots qui font vibrer les cordes de la fierté, pour la disponibilité aux questions, questionnements, discussions, aventures qui ont fait des cinq années de doctorat des espaces de beauté, d'accomplissement, de tissage de liens et d'apprentissages.

Rien ne se fait seul.

Merci.

RÉSUMÉ

Cette thèse s'intéresse aux ressorts de l'augmentation des capacités d'adaptation et de résilience en contexte côtier. Nous étudions les formes que prennent l'adaptation et la résilience à Saint-André-de-Kamouraska, une municipalité du Bas-Saint-Laurent, au Québec. Cette municipalité a été le théâtre, le 6 décembre 2010, d'une violente tempête qui a conduit à la submersion de la partie centrale du village. Depuis, les autorités réfléchissent à des façons de faire afin de mitiger les effets des changements climatiques.

Plus précisément, nous nous penchons sur les modes de gouvernance ayant cours entre les acteurs présents sur le territoire et à l'action citoyenne environnementale. Nous pensons que les structures sociales et les modes de gouvernance ont des caractéristiques adaptatives et de résilience révélée et potentiels qui peuvent permettre de faire face aux défis posés par les changements climatiques. Nous pensons que les modalités d'actions collectives et citoyennes qui ont une portée transformative participent à l'adaptation et à la résilience dans un contexte de transition sociale-écologique. Nous déployons une méthode répartie en quatre actes. Premièrement, nous procédons à une recension des écrits qui touchent notre sujet d'étude. Deuxièmement, nous avons recours à une analyse de réseau d'acteurs. Troisièmement, nous effectuons des entrevues semi-dirigées auprès des acteurs-clefs de la gestion des risques et des urgences. Finalement, nous faisons appel aux discours citoyens. Nous mobilisons ces discours par le biais de discussions en ligne, d'activités « porteurs de paroles » qui permettent des rencontres en personnes et par le recours aux archives des journaux municipaux.

Nous atteignons, grâce à notre méthode, les objectifs généraux suivants. Nous cartographions le réseau d'acteurs. Ce premier résultat met en évidence des acteurs centraux et des acteurs « passerelles ». Le nombre de relations et l'emplacement stratégique de ces deux types d'acteurs en font des acteurs-clefs de la gestion des risques et des urgences. Leur identification permet une réflexion critique sur les opportunités et les défis qui se posent au réseau en termes de capacité d'adaptation et de résilience. Un second résultat tient au portrait des modes de gouvernance à l'œuvre chez les acteurs-clefs. Nous déterminons les caractéristiques opportunes à l'augmentation des capacités d'adaptation et de résilience. Nous faisons une différence entre les caractéristiques déjà présentes dans les modes de gouvernances et celles souhaitées par les acteurs-clefs. De ces caractéristiques présentes et souhaitées se distinguent l'informalité, la proximité et le bricolage par leur important potentiel adaptatif. Finalement, nous établissons la trajectoire historique des discours et des actions à saveurs environnementales ayant cours au sein des citoyens et au conseil municipal. Nous dessinons ainsi les contours des arrangements politiques et sociaux qui favorisent ou minent la capacité d'action climatique. Nous cherchons à comprendre ce qui favoriserait l'augmentation des capacités d'adaptation et de résilience à Saint-André-de-Kamouraska.

Ces résultats nous conduisent à la conclusion de besoins d'actions qui soient territorialisées. Ces actions sont entendues comme autant de modes de gouvernance et d'actions collectives qui prendraient place en s'adaptant aux réalités et aux besoins locaux. Nous constatons des besoins au niveau local pour s'approprier une démarche intégrée de réponse aux défis des changements climatiques. L'expertise territorialisée faciliterait la prise de décisions techniques et comblerait un manque d'informations ressenti. La reconnaissance administrative et financière des acteurs locaux comme agents de cette territorialisation faciliterait la prise d'actions. L'adaptation territoriale du cadre réglementaire entourant la gestion des risques favoriserait l'augmentation des capacités d'adaptation et de résilience.

Dans une volonté de territorialisation d'une réponse aux changements climatiques, le dévoilement des acteurs-clefs, la connaissance de leurs modes de gouvernance et la compréhension des dynamiques d'actions collectives semblent être une méthode porteuse qui gagnerait à être appliquée ailleurs. Elle permettrait une meilleure connaissance du territoire et l'adaptation d'interventions climatiques qui y prendraient racine.

Mots-clefs : Adaptation, résilience, Saint-André-de-Kamouraska, action collective, gouvernance, zone côtière, analyse de réseau d'acteurs, représentations sociales, social-écologie.

ABSTRACT

This thesis focuses on the drivers of the increase in adaptation and resilience capacities in a coastal context. We study the forms that adaptation and resilience take in Saint-André-de-Kamouraska, a municipality in Bas-Saint-Laurent, Quebec. This municipality was the scene, on December 6, 2010, of a violent storm which led to the submersion of the central part of the village. Since then, the authorities have been thinking about ways to mitigate the effects of climate change.

More specifically, we look at the modes of governance in use between the actors present in the territory and environmental citizen action. We believe that social structures and modes of governance have revealed and potential adaptive and resilience characteristics that can help cope with the challenges posed by climate change. We believe that forms of collective and civic action that have a transformative impact contribute to adaptation and resilience in a context of social-ecological transition. We deploy a method divided into four acts. First, we proceed to a review of the writings that relate to our subject of study. Second, we use actor network analysis. Third, we conduct semi-structured interviews with key actors in risk and emergency management. Finally, we appeal to citizen discourse. We mobilize these discourses through online discussions, “talking” activities that allow face-to-face encounters and using municipal newspaper archives.

We achieve, thanks to our method, the following general objectives. We map the network of actors. This first result highlights central actors and “bridge” actors. The number of relationships and the strategic location of these two types of actors make them key actors in risk and emergency management. Their identification allows critical reflection on the opportunities and challenges facing the network in terms of adaptive capacity and resilience. A second result relates to the portrait of the modes of governance at work among the key actors. We determine the appropriate characteristics to increase adaptation and resilience capacities. We make a difference between the characteristics already present in the modes of governance and those desired by the key actors. Informality, proximity, and do-it-yourself are distinguished from these present and desired characteristics by their significant adaptive potential. Finally, we establish the historical trajectory of the speeches and actions with environmental flavors taking place among the citizens and the municipal council. We thus draw the contours of the political and social arrangements that promote or undermine the capacity for climate action. We seek to understand what would promote increased adaptive and resilient capacities in Saint-André-de-Kamouraska.

These results lead us to the conclusion of the need for actions that are territorialized. These actions are understood as so many modes of governance and collective actions that would take place by adapting to local realities and needs. We see needs at the local level to

adopt an integrated approach to responding to the challenges of climate change. Territorialized expertise would facilitate technical decision-making and fill a perceived lack of information. The administrative and financial recognition of local actors as agents of this territorialization would facilitate the taking of action. The territorial adaptation of the regulatory framework surrounding risk management would promote an increase in adaptation and resilience capacities.

In a desire to territorialize a response to climate change, the disclosure of key actors, knowledge of their modes of governance and understanding of the dynamics of collective action seem to be a promising method that would benefit from being applied elsewhere. It would allow a better knowledge of the territory and the adaptation of climate interventions that would take root there.

Keywords: Adaptation, Resilience, Saint-André-de-Kamouraska, Collective Action, Governance, Coastal Zone, Social Network Analysis, Social Representations, Social-ecology.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	ix
RÉSUMÉ.....	xiv
ABSTRACT	xvii
TABLE DES MATIÈRES	xx
LISTE DES TABLEAUX.....	xxiii
LISTE DES FIGURES.....	xxv
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	xxviii
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
1.1 CHANGEMENTS CLIMATIQUES : ADAPTATION, RESILIENCE, RISQUES ET INCERTITUDES.	2
1.2 LE CONTEXTE QUEBECOIS DE LA LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.	6
1.3 CHANGEMENTS CLIMATIQUES, RISQUES ET INCERTITUDES A SAINT-ANDRE- DE-KAMOURASKA.	9
1.3.1 Problématique générale de la recherche	10
1.3.2 Problématiques spécifiques de la recherche	11
1.3.3 Quels angles d’approche pour ces problématiques de recherche ?.....	13
1.4 POSITIONNER LE CHERCHEUR DANS SA COMMUNAUTE	26
1.5 BIBLIOGRAPHIE	29
CHAPITRE 2 Recension des écrits.....	59
2.1 REVUE (PRESQUE) SYSTEMATIQUE DE LITTÉRATURE	60
2.1.1 Stratégie de recherche	60
2.1.2 Présentation des résultats	65
2.1.3 Discussions théoriques.....	73
2.2 ÉLÉMENTS THEORIQUES QUI ENTOURENT LA PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE	76

2.2.1	Le territoire, espace vécu.....	76
2.2.2	Le social comme moteur du développement.....	79
2.2.3	La crise écologique actuelle comme vecteur de structuration des territoires.....	83
2.2.4	Quelles formes d'actions collectives pour augmenter les capacités d'adaptation et de résilience ?	84
2.2.5	La gouvernance ou comment faire de l'action individuelle des acteurs de l'action collective	89
2.2.6	Les acteurs face aux défis climatiques	92
2.3	BIBLIOGRAPHIE.....	94
CHAPITRE 3 Le réseau d'acteurs et ses représentations sociales. Méthode d'évaluation de la gestion des urgences et des risques à Saint-André de Kamouraska.		
3.1	RESUME	116
3.2	LE RESEAU D'ACTEURS ET SES REPRESENTATIONS SOCIALES. METHODE D'EVALUATION DE LA GESTION DES URGENCES ET DES RISQUES A SAINT-ANDRE DE KAMOURASKA.	118
3.2.1	Introduction	118
3.2.2	Les graphes nous permettent-ils de qualifier les modes de gouvernance?.....	122
3.2.3	Les représentations sociales dans l'étude des risques, une méthode.	127
3.2.4	Visualiser avec GEPHI, résultats et discussion.....	131
3.2.5	Discussion.....	139
3.2.6	Conclusion.....	143
3.3	BIBLIOGRAPHIE.....	145
CHAPITRE 4 Faire face aux défis climatiques, comment passe-t-on à l'action à Saint-André-de-Kamouraska ? Étude des modes de gouvernance des acteurs-clefs de la gestion des risques.		
4.1	RESUME	156
4.2	FAIRE FACE AUX DEFIS CLIMATIQUES, COMMENT PASSE-T-ON A L'ACTION A SAINT-ANDRE-DE-KAMOURASKA ? ÉTUDE DES MODES DE GOUVERNANCE DES ACTEURS-CLEFS DE LA GESTION DES RISQUES	158
4.2.1	Introduction	158
4.2.2	Apport de la gouvernance pour des réponses aux défis climatiques.	162
4.2.3	Entretiens avec les acteurs-clefs : des moments privilégiés à décortiquer.....	167
4.2.4	Résultats	170

4.2.5 Discussion	179
4.2.6 Conclusion	188
4.3 BIBLIOGRAPHIE	192
CHAPITRE 5 Andréennes, andréens : quelle citoyenneté à l'heure des défis CLIMATIQUES ?	204
5.1 RESUME.....	204
5.2 ANDREENNES, ANDREENS : QUELLE CITOYENNETE A L'HEURE DES DEFIS CLIMATIQUES ?	206
5.2.1 Introduction.....	206
5.2.2 Cadre théorique : l'exercice de la citoyenneté face aux défis climatiques	210
5.2.3 À la recherche d'une citoyenneté environnementale, une méthode.	218
5.2.4 Résultats.....	223
5.2.5 Y'a-t-il émergence d'éco-andréennes et d'éco-andréens?	244
5.2.6 Conclusion	250
5.3 BIBLIOGRAPHIE	253
CONCLUSION GÉNÉRALE	263
6.1 PORTEE DE L'ETUDE	266
6.2 LIMITES DE LA RECHERCHE ET AUTRES PERSPECTIVES	270
6.3 BIBLIOGRAPHIE	273

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1. Banques de données questionnées	61
Tableau 2.2. Mots-clefs – français.....	62
Tableau 2.3. Mots-clefs – anglais	63
Tableau 2.4. Grille de codage selon l’ordre hiérarchique.....	65
Tableau 2.5. Dispersion de l’encodage selon les codes.....	70
Tableau 3.1. Principales caractéristiques des modes de gouvernance adaptatif et transformatif selon Boswort (2018), Chaffin et al. (2016) et Hatfield-Dodds et al. (2007)	122
Tableau 3.2. Statistiques clefs de la figure 3.2	132
Tableau 3.3. Légende des liens représentés dans la figure 3.3	133
Tableau 4.1. Portrait des répondants, selon leurs types, territoire d’intervention, intervention et position / <i>Portrait of respondents, according to their type, territory of intervention, intervention and position</i>	168
Tableau 4.2. Dominance et partage des thèmes qui constituent des représentations sociales de la gestion des défis climatiques / <i>Dominance and sharing of themes that constitute social representations of the management of climate change</i>	171
Tableau 4.3. <i>Consensus</i> et marginalités des catégories de sens à l’intérieur des thèmes / <i>Consensus and marginalities of categories of meaning within themes</i>	173
Tableau 4.4. Forces, obstacles et opportunités comme catégories de sens et éléments spécifiques du discours / <i>Strengths, obstacles and opportunities as categories of meaning and specific elements of discourse</i>	177

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1. Un modèle de système social-écologique. © Vallejos et al, 2020.	23
Figure 2.1. Critères d'inclusion et d'exclusion.	64
Figure 2.2. Pourcentage de «cas» référencés par thématiques (total de 88 cas référencés)	66
Figure 3.1. Localisation géographique de l'aire de recherche © Lake Champlain Committee, 2018.	119
Figure 3.2. Représentation du réseau des acteurs de Saint-André-de-Kamouraska.	132
Figure 3.3. Représentation du réseau d'acteur et de leur satisfaction face à la relation. ...	133
Figure 3.4. Réseau biparti acteurs-risques.	136
Figure 3.5. Réseau biparti, spatialisation de la gestion des risques	137
Figure 4.1. Représentation du modèle de gestion adaptative selon Allen et al., 2011 / <i>Representation of the adaptive management model according to Allen et al., 2011</i> © Allen et al., 2011	164
Figure 4.2. Ventilation thématique des notions de gouvernance et de système social- écologique / <i>Thematic breakdown of the notions of governance and social- ecological system</i>	176
Figure 5.1. Résumé de la méthodologie de recherche	221
Figure 5.2. Répartition par pourcentage de couverture des thèmes du sujet « environnement »	228
Figure 5.3. Pourcentages de couvertures annuelles des sujets « environnement », « aboiteaux » et « autres risques » dans le <i>Glanneur</i>	234
Figure 5.4. Pourcentages de couvertures annuelles des sujets « environnement », « aboiteaux » et « autres risques » dans l' <i>Info</i>	236
Figure 5.5. Références aux thèmes composant les sujets « environnement », « adaptation » et « risques », pour les années 2010, 2011 et 2012.	237
Figure 5.6. Pourcentage de couverture des thèmes des décisions du conseil municipal. ...	239

Figure 5.7. Pourcentages de couverture des sujets qui composent le thème environnement au conseil municipal.	240
Figure 5.8. Pourcentages de couvertures annuelles des sujets « environnement », « aboiteaux » et « autres risques » avant l'événement du 6 décembre 2010.	241
Figure 5.9. Pourcentages de couvertures annuelles des sujets « environnement », « aboiteaux » et « autres risques » après l'événement du 6 décembre 2010.	242

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ARA	Analyse de réseau d'acteurs
AR2p	Analyse de réseau biparti
CC	Changements climatiques
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GRIDEQ	Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement de l'Est du Québec
MAMH	ministère des Affaires municipales et de l'habitation
MEOPAR	Marine Environment Observation, Prediction, and Response Network
MRC	Municipalité régionale de comté
MSP	ministère de la Sécurité publique
OBNL	Organisme à but non lucratif
OBV	Organisme de bassin versant
RS	Représentations sociales
SAdK	Saint-André-de-Kamouraska
SSE	Système social-écologique
ZAD	Zone à défendre

ZIP Zones d'intervention prioritaires

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Un grand nombre de Québécois ont besoin d'un café pour commencer à travailler. De la même manière, on se doit d'être diplômé pour travailler, lors d'une course, d'entendre un signal pour s'élancer... mais comment se déclenchent les révolutions ? Révolution, c'est ce que les données scientifiques récentes demandent aux sociétés pour inverser la tendance climatique actuelle. Révolution, le terme est fort, mais juste, pour décrire la profondeur des transformations qui affecteront nos modes de consommation, notre relation au territoire, à la Nature. Et pourtant, sur terre, la préservation de l'environnement n'est pas encore à l'ordre du jour.

The future of our environment and quality of life depends largely on the effectiveness of in situ conservation; resources allocated to implement conservation activities, however, are woefully inadequate (Knight et al., 2006, p. 409).

Ce constat de 2006 est toujours valide au moment du dépôt de cette thèse, réalisé en 2024. En fait foi le jour du dépassement de la terre, qui, cette année pour le Canada, se situe au 13 mars (National Footprint and Biocapacity Accounts, 2022). Le constat est désormais généralisé.

La position que nous prenons, dès les premières lignes de cette thèse, aurait pu sembler controversée il y a de cela quelques années. La force des données et la rigueur des méthodes utilisées font des changements climatiques (CC) un consensus scientifique fort (Few, 2003; Gaard, 2015; Jasanoff, 2010). Comment passe-t-on à l'action en termes de développement des capacités d'adaptation et de résilience dans un contexte de changements climatiques ? La thèse présentée dans ces pages recherche l'élément déclencheur du développement d'une réponse collective à offrir aux risques, aux incertitudes. Alors que le changement de nos modes de vie devient une condition à la vie sur terre, nous nous demandons comment pérenniser des démarches d'adaptation et de résilience.

1.1 CHANGEMENTS CLIMATIQUES : ADAPTATION, RESILIENCE, RISQUES ET INCERTITUDES.

Tout au long de ce travail, nous parlons des changements climatiques et de notions qui y sont liées. Avant d'aller plus loin, l'adaptation, la résilience, le risque et l'incertitude nécessitent d'être définies.

Les changements climatiques. Deux mots pour dire tant de choses. Tant de choses par rapport aux passions qu'ils déchaînent. Certains voient les changements climatiques comme des absolus. Suffit d'y croire, ou de les nier. D'autres les vivent comme des réalités. Dramatiques : sécheresses, montée des eaux, perte de la biodiversité. Perte du milieu de vie. Dégradation du territoire à un point tel où il ne peut plus être le support de la vie humaine. Heureuses : « L'été dure plus longtemps maintenant ! ». D'autres encore les conçoivent comme des hypothèses. Ces hypothèses sont confirmées par des démonstrations qui s'accumulent et qui tendent à un verdict clair. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) porte ce verdict :

Human activities, principally through emissions of greenhouse gases, have unequivocally caused global warming, with global surface temperature reaching 1.1°C above 1850-1900 in 2011-2020. Global greenhouse gas emissions have continued to increase over 2010-2019, with unequal historical and ongoing contributions arising from unsustainable energy use, land use and land-use change, lifestyles and patterns of consumption and production across regions, between and within countries, and between individuals (high confidence). Human-caused climate change is already affecting many weather and climate extremes in every region across the globe. This has led to widespread adverse impacts on food and water security, human health and on economies and society and related losses and damages to nature and people (high confidence). Vulnerable communities who have historically contributed the least to current climate change are disproportionately affected (high confidence) (Intergovernmental Panel on Climate Change, 2023).

Les changements climatiques. Deux mots qui nous parlent d'augmentation de la température au sol de 1,1°C par rapport aux années préindustrielles. Deux mots qui nous parlent de

l'augmentation de la température des océans, de la modification des courants qui les parcourent. Deux mots qui nous parlent des causes : notre usage d'énergies non « durables », notre usage du sol, nos modes de vies, de consommation, de production. Deux mots qui laissent entrevoir des effets : sur la sécurité alimentaire, la sécurité hydrique, la santé humaine, sur l'économie, les sociétés. Voilà les différentes dimensions auxquelles nous ferons référence en parlant des changements climatiques dans le présent travail.

Au sein des propositions faites pour amoindrir les effets qu'ont les changements climatiques, deux voies font appel à notre organisation collective et individuelle. L'adaptation et la résilience sont des notions aux sens et aux usages extrêmement variés. Leurs définitions clarifient l'usage que nous leur réservons dans notre recherche. L'adaptation aborde la réponse aux CC par le changement des habitudes, la transformation des pratiques. « Adaptive capacity depends on a set of functions enabling the ability of the system to respond to disturbances. Literature presents a variety of characteristics, such as *Leadership, Self-organization, Trust or Accountability* » (Lebel et al., 2006, p.7). L'adaptation en tant qu'ajustement, si elle demande certaines caractéristiques telles l'aptitude à diriger, l'auto-organisation, la confiance et l'imputabilité, a aussi un objet clair. Les effets nuisibles des CC doivent être diminués. L'adaptation permet aussi de profiter des potentiels effets positifs des CC (Nelson, 2011). Pour ce qui est de la résilience, nous adoptons la définition utilisée par le gouvernement du Québec dans sa dernière stratégie de lutte aux changements climatiques qui date de plus de dix ans, de 2012 pour être exact. Cette manière de voir la résilience est empruntée à Morin, qui se résume à : « l'aptitude d'un système (incluant les écosystèmes), d'une collectivité ou d'une société potentiellement exposée à des aléas à s'adapter, en résistant ou en changeant, en vue d'établir et de maintenir des structures et un niveau de fonctionnement acceptables » (Gouvernement du Québec, 2012, p. 12). Résilience n'égal pas résistance. Les ouvrages en dure qui caractérisent certains projets de « résilience », bien que ceux-ci puissent cadrer dans la définition adoptée par le gouvernement du Québec, n'offre pas la capacité d'ajustements physiques, géographiques, économiques, environnementaux et sociaux commandés par les défis climatiques (Orellana et Marleau 2015). Résilience et adaptation sont des notions intimement liées l'une à l'autre. Résister aux chocs pour ce qui

est de la résilience, répondre aux perturbations pour ce qui est de l'adaptation. Les objectifs sont similaires, mais les échelles de temps dans lesquels ces processus s'inscrivent varient. Une collectivité est résiliente face aux événements. L'événement est, dans ce cas-ci, le point de référence. On ne s'adapte pas à un événement ponctuel, on s'adapte à des réalités changeantes, à une compréhension des risques qui, elle, peut se transformer rapidement dans le contexte de crise climatique. Capacité d'adaptation et capacité de résilience ne sont jamais bien loin l'une de l'autre puisque : « Adaptive capacity contributes to social-ecological systems resilience » (Armitage, 2005; McConney et al., 2015).

Nous terminons cette courte section de définitions en abordant les notions de risque et d'incertitudes. Le risque « désigne un danger bien identifié, associé à l'occurrence d'un événement ou d'une série d'événements, parfaitement descriptibles, dont on ne sait pas s'ils se produiront, mais dont on sait qu'ils sont susceptibles de se produire. » (Callon et al., 2001, p. 39). Les manifestations des CC sont de l'ordre des risques. Certains géographes adoptent une définition plus mathématique du risque qui le décrit comme la rencontre de la vulnérabilité (sociale, physique, économique) et de l'aléa (Ouranos, 2010, 2015). Cette manière de voir le risque s'est longtemps abstenue d'intégrer à sa compréhension de la vulnérabilité des facteurs qui ne soit pas d'origine humaine. Un aléa qui n'avait pas d'incidences sur l'humain n'était pas la matérialisation d'un risque. Cette approche au risque qui est anthropocentrique est remise en question par d'autres approches, notamment l'approche sociale-écologique. La définition de l'incertitude est plus difficile à délimiter puisqu'elle s'appuie sur un manque de connaissance des scénarii qui pourraient composer l'avenir. Callon, Lascoumes et Barthe ne trouvent pas meilleure définition que de dire qu' : « [o]n sait ce que l'on ne sait pas, mais c'est à peu près tout ce que l'on sait. » (Callon et al., 2001, p. 41). Cette distinction entre risques et incertitudes est essentielle dans la compréhension des enjeux qui sont abordés dans cette thèse. L'évacuation du caractère incertain des risques joue en défaveur de politiques publiques ou d'action qui visent à augmenter les capacités d'adaptation ou de résilience.

Adopter une approche sociale-écologique dans la recherche scientifique, c'est reconnaître l'importance de l'interdépendance entre la Nature et les Sociétés (Berkes & Folke, 1998; Colding & Barthel, 2019). Le concept de système social-écologique (SSE), a été formalisé en 1998, en une réflexion sur les relations Sociétés-Nature (Berkes & Folke, 1998). Un SSE est une construction théorique d'un territoire dans lequel les besoins de son système social et les besoins de son système écologique sont mis sur un pied d'égalité, dans une volonté de respect des limites de chaque système et d'un équilibre dynamique. Répondre aux besoins de chacun de ces systèmes leur permet de s'offrir des « services »¹. Le développement territorial se réfléchit différemment dès lors que nous pensons le territoire comme un système qui demande le respect d'équilibres sociales-écologiques. Dans ce contexte, l'action collective (Adger, 2013; R. Epstein, 2015; Mormont, 2014) liée à un vécu territorial (Alberio et al., 2021; R. Barbier & Larrue, 2011; Moulin et al., 2017) représente des éléments fondamentaux de notre compréhension des unions entre Sociétés et Nature.

¹ La littérature traitant des services écosystémiques est d'ailleurs remarquable autant sous des aspects qualitatifs que quantitatifs (Barnaud et al., 2011; Kolinjivadi et al., 2020).

1.2 LE CONTEXTE QUEBECOIS DE LA LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

L'action climatique étatique au Québec est dépendante de l'imbrication des différentes échelles de gouvernements qui prennent place sur le territoire. Dans la fédération canadienne, l'environnement est une compétence partagée entre les paliers fédéraux et provinciaux. Ce partage demande une coordination permanente des actions et des politiques publiques (G.-S. Côté & Lalonde, 2017). Un exemple de cette coordination nous est donné par la volonté de mise en place d'une gestion intégrée du système Saint-Laurent. Le plan d'action Saint-Laurent, qui travaille sur l'horizon 2026, est le fruit de longues négociations. Déjà en 2000 une entente était signée et voyait le début de l'action de comités œuvrant à la réhabilitation écologique de « zones d'interventions prioritaires » (ZIP) sur l'ensemble du territoire laurentien (Milot, 2017). Au Bas-Saint-Laurent, le Comité ZIP du Sud-de-l'Estuaire est un des acteurs qui s'est imposé à notre étude, étant donné son rôle dans le développement des capacités d'adaptation et de résilience des milieux naturels sur lesquels il dirige ces efforts. Les compétences en environnement sont partagées. Cela signifie, en termes d'instruments de politiques publiques en matière environnementale, que le Québec a développé une capacité d'action propre, face à un gouvernement canadien parfois désintéressé ou même hostile face à la question environnementale (Plante, 2011; H. Séguin, 2017). En effet, les gouvernements qui se suivent et qui font la promotion directe, au travers de politiques et de subventions, de l'exploitation gazière et pétrolière du territoire, n'ont donné que peu de crédibilité à leurs visées environnementales. Le Québec, ayant les compétences constitutionnelles nécessaires, s'est ainsi approprié ce champ de compétence (H. Séguin, 2017).

Un des premiers jalons des politiques environnementales à prendre place au Québec, dont l'importance découle de sa force et de l'étendue de son territoire d'application, est la loi sur la qualité de l'eau, adoptée en 1972. Cet outil législatif a partiellement été mis à jour en 2002, lors de l'adoption de la Politique nationale de l'eau, politique qui sera à l'origine des organismes de bassins versants (OBV) (Milot, 2017). La loi sur la qualité de l'eau est un exemple de l'approche privilégiée à l'époque, qualifiée de réglementaire. Cette approche laisse sa place, à partir des années 90 et 2000, à une plus grande décentralisation de la gestion publique de l'environnement, notamment au travers de l'établissement d'objectifs généraux.

C'est à ce moment que la balle « environnement » débute son glissement dans le camp des municipalités et des municipalités régionales de comté (MRC) (G.-S. Côté & Lalonde, 2017). Des outils plus diversifiés sont mis en application à l'échelon provincial : réglementation, instruments de types « marché » (taxes, écotaxes, droits d'émission), politiques d'achat du gouvernement, accords volontaires, études d'impact et audiences publiques, etc. (R. Tremblay-Racicot & Mercier, 2017). La gestion de l'eau est un exemple patent du désengagement de l'État. Les rôles et responsabilités de cette gestion se trouvent désormais à l'échelle régionale, dans les mains des MRC, des municipalités et des OBV (Milot, 2017). Les OBV s'illustrent dans le domaine de la production de connaissances. Ainsi, ces organismes ont, « pour la plupart, une capacité nouvelle à l'échelle régionale permettant la recension, voire la production de connaissances sur l'état de l'eau et du bassin versant » (Milot, 2017, p. 178). En ce sens, les OBV sont des moteurs importants de la territorialisation de l'expertise au Québec.

C'est en 2012 que le gouvernement du Québec se dote d'un plan d'adaptation. Il y officialise les responsabilités des gouvernements locaux face aux risques (érosion accentuée, dangers d'inondations et de submersions, tempêtes de plus grandes envergures, etc.). Le gouvernement provincial demande aux MRC et aux municipalités d'établir des plans d'adaptation et de résilience. Cette démarche sera abandonnée au moment où le parti libéral perdra le pouvoir, à l'automne de la même année. Les grandes inondations de 2017 entraîneront de nouveaux changements dans la relation du Québec avec son territoire. Le gouvernement a la volonté de mieux prévoir ce risque qui s'impose à l'ordre du jour par l'ampleur de la situation. Toutefois, cette réaction basée sur l'événement limite la réflexion gouvernementale à ce type de risque. Une telle situation est en inadéquation avec les défis diversifiés imposés par les CC. Un de ces défis est la grande taille du territoire québécois, qui implique une diversité de situations sociales-écologiques, géographiques et d'exposition aux risques. Appliquer des mesures qui ne sont pas adaptées aux réalités régionales a des effets délétères sur la capacité d'actions face aux CC (Casteigts, 2017). L'application de cotes de crues dans l'estuaire moyen du Saint-Laurent, alors que les communautés ne se trouvent plus face à des dynamiques fluviales de crues, mais bien à des dynamiques estuariennes de

marées, démontre bien l'absurdité de telles mesures. Cette politique a des effets directs à SAdeK. En effet, la partie centrale du village, le cœur de celui-ci, a été déclarée zone inondable. Ce changement de statut affecte grandement les valeurs immobilières et empêche les perspectives de développement dans le cœur villageois. Les premières phases de notre travail ont vu la mobilisation citoyenne sur cette question.

1.3 CHANGEMENTS CLIMATIQUES, RISQUES ET INCERTITUDES A SAINT-ANDRE-DE-KAMOURASKA.

Saint-André-de-Kamouraska (SAdeK) est un village côtier, situé sur la rive sud de l'estuaire moyen du Saint-Laurent, dans la région administrative du Bas-Saint-Laurent et appartient à la MRC de Kamouraska. Érigée canoniquement en 1791, la municipalité compte 658 habitants au recensement de 2021. Le cœur du village abrite l'église, patrimoniale, construite en 1811, la plus vieille du Bas-Saint-Laurent. S'y retrouvent aussi l'école primaire, les résidences Desjardins qui abritent les bureaux municipaux et une résidence pour personnes âgées. Le bureau de poste, le centre communautaire et certains services (le Dep du village) s'égrènent le long de la route 132 qui traverse le village. SAdeK est un lieu de villégiature, principalement pendant la saison estivale. Les sportifs s'y arrêtent pour ses parois d'escalade. Tout le monde se retrouve autour de la bière brassée à la tête d'allumette, profite de la splendeur des couchers de soleil sur leur terrasse, probablement la plus belle du Québec ! La SEBKA offre le camping dans un décor majestueux. Les gens passent à SAdeK pour profiter du fleuve, du sentier qui parcourt l'aboiteau du village, pour observer l'archipel des îles Pèlerins à partir du petit phare qui trône au milieu des marais saumâtres. À deux heures de transport à l'Est de Québec, la capitale de la province, la région historiquement rurale de Kamouraska a bonne réputation. La terre est bonne, et le territoire est magnifique.

Le 6 décembre 2010, une tempête s'abat sur l'Est-du-Québec. Le vent souffle fort, à 80 km/h, un nordet. La marée est haute, la plus haute en cent ans. La pression atmosphérique est basse, augmentant ainsi le niveau déjà très élevé du fleuve. La municipalité constatera un niveau d'eau² de 6,7m. Cela en est trop pour l'aboiteau. Le fleuve s'invite dans le cœur du village. La submersion affectera 68 résidences sur les 276 que compte la municipalité (Municipalité de Saint-André-de-Kamouraska et al., 2013). Après que les services de sécurité ait repris la situation en main, une réflexion débute quant aux actions à prendre pour protéger le village. Le premier fruit de cette réflexion se matérialise en 2012. La hauteur de l'aboiteau est, après sa réfection, établie à 7,3m. Une conduite est ajoutée pour faciliter l'écoulement des eaux,

² Niveau évalué en fonction du zéro des cartes, soit le niveau de la plus basse mer.

un bassin de rétention est creusé et le canal intérieur est élargi (Municipalité de Saint-André-de-Kamouraska et al., 2013).

Ces premières réalisations surviennent alors que le gouvernement du Québec se dote de sa « stratégie gouvernementale d'adaptation aux changements climatiques » (Gouvernement du Québec, 2012). Dans ce document, sont mises en évidence deux priorités permettant l'adaptation aux changements climatiques. La première consiste en la réduction des vulnérabilités des composantes sensibles de la société. La seconde vise à accroître la résilience de ces mêmes composantes (Gouvernement du Québec, 2012, p. 12). De cette stratégie émergent des orientations, dont la première consiste à intégrer l'adaptation aux changements climatiques à l'administration publique. Depuis, les différents ministères ont proposé leurs propres plans d'adaptation. Cette démarche s'est aussi élargie à d'autres corps administratifs, notamment aux municipalités qui devront développer leurs propres plans d'adaptation et de résilience. Dans ce contexte, la communauté de Saint-André-de-Kamouraska a fait connaître certains besoins de recherche. La situation à laquelle nous nous intéressons dans cette thèse est le fruit d'une coconstruction ayant réuni les représentants de la municipalité et l'équipe de recherche. Nous tenons à souligner l'apport important du maire, Gervais Darisse et d'Alain Parent, conseiller municipal.

1.3.1 Problématique générale de la recherche

Prendre en compte l'effet des CC dans l'élaboration de politiques publiques est un défi qui se posent, en milieu rural et côtier, aux gouvernements locaux, aux acteurs en relation avec ces gouvernements et avec les citoyens présents sur ces territoires. L'action, dans notre travail, est étudiée à l'échelle du territoire de SAdeK. L'action prend des formes multiples, aussi diverses que les acteurs que nous retrouvons sur ce territoire. Du côté de la MRC et de la municipalité, ces actions se matérialisent sous la forme de lois, de choix budgétaires, d'allocation de ressources physiques et humaines (Abunnasr et al., 2015; Berman et al., 2020). Du côté citoyens, ces actions prennent les formes de changements d'habitudes, de mobilisations, de débats et d'actions collectives (Biehl, 2013; Roussopoulos, 2017; Sauvé,

2016; Vieira, 2017). Les suites des événements du 6 décembre 2010, la politique de 2012 qui demande le développement de plans d'adaptation et de résilience, la présence d'un conseil municipal plus préoccupé par les questions que soulèvent les CC, etc. sont les éléments qui expliquent une préoccupation légitime à SAdeK. « Comment passe-t-on à l'action avec les plans d'adaptation et de résilience ? ». C'est cette problématique qui a été définie par les représentants andréen.ne.s et l'équipe de recherche de Steve Plante. Cet intitulé, propre à la recherche menée avec le réseau de centres d'excellence canadien MEOPAR (Réseau d'observation, de prédiction et de réactions - environnement marin) a structuré le projet doctoral que nous présentons dans ces lignes. Nous proposons la formulation suivante à titre de problématique spécifique à cette thèse. « Comment se développent les capacités d'adaptation et de résilience à Saint-André-de-Kamouraska ? »

1.3.2 Problématiques spécifiques de la recherche

Trois articles composent la thèse. Chacun de ces articles est l'occasion d'explorer un angle différent de la question de la prise en charge des CC à SAdeK.

Le premier article évalue la gestion du risque par l'analyse du réseau d'acteur (ARA). Nous nous demandons comment les structures relationnelles influencent la capacité d'adaptation et de résilience. L'analyse se base sur les perceptions et les argumentaires de citoyens engagés, membres de comités citoyens. Les perceptions et les argumentaires forment des représentations sociales (RS) de la gestion des risques et des urgences sur le territoire. Les RS forment la base de notre compréhension des liens entre acteurs à SAdeK. Cet article met en évidence les liens qui unissent les acteurs du réseau. Nous y qualifions et nous y quantifions ces liens, ouvrant la voie à l'identification des acteurs-clefs de la gestion du risque et de l'urgence. Nous y poursuivons les objectifs spécifiques suivants :

- 1) Révéler les acteurs-clefs de la gestion des urgences et des risques
- 2) Dévoiler l'incidence de ces acteurs dans les mécanismes de gestion des urgences et des risques.

3) Brosser le portrait de la socialisation aux risques et à l'urgence dans le réseau.

Le second article documente les facteurs qui renforcent les capacités d'adaptation et de résilience par l'exploration des RS des acteurs-clefs de la gestion des risques et des urgences. Cette démarche dessine le contour des représentations sociales partagées par ces acteurs et nous renseigne sur leurs capacités d'actions. Dans ce deuxième article, nous poursuivons les objectifs spécifiques suivants :

- 1) Documenter les facteurs déterminant la capacité d'adaptation et le renforcement de la résilience;
- 2) Révéler les « possibles »³ chez les acteurs-clefs de la gestion des risques à SAdeK;
- 3) Déterminer la place qu'occupe l'environnement dans le discours des acteurs-clefs de la gestion du risque.

Le troisième article s'attaque à la définition du rapport politique à l'environnement. À partir de la notion d'écocitoyenneté, nous analysons trois types de discours que nous retrouvons dans la municipalité. Un discours provenant de citoyens, un discours municipal qui se matérialise dans les journaux publiés dans la municipalité et un discours provenant des réunions du conseil municipal. Les trajectoires historiques, dans le discours politique et citoyen, de l'espace occupé par les sujets tels que l'environnement, les aboiteaux et les risques sont présentés et mis en relation avec le développement des capacités de résilience et d'adaptation. Les objectifs spécifiques que nous poursuivons dans cet article sont de :

- 1) Discerner les modalités du développement des capacités d'adaptation et de résilience dans le temps.
- 2) Mettre en évidence l'effet de l'événement extrême sur le développement de ces capacités.

³ Qui peut être fait, obtenu, réalisable. Renvoie à la capacité de prendre en charge un scénario. Possibilité n'est pas probabilité, ce-dernier faisant plutôt référence à une question statistique alors que le premier renvoie à la capacité sociale de réaliser. Les « possibles » sont à la base de l'exploration de scénarii dans certaines réflexions sur l'adaptation aux CC (Olivier de Sardan, 1991; Peterson et al., 2003), notamment la nôtre.

- 3) Définir les contours d'une citoyenneté environnementale à Saint-André de Kamouraska.

Chacun des objectifs spécifiques présentés dans cette section offre des réponses complémentaires à notre problématique générale. Ces objectifs permettent d'aborder la problématique au travers de l'acteur territorial tout en prenant en compte la complexité inhérente aux jeux d'échelles auxquels doivent répondre les actions en réponse aux CC (*Au-delà du cynisme, réinventer l'avenir des communautés*, 2019).

1.3.3 Quels angles d'approche pour ces problématiques de recherche ?

Les angles d'approches qui structurent ce travail sont autant de fondements théoriques dans lesquels nous nous inscrivons en tant que chercheur. Quatre fonds théoriques principaux ressortent de la thèse. Les théories des représentations sociales, du changement, de la gouvernance et de l'action collective sont décrites dans les prochaines lignes et nous présentons les liens qui les unissent.

L'étude des RS offre la possibilité de constater la transformation des façons de penser, d'imaginer. Une RS, c'est un ensemble d'idées, d'images d'informations, d'opinions, d'attitudes, de valeurs qui habitent un espace symbolique partagé par les membres d'un groupe (Bonardi & Roussiau, 1999; Lescano, 2013). Les RS sont influencées par l'environnement qui nous entoure. L'approche territoriale de cette recherche prend en compte les caractéristiques du territoire par les vécus territoriaux et offre un éclairage intéressant sur la question de l'adaptation et de la résilience. L'événement extrême, tel que SAdeK l'a vécu en 2010, contribue à la transformation des interactions entre sociétés et territoires.

Les représentations sociales sont le socle de la compréhension collective du territoire (Avry, 2012; Bertoldo & Bousfield, 2011). La démarche scientifique qui entoure la connaissance des RS ne permet pas de mesurer des faits, mais la perception des acteurs par rapport à ceux-ci. La nature propre à chacun des thèmes de recherche qui abordent les RS tend à influencer la nature des résultats obtenus. Nos résultats sont interprétés comme des échantillons de la

multiplicité des RS. Nos données démontrent des caractères forts de crédibilité et de fiabilité, en plus de pouvoir être transférables à d'autres cas d'études appartenant à un contexte similaire. En décelant des tendances fortes au sein de nos résultats, notre analyse devient représentative d'une certaine réalité (Simard, 2018).

Durkheim, Marx et Weber ont réfléchi au changement au travers des conflits présents dans les sociétés. Pour ces auteurs, ce sont ces conflits qui déclenchent le changement, comme ils l'expliquent dans le matérialisme historique et l'action des classes (Claval, 1987; Marx, 1996). Toutefois, le conflit n'est pas la seule manière d'expliquer le changement, comme le soulignait Boudon. «[O]n peut trouver mille exemples de processus aboutissant à des changements importants, où les conflits ne jouent qu'un rôle second ou secondaire » (Boudon, 1985, p. 138). C'est effectivement le cas dans l'étude des RS qui voient le changement comme corollaire d'intersubjectivité sans cesse mise à jour par la vie en société. Dans ce contexte, les acteurs-clefs (leaders) et les réseaux informels sont des facteurs déterminants, dans un ensemble social, du changement. Les réseaux informels ont une grande capacité d'innovation (Olsson et al., 2006). « Alternatives strategies can be developed and tested by shadow networks, which enables these policies to be rapidly implemented should a window of opportunity open » (Olsson et al., 2006, p. 8). Dans cet extrait, le changement est compris comme la transformation des façons de faire. Nous parlons aussi de changement lorsque les façons de penser se transforment. Constater des transformations des façons de faire est une question d'attention, d'observation. Les notions de gouvernance (coordination des actions entre acteurs) et d'écocitoyenneté structurent nos observations. La gouvernance s'observe dans les modifications des règles de coordination entre les acteurs (R. Epstein, 2015; Le Bourhis, 2012) et l'écocitoyenneté s'observe par l'enracinement d'actions et de l'identité citoyenne dans une préoccupation environnementale (Ginsburger, 2020; M. Séguin & Tremblay, 2005).

La méthode utilisée s'inscrit dans la cohérence de notre volonté d'expliquer le territoire par son contact, par le vécu des RS. Déjà, ce désir de compréhension du territoire se ressent au travers de la revue (presque) systématique de la littérature et le choix de la question abordée.

« Comment se transforment les représentations sociales des risques d'inondation et de submersion lors de chacune des étapes de la gestion du risque en contexte d'estuaire maritime ? » est donc une première étape dans notre représentation du territoire andréen. A cela s'ajoute le choix d'une méthode mixte qui allie les natures qualitatives et quantitatives. Notre approche de la recherche puise son inspiration à la fois de la sociologie, de l'anthropologie, des sciences politiques afin de dessiner les contours d'une science du territoire qui fait la part belle aux acteurs et à leurs actions. Pour rappel, nous avons réalisé cinq assemblées de cuisine, autant d'occasions de rencontres d'un total de vingt-sept répondants, des citoyens membres de différents comités. Treize entrevues semi-dirigées ont ensuite été réalisées avec des acteurs-clefs de la gestion de l'urgence et du risque. Durant la pandémie, nous avons tenté d'assouvir un désir double. Celui de faire le point sur l'état de la discussion citoyenne touchant à l'environnement et de briser l'isolement causé par cette urgence sanitaire. Deux consultations web ont été concoctées à ce moyen de la recherche. Cinq activités « porteurs-de-paroles » ont permis de recueillir une cinquantaine de témoignages auprès d'andréen.ne.s et de personnes de passage. Tous ces moments passés à SAdeK nous octroient une connaissance personnelle et personnalisée du territoire.

Notre thèse tire une partie de son originalité du travail réalisé avec les personnes qui habitent le territoire. La co-construction de la question et de la méthode de recherche est une partie importante de ce travail, tout autant que la souplesse méthodologique qui vient des suivis réalisés auprès de personnes-clefs présente dans le village et de l'intégration de leurs rétroactions. Cette façon de travailler la recherche demande des qualités d'ajustement de la part de l'équipe scientifique, qui devient dépendantes des circonstances et des connaissances locales.

La diversité de la méthode a permis de constater, dans les actions et les réponses des gens, certaines des caractéristiques de la mobilisation andrénienne. En effet, comment passe-t-on à l'action à SAdeK ? La question se pose et trouve réponse dans la relation que les personnes qui habitent développent avec le territoire habité. Le développement d'une connaissance personnelle du territoire est un objectif qu'atteint ce travail de thèse et est garant de certaines

des qualités et des défauts de nos explications du cas andréen. Le travail de terrain éclaire et nourrit l'équipe de recherche par le contact aux réalités sociales et territoriales.

1.3.3.1 Une thématique transversale ; l'action et la gouvernance.

La manifestation de la volonté des groupes d'acteurs se ressent dans les modes de gouvernance qu'ils adoptent. La manifestation de la volonté des regroupements d'individus est abordée en termes d'action collective dans les sciences régionales (Boschet & Rambonilaza, 2010; Brechet & Desreumaux, 2010; R. Epstein, 2015). Les acteurs qui font partie d'un réseau défini les modes de gouvernance qui peuvent s'y appliquer. Par le biais d'entretiens semi-dirigés réalisés avec les acteurs-clefs, nous explorons leur capacité d'action collective, soit : « la mise en commun des ressources pour atteindre des objectifs qui n'auraient pas été atteints individuellement » (Loudiyi et al., 2004). Cette capacité d'action collective est abordée par les modes de gouvernance, notion qui réfère à la structuration, formelle ou informelle, des processus et des règles qui déterminent comment les acteurs sociaux prennent des décisions et se partagent le pouvoir (Patterson et al. 2016; Biermann et al. 2009). Action collective et gouvernance ont une filiation forte qui se retrouve dans notre recherche. Le réseau d'acteur s'est défini en passant par les perceptions et les discours qu'ont certains citoyens des actions des acteurs. L'exploration des modes de gouvernance présents dans le réseau s'est faite au travers de l'expérience et des actions des acteurs-clefs. Les défis qui se posent à l'action environnementale portée par les citoyens et la municipalité sont, parfois, des enjeux provenant des modes de gouvernance (Jessop, 1997). Le cas de SAdeK démontre les besoins d'une gouvernance qui soit à la fois en concordance avec le territoire et qui puisse démontrer une forte capacité adaptative. La gouvernance territoriale est un processus dont l'objectif est la coordination des actions des acteurs afin de rendre possible un développement territorial, défini comme « l'augmentation de la capacité des acteurs à maîtriser les processus qui les concernent, par des actions définies et collectivement portées à l'échelle des territoires » (Defontaines et al., 2001, p. 84). Une gouvernance adaptative entend l'incorporation de processus d'évaluation et de révision qui permette un ajustement des actions (Angeon et al., 2013; Hatfield-Dodds et al., 2007). Les politiques de développement durable et les pratiques participatives nécessitent, par leur caractère

transversal et négocié, de renouveler les pratiques et les méthodes de l'évaluation des actions entreprises par les acteurs. L'importance de la composante participative de ces dispositifs introduit un nouvel enjeu qui est leur contribution à la démocratie locale en fonction des modalités de construction collective des projets partagés de territoire (Hossain et al., 2020; Oteros-Rozas et al., 2015).

La personnalité de ce travail doctoral ne se retrouve pas seulement dans les grands thèmes théoriques qui le parcourent. La thèse s'inscrit dans la tradition des travaux de développement régional, auxquels elle ajoute une part d'originalité en adoptant une approche d'étude de système social-écologique. Clarifions ces deux éléments avant d'aller plus loin.

1.3.3.2 Une étude des sciences régionales qui adopte une approche sociale-écologique

Les sciences régionales, par leurs natures pluridisciplinaires, offrent une définition du territoire caractérisée par sa nature polymorphe. L'espace (le territoire dans le présent travail) est conçu comme un mode d'organisation sociale sur et dans une portion connue et définie de la superficie terrestre (Claval, 2008; Debarbieux & Vanier, 2002a; Elissalde, 2002). Cette définition soulève deux questions. Premièrement, qu'est-ce qui est « connu » ou, en d'autres mots ; de quel type de connaissance parle-t-on ? Deuxièmement, comment définit-on le « défini ». Le connu provient, dans le cas des sciences régionales, des disciplines mères qui les composent. Le connu peut être social, ou anthropologique, ou politique, ou géographique. Pour définir le territoire, les méthodologies divergent. Techniques pour certaines (contours d'un bassin versant, latitudes, etc.), historiques, psychiques ou sentimentales pour d'autres.

Le territoire possède des caractéristiques morphologiques, politique, économique, sociologique, spirituelle, culturelle, etc. (Giraut, 2008). Le territoire a un caractère dynamique qui est mis en évidence par « les représentations [qui] semblent courir derrière une réalité en mouvement permanent et [qui ne peuvent] donner qu'une image dépassée, aussitôt que fixée » (Fourny & Micoud, 2002, p. 31). Le caractère dynamique de la construction du territoire, de son appropriation et de la mise en œuvre d'action collective sur

celui-ci fait apparaître des réalités géographiquement spécifiques. C'est ce à quoi nous faisons référence lorsque nous parlons de territorialités (Melé, 2008; Raffestin, 1987). Nous reconnaissons ce caractère dynamique, malléable au territoire. Nous reconnaissons l'appartenance de ces caractéristiques aux communautés qui occupent ce territoire, lesquelles font du territoire un objet unique.

Dans ce contexte mouvant, une définition des sciences régionales est-elle possible et, si oui, comment le présent travail s'inscrit-il dans cette discipline ? Benko (1984) soulignait déjà la complexité d'une définition commune pour l'ensemble des travaux et des méthodes regroupées au sein des sciences régionales : « la difficulté de la définition de cette discipline provient de sa complexité [...]; il existe presque autant de définitions de celle-ci que de chercheurs. » Walter Isard en proposait treize dans son ouvrage d'introduction à la science régionale (Isard, 1975). Ce que nous retenons est le lieu de rencontres que constitue ces sciences des espaces, dans lesquels l'économie, la géographie, la sociologie, l'anthropologie et la science politique, pour ne nommer qu'eux, se croisent et collaborent pour comprendre le territoire (Fournis & Dumarcher, 2017). L'une des premières missions historiques que se donne l'UQAR est précisément, après l'océanographie, le « développement régional » appelé à constituer un axe de développement en s'appuyant sur la dynamique endogène d'un regroupement de chercheurs doté d'une masse critique et par une perspective originale et interdisciplinaire.

Qu'est-ce qui fait de notre travail un travail de développement régional ? Pour répondre à cette question, nous souhaitons revenir sur le contexte d'étude du développement régional au Québec. Le programme de développement régional à l'UQAR a construit une tradition dans le fait d'appréhender les relations aux territoires à partir des gens qui les habitent. Les années 70 sont d'une importance charnière dans le développement de cette expertise dans l'Est du Québec. Ailleurs dans le monde se développe de nouvelles façons de percevoir la ruralité. Nous le constatons par la mise en place de programme étatique visant le développement rural et régional, mais aussi sur le plan scientifique avec Rostow, dont les théories deviendront des classiques (Proulx, 2012). Le Canada se dote de la Loi sur l'aménagement rural et le

développement agricole (ARDA) tandis que le Québec met en place le bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec (BAEQ) (Thibeault & Réhel, 2014, p. 13). Une expertise prend place en périphérie qui se montre critique face aux théories du développement en vogue dans les centres. Le rapport Higgins-Martin-Raynauld (HMR) catalyse des critiques de la pensée qui se retrouve alors au fédéral et qui démontre l'écart de vision entre centre et périphérie. « Il n'y a rien de répréhensible à supprimer la pauvreté et le chômage dans une région en l'attirant dans une ville dynamique » (Higgins et al., 1970). Le gouvernement canadien a continuellement vu le développement dans une perspective économique (Thibeault & Réhel, 2014). Ce qui se nommait alors l'aménagement territorial voit la ville de Montréal comme principal pôle de développement et omet de réfléchir le développement au-delà de la métropole. À l'époque, il s'agit de régler la « crise rurale »

Pour plusieurs chercheurs-aménagistes et leaders régionaux, la mentalité rurale était considérée traditionnelle et dysfonctionnelle face aux impératifs modernes de développement. Être moderne supposait cette capacité d'acquiescer un esprit d'aménagement rationnel et non être soumis à la fatalité de la tradition. Être moderne était aussi être démocratique et non sujet à des comportements de patronage politique (plus fréquent en milieu rural), disait-on! Enfin, être moderne supposait l'acquisition d'une conscience régionale, en remplaçant d'une conscience rurale et traditionnelle désuète (Dionne, 2001, p. 120).

Le groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec (GRIDEQ) est l'héritier d'une recherche critique en développement des communautés et des territoires. Dès ces débuts, le GRIDEQ s'intéresse aux mobilisations sociales qui se retrouvent dans la périphérie de l'Est-du-Québec. Le GRIDEQ a mis en évidence, comme le souligne Fournis (2018) des phénomènes de dépendance économique (Jean, 1988) et de domination sociale et spatiale (Stanek, 1988). L'accumulation des travaux nous autorise à parler d'une approche sociale des territoires au sein de ce groupe. Fournis abonde dans le même sens lorsqu'il retrace l'histoire scientifique du GRIDEQ et souligne :

Le pari d'un développement par le social reste, [...] un solide repère analytique : les prophètes du Développement (par l'État ou le Marché) passent sur les territoires, mais

les communautés sociétales, elles, y restent. [...], les communautés et les territoires poursuivent un effort au quotidien pour traiter les problèmes qui se présentent à eux. Pour désigner ce travail du territoire par les acteurs, l'Est-du-Québec a revendiqué la notion de « Dignité » (Fournis, 2018, p. 4)

L'approche régionale réfléchit les formes que peut prendre la décentralisation. Dans les années 90, les sciences régionales expliquaient la recomposition de la société civile par l'affaiblissement de l'État (J. L. Klein & Morneau, 1997). L'émergence du local répondait au « vide social » laissé par la crise de la société moderne (Barel, 1984). Nous assistons à une mise à jour de mouvements locaux avec la crise climatique. Les demandes de décentralisation s'inscrivent dans un contexte de redéfinition des rôles et des pouvoirs des acteurs étatiques et de réaménagement des consensus politiques. Les villages se battaient pour avoir le droit d'exister dans les années 70. Aujourd'hui, SAdeK se bat pour pouvoir adapter son existence aux réalités territoriales qui lui sont propres.

Plusieurs événements marquants de mobilisations sociales sont devenus des sujets de discussion phare dans le programme d'étude de développement régional de l'UQAR. Nous faisons référence aux opérations dignité et aux mobilisations du JAL⁴ et à la mobilisation territoriale villageoise à Saint-Clément. Nous croyons sincèrement que l'étude des mobilisations territoriales en lien avec les changements climatiques que nous proposons s'inscrit dans cette tradition. Le cas de SAdeK représente un combat pour le droit d'exister. Un combat pour permettre le développement des capacités d'adaptation et de résilience de la communauté. Un droit d'exister pour lequel des citoyens se battent encore aujourd'hui au Québec par la résistance aux affres du libéralisme et de la décentralisation qui cache un désengagement de l'État dans le domaine de la réponse aux défis climatiques (Sévigny, 2013).

⁴ JAL est l'acronyme provenant de l'agrégation des premières lettres des municipalités de Saint-Juste-du-Lac, d'Auclair et de Lots-Renversés. Ces trois villages du haut-pays du Bas-Saint-Laurent se sont battus pour empêcher leurs fermetures.

Au-delà d'une compréhension théorique du territoire existe une relation que développe l'habitant avec le monde qui l'entoure. Cette compréhension du territoire fait appel à des vécus et à des constructions individuelles et collectives. Un des objectifs de cette thèse est de définir les contours de la territorialité de l'action environnementale selon les habitants. Le dessin de ces contours est rendu possible par la prise en considération des représentations sociales et par la méthodologie choisie qui nous permet un contact direct avec un grand nombre des résidents de SAdeK.

Les objets de notre étude font de notre travail une réflexion de développement régional. La notion d'acteur occupe une place centrale dans notre réflexion. Les acteurs sont des personnes physiques ou morales qui agissent sur un territoire donné (Cloutier et al., 2015). La présence, plus ou moins forte, de certaines caractéristiques structurelles et culturelles détermine l'importance des acteurs. Le nombre de relations qu'ils entretiennent avec les autres acteurs du réseau influence le poids de chacun d'eux. (Amat, 2014; Borgatti et al., 2009; Callon & Ferrary, 2006; Forsé, 2008) Par exemple, le poids est déterminé par la place qu'ils occupent au sein de la cartographie du réseau, notamment par une centralité plus importante plus ou moins assumée (Carrington et al., 2005; Cherven, 2015; Easley & Kleinberg, 2010). La connaissance des acteurs est une donnée fondamentale afin de comprendre les modes de gouvernance et de gestion qui entourent l'action climatique (Biggs et al., 2011).

Identifying areas of agreement and disagreement between actors helps in understanding and overcoming obstacles between them; it provides insights about the perceived probability of particular outcomes from ongoing and potential interventions, and people's willingness to accept these outcomes (Nuno et al., 2014, p. 2).

La gestion de l'aboteau et du suivi des hautes marées est un exemple patent de la complexité de la coordination des actions entre des acteurs se référant à des échelons administratifs différents. SAdeK n'avait pas de station de mesure des marées sur son territoire avant 2013. Les stations les plus proches ne représentaient pas véritablement la situation que peut connaître la municipalité due entre autres aux caractéristiques physiques du fleuve qui, dans

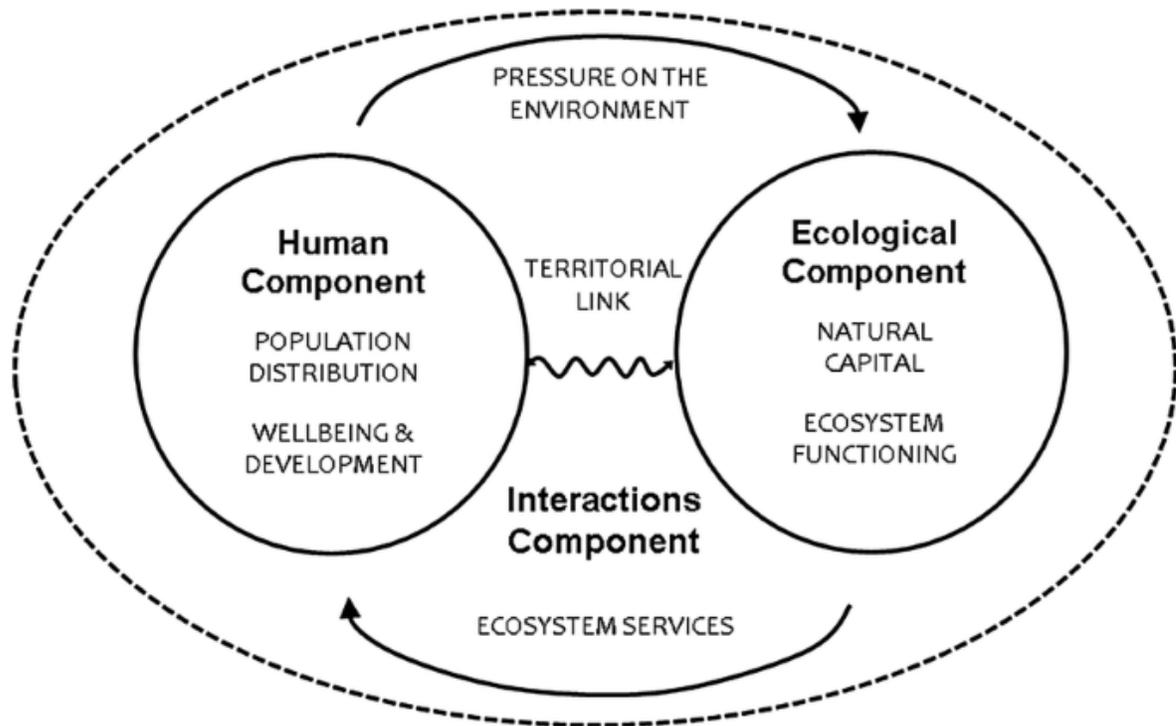
l'estuaire moyen, voit ses coefficients de marée varier rapidement sur la côte. La municipalité, afin de respecter son mandat de protection civile et de surveillance des risques, s'est dotée d'une échelle de lecture du niveau de l'eau (échelle limnimétrique). Un suivi est assuré par la tenue d'un registre des hautes marées depuis cette date (Municipalité de Saint-André-de-Kamouraska et al., 2013). Pourtant, cette responsabilité ne lui incombait pas et l'échelle limnimétrique devrait être fournie par le MSP dans l'état actuel de la législation.

Cette discussion sur le territoire comme objet d'étude soulève la question du cadre d'actions possibles à cette échelle. Que nous parlions de territorialisation des politiques publiques (Le Bourhis, 2012) ou de l'expertise (Casteigts, 2017), la question reste la même. Quelles formes d'actions à l'échelle des territoires ? Nous ne répondrons pas tout de suite à cette question puisqu'elle est l'objet de nos trois articles. Si l'ampleur qu'ont les CC est tributaire du contexte social et environnemental que nous retrouvons sur un territoire donné (Berkes & Folke, 1998; Olsson et al., 2006), alors les actions à opposer aux CC sont tributaires du même contexte.

Ces effets qu'ont les contextes sociaux et environnementaux sur les actions et sur les externalités environnementales sont théorisés au sein de l'approche par système social-écologique. Cette approche prend en considération les besoins sociaux et environnementaux présents dans un milieu donné et les représente dans un système aux équilibres dynamiques (Folke, 2006; Garmestani & Harm Benson, 2013; Laurent, 2015). Cette approche a été utilisée en milieu québécois par un nombre restreint d'auteurs, desquels les travaux d'Alain Fréchette se démarquent par leur parenté avec notre propre projet (Fréchette, 2009). Toutefois, cette approche reste encore à être implantée de façon plus intensive dans des cas québécois.

Figure 1.1

Un modèle de système social-écologique.



Source: Vallejos et al., 2020.

Cette approche a la caractéristique distinctive de mettre en relation les besoins et les services offerts par un sous-système social et un second sous-système naturel/écologique. Comme l'illustre la figure 1.1, la réunion de ces deux sous-systèmes fait apparaître des besoins spécifiques à cette relation. Cette approche a pour objectif l'implémentation d'une gestion intégrée, plus compréhensive et liée au territoire et à ses spécificités (Binder et al., 2013; Bodin & Tengö, 2012; Lade & Niiranen, 2017). L'approche des SSE vient compenser certains déficits présents dans les approches de gestion du territoire basées sur la conservation. Ces dernières ont eu tendance à prescrire des solutions positivistes, avec des cadrages strictement biologiques alors que les problèmes qui surgissent des changements climatiques et des risques qui y sont liés sont complexes et d'ordre normatif. Les CC et les

risques associés sont des questions d'ordre sociale, économique, culturelle et territoriale. (Knight et al., 2006, p. 410)

L'application de l'approche par SSE en est encore à ses débuts au Québec. Très peu de corps administratifs se réclament de son utilisation. Pourtant, nous remarquons l'émergence de certaines caractéristiques de l'approche au sein de mobilisations sociales particulières. Les notions d'acceptabilité sociale et de démocratie participative sont au cœur de ces mobilisations (Fortin & Fournis, 2014). Ainsi en est-il de la mise en place de politiques publiques de préservation d'une portion du fleuve Saint-Laurent dans les environs de Cacouna. Dans ce cas-ci, c'est face à un projet de port pétrolier que la mobilisation sociale s'est structurée. Cette mobilisation a eu comme premier effet une réappropriation territoriale de la part des citoyens, comme le souligne Sauvé. « Sur les pancartes des manifestants, on pouvait lire « touche pas à mon fleuve ! » et « Le fleuve coule dans nos veines », expressions d'une conscience à l'égard d'un bien commun et d'un sentiment d'appartenance au territoire. » (Sauvé, 2016, p. 17). Ces mobilisations intègrent l'écosystème, le sous-système écologique en tant qu'acteur à part entière. C'est une identité écologique qui s'est affirmée, une revendication de « l'appartenance à l'écosystème : « Je suis Béluga ! » » (Sauvé, 2016). Le projet de port pétrolier a été mis de côté par les pouvoirs publics qui ont reconnu l'importance de cet écosystème en lui-même, mais aussi en tant que pouponnière pour la population de bélugas du Saint-Laurent. L'espace est désormais protégé. Les règles entourant la protection du mammifère se sont resserrées. Sans être l'exemple de l'adoption d'une approche par SSE, la mobilisation a mis les pouvoirs publics dans l'obligation d'y avoir recours.

L'approche par SSE demande encore à se faire intégrer d'une façon formelle dans le processus d'élaboration de politiques publiques. Toutefois, comme le dernier exemple le démontre, son utilisation permet une structuration des espaces qui repose sur le territoire et son environnement en plus d'offrir des solutions innovantes et adaptées aux défis climatiques. Notre recherche se démarque par son approche par SSE, mais qui met l'emphase sur le volet social par le dévoilement des RS, présents dans les discours des acteurs. Quelle

est la présence (intégration) des besoins du SE dans le discours des acteurs ? L'étude des RS se révèle particulièrement intéressante puisqu'elle nous informe sur le traitement offert aux questions environnementales et sociales et les liens qui les unissent.

1.4 POSITIONNER LE CHERCHEUR DANS SA COMMUNAUTE

Coconstruire une problématique de recherche est une aventure dans laquelle peu de chercheurs se lancent. Bien que les appels à faire une science pour les usagers se multiplient, ces démarches restent marginales et cantonnées, la plupart du temps, aux sciences sociales (Arlettaz et al., 2010; Knight et al., 2008; Pullin et al., 2004). La communauté de chercheurs qui s'intéressent à l'action climatique est grande et continue de prendre de l'importance. Elle est très fortement influencée par les sciences naturelles et mathématiques dans lesquelles le positivisme reste la posture la plus commune. Notre posture est majoritairement constructiviste et quelque peu structuraliste dans son utilisation de l'analyse du réseau d'acteur pour expliquer les enjeux et les opportunités sociales. La coconstruction de la problématique de recherche a été notre première étape, inspirée de recherches participatives et qui a mis en évidence l'espace vécu.

Nos choix méthodologiques et ontologiques nous positionnent vis-à-vis des autres démarches de recherche. Nous appuyons notre réflexion sur un cadre méthodologique mixte qui nous permet d'aborder la problématique du développement des capacités d'adaptation et de résilience à SAdeK sous l'angle des acteurs, des modes de gouvernance qui régissent leurs actions et de l'action citoyenne et municipale.

Dans le premier article, la collecte des données par assemblées de cuisine et le recours aux méthodes d'analyse de réseau d'acteurs offrent un éclairage à la fois qualitatif et quantitatif et positionnent les acteurs les uns par rapport aux autres, selon l'expérience qu'en ont les répondants. Dans le second article, nous avons fait apparaître les modes de gouvernance des acteurs-clefs en s'intéressant à leurs RS. La réalisation d'entrevues semi-dirigées a permis d'aborder en profondeur, auprès des répondants, leurs perceptions, leurs compréhensions et leurs expériences quant aux réponses à offrir aux défis climatiques. Finalement, nous avons multiplié les moyens pour décrire la portée de la parole écocitoyenne à SAdeK. Une présence à la fois numérique et physique dans la communauté a favorisé la rencontre de citoyens dans différents contextes sociaux et temporels. Nous évaluons que la variété de notre démarche permet, à notre travail, de se démarquer et contribue à son originalité. Nous nous inspirons

de la méthode sociale d'évaluation des capacités d'adaptation telle que définie par Whitney et ses collaborateurs (2017).

Assessments of adaptive capacity tend to draw either from theories of ecological resilience or social resilience. [...] adaptive capacity of social systems refers to the ability of human actors and communities to respond to change and maintain human well-being over time (Whitney et al., 2017)

Nous aurions pu avoir recours à une analyse systématique au travers d'un modèle d'évaluation des politiques de gouvernance des risques ou de la robustesse des SSE. Ce type d'analyse permettrait une analyse plus normée, basée sur des indicateurs comparables ou dont l'utilisation a été justifiée par l'expérience d'autres recherches (Anderies et al., 2004; Lade & Niiranen, 2017; Whitney et al., 2017). Toutefois, aucun modèle ne nous apparaissait capable d'évaluer la capacité de changement d'une collectivité en prenant en considération le vécu territorial, les RS qui en découlent et les dynamiques relationnelles entre les acteurs. Seule l'exploration, par les RS, des modes d'actions collectives et de gouvernance nous semblait pertinente pour expliquer le changement dans ce contexte. Le contexte a un poids important dans nos positionnements méthodologiques et ontologiques. Ce contexte ne concorde pas avec une étude des conflits. Bien que la question puisse s'aborder de cette façon dans le cas de la gestion de l'aboiement, notre compréhension de l'action collective et des modes de gouvernance est issue d'une approche par l'acteur. Elle est une perspective microsociologique de la construction de la réalité dans laquelle l'intersubjectivité joue un rôle central. À l'opposé des travaux d'Anderies et de ses collaborateurs, nous ne croyons pas que l'adaptation ou la résilience dépendent de calculs coûts/bénéfices (2004 et 2013). Nous évitons aussi l'écueil d'une attention trop précise qui passerait seulement par la gouvernance et qui se limiterait « au processus en laissant de côté les mécanismes ou le contexte du changement, ce qui correspondrait à une attention inadéquate à la nature du changement »⁵ (Whitney et al., 2017).

⁵ Traduction libre de l'auteur.

Notre posture se révèle dans le choix des mots mobilisés dans ce texte. Le qualificatif de « socio »-écologique, que certains préfèrent à celui de « social »-écologique, n'apparaît pas dans nos écrits. Nous portons notre attention sur les façons dont le social influence le système dans lequel il se trouve. Dans une perspective sociale-écologique, ni les sociétés ni l'environnement ne devraient primer sur l'autre. Utiliser la forme « socio » subordonne l'aspect social des réponses à offrir aux CC. Dans cette étude, nous prenons en considération le poids qu'ont des « actants » qui représentent le sous-système écologique (Murphy, 2004, 2011). Au travers de l'exemple de SAdeK, où une submersion a été vécue par les habitants, nous nous intéressons à l'empreinte du sous-système écologique dans les RS.

1.5 BIBLIOGRAPHIE

- Abunnasr, Y., Hamin, E. M., & Brabec, E. (2015). Windows of opportunity : Addressing climate uncertainty through adaptation plan implementation. *Journal of Environmental Planning and Management*, 58(1), 135-155. <https://doi.org/10.1080/09640568.2013.849233>
- Adger, W. N. (2013). Social Capital, Collective Action, and Adaptation to Climate Change. *Economic Geography*, 79(4), 387-404.
- Alberio, M., Couspeyre, O., & Plourde, É. (2021). L'action communautaire autonome et son potentiel transformationnel dans les territoires. : Un dialogue en cours entre milieu de la recherche et de la pratique. *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research*, 12(1), Article 1. <https://doi.org/10.29173/cjnser.2021v12n1a487>
- Amat, C. B. (2014). Network analysis and visualization with Gephi. *REDES: Revista Hispana Para El Análisis de Redes Sociales*, 25(1), 201-209. <https://doi.org/10.5565/rev/redes.499>
- Anderies, J. M., Janssen, M. A., & Ostrom, E. (2004). A Framework to Analyze the Robustness of Social-ecological Systems from an Institutional Perspective. *Ecology and Society*, 9(1). JSTOR. <https://www.jstor.org/stable/26267655>
- Angeon, V., Caron, A., Birard, C., Cayre, P., Chambon, P., Larade, A., Méasson, L., & Planchat, C. (2013). Les apports de la gouvernance adaptative pour analyser les enjeux d'une mise en œuvre effective de la Trame Verte et Bleue. L'exemple du PNR des Volcans d'Auvergne. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 4, n° 1, Article Vol. 4, n° 1. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9675>
- Arlettaz, R., Schaub, M., Fournier, J., Reichlin, T. S., Sierro, A., Watson, J. E. M., & Braunisch, V. (2010). From Publications to Public Actions : When Conservation

- Biologists Bridge the Gap between Research and Implementation. *BioScience*, 60(10), 835-842. <https://doi.org/10.1525/bio.2010.60.10.10>
- Avry, L. (2012). Analyser les conflits territoriaux par les représentations spatiales : Une méthode cognitive par cartes mentales [Phdthesis, Université Rennes 2]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00808779/document>
- Barbier, R., & Larrue, C. (2011). Démocratie environnementale et territoires : Un bilan d'étape. *Participations*, N° 1(1), 67-104.
- Barel, Y. (1984). *La société du vide*. Seuil.
- Barnaud, C., Antona, M., & Marzin, J. (2011). Vers une mise en débat des incertitudes associées à la notion de service écosystémique. *VertigO : la revue électronique en sciences de l'environnement*, 11(1). <https://www.erudit.org/en/journals/vertigo/1900-v1-n1-vertigo0104/1009221ar/abstract/>
- Berkes, F., & Folke, C. (1998). Linking social and ecological systems for resilience and sustainability. In F. Berkes & C. Folke (Éds.), *Linking social and ecological systems : Management practices and mechanisms for building resilience*. Cambridge University Press.
- Berman, M., Baztan, J., Kofinas, G., Vanderlinden, J.-P., Chouinard, O., Huctin, J.-M., Kane, A., Mazé, C., Nikulkina, I., & Thomson, K. (2020). Adaptation to climate change in coastal communities : Findings from seven sites on four continents. *Climatic Change*, 159(1), 1-16. <https://doi.org/10.1007/s10584-019-02571-x>
- Bertoldo, R. B., & Bousfield, A. B. S. (2011). Représentations sociales du changement climatique : Effets de contexte et d'implication. *Temas em Psicologia*, 19(1), 121-137.

- Biehl, J. (2013). *Le municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale.* (2e éd.). Écosociété.
- Biggs, D., Abel, N., Knight, A. T., Leitch, A., Langston, A., & Ban, N. C. (2011). The implementation crisis in conservation planning: Could “mental models” help? *Conservation Letters*, 4(3), 169-183. <https://doi.org/10.1111/j.1755-263X.2011.00170.x>
- Binder, C. R., Hinkel, J., Bots, P. W. G., & Pahl-Wostl, C. (2013). Comparison of Frameworks for Analyzing Social-ecological Systems. *Ecology and Society*, 18(4), 26.
- Bodin, Ö., & Tengö, M. (2012). Disentangling intangible social–ecological systems. *Global Environmental Change*, 22(2), 430-439. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2012.01.005>
- Bonardi, C., & Roussiau, N. (1999). *Les représentations sociales.* Dunod.
- Borgatti, S. P., Mehra, A., Brass, D. J., & Labianca, G. (2009). Network Analysis in the Social Sciences. *Science*, 323(5916), 892-895. <https://doi.org/10.1126/science.1165821>
- Boschet, C., & Rambonilaza, T. (2010). Les mécanismes de coordination dans les réseaux sociaux : Un cadre analytique de la dynamique territoriale. *Revue d'Economie Regionale Urbaine*, juin(3), 569-593.
- Boudon, R. (1985). *La place du désordre; critique des théories du changement social.* Presses Universitaires de France.
- Brechet, J.-P., & Desreumaux, A. (2010). Agir projectif, action collective et autonomie. *Management international / Gestión Internacional / International Management*, 14(4), 11-21. <https://doi.org/10.7202/044656ar>

- Callon, M., & Ferrary, M. (2006). Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau. *Sociologies pratiques*, n° 13(2), 37-44.
- Callon, M., Lascoumes, P., & Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Éditions du Seuil.
- Carrington, P. J., Scott, J., & Wasserman, S. (2005). *Models and Methods in Social Network Analysis*. Cambridge University Press. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqar-ebooks/detail.action?docID=228772>
- Casteigts, M. (2017). Les enjeux de la territorialisation de l'expertise dans la société du risque. In F. Benchendikh, *Expert(ise) et action publique locale* (p. 131-148). LexisNexis.
- Cherven, K. (2015). *Mastering Gephi Network Visualization. Produce advanced network graphs in Gephi and gain valuable insights into your network datasets*. Packt Publishing.
- Claval, P. (1987). Le néo-marxisme et l'espace. *L'Espace géographique*, 16(3), 161-166.
- Claval, P. (2008). Espace et territoire. Les bifurcations de la science régionale. *Géographie, économie, société*, 10(2), 157-184. Cairn.info. <https://doi.org/10.3166/ges.10.157-184>
- Cloutier, G., Joerin, F., Dubois, C., Labarthe, M., Legay, C., & Viens, D. (2015). Planning adaptation based on local actors' knowledge and participation : A climate governance experiment. *Climate Policy*, 15(4), 458-474. <https://doi.org/10.1080/14693062.2014.937388>
- Colding, J., & Barthel, S. (2019). Exploring the social-ecological systems discourse 20 years later. *Ecology and Society*, 24(1). <https://www.jstor.org/stable/26796920>

- Côté, G.-S., & Lalonde, L. (2017). L'institutionnalisation de la gestion publique de l'environnement au Québec. In A. Chaloux, L'action publique environnementale au Québec. Entre local et mondial (p. 110-127). Les Presses de l'Université de Montréal.
- Debarbieux, B., & Vanier, M. (Éds.). (2002). Ces territorialités qui se dessinent. Datar / Éditions de l'Aube.
- Defontaines, J.-P., Marcel, E., & Moquay, P. (2001). Le développement territorial : Une question d'interprétations. In S. Lardon, P. Maurel, & V. Piveteau (Éds.), Représentations spatiales et développement territorial. Bilan d'expériences et perspectives méthodologiques. Hermès.
- Dionne, H. (2001). Le bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) revisité. Acte fondateur québécois de planification régionale démocratique. In Danielle. Lafontaine, Choix publics et prospective territoriale : Horizon 2025 : La Gaspésie, futurs anticipés. GRIDEQ; WorldCat.org.
- Easley, D., & Kleinberg, J. (2010). Graphs. In Networks, Crowds, and Markets : Reasoning about a Highly Connected World (p. 23-46). Cambridge University Press.
- Elissalde, B. (2002). Une géographie des territoires. L'Information Géographique, 193-205. Persée <http://www.persee.fr>.
- Epstein, R. (2015). La gouvernance territoriale : Une affaire d'État La dimension verticale de la construction de l'action collective dans les territoires. L'Annee sociologique, Vol. 65(2), 457-482.
- Few, R. (2003). Flooding, vulnerability and coping strategies : Local responses to a global threat. Progress in Development Studies, 3(1), 43-58. <https://doi.org/10.1191/1464993403ps049ra>

- Folke, C. (2006). Resilience : The emergence of a perspective for social–ecological systems analyses. *Global Environmental Change*, 16(3), 253-267. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2006.04.002>
- Forsé, M. (2008). Définir et analyser les réseaux sociaux. *Informations sociales*, n° 147(3), 10-19.
- Fortin, M.-J., & Fournis, Y. (2014). Vers une définition ascendante de l’acceptabilité sociale : Les dynamiques territoriales face aux projets énergétiques. 22, 231-239.
- Fournis, Y. (2018). Introduction générale. In Y. Fournis, *La voie du GRIDEQ. Du développement régional au développement territorial*. (p. 1-10). Université du Québec à Rimouski.
- Fournis, Y., & Dumarcher, A. (2017). Le territoire du CRDT. La construction d’un espace intellectuel, entre science et territoire. GRIDEQ.
- Fourny, M.-C., & Micoud, A. (2002). Représentations et nouvelles territorialités : À la recherche du territoire perdu. In *Ces territorialités qui se dessinent* (p. 31-52). Datar / Éditions de l’Aube.
- Fréchette, A. (2009). La gouvernance forestière au Québec : Le défi du changement institutionnel dans les systèmes socio-écologiques interdépendants. *VertigO - la revue électronique en sciences de l’environnement*, Hors série 6. <https://doi.org/10.4000/vertigo.8948>
- Gaard, G. (2015). Ecofeminism and climate change. *Women’s Studies International Forum*, 49, 20-33. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2015.02.004>
- Garmestani, A. S., & Harm Benson, M. (2013). A Framework for Resilience-based Governance of Social-Ecological Systems. *Ecology and Society*, 18(1), 11.

- Ginsburger, M. (2020). De la norme à la pratique écocitoyenne. *Revue française de sociologie*, Vol. 61(1), 43-78.
- Giraut, F. (2008). Conceptualiser le territoire. *Historiens et Géographes*, 403, 57-68.
- Gouvernement du Québec. (2012). Stratégie gouvernementale d'adaptation aux changements climatiques 2013-2020 : Un effort collectif pour renforcer la résilience de la société québécoise.
http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/plan_action/strategie-adaptation2013-2020.pdf
- Hatfield-Dodds, S., Nelson, R., & Cook, D. (2007). *Adaptative governance : An Introduction, and implications for public policy*. 13.
- Higgins, B., Martin, F., & Raynauld, A. (1970). *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*. Ministère de l'Expansion Économique Régional (MEER), Ottawa.
- Hossain, S., Ramirez, J., Szabo, S., Eigenbrod, F., Amoaka Johnson, F., Ifejika Speranza, C., & A Dearling, J. (2020). Participatory modelling for conceptualizing social-ecological system dynamics in the Bangladesh delta. *Regional Environmental Change*, 20(28), 27-41.
- Intergovernmental Panel on Climate Change. (2023). *Synthesis report of the IPCC sixth assessment report* (p. 85).
- Isard, W. (1975). *Introduction to regional science*. Prentice Hall.
- Jasanoff, S. (2010). A New Climate for Society. *Theory, Culture & Society*, 27(2-3), 233-253. <https://doi.org/10.1177/0263276409361497>
- Jean, B. (1988). La « ruralité » bas-laurentienne : Développement agricole et sous-développement rural. *recherches sociographiques*, 29(2-3), 239-263.

- Jessop, B. (1997). The governance of complexity and the complexity of governance : Preliminary remarks on some problems and limits of economic guidance. In A. Amin & J. Hausner (Éds.), *Beyond Markets and Hierarchy : Interactive Governance and Social Complexity* (p. 111-147). Edward Elgar.
- Klein, J. L., & Morneau, A. (1997). Émergence du local et mouvements sociaux : Pistes pour l'analyse de la demande de décentralisation. In S. Côté, J.-L. Klein, & M.-U. Proulx, *Action collective et décentralisation* (p. 33-40). GRIDEQ et GRIR.
- Knight, A. T., Cowling, R. M., & Campbell, B. M. (2006). An Operational Model for Implementing Conservation Action. *Conservation Biology*, 20(2), 408-419.
- Knight, A. T., Cowling, R. M., Rouget, M., Balmford, A., Lombard, A. T., & Campbell, B. M. (2008). Knowing But Not Doing : Selecting Priority Conservation Areas and the Research–Implementation Gap. *Conservation Biology*, 22(3), 610-617. <https://doi.org/10.1111/j.1523-1739.2008.00914.x>
- Kolinjivadi, V., Bissonnette, J.-F., Zaga Mendez, A., & Dupras, J. (2020). Would you like some fries with your ecosystem services?: McDonaldization and conservation in Prince Edward Island, Canada. *Geoforum*, 111, 73-82. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2020.03.003>
- Lade, S. J., & Niiranen, S. (2017). Generalized modeling of empirical social-ecological systems. *Natural Resource Modeling*, 30(3), e12129. <https://doi.org/10.1111/nrm.12129>
- Laurent, É. (2015). La social-écologie : Une perspective théorique et empirique. *Revue française des affaires sociales*, 1, 125-143.
- Le Bourhis, J.-P. (2012). Le gouvernement territorial de l'environnement. In *Manuel de sociologie de l'environnement* (p. 215-223). Les Presses de l'Université Laval.

- Lescano, A. (2013). Stéréotypes, représentations sociales et blocs conceptuels. *Semen - Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 35, 14.
- Loudiyi, S., Angeon, V., & Lardon, S. (2004). Capital social et développement territorial. *Quel impact spatial des relations sociales?* 16.
- Marx, K. (1996). *Manuscrit de 1844*. Flammarion.
- Melé, P. (2008). Identifier un régime de territorialité réflexive. 45-55.
- Milot, N. (2017). La gouvernance de l'eau et l'action collective. In A. Chaloux, *L'action publique environnementale au Québec. Entre local et mondial* (p. 171-200). Les Presses de l'Université de Montréal.
- Mormont, M. (2014). Le sociologue dans l'action collective face au risque. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8235>
- Moulin, C., Faytre, L., & Bauduceau, N. (2017). Réduire la vulnérabilité des territoires aux inondations : Évaluer pour agir. *Sciences Eaux & Territoires*, 2(23), 12. <https://doi.org/10.3917/set.023.0012>
- Municipalité de Saint-André-de-Kamouraska, Organisme de bassins versants de Kamouraska, L'Islet, & Rivière-du-Loup. (2013). *L'aboteau de Saint-André. Un cadre de gestion. Une question de sécurité publique*.
- Murphy, R. (2004). Disaster or Sustainability : The Dance of Human Agents with Nature's Actants*. *Canadian Review of Sociology/Revue Canadienne de Sociologie*, 41(3), 249-266. <https://doi.org/10.1111/j.1755-618X.2004.tb00778.x>
- Murphy, R. (2011). The Challenge of Anthropogenic Climate Change for the Social Sciences. *International Review of Social Research*, 1(3), 167-181. <https://doi.org/10.1515/irsr-2011-0026>

- National Footprint and Biocapacity Accounts. (2022). Country Overshoot Days 2023. <https://www.overshootday.org/newsroom/country-overshoot-days/>
- Nelson, D. R. (2011). Adaptation and resilience : Responding to a changing climate. *WIREs Climate Change*, 2(1), 113-120. <https://doi.org/10.1002/wcc.91>
- Nuno, A., Bunnefeld, N., & Milner-Gulland, E. J. (2014). Managing social–ecological systems under uncertainty : Implementation in the real world. *Ecology and Society*, 19(2). <https://doi.org/10.5751/ES-06490-190252>
- Olivier de Sardan, J.-P. (1991). L’anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique ? *Bulletin de l’APAD*, 1. <http://journals.openedition.org/apad/296>
- Olsson, P., Gunderson, L. H., Carpenter, S. R., Ryan, P., Lebel, L., Folke, C., & Holling, C. S. (2006). Shooting the Rapids : Navigating Transitions to Adaptive Governance of Social-Ecological Systems. *Ecology and Society*, 11(1), 18.
- Oteros-Rozas, E., Martin-Lopez, B., Daw, T. M., & Bhensky, E. L. (2015). Participatory scenario planning in place-based social-ecological research insights and experiences from 23 case studies. *Ecology and Society*, 20(4), 32.
- Ouranos. (2010). *Élaborer un plan d’adaptation aux changements climatiques – Guide destiné au milieu municipal québécois* (p. 48).
- Ouranos. (2015). *Vers l’adaptation. Synthèse des connaissances sur les changements climatiques au Québec. Partie 3 : Vers la mise en oeuvre de l’adaptation.*
- Peterson, G. D., Cumming, G. S., & Carpenter, S. R. (2003). Scenario Planning : A Tool for Conservation in an Uncertain World. *Conservation Biology*, 17(2), 358-366. <https://doi.org/10.1046/j.1523-1739.2003.01491.x>

- Plante, S. (2011). Les défis de la gestion intégrée des territoires côtiers et riverains du Saint-Laurent. In O. Chouinard, J. Baztan, & J.-P. Vanderlinden, *Zones côtières et changement climatique* (p. 99-118). Presses de l'Université du Québec.
- Plante, S., Vasseur, L., & Santos Silva, J. (2018). Adaptation des communautés côtières aux effets des changements climatiques sous l'angle de la résilience : Lier la gouvernance locale au développement durable. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 18 numéro 2. <https://doi.org/10.4000/vertigo.22079>
- Proulx, M.-U. (2012). Centre et périphérie : Le nouveau modèle québécois. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 4, 597-621.
- Pullin, A. S., Knight, T. M., Stone, D. A., & Charman, K. (2004). Do conservation managers use scientific evidence to support their decision-making? *Biological Conservation*, 119(2), 245-252. <https://doi.org/10.1016/j.biocon.2003.11.007>
- R. Tremblay-Racicot, F., & Mercier, J. (2017). Les instruments de politique publique. In A. Chaloux, *L'action publique environnementale au Québec. Entre local et mondial* (p. 91-110). Les Presses de l'Université de Montréal.
- Raffestin, C. (1987). Repères pour une théorie de la territorialité humaine. *FLUX Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et Territoires*, 3(7), 2-22. <https://doi.org/10.3406/flux.1987.1053>
- Roussopoulos, D. (2017). L'écologie politique. Au-delà de l'environnementalisme. *Écosociété*.
- Sauvé, L. (2016). L'engagement écologique au coeur de la cité. *Relations*, 786, 17-19.
- Séguin, H. (2017). Transition énergétique : Le Québec se donne-t-il les moyens de ses ambitions? In A. Chaloux, *L'action publique environnementale au Québec. Entre local et mondial* (p. 227-246). Les Presses de l'Université de Montréal.

- Séguin, M., & Tremblay, F. (2005). La recherche participative et l'écocitoyenneté. *Nouvelles pratiques sociales*, 18(1), 117-130. <https://doi.org/10.7202/012200ar>
- Séigny, M. (2013). Préface de la première édition. In J. Biehl, *Le municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale*. (2e éd., p. 15-20). Écosociété.
- Simard, M. (2018). *Le JAL: un demi-siècle de luttes et de débats; Bilan et perspectives nouvelles d'une expérience de développement communautaire en milieu rural fragile*. GRIDEQ.
- Stanek, O. (1988). Crise et colonisation dans l'Est du Québec. *Recherches sociographiques*, 29(2-3), 201-238.
- Thibeault, J.-M., & Réhel, É. (2014). *Pour ne pas en finir avec l'arrière-pays gaspésien. Devoir de mémoire. Les 3 sista*.
- Tremblay, P.-A., Tremblay, S., & Tremblay, S. (2019). *Au-delà du cynisme, réinventer l'avenir des communautés*. Université du Québec à Chicoutimi.
- Vieira, J. (2017). *Éco-citoyenneté et démocratie environnementale* [These de doctorat, Bordeaux]. <https://www.theses.fr/2017BORD0760>
- Whitney, C., Bennett, N., Ban, N., Allison, E., Armitage, D., Blythe, J., Burt, J., Cheung, W., Finkbeiner, E., Kaplan-Hallam, M., Perry, I., Turner, N., & Yumagulova, L. (2017). Adaptive capacity : From assessment to action in coastal social-ecological systems. *Ecology and Society*, 22(2). <https://doi.org/10.5751/ES-09325-220222>

CHAPITRE 2

RECENSION DES ECRITS

À l'heure actuelle, très peu de documentation fait état des risques qui ont historiquement été présents à Saint-André de Kamouraska. Le principal fond d'informations scientifiques portant sur la région de Saint-André de Kamouraska s'intéresse à la relation entre le développement de la région et l'utilisation de l'aboiteau (Hatvany, 2003b, 2003a, 2009). Les aboiteaux sont des éléments fondamentaux du Kamouraska. Originellement conçus comme infrastructure de développement agricole de la région, ils ont désormais le rôle de structures de protection contre les éléments (Hatvany, 2003a, p. 160). Le travail d'Hatvany est une source de premier ordre. En plus de retracer le développement de ces infrastructures et de la région du Kamouraska, l'auteur propose une caractérisation écologique des marais du Kamouraska. Il offre une perspective historique des transformations naturelles y ayant pris place au travers d'une approche paléoécologique (Hatvany, 2003a, p. 139). Cette réflexion sur les marais et de la relation qui les lie à la société kamouraskoise se poursuit et se renouvelle, le travail d'Hatvany entouré de Donald Cayer et d'Alain Parent (2015) et celui d'Alain Parent (2004) en sont des exemples très intéressants. Une partie de l'originalité de notre travail vient de la mobilisation d'un fond théorique différent de celui que nous retrouvons dans la littérature existant sur SAdeK et sa relation aux CC.

Ce chapitre est divisé en deux parties. Dans la première, nous vous présentons un état de la littérature dont la forme s'inspire des revues systématiques. Cet état de la science s'intéresse aux thèmes de représentations sociales (RS), du risque (submersion et inondation) et de la gestion des urgences dans ces différentes étapes. Le contexte estuarien maritime est utilisé comme variable discriminante dans la sélection des textes dépouillés. Dans la seconde partie de ce chapitre, nous nous intéressons aux éléments théoriques qui entourent la problématique de cette thèse.

2.1 REVUE (PRESQUE) SYSTEMATIQUE DE LITTERATURE

La méthode utilisée, inspirée des revues systématiques, éclaire un des principaux volets de la recherche à Saint-André, soit l'évolution des représentations sociales des risques d'inondation et de submersion. Ce travail a aussi comme objectif de lier cette transformation des perceptions avec le processus de gestion du risque, duquel se distinguent trois différentes étapes : la préparation, la crise et la gestion post-crise. La question de recherche que nous abordons dans cette revue de littérature est la suivante : « Comment se transforment les représentations sociales des risques d'inondation et de submersion lors de chacune des étapes de la gestion du risque en contexte d'estuaire maritime ? »

2.1.1 Stratégie de recherche

Nous adoptons une approche structurée, inspirées de la méthode de la méthasynthèse. Cette méthode se présente sous quatre différentes phases (Hemingway & Brereton, 2009; Martin & Renaud, 2013) :

1. Sélection des études et des données à analyser;
2. Synthèse des résultats de chaque étude;
3. Comparaison et différenciation des études;
4. Reformulation conceptuelle ou théorique.

Cette méthode de revue systématique de littérature demande aux chercheurs de structurer rigoureusement la démarche de recherche. Cette structuration demande : d'explicitier la démarche; de délimiter un corpus cohérent lié à la problématique; d'appliquer des critères d'inclusion et d'exclusion; de faire ressortir les éléments pertinents et porteurs de sens; ainsi que de discuter et d'interpréter des résultats qui sont à jour par rapport à la production scientifique (Gauthier & Brisson, 2014, p. 3). Ces cinq aspects de la recension sont discutés dans les prochaines sections.

La revue systématique s’articule autour de deux mécanismes. Le premier est le questionnement de bases de données scientifiques. Sept bases ont été choisies dans le cadre de cette revue de littérature (Tableau 2.1). Le principal critère de sélection de ces bases de données est leur lien avec notre question de recherche. Une attention particulière a été portée à l’utilisation de bases de données permettant la recension d’articles rédigés autant en anglais qu’en français. La situation culturelle particulière au Québec et au Canada explique cet effort supplémentaire. Aussi, cette situation entraîne un dédoublement volontaire des questionnements aux différentes bases de données par une liste bilingue de mots-clefs (Tableau 2.2 et 2.3). Ces mots-clefs ont été définis par le chercheur principal et son directeur de recherche. Ils se divisent en quatre groupes de sens : l’objet, la gestion du risque et ses étapes, le risque et l’aire / la particularité géographique. Nous limitons notre recherche à 10 ans (2009-2019). Cette période offre l’avantage de positionner les travaux dans leurs contextes temporels tout en limitant le nombre de réponses obtenus à un qui soit analysable.

Tableau 2.1

Banques de données questionnées.

<i>Années de références 2009-2019</i>
<i>JSTOR</i>
<i>SAGE Journal Online</i>
<i>Springer</i>
<i>Science Direct (Elsevier)</i>
<i>Érudit</i>
<i>Open Edition JOURNALS et BOOKS</i>
<i>Nature, Science et Sociétés</i>

Les termes utilisés dans le groupe de sens de la gestion du risque reflètent les trois différentes étapes de cette gestion. Ainsi, les étapes de préparation/prévention et du recouvrement post-crise sont reflétées par les termes évaluation, planification, observation et prévision. L’étape de gestion de crise est représentée par les termes réponse, gestion et gouvernance. Ces mots

ont toutefois une portée plus large que celle que nous leur prêtons dans le présent travail. Cette polysémie nécessite de circonscrire le sens de ces termes au processus de gestion auquel ils sont liés ici. Les facteurs d'inclusion et d'exclusion des différents articles prennent en compte cette réalité.

Tableau 2.2

Mots-clefs – français.

Objet		Risque		Gestion du risque et étapes		Aire géographique
<ul style="list-style-type: none"> • Représentation sociale du risque 	Et	<ul style="list-style-type: none"> • Inondation Ou <ul style="list-style-type: none"> • Submersion Et <p>Avec et sans : Lorsque protégé par une digue</p>	Et	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation • Planification • Observation • Prévion • Réponse • Gestion • Gouvernance 	Et	<ul style="list-style-type: none"> • Estuaire

Tableau 2.3

Mots-clefs – anglais.

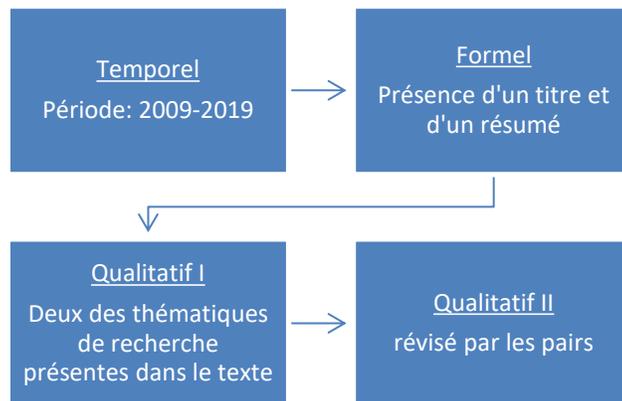
Object		Risk		Risk management and steps		Geographic area
<ul style="list-style-type: none"> • Risk Social Representation 	And	<ul style="list-style-type: none"> • Floods Or <ul style="list-style-type: none"> • Submersion And <p>With and without : Protected by a dike</p>	And	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation • Planification • Observation • Prediction • Response • Management • Governance 	And	<ul style="list-style-type: none"> • Estuary

Le questionnement des bases de données choisies avec les listes de mots-clefs telles que déterminées nous permet de prétendre à un travail exhaustif. La mise en place de quatre groupes de sens et leur articulation logique offre, quant à elle, la précision nécessaire à l'analyse rigoureuse de la problématique du présent travail.

La qualification ou non des textes pour cette revue de littérature se développe autour de trois critères principaux. Le premier des critères retenus est temporel. Les articles sélectionnés ont été publiés entre 2009 et 2019 inclusivement. S'intéresser à cette période de dix ans comporte deux avantages. Elle correspond à une période durant laquelle la thématique des changements climatiques, des risques et de leur gestion est devenue incontournable, autant dans le débat public que dans la littérature scientifique. L'aspect quantitatif des publications n'apparaît pas, dans ce cas-ci, comme une problématique à laquelle doit faire face ce travail. Aussi, la définition de cette séquence temporelle provient de la nécessité de limiter le nombre d'études à analyser. Le second critère est formel. Les articles retenus devront comporter un titre et un résumé. Dans chacun de ces éléments, un lien clair avec la problématique de recherche doit être présent. Troisièmement, chacune des trois thématiques de ce travail (changements des perceptions du risque d'inondation ou de submersion, trois étapes de la gestion et contexte estuarien ou riverain) doit être minimalement abordée afin qu'un texte soit retenu. Nous définissons un minimum de deux des trois thématiques qui doivent se retrouver dans un texte afin qu'il soit inclus à la présente revue de littérature. Finalement, un critère qualitatif est aussi lié au choix des articles inclus dans le présent travail. Compris dans le choix des bases de données questionnées, les articles retenus doivent être des travaux revus par les pairs (*peer-reviewed*). Ce critère assure une qualité de base aux travaux sélectionnés en plus d'offrir une certaine garantie quant à la scientificité de leurs démarches, ainsi que de leurs conclusions. Le tableau 2.4 résume ces critères.

Figure 2.1.

Critères d'inclusion et d'exclusion.



La méthode de collecte se résume par le questionnement des sept bases de données retenues. Suivant les mots-clés préalablement déterminés, les questions en langue française et anglaise, d'un total de 56 questions, ont été posées à l'ensemble des bases de données. Les articles dont le titre et le résumé sont en lien avec au moins deux de nos thématiques ont été ajoutés à notre recueil. La lecture intégrale des articles ainsi choisis et leur codification ont permis l'évaluation et la mise en relation des différentes thématiques abordées par la littérature.

La codification et l'analyse des textes retenus se sont faites à l'aide du logiciel *NVivo 12 Pro*. Le codage de chacun des textes respecte les trois axes de la thèse, soit l'étude des perceptions du risque, de la gestion en trois phases du risque et du contexte estuarien ou riverain. L'utilisation de cet outil facilite la synthèse des idées contenues dans chacun des documents, ainsi que la comparaison et la différenciation de chacune des études. Aussi, le logiciel propose des outils permettant une reformulation conceptuelle et théorique basée sur l'agencement et l'arrimage des différents concepts entre eux. Afin de nous permettre une analyse plus fine du corpus, nous avons décomposé nos trois thématiques en sous-sections. Le tableau 2.5 présente notre grille de codage.

Tableau 2.4

Grille de codage répartie selon l'ordre hiérarchique.

<i>Code primaire</i>	<i>Hiérarchie 1</i>	<i>Hiérarchie 2</i>
<i>Estuaire</i>	-	-
<i>Gestion du risque</i>	Précrise	Communication gouvernementale et non gouvernementale
-	Crise	-
-	Post-crise	Communication gouvernementale et non gouvernementale
-	Défis de gestion	-
-	Mobilisation des acteurs	-
-	Modes de gouvernance	-
<i>Perceptions</i>	Risques	Inondation, Submersion et Tempêtes
-	Facteurs de changements	-
-	Gestion du risque	-
-	Perception des perceptions	-
<i>Savoir local</i>	-	-

2.1.2 Présentation des résultats

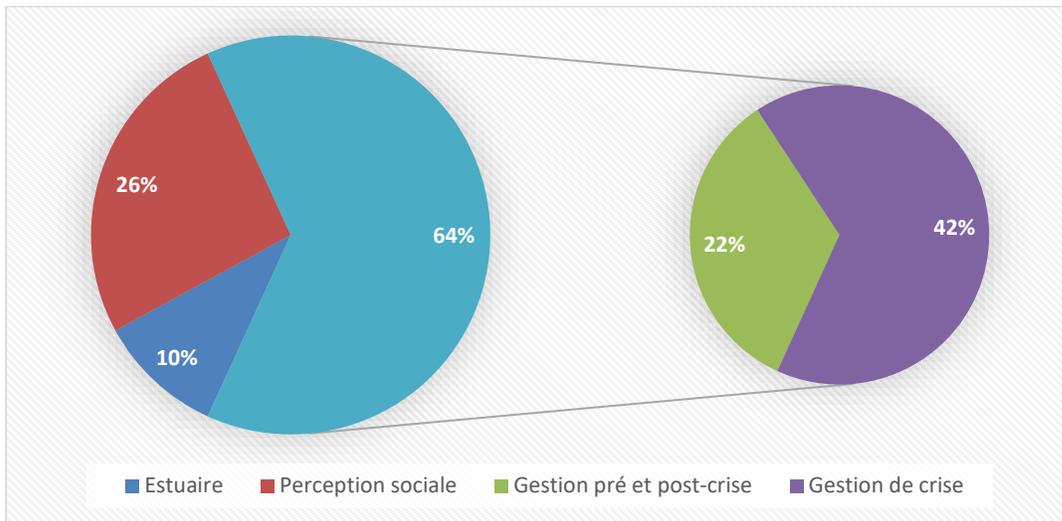
Dans notre analyse, nous avons regroupé l'encodage de la gestion pré et post-conflit puisque nous considérons que ces deux moments sont de mêmes natures, soit des moments de gestion entre deux crises (chaque moment post-crise est celui de la gestion qui précède la crise suivante).

Sur les 88 textes sélectionnés, chacun a été codé selon les sujets qu'il abordait. Les textes qui établissent un lien de causalité entre une ou plusieurs de nos thématiques principales se voyaient dotées d'un autre type de codage, soit celui de *cas*. La mise en évidence de ces codes *cas* nous renseigne sur la fréquence à laquelle nous retrouvons ces variables. Elles ont le caractère de variables explicatives dans bien des cas.

A la figure 2.2, nous visualisons la répartition des codes *cas* au travers du corpus littéraire abordé dans le présent travail.

Figure 2.2

Pourcentage de « cas » référencés par thématiques (total de 88 cas référencés).



De prime abord, nous constatons un déséquilibre de représentation, particulièrement noté auprès de la thématique « Estuaire » (10%). Nous expliquons cet état de fait par la grande présence d'études de cas s'intéressant à des zones situées en contexte estuarien, mais ne faisant pas de lien direct entre ce caractère géographique et nos deux autres thématiques. Ainsi, seulement neuf textes mettent en évidence le contexte estuarien comme variable de causalité expliquant les dynamiques de gestion du risque ou de perception du risque. Cet état de fait nous permet d'avancer deux hypothèses à ce stade. Soit le contexte estuarien n'explique que dans peu de cas les autres thématiques, soit la littérature scientifique ne s'est pas encore saisie d'une manière exhaustive de ce sujet. À l'inverse, les perceptions du risque et la gestion du risque sont largement abordées au sein de la littérature (64%) et possèdent une valeur explicative certaine.

Au tableau 2.5 nous présentons la fréquence de codification par *nœud*. Poursuivant notre réflexion sur le contexte estuarien et de son lien avec d'autres variables, nous constatons sa

faible récurrence (13 encodages dans 9 documents). La combinaison de ces deux situations nous permet d'avancer la validité de notre seconde hypothèse, soit un réel manque, au sein de la littérature scientifique, de recherche sur l'influence du contexte géographique sur les perceptions du risque ou sa gestion. Sur les 56 questions posées à nos 6 bases de données choisies (pour un total de 336 questions), seulement 9 textes semblent prendre en compte le contexte estuarien de cette manière.

Tableau 2.5

Dispersion de l'encodage selon les codes.

<i>Codes</i>	<i>Références d'encodage</i>	<i>Total de références d'encodage</i>	<i>Éléments encodés</i>	<i>Total d'éléments encodés</i>
<i>Estuaire</i>	13	13	9	9
<i>Gestion du risque</i>	77	318	36	62
<i>Gestion du risque\Crise</i>	7	7	5	5
<i>Gestion du risque\Défis de gestion</i>	70	70	28	28
<i>Gestion du risque\Mobilisation des acteurs</i>	21	21	11	11
<i>Gestion du risque\Modes de gouvernance</i>	28	28	10	10
<i>Gestion du risque\post-crise</i>	24	31	14	17
<i>Gestion du risque\post-crise\Gov communication</i>	3	3	3	3
<i>Gestion du risque\post-crise\Non-gov communication</i>	4	4	3	3
<i>Gestion du risque\précrise</i>	45	84	27	33
<i>Gestion du risque\précrise\Gov communication</i>	28	28	9	9
<i>Gestion du risque\précrise\Non-gov communication</i>	11	11	7	7
<i>Perceptions</i>	33	278	17	54
<i>Perceptions \Facteurs de changements des perceptions</i>	37	37	19	19
<i>Perceptions \Gestion du risque</i>	23	23	8	8
<i>Perceptions \Perception des perceptions</i>	33	33	18	18
<i>Perceptions \Risques</i>	71	152	26	39
<i>Perceptions \Risques\Inondation</i>	66	66	22	22
<i>Perceptions \Risques\Submersion</i>	14	14	5	5
<i>Perceptions \Risques\Tempêtes</i>	1	1	1	1
<i>Savoir local</i>	30	30	11	11
Totaux	685	1298	303	388

Certains nœuds se démarquent par leur fréquence d'apparition beaucoup plus importante dans la littérature. Ceux-ci sont : la gestion du risque (couverture⁶ de 24,50%), les défis de la gestion du risque (couverture de 5,39%), la perception générale (couverture de 21,42%), la perception du risque (couverture de 11,71%) et la perception du risque d'inondation (couverture de 5,08%). Nous proposons ici un aperçu des discussions présentes au sein de chacun de ces principaux nœuds.

Au sein du nœud « gestion du risque », deux grandes discussions se dessinent. Une première s'intéresse à l'agencement difficile des savoirs scientifiques portant sur la question du risque et les demandes propres aux politiques. Sur ce sujet, les auteurs notent l'incompatibilité de l'agenda des politiciens et la priorisation des actions en découlant avec la gestion du risque (Bormann et al., 2012; Brun & Adisson, 2011; Gralepois & Guevara, 2015; Rey-Valette & Rulleau, 2016; Touili & Vanderlinden, 2017; Weissenberger et al., 2016). Une quantité notable de travaux souligne l'incompatibilité de la valorisation foncière au niveau municipal et de la gestion du risque (Arnaud, 2015; Brun & Adisson, 2011; Chauveau et al., 2011; Chevillot-Miot & Mercier, 2014). C'est cette tension et la priorisation du premier aux dépens du second qui entraînent de nombreux développements immobiliers dans des zones à risques (Dournel et al., 2015). Outre ce premier constat, Rebotier et Reghezza-Zitt, soulignent que la territorialisation du risque, qu'ils définissent comme le confinement de celui-ci au sein de lignes administratives, est rendue difficile par des risques dont la principale caractéristique devient leur nature changeante (Rebotier, 2012; Reghezza-Zitt, 2015). Pour ces deux auteurs, le défi administratif que constituent les changements climatiques est rendu plus difficile à gérer par la définition de sphères de compétences précises entre différents paliers de gouvernement. Cette situation est accentuée par le manque de coordination entre ces différents corps. Ce déficit de coordination a d'ailleurs fait surface lors de la tempête Xynthia

⁶ La couverture correspond à la fréquence totale d'encodage pour chacun des nœuds par rapport au nombre total de références d'encodage sur l'ensemble des textes. La couverture est exprimée en pourcentage.

qui a ravagé certaines côtes françaises en 2010 (Chauveau et al., 2011; Daoud, 2013; Rode, 2012; Vinet et al., 2012).

La deuxième discussion présente au sein du nœud « gestion du risque » traite du caractère expectatif de la gestion du risque. Ce n'est pas une attitude proactive qui s'observe traditionnellement dans la gestion du risque, mais plutôt une gestion réactive (Goutx, 2014; Herbert et al., 2009; Yumagulova & Vertinsky, 2019). Une solution avancée, non seulement pour devancer la gestion de problématiques futures, mais aussi pour une compréhension plus exhaustive de ces défis, consiste au développement d'une compréhension et d'une gestion intégrée des zones côtières (Clarke et al., 2013; Ramsey et al., 2019). Les besoins de communication entre acteurs de la gestion du risque (politiques, scientifiques et administratifs) sont soulignés. Au sein du nœud « gestion du risque », la sous-section « précrise » fait valoir une couverture notable de 6,47%. En plus de ce poids, deux thématiques s'y retrouvent qui mettent en évidence des situations présentes dans l'estuaire laurentien, justifiant que nous nous y attardons. La problématique de la survalorisation de solutions en dure face aux risques est identifiée (Yumagulova & Vertinsky, 2019). L'extrait suivant démontre bien cette tendance.

Traditional flood management largely focuses on keeping the water out of the landscape by using structural measures, such as dikes or reservoirs. It is a reactive approach that protects human lives and assets exposed to increasing flood risk because the settlements are on the former river floodplains. (Pahl-Wostl et al., 2013, p. 5)

Cette situation fait écho à celle que nous trouvons dans la région du Kamouraska, où des marais ont été asséchés à l'aide de digues afin de développer l'agriculture dans la région. L'installation d'infrastructures, faisant apparaître un risque, n'a pas attendu. Face à cette situation, Dugast et Gassiat notent le besoin du développement d'une culture du risque (Dugast & Gassiat, 2014). Celle-ci serait « l'affaire de tous » (Dugast & Gassiat, 2014, p. 5) et passerait par la prévention, l'adaptation et une volonté politique marquée. Cette notion de culture du risque est d'ailleurs reprise par d'autres auteurs qui tentent, eux aussi, d'incorporer

l'ensemble des citoyens dans la gestion du risque (Langumier & Verdier, 2015; Pigeon, 2015; Rode, 2010; Sajaloli et al., 2011).

Au sein du nœud « défis de gestion », ce sont deux sujets qui sont principalement abordés dans le corpus. Le premier s'intéresse au défi législatif et le second à la création des vulnérabilités. Milbert et Nathan (2009) mettent de l'avant que le tissu législatif s'avère insuffisant dans la gestion des risques. Cette insuffisance empêche les pouvoirs publics de mettre de l'avant des solutions qui seraient adaptées à leurs compétences respectives. En Europe, la densité des structures administratives entraînerait une situation inverse. Ce ne sont pas les outils qui manquent, c'est principalement l'arrimage de ces différents outils aux territoires et administrations qui en ont besoin qui fait défaut (Lonsdale et al., 2015, p. 393-394). Ce constat rejoint celui concernant les défis posés lors de la territorialisation du risque, à la différence qu'ici nous ne mettons pas la faute de l'incapacité ou de la difficulté de la gestion du risque sur les superpositions administratives, mais bien sur les trous présents dans cette même administration. Plante, Vasseur et Santos Silva (2018) supportent le raisonnement de Milbert et Nathan (2009) :

Les outils à la disposition de ces dernières, comme la « loi sur l'aménagement et l'urbanisme » ou la « loi sur les compétences municipales », sont en 2016 inadéquats, voire obsolètes, dans une perspective de résilience, puisqu'ils n'intègrent pas les changements climatiques dans leurs réflexions. (Plante et al., 2018, p. 6)

Nous en déduisons l'importance de la législation. Le cadre législatif et administratif peut colorer d'influences contraignantes, par son absence ou sa trop forte présence, la gestion du risque et ses possibles impacts sur les perceptions.

Le second sujet abordé au sein du nœud « défis de gestion » consiste en un examen des vulnérabilités. La marginalisation est un des facteurs d'aggravation de la vulnérabilité qui sont identifiés dans la littérature. Les risques sont plus criants des faits de la superposition de différentes natures de marginalisation (Gaillard et al., 2009; Méndez et al., 2012). Les auteurs identifient plusieurs natures de marginalisation notamment, sociale, économique ou culturelle. Cette explication de la vulnérabilité concorde avec des études provenant du

domaine de la sociologie féministe et qui aborde la notion d'intersectionnalité. Les efforts fournis jusqu'à présent pour faire diminuer la marginalisation entraînant la vulnérabilité semblent insuffisants. Comme le souligne Defossez : « Les tentatives de réduction de la vulnérabilité par les outils réglementaires peinent à aboutir. La volonté est bien trop récente pour que la réglementation soit déjà appliquée ou acceptée. » (Defossez, 2011, p. 288). Les marginalisations tentent d'être dépassées par des processus inclusifs, notamment au niveau de la prise de décision par la concertation. Toutefois, ces efforts ne portent pas nécessairement leurs fruits des suites d'appropriation des processus, de faibles taux de participation ou de contrôle intéressé de l'agenda (Allouche & Nicolas, 2015; Dournel, 2016). Ces constats renforcent l'idée voulant que la réglementation ne soit, par elle-même, pas une solution viable pour la gestion du risque. L'amélioration de la capacité de résilience des sociétés dépend de notre capacité collective à satisfaire l'ensemble des besoins sociaux et institutionnels (González-Riancho et al., 2015).

Les RS, plus particulièrement celles touchant au risque, sont des constructions individuelles et collectives résultantes d'approches rationnelles autant qu'irrationnelles (Veraart et al., 2018). Les RS sont construites de représentations, objet que nous abordons directement dans le corpus bibliographique consulté. À l'intérieur du nœud « perceptions du risque », les mécanismes de construction des perceptions ne sont pas remis en question. La question de la perception du risque soulève celle de la connaissance et du partage de la connaissance et à la territorialisation de l'expertise (Casteigts 2017). Les scientifiques se sont longtemps demandé si un écart de connaissances existe entre la communauté scientifique et la communauté non scientifique. Une possible réponse à cette question ressort de notre analyse de données. Premièrement, les citoyens et acteurs du risque ont une connaissance des risques qui les affectent (Allouche & Nicolas, 2015; Ramsey et al., 2019; Weissenberger et al., 2016). De nombreuses études notent que : « What we gather from the case studies is that there is a strong awareness of coastal risks and the possible impacts of phenomena such as climate change » (Schmidt et al., 2014, p. 364). Un lien de confiance existe entre ces mêmes citoyens et acteurs du risque et le savoir local (Allouche & Nicolas, 2015; Herbert et al., 2009). Bormann et al. discernent d'ailleurs des situations au travers desquelles une utilisation

stratégique de savoirs locaux sera effectuée afin de faire valoir les objectifs de ces communautés.

Inconvenient information is often refused by the stakeholders. They tend to trust local knowledge more than science (Cohen, 1997). Traditional thinking (and acting) is favoured (in order to avoid change) (Bormann et al., 2012, p. 73).

Cette dernière information nous permet de remettre en question la théorie de l'écart de connaissance discutée plus haut. Au lieu d'un écart de connaissance, nous parlons d'un rapport différent à la connaissance entretenue entre les citoyens et les acteurs du risque. Comparativement à la communauté scientifique qui base ses argumentaires et justifie ses positions et la validité des connaissances par l'établissement de faits vérifiables, les citoyens et les acteurs du risque utilisent l'ensemble des fonds de connaissance afin de faire valoir leur propre agenda. Nous remettons en question la notion de méfiance mise de l'avant par certains auteurs, qui serait caractéristique de la perception du risque (Magalhães, 2014; Milbert & Nathan, 2009; Touili et al., 2014). Ces derniers avancent que :

Les sociétés humaines ont une représentation sans cesse mouvante du risque ; en réduisant certains aléas, elles apprécient différemment leur degré de vulnérabilité au cours du temps. Cette évolution de la représentation du risque explique qu'il reste une notion souvent mal expliquée et mal comprise, qui peut entraîner un sentiment de défiance envers les experts. Le risque relève en effet aussi bien du probable que de l'incertitude ; il n'est jamais définitif et son appréciation varie dans le temps et dans l'espace (Dugast & Gassiat, 2014, p. 4).

En reprenant la vision d'un *écart de connaissance utilitariste* (Dugast et Gassiat, 2014), la notion de méfiance se transforme pour ne plus être une réaction face à des connaissances mal expliquées ou mal comprises. Elle devient une phase d'intégration ou de rejet d'une manière de concevoir le risque, ou de se socialiser au risque. Cette approche, plus près des sociologues tels que Guy Rocher, François Dubet et Danilo Martuccelli, permet une relecture de la question de l'écart de connaissance qui remettent les scientifiques et les acteurs du risque sur un pied d'égalité. Weissenberger et al. (2016) décrivent un cas pratique qui met en évidence

ces dynamiques de socialisation au risque. Dans leur étude s'intéressant aux territoires français, canadien et sénégalais ils notent que :

L'arrivée de nouvelles populations côtières est souvent synonyme de bouleversement social. Cela peut se répercuter de différentes manières sur le capital social contribuant à la capacité d'adaptation ainsi que sur la représentation de la zone côtière et la perception du risque y étant associé (Weissenberger et al., 2016, p. 29).

L'exploration des principales thématiques abordées dans le corpus qui composent la présente revue de littérature met en évidence certains débats de fonds ayant actuellement cours au sein de la communauté scientifique. De ceux-ci, la question du partage des connaissances concernant le risque et les méthodes pour y parvenir nous apparaît comme étant de première importance.

2.1.3 Discussions théoriques

La présente section a pour objectif d'approfondir trois thématiques récurrentes dans la littérature. Le biais d'optimisme, la communication du risque et la suprématie de l'ingénierie civile dans la gestion du risque sont trois thèmes ayant aussi une résonance dans notre cas d'étude. Le biais d'optimisme est présenté, dans notre corpus, par Rey-Valette et Rulleau. Ils donnent à ce concept la définition de :

(...) propension des individus à sous-estimer la probabilité d'occurrence d'évènements négatifs et au contraire à surestimer celle des évènements positifs) et les biais de statu quo (sous-estimation de l'aléa et report de l'intervention) (Rey-Valette & Rulleau, 2016, p. 4)

Ce biais est une des explications de la remise à plus tard de la gestion des risques que nous avons abordé dans la présentation des résultats. Une notion de même nature est présente dans la littérature s'intéressant aux réponses face à la tempête Xynthia de 2010 en France. Les auteurs parlent d'une perception du risque amoindrie par la proximité des populations avec le risque et la présence de structures protectrices (Arnaud, 2015; Chauveau et al., 2011;

Chevillot-Miot & Mercier, 2014; Lambert, 2015; Rode, 2012, p. 6; Vinet et al., 2012). Le biais d'optimisme et l'atténuation de la perception du risque par la proximité à ce risque expliquent l'étendue des dégâts matériels et en vies humaines causés par Xynthia. Nous envisageons aussi que ce pourrait être ces mécanismes, plus particulièrement celui de l'atténuation de la perception du risque qui peut expliquer, en partie, la faible valeur explicative de la variable estuarienne dans les processus de gestion et de perception du risque. En effet, nos observations à Saint-André semblent démontrer que la présence d'une structure protectrice (l'aboteau) et celle du fleuve a plutôt tendance à entraîner un sentiment de sécurité face aux risques au sein de la population.

L'importance de la communication du risque est soulignée dans de nombreuses sphères, autant académiques que professionnelles (Kane et al., 2014). Même au sein d'une structure de centre d'excellence de recherche comme MEOPAR, des communautés de pratique spécialisées sur la question de la communication du risque se sont établies et jouissent d'une grande audience. Une bonne communication du risque est essentielle au développement d'une culture du risque (Dournel, 2016; Langumier & Verdier, 2015; Scarwell & Laganier, 2017). Comme nous l'avons souligné dans la section précédente, l'établissement d'une culture du risque passe par une socialisation au risque et demande aux chercheurs et aux praticiens du risque de changer leurs façons de partager leurs connaissances (Dugast & Gassiat, 2014, p. 12; Ramsey et al., 2019; Rode, 2010, p. 228). Le défi de la communication est le principal défi qui ressort de notre analyse de ce nœud. À Saint-André, une méthodologie de recherche participative et favorisant la co-construction des savoirs a été développée par l'équipe de recherche et des citoyens. Par co-construction, nous nous référons au processus de collaboration qui passe par l'intégration de citoyens andréens à l'équipe de recherche lors des phases d'élaboration des questions de recherche et du développement et de l'animation des activités de recherche. Il sera pertinent de revenir sur les impacts positifs que peuvent avoir ces démarches sur la communication du risque et la socialisation aux risques. Peut-être ces démarches ont le potentiel de solutions ?

Les changements climatiques et le réchauffement global obligent nos systèmes sociaux et écologiques à faire preuve d'adaptabilité (Berkes et al., 2002; Garmestani & Harm Benson, 2013; Olsson et al., 2006). La littérature met en évidence le besoin de repenser les solutions classiques issues de l'ingénierie civile. La suprématie de la construction en dure, de l'ingénierie civile est remise en question, car elle correspond à une vision figée des systèmes écologiques. Cette vision ne laisse pas de place au développement de la résilience des communautés et des populations, ni à leur adaptation (White & Haughton, 2017, p. 413). Bien que le problème soit bien identifié, peu de solutions sont mises de l'avant. La repoldérisation et la bioconstruction sont deux exemples de solutions à cette situation (Goeldner-Gianella et al., 2013; Touili et al., 2014; Yumagulova & Vertinsky, 2019). D'autres solutions, adaptées à des contextes variés, doivent être développées ou mises en évidence.

L'étude de Saint-André et la mise en évidence de solutions novatrices prenant place dans l'estuaire laurentien sont des opportunités de développer ces trois pans de la recherche sur les perceptions du risque, la gestion du risque et le contexte estuarien. Cette brève discussion permet de constater l'étendue du travail qui reste à faire pour les chercheurs.

2.2 ÉLÉMENTS THEORIQUES QUI ENTOURENT LA PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

Territoires, sociétés et actions. Ces trois mots réunis nommeraient assurément bien n'importe quel département de sciences sociales. C'est sans prétention à la nouveauté que nous utilisons ces trois notions afin de saisir notre objet de recherche. Ces notions se dévoilent sous des angles particuliers. Ce sont ces angles que nous nous approprions, à notre manière et qui constituent notre position théorique. Dans les prochaines lignes, nous les situons dans les débats académiques et définissons un peu plus notre cadre théorique général.

2.2.1 Le territoire, espace vécu.

Si nous arrivons à dire que le territoire est un espace vécu, c'est parce que nous adoptons une approche sociologique face aux liens avec les territoires. Cette approche, prolifique dans les sciences régionales, fait partie de la tradition intellectuelle régionaliste. La sociologie a pris racine dans les sciences régionales par l'étude des mouvements sociaux. Alain Touraine fait office de figure de référence. Il note la présence de conflits. À ces conflits correspondent tout autant de mouvements sociaux qui produisent l'historicité de nos sociétés (Jean, 1998). Chaque mouvement social laisserait une marque plus ou moins importante qui construit le réseau complexe de relations et de représentations des sociétés. L'historicité correspond aux événements qui sont la représentation que peut se faire une société d'elle-même (Segaud, 2002). Cette historicité, nous pourrions la nommer autrement et dire qu'au travers des événements qui marquent le territoire et les consciences, c'est le vécu qui apparaît. Un territoire vécu marqué, construit par la diversité et la multiplicité des expériences de ses habitants.

[P]ar construction, il faut donc entendre que les territoires ne s'instituent pas uniquement à partir d'influx provenant du contexte environnemental, à partir d'habitus sociospatiaux ou culturels, ou à partir des frontières politiques établies, mais ce constitue aussi à partir de l'intentionnalité de chaque habitant. En fait, c'est en investissant le monde par ses mises en récit, et ses mises en scène que l'habitant dessine des limites et des frontières (Segaud, 2002, p. 102).

La colonisation nord-américaine est un exemple de mise en récit du territoire. Les mouvements colonisateurs et la conquête de l'Ouest ont été des moments de structuration du territoire. L'idée d'une « destinée manifeste » des Américains d'origine européenne et de leur droit divin sur l'ensemble des terres à l'ouest du Mississippi structure, encore aujourd'hui, le territoire étatsunien. Cette mise en récit du territoire a une influence forte sur la perception qu'en ont les habitants. Il suffit de parcourir les archives cinématographiques des westerns ou de s'arrêter sur l'image caractéristique du cowboy pour s'en convaincre.

La perception du fait régional comme construit social trouve ses racines théoriques auprès d'auteurs classiques du constructivisme, notamment Durkheim, Berger et Luckmann (Lussault, 2003; Saint-Martin, 1992). Elle se retrouve dans des notions contemporaines de *territoire habitant*, dénomination plus en vogue outre-Atlantique. Cette notion se définit comme « l'appréhension de l'espace physique et social au travers des discours et des pratiques qu'ils [les habitants] opèrent sur le monde » (Hoyaux, André-Frédéric, 2000; Segaud, 2002, p. 102). Debarbieux et Vanier s'inscrivent dans ce même courant, mais offre aux lecteurs une vision critique de la structuration des espaces. Au travers de la notion de dilatation des espaces représentés, ces auteurs abordent la thématique de la mondialisation. Selon eux, l'intégration dans l'imaginaire collectif de l'idée de mondialisation et des mécanismes y étant liés affecte la relation des individus avec le territoire de différentes façons. Délocalisation d'entreprises, augmentation de la portée et de la fréquence des déplacements individuels, sont des exemples concrets de ce changement de relation. Cette *mondialité*, plus imaginée que vécue, a une incidence grandissante sur notre façon collective de vivre le territoire (Debarbieux & Vanier, 2002b, p. 259; Fourny & Micoud, 2002). Dans les lieux de vie des populations, une recomposition du rapport à l'espace s'exprime au travers d'une multipolarité du vécu. Les pendulaires, ces personnes très fortement mobiles ayant recours au transport motorisé quotidien, en sont un exemple frappant. À un lieu relativement restreint de la vie familiale (la maison en banlieue) se joignent d'autres lieux de vie professionnelle, sociale, culturelle, etc. (Fourny & Micoud, 2002, p. 35). Les mots que nous offre Armand Frémont sont éclairants en ce qui a trait aux dynamiques de structuration de l'espace par le social.

L'ensemble des caractères et l'enchaînement qui les relie..., l'anneau dans la chaîne des causes et des effets..., la combinaison..., la cohésion..., les rapports, le complexe..., ... la structure : la filiation et la progression sont évidentes. La région est une structure : un ensemble, une combinaison de relations qui caractérisent une partie de l'espace terrestre. (Frémont, 1999, p. 133)

Un des principaux apports de la sociologie à la compréhension des dynamiques de structuration et de déstructuration du territoire vient des explications qu'elle propose concernant la relation entre l'individu, les groupes et le territoire. Par les façons de faire et d'être, par l'exploration des ressentis et des perceptions, la sociologie ancre le territoire en ceux qui l'habite (Hoyaux, 2006; Jean, 1998; L'Italien, 2016).

Pour Frémont, la région consiste en « l'ensemble des lieux où l'homme peut aller et revenir en moins d'une journée, c'est-à-dire sans découcher, c'est-à-dire encore sans faire de réservations, donc de plans à l'avance... La région existe dans la mesure où il n'y a pas de contrôle légal de son passage. » (Frémont, 1999, p. 71-72). Cette définition technique laisse peu de place aux représentations que les habitants de la région se font de celle-ci. La construction collective apparaît être une caractéristique fondamentale de notre compréhension du territoire (M. Blanc, 2016; Raffestin, 1987; Regnauld et al., 2016). L'espace, le territoire est défini comme un objet dynamique et structuré socialement. Il possède des caractéristiques d'ordre : morphologiques, politiques, économiques, sociologiques et culturelles. Son aspect régional renvoi à une proximité physique et psychique ; un espace connu d'interactions sociales fréquentes, de similitudes socioculturelles liées à cette proximité.

C'est le territoire vécu des andréen.ne.s qui nous permet de naviguer le défi de la diversité des échelles, duquel nous mettais en garde Bruno Jean. Ce chercheur prône l'élaboration de définitions du territoire qui soit assez large pour englober les multiples cas de figure (Jean, 1998). De ce point de vue, l'échelle mezzo est toute indiquée afin de faire l'évaluation de la gouvernance. Nous évitons l'écueil de la spécificité situationnelle inhérente à une approche évaluative basée sur l'étude de projets ou de politiques (Boisvert, 1998; Proulx, 1998).

L'échelle mezzo réunit les avantages de l'échelle macro (résultats transférables) et de l'échelle micro (correspondance territoriale forte). L'utilisation de la mezzo offrirait l'avantage d'un enracinement de la recherche dans les spécificités (sociales, environnementales, culturelles, historiques et économiques) de son territoire d'application (Reghezza-Zitt, 2017; Rudolf, 2012; *Au-delà du cynisme, réinventer l'avenir des communautés*, 2019). La référence au territoire, autant dans la construction de la problématique, de la méthode que dans l'analyse met en évidence l'originalité d'une réponse territorialisée aux CC. Nous proposons une analyse, au travers des trois articles, qui s'approprie l'échelle mezzo. Toutefois, le recours à cette échelle se sera fait en conformité avec les perceptions du territoire vécu par les andréen.ne.s. Notre méthode de développement de la problématique, la collecte par assemblées de cuisine et l'ARA ont déterminé l'échelle d'analyse propre à notre thèse.

2.2.2 Le social comme moteur du développement

Nous l'avons abordé dans l'introduction, cette thèse s'inscrit dans l'héritage scientifique qui caractérise le département de développement régional et territorial de l'UQAR et du GRIDEQ qui y est rattaché. Pour nous, « l'espace social n'est pas neutre. Le jeu social se déroule, de l'individu au groupe ou entre groupes, selon des rapports qui se nomment tensions, oppositions, luttes ou bien solidarités, collaborations, compromissions » (Frémont, 1999, p. 76). Fournis détaille les caractéristiques de cet héritage. Des trames traversent les travaux du GRIDEQ, des consensus paradigmatiques qui passe par une « approche interdisciplinaire fondée sur une conception sociale du développement des espaces dits périphériques » (Fournis, 2012, p. 538).

Afin de comprendre le développement de réponses à offrir aux CC, nous mettons le social au cœur de notre démarche de recherche. La mobilisation des RS au travers de méthodes de collecte participative et l'aspect participatif du développement de la problématique de

recherche en sont deux exemples clairs. Malgré une approche statistique des relations qui forment un réseau, la définition des acteurs-clefs par la réalisation d'une ARA constitue aussi une démarche qui permette de lier le social au développement. Voici comment.

2.2.2.1 Qui dit social dit : analyse du réseau d'acteurs

Les différentes relations présentes dans la communauté de Saint-André sont conceptualisées au travers de l'étude du réseau d'acteurs. Cette conceptualisation souligne les différents liens qui unissent chaque partie entre elles, ainsi que la force de ces relations (Stoney & Winstanley, 2001, p. 606). Au travers de l'ARA, nous découvrons des relations qui se situent sur un continuum entre la coopération et la compétition (Serrat, 2017). L'ARA répond à un besoin d'identification des principaux acteurs qui influencent les dynamiques mobilisatrices. L'identification de ces acteurs serait un des facteurs de réussite de la mise en place des plans d'adaptation et de résilience (Gould, 1993; Rus, 2012). Mais qu'est-ce que le réseau d'acteurs ? Issu d'approches structuralistes, l'ARA explique les capacités et les limites d'un réseau par la configuration des relations entre des sujets (individus, associations, ministères, etc.). Ces capacités et ces limites peuvent être envisagées sous différents regards, notamment en termes de développement, d'adaptation, de résilience, etc.

Social networks are nodes of individuals, groups, organizations, and related systems that tie in one or more types of interdependencies: these include shared values, visions and ideas; social contacts; kinship; conflict; financial exchanges; trade; joint membership in organizations; and group participation in events, among numerous other aspects of human relationships. (Serrat, 2017, p. 39)

Initialement, l'ARA est utilisée afin d'expliquer l'existence de relations entre deux nœuds (Serrat, 2017). Interdisciplinaire, cette méthode cherche à prévoir les structures des relations au sein d'entités sociales, ainsi que l'impact de cette structure sur d'autres phénomènes sociaux (Butts, 2008). Cette méthode vient avec des limites, principalement au niveau de la transposition de valeurs et indicateurs d'ordre mathématique et provenant de la théorie des

réseaux à des situations d'ordre sociales qui ne bénéficient pas toujours de la capacité explicative de tels outils quantitatifs.

Dans notre cas d'étude, nous mettons en évidence des modes de gouvernance et des pratiques en lien avec la gestion des risques. L'ARA nourrit une réflexion sur les modalités du déploiement des actions participant à l'augmentation des capacités d'adaptation et de résilience. Avec cette analyse, nous évaluons les relations qui unissent les acteurs et les risques présents sur le territoire de SAdK. L'analyse de réseau biparti (AR2p) est une autre forme d'ARA qui met en relation les variables « acteurs » et « risques », représentées par deux ensembles distincts de sommets⁷ (Beauguitte, 2013; Tackx, 2018).

L'analyse des réseaux d'acteurs s'installe dans le paysage des sciences sociales dans les années 90. D'un coup, « there was a realization [...] that the “social contexts” of action matter » (Carrington et al., 2005, p. 1). Même pour comprendre des sujets aussi éloignés de la sociologie que l'épidémiologie, l'analyse du réseau d'acteur permet de mettre en évidence des mécanismes ou des relations sociales qui deviennent des facteurs explicatifs de ces phénomènes (Carrington et al., 2005; Serrat, 2017). La principale force de l'analyse de réseau d'acteur est sa capacité à expliquer les dynamiques du changement dans une population donnée en se basant sur l'analyse des relations entre les groupes et les individus. Ce type d'analyse contextualise les mouvements sociaux qui parcourent les sociétés. Bien que l'analyse du réseau d'acteur ne s'intéresse pas uniquement aux mouvements sociaux présents dans une collectivité, elle les met en évidence, expliquant par le fait même la provenance et les leviers du changement.

L'analyse du réseau d'acteurs, lorsqu'elle se focalise sur des territorialités particulières, permet de s'attarder à la question des échelles, centrale dans les sciences régionales (Claval, 1987, 2008; Guermond, 2006). Les liens qui se créent entre les acteurs appartenant à des échelons administratifs différents mettent en évidence le jeu des échelles. Leur mise en

⁷ Dans l'étude des graphes, deux composantes nous permettent de lire la structure des graphes. Les sommets, qui représentent l'objet d'étude (acteurs, organisations, individus, etc.) et les arêtes, ou liens, qui représentent la relations entre les sommets (Borgatti et al., 2009; Cherven, 2013, 2015).

évidence permet de découvrir les motifs des maillages des différentes échelles « locales ». L'analyse des réseaux d'acteurs locaux offre ainsi de nombreux avantages, autant pour le chercheur que pour le praticien. En fait, plutôt qu'un réseau, c'est un ensemble de réseaux superposés qui sont mis en évidence au travers de l'analyse (Serrat, 2017). À partir de ce point, nous poussons l'analyse. La recherche de réseaux d'affinité, premièrement, fait ressortir les liens entre les individus, liens basés sur les notions de proximité, d'appartenance. La recherche de ce type de liens entre les acteurs permet de retracer les relations informelles qui existent au sein de la population (Lemieux, 1999; Scott, 1988; Serrat, 2017). Les réseaux de mobilisation correspondent à ceux utilisés par les acteurs afin de développer un contrôle qui sera conjoint (de nature coopérative) ou unilatéral (de nature conflictuelle) sur des acteurs cibles. Les relations de pouvoir et d'influence entre les individus apparaissent alors au travers de ces liens (Lemieux, 1999; Scott, 1988). Finalement, le recours aux réseaux traitant de politiques publiques et de leur analyse élargit notre compréhension de l'aménagement et de la distribution des ressources, particulièrement celle de l'information (Lemieux, 1999). L'élaboration des politiques publiques est soutenue par des normes dont la mise en valeur dépend du jeu entre les acteurs. Ces normes, une fois adoptées en tant que politiques, définissent une grande partie de la structure qui entoure les sociétés. Aussi, ces politiques peuvent être l'impulsion de changements en profondeur des façons d'être.

L'analyse du réseau d'acteur offre une meilleure compréhension des mouvements sociaux locaux. Elle admet un niveau d'analyse local qui met l'accent sur les configurations microsociales, donc des relations d'individu à individu et les relations entre groupes d'individus. Aussi, l'analyse du réseau d'acteurs permet une analyse au niveau mezzo-social. Entrent dans cette catégorie les relations entre les groupes, les associations et les institutions œuvrant au niveau des municipalités ou des regroupements de municipalités. Au Québec, le niveau mezzo-local se manifeste au travers d'organisations comme les MRC et les OBV. Alors que les mouvements sociaux actuels résonnent au-delà des frontières nationales, un retour à une analyse micro et mezzo-sociale fait ressortir le particulier. Elle met en évidence les exceptions, le caractère unique d'un mouvement. Elle permet de discerner les territoires.

2.2.3 La crise écologique actuelle comme vecteur de structuration des territoires

Les mobilisations sociales sont des vecteurs de structuration et de déstructurations des territoires (Montoya, 2014; Zaccai & Orban, 2017). La présence de mobilisations écologiques n'est pas une caractéristique propre à la dernière décennie. Cette thématique a mobilisé un grand nombre de personnes dans les années 60 et 70, autant sur les continents américain, qu'europpéen (Zaccai & Orban, 2017, p. 1). À l'époque, les mobilisations concernaient certaines expressions concrètes des impacts des activités humaines sur son environnement. Pollution de l'air, de l'eau, amincissement de la couche d'ozone ou demande de réglementation d'industries polluantes ou dangereuses (par exemple la catastrophe de Tchernobyl et les craintes qu'elle a générées) étaient au cœur du discours environnementaliste. Les causes des mobilisations se sont transformées depuis. Désormais, les préoccupations touchent à des concepts, qui sont restés jusqu'à tout récemment relativement abstraits (Gruen & Jamieson, 1994; Heller, 2003; Zaccai & Orban, 2017) comme le réchauffement climatique, la perte de biodiversité ou la fonte des glaces. Les effets des changements environnementaux tardent à avoir un impact palpable sur la qualité de vie des Occidentaux et sont remis en question par une partie de la population, même si un consensus scientifique existe. Ce qui différencie les mobilisations écologiques actuelles de celles des années 60 et 70 tient au fait qu'à l'époque, « il semblait bien établi que la génération montante aurait des meilleures conditions de vie que celles en place » (Zaccai & Orban, 2017, p. 6). Aujourd'hui, les militants environnementaux ne sont plus les seuls à vouloir changer leurs modes de vie et à prendre la défense de l'environnement. Des citoyens revendiquent, dans leurs conseils municipaux, auprès de leurs élus nationaux, des changements. Afin de comprendre la crise écologique comme un vecteur de structuration territorial, nous revenons sur les notions d'actions collectives et d'écocitoyenneté avant de traiter des courants et paradigmes contemporains de l'action collective environnementale.

2.2.4 Quelles formes d'actions collectives pour augmenter les capacités d'adaptation et de résilience ?

Notre réflexion sur l'action collective se nourrit des liens entre les acteurs et leur appropriation du local, du territoire (J. L. Klein, 1997; J. L. Klein et al., 1997; J.-L. Klein & Tremblay, 1989). Nous ancrons, par cette démarche, les dynamiques de mobilisation à l'œuvre dans le village à des éléments précis du territoire. L'engagement citoyen se comprend au travers du prisme du territoire (Avry, 2012; J. L. Klein et al., 1997; Rus, 2012).

L'action collective est entendue comme la mise « en commun des ressources pour atteindre des objectifs qui n'auraient pas été atteints individuellement » (Loudiyi et al., 2004, p. 5). Cette définition regroupe une partie de l'éventail des compréhensions de l'action collective qui cohabitent dans le discours académique. Dans notre thèse, nous nous penchons sur l'action territorialisée qui influence le changement, telle que décrite par Gagnon (1994). « [L]'action collective et individuelle des acteurs locaux, qu'elle soit défensive ou offensive, agit singulièrement sur la recomposition des territoires. » (Gagnon, 1994, p. 30) Un exemple contemporain de ce marquage du territoire par les mouvements sociaux est la mise en place, en France, des Zones à Défendre (ZAD) (Subra, 2018). Les ZAD constituent un « espace de lutte politique, attirant de nouveaux occupants souhaitant proposer un mode alternatif au projet autorisé par les pouvoirs publics » (Goeury, 2016, p. 1). Deux de ces zones ont particulièrement fait parler d'elles : les ZAD de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique et celle de Bure, en Meuse. Dans la première, une occupation du territoire s'est organisée afin de contrecarrer un projet de développement d'aéroport. Dans le second cas, de nombreuses mobilisations ont eu lieu à l'endroit où l'État français prévoit la construction du plus grand site d'enfouissement de déchets nucléaires d'Europe. Dans les deux cas, les contestations ont créé de nouveaux modes d'organisation sociale par l'établissement de campements temporaire. À Notre-Dame-des-Landes, la communauté s'est développée des capacités autarciques par la culture et l'élevage. L'action collective, dans le cas des ZAD, agit d'une façon emblématique sur la recomposition des territoires.

2.2.4.1 Écocitoyenneté

L'acteur est au centre de l'action collective. C'est l'entité de base qui pose des gestes sur le territoire, individuellement ou collectivement. Qu'arrive-t-il à cet acteur lorsque son action devient politique ? L'acteur devient citoyen. Face à la crise climatique contemporaine, la citoyenneté adopte des saveurs environnementales. La notion d'écocitoyenneté devient alors centrale dans la réflexion de l'action collective politique environnementale (Arpin-Simonetti, 2016; Naoufal, 2016; Orellana & Marleau, 2015). La révolution industrielle a entraîné l'émergence et la théorisation du marxisme. Cette théorie politique décrit une classe prolétaire qui s'organise pour devenir une force politique formelle. Le contexte contemporain voit l'émergence d'une nouvelle idéologie politique. La théorie politique verte explique la construction d'une identité politique écocitoyenne par l'effort de réconciliation de la démocratie participative avec la survie humaine (Semal, 2017).

L'individu qualifié d'environnementaliste apparaît conceptuellement dans les années 70 alors que des mobilisations voient le jour avec, pour raison d'être, des demandes quant à la conservation de l'environnement ou la remise en question de l'usage que l'Humain lui réserve (Aspe & Jacqué, 2012; Grisoni & Némoz, 2017; Houtart, 2001; Vaillancourt, 1982). « L'investissement de la question environnementale a d'abord été contestataire, objet parmi d'autres d'élaboration d'un discours de transformation des sociétés qui donnera naissance au mouvement d'écologie politique » (Aspe & Jacqué, 2012, p. 49). L'action politique environnementale qui se développe alors s'ancre dans le milieu, sur son territoire en se positionnant contre des projets extractivistes, en faisant valoir la notion de qualité de vie à opposer à la notion de croissance économique.

C'est au nom de la prise en compte des spécificités locales que le mouvement associatif environnemental prend ses racines comme lieu d'élaboration d'un discours et de pratiques contestataires des savoirs technico-administratifs et des modes de décisions publiques (Aspe & Jacqué, 2012, p. 50).

Cet investissement de l'espace public et politique entraîne le développement d'une forme de citoyenneté faisant la part belle à une redéfinition du lien qui uni l'Humain au territoire qui lui offre les conditions de son existence.

Mais quelle définition donnée à l'écocitoyenneté alors qu'elle prend des formes diverses selon le contexte politique et social dans lequel ces pratiques s'inscrivent ? Elle est vue comme visée éducative, de transformation de la relation qui lie l'individu avec ses semblables et avec l'ensemble du monde vivant (Sauvé, 2017). Nous concevons l'écocitoyenneté comme un moyen de débat et de transformation sociale. L'écocitoyenneté est, pour nous, « une citoyenneté critique, compétente, créative et engagée à l'égard des questions socioécologiques (*sic*), capables et désireuse de participer aux débats publics, à la recherche de solutions et à l'innovation écosociale » (Sauvé, 2013, p. 21). Elle fait référence à des règles, à des apprentissages, mais surtout à la participation, au débat et à la prise de position, caractéristiques qui font de l'écocitoyenneté un vecteur de transformations sociales qui passe par le geste individuel et par l'action collective. (Martinez & Chamboredon, 2011; Naoufal, 2017).

Les gouvernements ont tenté d'offrir une réponse aux demandes d'intégration du citoyen dans le développement du territoire et de sa protection. Les notions de « participation », de « consultation », de « débat citoyen » (Beuret et al., 2006) et « d'acceptabilité sociale » (Fournis & Fortin, 2015) font l'objet d'une valorisation systématique dans le vocabulaire politique, autant au Québec qu'en France. Ces mécanismes sont les marques de la vision gouvernementale de la participation citoyenne (Blondiaux, 2008). S'intéresser aux modalités d'expression de l'écocitoyenneté, c'est s'éloigner de la vision décrite par Blondiaux. C'est explorer le versant pratique de ces nouvelles formes de prises de position. Nous nous concentrons sur l'écocitoyenneté parce que ce concept fait écho aux vécus territoriaux et à l'action collective environnementale à SAdeK. Toutefois, de multiples courants et paradigmes contemporains traitent du lien entre citoyens, mouvements sociaux et environnement. Nous les présentons succinctement afin de situer l'écocitoyenneté.

La prise de conscience, au cours du XIX^e siècle, des limites écologiques de la planète est un élément structurant des nouvelles conceptions éthiques entourant la relation Humain-Nature (Bergandi, 2000). De ces nouvelles conceptions éthiques, deux principaux courants se sont développés. Ces courants sont les limites d'un spectre de positions allant de l'anthropocentrisme à l'écocentrisme (Aguiton et al., 2017; Bergandi, 2000; Mayer, 2000). Ces perspectives sont les bases philosophiques des mouvements sociaux contemporains en lien avec l'environnement. En effet : « behind protests and acts of civil disobedience lie philosophical principles about how humans ought to interact with the natural world » (Gruen & Jamieson, 1994, p. 111). L'établissement d'un rapport vertical entre l'Humain et les organismes qui l'entourent est la définition de l'anthropocentrisme (Brenner, 2007). Une éthique environnementale basée sur cette conception représente une source potentielle de danger. L'anthropocentrisme entraîne, entre autres choses :

[L]a négation de la reconnaissance d'une [...] valeur aux êtres qui ne partagent pas avec les hommes des capacités telles la conscience, la raison ou le langage. Une fois que l'on a reconnu la valeur de l'homme par rapport au reste de la nature, on peut dire qu'en quelque sorte la valeur du sujet se reflète sur l'objet : les différentes entités naturelles [...] « acquièrent » une valeur en fonction des intérêts humains. (Bergandi, 2000, p. 72)

L'idée selon laquelle « l'humain serait au-dessus de la nature et séparée de cette dernière est au principe même des menaces présentes » (Aguiton et al., 2017, p. 18). La philoécologie et l'éthique environnementale s'opposent à l'anthropocentrisme (Brenner, 2007; Gruen & Jamieson, 1994). Un auteur classique de l'éco ou du biocentrisme est Albert Schweitzer qui écrivait ces lignes : « je suis une vie qui veut vivre, au sein de la vie qui veut vivre » (Schweitzer, 1966, p. 180). L'écocentrisme voit dans la vie, prise pour elle-même, une obligation morale de son respect.

De la philosophie écologique et de l'éthique de l'environnement naît l'écologie profonde. Elle fait son apparition en tant que perspective écologique en 1973 alors que Arne Naess, philosophe norvégien, débute une réflexion sur les causes profondes de la crise

environnementale (Drengson, 1995; Gruen & Jamieson, 1994). Arne Naess a défini cette perspective par ces mots : « a normative, ecophilosophical movement that is inspired and fortified... by our experience as humans in nature » (Gruen & Jamieson, 1994, p. 111). Un des objectifs de l'écologie profonde est de transformer le rapport entre Humains et Nature. Un tel objectif se réaliserait par la reconnaissance d'une valeur à la Nature qui soit indépendante de celle que lui donne l'utilité qu'elle peut avoir pour l'Humain (Drengson, 1995; Gruen & Jamieson, 1994).

L'écologie sociale, qui est à la base des approches par SSE, avance que la résolution des problèmes environnementaux dépend de l'analyse des institutions socioéconomiques qui forment le système actuel (Lade & Niiranen, 2017; Ostrom, 2009; Schoon & Leeuw, 2015; Virapongse et al., 2016). Cette perspective rejette l'écologie profonde parce qu'elle ne s'intéresse pas aux institutions socioéconomiques, faisant fi du rôle des États ou du capitalisme dans la destruction de l'environnement (Gruen & Jamieson, 1994). Une perspective sociale-écologique rompt la division binaire entre nature et culture pour lui préférer une continuité, afin de marquer l'union entre ces deux pôles (Descola, 2005). C'est aussi ce que les écoféminismes réalisent. Les écoféministes critiquent l'écologie profonde et la sociale-écologie pour l'absence d'examen du rôle d'institutions telles que le patriarcat, qui ont une contribution claire dans la destruction des écosystèmes (Gruen & Jamieson, 1994). Le patriarcat s'exprime au travers du modèle de production et de redistribution des richesses réalisé au détriment des femmes. Il s'exprime aussi dans la répartition des tâches ménagères, de la charge morale et par la moins grande présence des femmes dans la sphère politique, par exemple (Aguiton et al., 2017). Cette critique du patriarcat est une des caractéristiques des mouvements sociaux féministes. Aussi, elle constitue une des thématiques que s'est approprié le *Buen Vivir* (Sauvé & Orellana, 2014; Seonane et al., 2013).

2.2.5 La gouvernance ou comment faire de l'action individuelle des acteurs de l'action collective

La gouvernance est une notion polysémique (Plante, 2011). Le terme va bien au-delà d'une discussion sur les politiques publiques. Elle remet en question « how the processes of democracy (citizen involvement, decision-making procedures and administrative functions) can be adapted to help countries resolve the complex public issues with which they are challenged » (Lovan et al., 2004b, p. XV). Les risques, leur complexité, l'incertitude des effets de la matérialisation de ces risques et de la forme que prennent les CC représentent des défis de gouvernance (Berkes & Folke, 1998; L. Gunderson, 1999). Face à un environnement en changement, un défi se pose aux gouvernements quant à la régulation de l'usage des ressources et de l'espace. Ce défi a été abordé comme une question de :

gouvernance (gouverne), [...] avec un volet participatif plutôt passif, appelé à tort ou à raison gouvernance participative, tandis que pour la société civile, cette gouvernance participative permettant d'avoir une incidence plus grande sur les décisions qui les concernent représente le véritable enjeu (dialogue, concertation et négociation) (Plante, 2011, p. 101).

La critique que porte Deneault à la notion de gouvernance se base sur le déficit démocratique qui apparaît lorsque le dialogue, la concertation ou la négociation en sont absents (Deneault, 2013). La notion de gouvernance a servi à justifier l'adaptation de « l'État aux intérêts et à la culture de l'entreprise privée » (Deneault, 2013, p. 11). S'il est vrai qu'une gouvernance enferme, lorsqu'elle est mise en place aux fins d'une diminution de l'État et de sa portée régulatrice, nous constatons dans notre recherche, constat supporté par les travaux de Peters (2001), que son appropriation locale peut devenir un vecteur. Dans les faits, la gouvernance, vécue au niveau du territoire, met les acteurs dans une position où ils aménagent leur portion de pouvoir et de liberté.

Le déficit démocratique présent dans la gouvernance a entraîné sa remise en question (Beuret & Cadoret, 2011; Deneault, 2013; Lamoureux, 1996; Paquet, 2011). Des mouvements sociaux ont demandé la mise en place de contrepoids favorisant un retour d'une certaine

démocratie (Arnstein, 2019; Lovan et al., 2004b; Plante et al., 2011). En réponse, de nouvelles formes de gouvernance ont vu le jour et intègrent certains dispositifs de participation citoyenne. La plus grande horizontalité de ces approches permet la représentation d'une « société civile » qui ne se constitue plus seulement d'individus atomisés. Redonner à ce terme de « société civile » son sens plus large de communauté de citoyens permet une représentation plus exhaustive des enjeux sociaux (Lovan et al., 2004a, 2004b). Au travers de ces enjeux, les préoccupations environnementales se démarquent par leur transversalité. Ces préoccupations ne se cantonnent pas qu'à des préoccupations purement environnementales. La crise climatique devient économique, politique, sociale, culturelle (Gruen & Jamieson, 1994; Larrère & Larrère, 2009; Williams, 1994). Retrouver l'expression des multiplicités de voix présentes au sein d'une véritable « société civile » citoyenne nous sort de la rhétorique de l'exploitation, du discours économique extractiviste caractéristique du système actuel (Aguiton et al., 2017; Gaard, 2015).

La gouvernance participative peut se présenter sous des formes multiples desquelles certains principes partagés transparaissent. La gouvernance participative est intégrative. Elle va mélanger des logiques horizontales et verticales dans son intention d'intégration des parties prenantes au processus de prise de décision (Avila et al., 2016; Oteros-Rozas et al., 2015). La gouvernance participative est stratégique. La gouvernance participative requiert un travail conjoint entre les parties prenantes (Lovan et al., 2004b, 2004a). Dans cette optique, la consultation, la concertation et le partenariat sont trois manières d'aborder ce travail conjoint (Beuret et al., 2006). La gouvernance participative a une vision multidimensionnelle. Elle permet, par le rassemblement des parties prenantes de réfléchir à des enjeux qui recourent une multitude de dimensions (Lovan et al., 2004b). La forme que prend ce type de gouvernance dépend non seulement de la plus ou moins grande présence des principes susmentionnés, mais aussi de la définition qui est donnée à la notion de participation.

La gouvernance adaptative n'a pas comme principale préoccupation des questions démocratiques. La gouvernance adaptative est entendue comme la capacité des pouvoirs locaux de s'adapter aux situations exceptionnelles et à la nature changeante des besoins

sociaux et écologiques (Plante et al., 2018). Plante et ses collaborateurs ont développé un modèle qui met en évidence les caractéristiques principales dont dépend la capacité de résilience des communautés. Le caractère principal de ce type de gouvernance est la réflexivité (Peters, 2001; Rhodes, 1997; Voß & Bornemann, 2011). À chacune des étapes parcourues par les acteurs qui prennent part à ce mode de gouvernance, une réévaluation, une mise à jour des actions est possible et souhaitée. La réinterprétation des besoins et des résultats qui découlent de la mise en place de politiques publiques est au centre de ce mode de gouvernance, ce qui lui donne un avantage certain dans la gestion de l'incertitude et des risques liés aux CC (Olsson et al., 2004). Le recours à la notion de gouvernance adaptative pousse plus loin la logique d'adaptation afin de dépasser la simple réactivité. Olsson de déclarer que : « la gouvernance adaptative permet une gestion des écosystèmes basée sur la collaboration, la flexibilité et les apprentissages » (Olsson et al., 2006, p. 2).

Les modes de gouvernance adaptatif et transformatif proposent, au niveau local, l'intégration horizontale des acteurs présents sur le territoire, de la transparence, une certaine reddition de compte, de la réflexivité dans les processus de mise en place d'actions, un suivi de l'application de ces actions et la possibilité d'ajustements (Angeon et al., 2013; Bosomworth, 2018; Chaffin et al., 2016; Hatfield-Dodds et al., 2007). Alors que, d'un côté, la gouvernance adaptative coordonne des actions qui sont conformes aux équilibres d'un SSE donné, de l'autre côté, la gouvernance transformative appelle à la mise en place d'actions critiques souhaitant une transition vers un nouvel équilibre social-écologique (Hatfield-Dodds et al., 2007; Karpouzoglou et al., 2016; Quesada García, 2017). Malgré l'importance des effets des modes de gouvernance sur les capacités d'adaptation et de résilience communautaire, ils n'ont qu'une mince présence dans le paysage de la recherche québécois. Notre recherche doctorale est une opportunité d'approfondissement de notre compréhension des effets des modes de gouvernance dans un contexte rural, périphérique, côtier et québécois.

2.2.6 Les acteurs face aux défis climatiques

L'action collective et la gouvernance se penchent sur les capacités de mobilisation et de coordination des acteurs présents sur un territoire. La connaissance des façons de faire est une part importante de notre travail, mais les façons de penser, d'imaginer ne sont pas moins importantes. Dans l'imagination des capacités d'action, l'adaptation et la résilience occupent une place importante de la littérature académique, du discours politique, économique et social (Adger, 2013; Ferro-Azcona et al., 2019; Ford et al., 2011; L. Gunderson, 1999). L'adaptation et la résilience sont des réponses aux défis des CC. Ils incorporent des facettes transformatives, à même de modifier les systèmes sociaux-écologiques, mais démontrent un caractère principalement réactif. La transition sociale-écologique est aujourd'hui porteuse d'espoir. Sa popularité en fait une référence tous azimuts qui fait surgir le risque de récupération et de perte de sens. La notion de transition a vu son usage devenir plus répandu au courant de la dernière décennie. De nombreux adjectifs s'y sont collés, permettant de colorer la destination de cette transition. Écologique, énergétique, vers une économie verte... deux approches principales se distinguent : une approche technocentriste et une approche sociocentriste (Audet, 2017). « L'approche technocentriste propose de surmonter les défis environnementaux actuels par l'innovation technologique et la substitution technologique » (Audet, 2017, p. 34). Ainsi en est-il de la stratégie misant sur l'électrification du parc automobile pour nous sortir de la crise des GES. L'approche sociocentrique, quant à elle,

met l'accent sur la reconfiguration des liens sociaux dans la communauté et dans la ville. [...] Cette perspective est donc plus axée sur une échelle d'action territoriale et locale puisqu'elle considère les milieux de vie comme autant de possibilités de développer des solutions, de partager des ressources et de réformer des types de cohésion sociale pour contrer l'individualisme contemporain (Audet, 2017, p. 34).

Le vocable de transition semble se cristalliser autour de sujet dont l'urgence fait consensus. Depuis la signature de l'accord de Paris, les États se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et le Québec a joint cette marche. La province se positionne, selon Séguin, comme leader dans la transformation d'une société dépendante des GES en une

société décarbonée (2017). Pour plusieurs, la transition rime avec une transition énergétique visant la décarbonation de la société (Bombenger & Larrue, 2014; Pellaud, 2017; H. Séguin, 2017).

La crise climatique actuelle entraîne de nombreux changements. Elle transforme nos sociétés (Berrang-Ford et al., 2011; Folke et al., 2007). Ces transformations se matérialisent non seulement au niveau physique (érosion, inondation, fonte du pergélisol), mais aussi au niveau immatériel. Un renversement du rapport entre Humain et Nature se constate (Groyer, 2010; L. H. Gunderson & Holling, 2001). Certains mouvements sociaux, expliqués au travers de paradigmes nouveaux ou comme courant d'idées, ont gagné en importance dans les esprits. Notre démarche, détaillée dans les trois prochains chapitres, dévoile les modalités de développement des capacités d'adaptation et de résilience à Saint-André-de-Kamouraska.

2.3 BIBLIOGRAPHIE

- Adger, W. N. (2013). Social Capital, Collective Action, and Adaptation to Climate Change. *Economic Geography*, 79(4), 387-404.
- Aguiton, C., Azam, G., Peredo, É., & Solón, P. (2017). *Le monde qui émerge; des alternatives qui peuvent tout changer*. Éditions les liens qui libèrent.
- Allouche, A., & Nicolas, L. (2015). Entre perceptions, publicisation et stratégies d'acteurs, la difficile inscription des risques littoraux dans l'action publique : Focus camarguais. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 21. <https://doi.org/10.4000/vertigo.15766>
- Angeon, V., Caron, A., Birard, C., Cayre, P., Chambon, P., Larade, A., Méasson, L., & Planchat, C. (2013). Les apports de la gouvernance adaptative pour analyser les enjeux d'une mise en œuvre effective de la Trame Verte et Bleue. L'exemple du PNR des Volcans d'Auvergne. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 4, n° 1, Article Vol. 4, n° 1. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9675>
- Arnaud, A. (2015). Les limites de la cartographie des risques littoraux : Des perspectives pour la compréhension de tous. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 21. <https://doi.org/10.4000/vertigo.15743>
- Arnstein, S. R. (2019). A Ladder of Citizen Participation. *Journal of the American Planning Association*, 85(1), 24-34. <https://doi.org/10.1080/01944363.2018.1559388>
- Arpin-Simonetti, E. (2016). Le réveil écocitoyen – initiatives et mobilisations. *Relations*, 786, 14-16.
- Aspe, C., & Jacqué, M. (2012). *Environnement et société*. Éditions de la Maison des sciences de l'homme et éditions Quae.

- Audet, R. (2017). Le discours et l'action publique en environnement. In A. Chaloux, L'action publique environnementale au Québec. Entre local et mondial (p. 19-36). Les Presses de l'Université de Montréal.
- Avila, E. M., Tolentino, L. L., & Binondo, C. B. (2016). Building Bridges to an Uncertain Future Lived Now : Lessons from the Use of Participatory Action Research and Theory of Change Towards A Realistic Community-Based Participatory Monitoring and Evaluation System. *International Journal of Agriculture System (IJAS)*, 4(1), 85-106.
- Avry, L. (2012). Analyser les conflits territoriaux par les représentations spatiales : Une méthode cognitive par cartes mentales [Phdthesis, Université Rennes 2]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00808779/document>
- Beauguitte, L. (2013). L'analyse des graphes bipartis. halshs-00794976. [https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00794976/document#:~:text=Un%20graphe%20biparti%20\(bipartite%20graph,2%2Dmode%20network\)1.&text=Par%20ailleurs%2C%20si%20les%20relations,peuvent%20par%20contre%20%C3%AAtre%20valu%C3%A9es.](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00794976/document#:~:text=Un%20graphe%20biparti%20(bipartite%20graph,2%2Dmode%20network)1.&text=Par%20ailleurs%2C%20si%20les%20relations,peuvent%20par%20contre%20%C3%AAtre%20valu%C3%A9es.)
- Bergandi, D. (2000). Éthique environnementale et holisme. In A. Fagot-Largeault & P. Acot, L'éthique environnementale (p. 65-80). Sciences en situation.
- Berkes, F., Colding, J., & Folke, C. (2002). *Navigating Social-Ecological Systems : Building Resilience for Complexity and Change*. Cambridge University Press. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqar-ebooks/detail.action?docID=218001>
- Berkes, F., & Folke, C. (1998). Linking social and ecological systems for resilience and sustainability. In F. Berkes & C. Folke (Éds.), *Linking social and ecological systems : Management practices and mechanisms for building resilience*. Cambridge University Press.

- Berrang-Ford, L., Ford, J. D., & Paterson, J. (2011). Are we adapting to climate change? *Global Environmental Change*, 21(1), 25-33. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2010.09.012>
- Beuret, J.-E., & Cadoret, A. (2011). Une gouvernance territoriale endogène de l'environnement : Contours et enjeux. *Geographie, économie, société*, 13(4), 363-386.
- Beuret, J.-E., Pennanguer, S., & Tartarin, F. (2006). D'une scène à l'autre, la concertation comme itinéraire. *Natures Sciences Sociétés*, Vol. 14(1), 30-42.
- Blanc, M. (2016). La spatialité du social. *SociologieS, Dossiers(Espaces et transactions sociales)*. <http://journals.openedition.org/sociologies/5353>
- Blondiaux, L. (2008). *Le nouvel esprit de la démocratie*. Le Seuil.
- Boisvert, M. (1998). L'analyse économique régionale : Un éventail de concepts, anciens et nouveaux. In M.-U. Proulx (Éd.), *Le phénomène régional au Québec* (p. 187-214). Presses de l'Université du Québec.
- Bombenger, P.-H., & Larrue, C. (2014). Dossier « Territoires en transition environnementale » – Introduction. Quand les territoires font face aux nouveaux enjeux de l'environnement. *Natures Sciences Sociétés*, 22(3), 189-194. <https://doi.org/10.1051/nss/2014038>
- Borgatti, S. P., Mehra, A., Brass, D. J., & Labianca, G. (2009). Network Analysis in the Social Sciences. *Science*, 323(5916), 892-895. <https://doi.org/10.1126/science.1165821>
- Bormann, H., Ahlhorn, F., & Klenke, T. (2012). Adaptation of water management to regional climate change in a coastal region – Hydrological change vs. Community perception and strategies. *Journal of Hydrology*, 454-455, 64-75. <https://doi.org/10.1016/j.jhydrol.2012.05.063>

- Bosomworth, K. (2018). A discursive–institutional perspective on transformative governance : A case from a fire management policy sector. *Environmental Policy and Governance*, 28(6), 415-425. <https://doi.org/10.1002/eet.1806>
- Brenner, A. (2007). *Manuel de l'éthique de l'environnement; de la théorie à la pratique*. Academic Press.
- Brun, A., & Adisson, F. (2011). Renouveau urbain et risque inondation : Le plan-guide « Seine-Ardoines ». *Cybergeo : European Journal of Geography*. <https://doi.org/10.4000/cybergeo.24751>
- Butts, C. T. (2008). Social network analysis : A methodological introduction. *Asian Journal of Social Psychology*, 11, 13-41.
- Carrington, P. J., Scott, J., & Wasserman, S. (2005). *Models and Methods in Social Network Analysis*. Cambridge University Press. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqar-ebooks/detail.action?docID=228772>
- Chaffin, B. C., Garmestani, A. S., Gunderson, L. H., Benson, M. H., Angeler, D. G., Arnold, C. A. (Tony), Cosens, B., Craig, R. K., Ruhl, J. B., & Allen, C. R. (2016). Transformative Environmental Governance. *Annual Review of Environment and Resources*, 41(1), 399-423. <https://doi.org/10.1146/annurev-enviro-110615-085817>
- Chauveau, E., Chadenas, C., Comentale, B., Pottier, P., Blanlœil, A., Feuillet, T., Mercier, D., Pourinet, L., Rollo, N., Tillier, I., & Trouillet, B. (2011). Xynthia : Leçons d'une catastrophe. *Cybergeo : European Journal of Geography*. <https://doi.org/10.4000/cybergeo.23763>
- Cherven, K. (2013). *Network Graph Analysis and Visualisation with Gephi*. Visualize and analyse your data swiftly using dynamic networks graphs built with Gephi. Packt Publishing.

- Cherven, K. (2015). *Mastering Gephi Network Visualization*. Produce advanced network graphs in Gephi and gain valuable insights into your network datasets. Packt Publishing.
- Chevillot-Miot, E., & Mercier, D. (2014). La vulnérabilité face au risque de submersion marine : Exposition et sensibilité des communes littorales de la région Pays de la Loire (France). *Vertigo* - la revue électronique en sciences de l'environnement, Volume 14 Numéro 2. <https://doi.org/10.4000/vertigo.15110>
- Clarke, B., Stocker, L., Coffey, B., Leith, P., Harvey, N., Baldwin, C., Baxter, T., Bruickers, G., Galano, C. D., Good, M., Haward, M., Hofmeester, C., De Freitas, D. M., Mumford, T., Nursey-Bray, M., Kriwoken, L., Shaw, J., Shaw, J., Smith, T., ... Cannard, T. (2013). Enhancing the knowledge–governance interface: Coasts, climate and collaboration. *Ocean & Coastal Management*, 86, 88-99. <https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2013.02.009>
- Claval, P. (1987). Le néo-marxisme et l'espace. *L'Espace géographique*, 16(3), 161-166.
- Claval, P. (2008). Espace et territoire. Les bifurcations de la science régionale. *Géographie, économie, société*, 10(2), 157-184. Cairn.info. <https://doi.org/10.3166/ges.10.157-184>
- Daoud, A. (2013). Retour d'expérience sur les inondations dans l'agglomération de Sfax (Tunisie méridionale) de 1982 à 2009 : De la prévention à la territorialisation du risque. *Revue Géographique de l'Est*, 53(vol. 53 / 1-2). <http://journals.openedition.org/rge/4630>
- Debarbieux, B., & Vanier, M. (2002). Repenser l'espace. In *Ces territorialités qui se dessinent* (p. 257-266). Datar / Éditions de l'Aube.
- Defossez, S. (2011). Réglementation vs conscience du risque dans le processus de gestion individuelle du risque inondation. *Géocarrefour*, Vol. 86/3-4, 281-290. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.8499>

- Deneault, A. (2013). *Gouvernance. Le management totalitaire*. Lux Éditeur.
- Descola, P. (2005). *Par-delà nature et culture*. Gallimard.
- Dournel, S. (2016). La vulnérabilité d'un territoire, un héritage complexe à révéler : Démonstration à travers l'étude géohistorique du risque d'inondation en Val d'Orléans (France). *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 16 numéro 3. <https://doi.org/10.4000/vertigo.18040>
- Dournel, S., Gralepois, M., & Douvinet, J. (2015). Les projets urbains en zones inondables communiquent-ils sur les risques ? . *Regard sur les politiques d'aménagement de quartiers à Saint-Étienne, Orléans et Nantes*. *Belgeo. Revue belge de géographie*, 1. <https://doi.org/10.4000/belgeo.16691>
- Drengson, A. (1995). The Deep Ecology Movement. *The Trumpeter*, 12(3). <http://trumpeter.athabascau.ca/index.php/trumpet/article/view/313>
- Dugast, M., & Gassiat, A. (2014). Prévenir ou s'adapter ? La vision des acteurs locaux du risque inondation dans le contexte du changement climatique. *Sud-Ouest européen. Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 37, 77-90. <https://doi.org/10.4000/soe.1104>
- Ferro-Azcona, H., Espinoza-Tenorio, A., Calderón-Contreras, R., Ramenzoni, V. C., Gómez País, M. de las M., & Mesa-Jurado, M. A. (2019). Adaptive capacity and social-ecological resilience of coastal areas : A systematic review. *Ocean & Coastal Management*, 173, 36-51. <https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2019.01.005>
- Folke, C., Pritchard, L., Berkes, F., Colding, J., & Svedin, U. (2007). The Problem of Fit between Ecosystems and Institutions : Ten Years Later. *Ecology and Society*, 12(1). <https://www.jstor.org/stable/26267849>

- Ford, J. D., Berrang-Ford, L., & Paterson, J. (2011). A systematic review of observed climate change adaptation in developed nations : A letter. *Climatic Change*, 106(2), 327-336. <https://doi.org/10.1007/s10584-011-0045-5>
- Fournis, Y. (2012). Le développement territorial entre sociologie des territoires et science régionale : La voix du GRIDEQ. *Revue d'Economie Regionale et Urbaine*, 2012/4, 533-554.
- Fournis, Y., & Fortin, M.-J. (2015). *Acceptabilité sociale, où en sommes-nous au Québec?* Éditions du GRIDEQ.
- Fourny, M.-C., & Micoud, A. (2002). Représentations et nouvelles territorialités : À la recherche du territoire perdu. In *Ces territorialités qui se dessinent* (p. 31-52). Datar / Éditions de l'Aube.
- Frémont, A. (1999). *La région, espace vécu*. Flammarion.
- Gaard, G. (2015). Ecofeminism and climate change. *Women's Studies International Forum*, 49, 20-33. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2015.02.004>
- Gagnon, C. (1994). *La recomposition des territoires : Développement local viable*. L'Harmattan.
- Gaillard, J. C., Maceda, E. A., Stasiak, E., Le Berre, I., & Espaldon, M. V. O. (2009). Sustainable Livelihoods and People's Vulnerability in the Face of Coastal Hazards. *Journal of Coastal Conservation*, 13(2/3), 119-129. JSTOR.
- Garmestani, A. S., & Harm Benson, M. (2013). A Framework for Resilience-based Governance of Social-Ecological Systems. *Ecology and Society*, 18(1), 11.
- Gauthier, M., & Brisson, G. (2014). Recension systématique et synthèse des études ayant une perspective de développement régional (territorial) et qui présente les représentations sociales des courants (dynamique des eaux de surface-dérive) que les acteurs se font et

qui peuvent avoir une influence sur leur exploitation. Direction de la santé environnementale et de la toxicologie; Institut national de santé publique du Québec.

Goeldner-Gianella, L., Bertrand, F., & Pratlong, F. (2013). Submersion marine et dépoldérisation : Le poids des représentations sociales et des pratiques locales dans la gestion du risque littoral. *Espace populations sociétés*. *Space populations societies*, 2013/1-2, 193-209. <https://doi.org/10.4000/eps.5464>

Goeury, D. (2016). Les ZAD: conflits sur l'usage marginal de l'espace. *Atlante*, 8.

González-Riancho, P., Gerkenmeier, B., Ratter, B. M. W., González, M., & Medina, R. (2015). Storm surge risk perception and resilience : A pilot study in the German North Sea coast. *Ocean & Coastal Management*, 112, 44-60. <https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2015.05.004>

Gould, K. A. (1993). Pollution and perception : Social visibility and local environmental mobilization. *Qualitative Sociology*, 16(2), 157-178. <https://doi.org/10.1007/BF00989748>

Goutx, D. (2014). Les leçons de l'incorporation de l'expertise hydrogéomorphologique dans la doctrine française de prévention des risques d'inondation. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 14 Numéro 2. <https://doi.org/10.4000/vertigo.15036>

Gralepois, M., & Guevara, S. (2015). L'adaptation aux risques d'inondation façonnée par les métiers de la ville. Tensions à l'échelle du projet d'aménagement. *Développement durable et territoires*. *Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 6, n°3. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11014>

Grisoni, A., & Némoz, S. (2017). Les mouvements sociaux écologistes : Entre réforme de soi et rapports de classe, entre histoires nationales et circulations européennes. *Socio-logos* . *Revue de l'association française de sociologie*, 12, Article 12. <https://doi.org/10.4000/socio-logos.3145>

- Groyer, S. (2010). Le principe de précaution : Un 'nouveau' rapport à la nature. *Éthique et Économie*, 7(2). <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/3686>
- Gruen, L., & Jamieson, D. (Éds.). (1994). *Reflecting on nature; readings in Environmental Philosophy*. Oxford University Press.
- Guermond, Y. (2006). L'identité territoriale : L'ambiguïté d'un concept géographique. *L'Espace géographique*, 35(4), 291-297. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/eg.354.0291>
- Gunderson, L. (1999). Resilience, Flexibility and Adaptive Management— Antidotes for Spurious Certitude? *Conservation Ecology*, 3(1). <https://doi.org/10.5751/ES-00089-030107>
- Gunderson, L. H., & Holling, C. S. (2001). *Panarchy : Understanding transformations in human and natural systems* (1st éd.). Island Press.
- Hatfield-Dodds, S., Nelson, R., & Cook, D. (2007). *Adaptive governance : An Introduction, and implications for public policy*. 13.
- Hatvany, M. G. (2003a). *Marshlands : Four Centuries of Environmental Change on the Shores of the St. Lawrence*. Presses de l'Université Laval. <https://books.google.ca/books?id=-Hk9eDMLFFkC>
- Hatvany, M. G. (2003b). The Aboiteaux of Kamouraska : Tradition, Modernity, and Environmental Change in the Tidal Marshlands of Nineteenth and Early Twentieth Century Quebec. *North American Geographer*, 5(1-12), 162-182.
- Hatvany, M. G. (2009). *Paysages de marais : Quatre siècles de relations entre l'humain et les marais du Kamouraska*. Société historique de la Côte-du-Sud.
- Heller, C. (2003). *Désir, nature et société. L'écologie sociale au quotidien. Écosociété*.
- Hemingway, P., & Brereton, N. (2009). *What is a systematic review? What Is...? Series*, 8.

- Herbert, V., Maillefert, M., Petit, O., & Zuindeau, B. (2009). Risque environnemental et action collective : L'exemple de la gestion du risque d'érosion à Wissant (Côte d'Opale). *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 9 Numéro 3. <https://doi.org/10.4000/vertigo.9303>
- Houtart, F. (2001). *À la recherche d'alternatives; Un autre monde est possible? Vol. VIII. L'Harmattan.*
- Hoyaux, A.-F. (2006). Pragmatique phénoménologique des constructions territoriales et idéologiques dans les discours d'habitants. *L'Espace géographique*, Tome 35(3), 271-285. <https://doi.org/10.3917/eg.353.0271>
- Hoyaux, André-Frédéric. (2000). *Habiter la ville et la montagne, essai de géographie phénoménologique sur les relations des habitants au lieu, à l'espace et au territoire : Exemple de Grenoble et Chambéry. Université Joseph-Fournier.*
- Jean, B. (1998). La région sous le regard sociologique : La construction sociale du fait régional. In M.-U. Proulx (Éd.), *Le phénomène régional au Québec* (p. 133-156). Presses de l'Université du Québec.
- Kane, I. O., Vanderlinden, J.-P., Baztan, J., Touili, N., & Claus, S. (2014). Communicating risk through a DSS : A coastal risk centred empirical analysis. *Coastal Engineering*, 87, 240-248. <https://doi.org/10.1016/j.coastaleng.2014.01.007>
- Karpouzoglou, T., Dewulf, A., & Clark, J. (2016). Advancing adaptive governance of social-ecological systems through theoretical multiplicity. *Environmental Science & Policy*, 57, 1-9. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2015.11.011>
- Klein, J. L. (1997). L'espace local à l'heure de la globalisation : La part de la mobilisation sociale. *Cahiers de géographie du Québec*, 41(114), 367-377.
- Klein, J. L., Dionne, H., & Tremblay, P.-A. (1997). L'action collective et l'idéal communautaire : Les bases territoriales d'un nouveau type de mouvement social. In J.

- L. Klein, Dionne, Hughes, & Tremblay, Pierre-André, Au-delà du néolibéralisme : Quel rôle pour les mouvements sociaux? (PUQ, p. 33-46).
- Klein, J.-L., & Tremblay, P.-A. (1989). Les mouvements sociaux et leur espaces d'autonomie : Le local renouvelé. *Nouvelles pratiques sociales*, 2(1), 99-111.
- Lade, S. J., & Niiranen, S. (2017). Generalized modeling of empirical social-ecological systems. *Natural Resource Modeling*, 30(3), e12129. <https://doi.org/10.1111/nrm.12129>
- Lambert, M.-L. (2015). Droit des risques littoraux et changement climatique : Connaissance, anticipation et innovation. Introduction. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 21. <https://doi.org/10.4000/vertigo.15742>
- Lamoureux, J. (1996). La concertation : Perspectives théoriques sous l'angle du néo-corporatisme. *Cahiers du CRISES*, ET9607.
- Langumier, J., & Verdier, L. (2015). Sécurisation des digues et dispositifs de « culture du risque » : Une alliance originale sur le delta du Rhône dans un contexte post-catastrophe. *Géocarrefour*, 90(90/3), 233-244. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9898>
- Larrère, C., & Larrère, R. (2009). *Du bon usage de la nature; Pour une philosophie de l'environnement*. Flammarion.
- Lemieux, V. (1999). *Les réseaux d'acteurs sociaux*. Presses Universitaires de France.
- L'Italien, F. (2016). Défendre l'appartenance au territoire. *Relations*, 786, 25-26.
- Lonsdale, J.-A., Weston, K., Barnard, S., Boyes, S. J., & Elliott, M. (2015). Integrating management tools and concepts to develop an estuarine planning support system : A case study of the Humber Estuary, Eastern England. *Marine Pollution Bulletin*, 100(1), 393-405. <https://doi.org/10.1016/j.marpolbul.2015.08.017>

- Loudiyi, S., Angeon, V., & Lardon, S. (2004). Capital social et développement territorial. Quel impact spatial des relations sociales? 16.
- Lovan, R. W., Murray, M., & Shaffer, R. (2004a). Interactive Public Decision-Making in Civil Society. In R. W. Lovan, M. Murray, & R. Shaffer (Éds.), *Participatory Governance. Planning, Conflict Mediation and Public Decision-Making in Civil Society* (p. 241-252). Ashgate.
- Lovan, R. W., Murray, M., & Shaffer, R. (2004b). Participatory Governance in a Changing World. In R. W. Lovan, M. Murray, & R. Shaffer (Éds.), *Participatory Governance. Planning, Conflict Mediation and Public Decision-Making in Civil Society* (p. 1-22). Ashgate.
- Lussault, M. (2003). Constructivisme. In *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Belin.
- Magalhães, A. de O. (2014). Crues éclair et inondations urbaines dans le sertão du Nordeste brésilien (Rio Grangeiro, Crato, Ceará) : Perception et gestion d'un risque naturel méconnu. *Bulletin de l'association de géographes français. Géographies*, 91(91-3), 257-275. <https://doi.org/10.4000/bagf.1594>
- Martin, V., & Renaud, J. (2013). Les normes de production des revues systématiques. Guide méthodologique (P. Dagenais, Éd.). Institut national d'excellence en santé et en services sociaux.
- Martinez, M.-L., & Chamboredon, M.-C. (2011). Approche anthropologique de la construction d'identités citoyennes. In A. Legardez & L. Simonneaux, *Développement durable et autres questions d'actualité. Questions socialement vives dans l'enseignement et la formation* (p. 89-112). Educagri.
- Mayer, S. (2000). Éthique environnementale et politique. In A. Fagot-Largeault & P. Acot, *L'éthique environnementale* (p. 101-112). Sciences en situation.

- Méndez, P. F., Isendahl, N., Amezaga, J. M., & Santamaría, L. (2012). Facilitating Transitional Processes in Rigid Institutional Regimes for Water Management and Wetland Conservation: Experience from the Guadalquivir Estuary. *Ecology and Society*, 17(1). JSTOR. <https://www.jstor.org/stable/26269007>
- Milbert, I., & Nathan, F. (2009). Gestion du risque et politiques urbaines au Nord et au Sud. *Trace. Travaux et recherches dans les Amériques du Centre*, 56, 26-40.
- Montoya, X. C. (2014). Nuevas estrategias de los movimientos indígenas contra el extractivismo en Chile / New strategies by indigenous movements against extractivism in Chile. *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, 105, 141-163. JSTOR.
- Naoufal, N. (2016). Connexions entre la justice environnementale, l'écologisme populaire et l'écocitoyenneté. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 16(1), 11.
- Naoufal, N. (2017). Justice environnementale et écocitoyenneté. Enjeux pour l'action éducative. In L. Sauvé, I. Orellana, C. Villemagne, & B. Bader, *Éducation / Environnement / Écocitoyenneté* (p. 101-117). Presses de l'Université du Québec.
- Olsson, P., Folke, C., & Berkes, F. (2004). Adaptive Comanagement for Building Resilience in Social–Ecological Systems. *Environmental Management*, 34(1), 75-90. <https://doi.org/10.1007/s00267-003-0101-7>
- Olsson, P., Gunderson, L. H., Carpenter, S. R., Ryan, P., Lebel, L., Folke, C., & Holling, C. S. (2006). Shooting the Rapids: Navigating Transitions to Adaptive Governance of Social-Ecological Systems. *Ecology and Society*, 11(1), 18.
- Orellana, I., & Marleau, M.-E. (2015). Résistance, engagement et construction d'une écocitoyenneté critique. *Éducation relative à l'environnement*, 12, Article Volume 12. <https://doi.org/10.4000/ere.430>

- Ostrom, E. (2009). A General Framework for Analyzing Sustainability of Social-Ecological Systems. *Science*, 325(5939), 419-422. JSTOR.
- Oteros-Rozas, E., Martin-Lopez, B., Daw, T. M., & Bhensky, E. L. (2015). Participatory scenario planning in place-based social-ecological research insights and experiences from 23 case studies. *Ecology and Society*, 20(4), 32.
- Pahl-Wostl, C., Becker, G., Knieper, C., & Sendzimir, J. (2013). How Multilevel Societal Learning Processes Facilitate Transformative Change. *Ecology and Society*, 18(4). JSTOR. <http://www.jstor.org/stable/26269425>
- Paquet, G. (2011). *Gouvernance collaborative. Un antimanuel*. Liber.
- Pellaud, F. (2017). Changements climatiques et transition énergétique : Complexité, approche systémique et cartes conceptuelles. *Revue Francophone de Développement Durable*, mars(9), 99-112.
- Peters, B. G. (2001). Mondialisation, institutions et gouvernance. In *La gouvernance au XXIe siècle : Revitaliser la fonction publique* (p. 19-40). Les Presses de l'Université Laval.
- Pigeon, P. (2015). Risque digue : Une justification à la relecture systémique et géopolitique des risques environnementaux. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 24. <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.3256>
- Plante, S. (2011). Les défis de la gestion intégrée des territoires côtiers et riverains du Saint-Laurent. In O. Chouinard, J. Baztan, & J.-P. Vanderlinden, *Zones côtières et changement climatique* (p. 99-118). Presses de l'Université du Québec.
- Plante, S., Chouinard, O., & Martin, G. (2011). Gouvernance participative par l'engagement citoyen à l'heure des changements climatiques. Études de cas à Le Goulet, Pointe-du-Chêne et Bayshore Drive (Nouveau-Brunswick). *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, 11, 33-49. <https://doi.org/10.4000/tem.1234>

- Plante, S., Vasseur, L., & Santos Silva, J. (2018). Adaptation des communautés côtières aux effets des changements climatiques sous l'angle de la résilience : Lier la gouvernance locale au développement durable. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 18 numéro 2. <https://doi.org/10.4000/vertigo.22079>
- Proulx, M.-U. (Éd.). (1998). *Le phénomène régional au Québec*. Presses de l'Université du Québec.
- Quesada García, D. (2017). Importance of the transformative approach of evaluation, as an exercise to orient the construction of public policies. *Revista Reflexiones*, 96(1), 57-73.
- Raffestin, C. (1987). Repères pour une théorie de la territorialité humaine. *FLUX Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et Territoires*, 3(7), 2-22. <https://doi.org/10.3406/flux.1987.1053>
- Ramsey, M. M., Muñoz-Erickson, T. A., Mélenz-Ackerman, E., Nytch, C. J., Branoff, B. L., & Carrasquillo-Medrano, D. (2019). Overcoming barriers to knowledge integration for urban resilience : A knowledge systems analysis of two-flood prone communities in San Juan, Puerto Rico. *Environmental Science & Policy*, 99, 48-57. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2019.04.013>
- Rebotier, J. (2012). Une approche territoriale des risques. Un outil pour le chercheur, critique et réflexif. *Géographie et cultures*, 81, 77-90. <https://doi.org/10.4000/gc.176>
- Reghezza-Zitt, M. (2015). Territorialiser ou ne pas territorialiser le risque et l'incertitude. La gestion territorialisée à l'épreuve du risque d'inondation en Île-de-France. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 26. <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.3543>
- Reghezza-Zitt, M. (2017). Penser la vulnérabilité dans un contexte de globalisation des risques grâce aux échelles spatiales et temporelles. *Espace populations sociétés*, 2016/3, 15. <https://doi.org/10.4000/eps.6641>

- Regnauld, H., Limido, P., & Blanc, N. (2016). « Penser l'espace ». Rencontre épistémologique entre géographies et philosophies actuelles. *Géographie et cultures*, 100, 9-13.
- Rey-Valette, H., & Rulleau, B. (2016). Gouvernance des politiques de relocalisation face au risque de montée du niveau de la mer. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 7, n°1. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11282>
- Rhodes, R. (1997). *Understanding governance : Policy networks, governance, reflexivity and accountability*. pen University Press.
- Rode, S. (2010). Reconquête urbaine de la Loire et risque d'inondation : Des représentations aux aménagements urbains. *Géocarrefour*, Vol. 85/3, 221-228. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.7960>
- Rode, S. (2012). Le chêne ou le roseau : Quelles stratégies de gestion du risque d'inondation en France ? *Cybergeog : European Journal of Geography*. <https://doi.org/10.4000/cybergeog.25299>
- Rudolf, F. (2012). La réception territoriale du changement climatique ou comment le changement climatique contribue à l'émergence de territoires et de politiques climatiques spécifiques. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 12, Article Hors-série 12. <https://doi.org/10.4000/vertigo.11825>
- Rus, H. A. (2012). Environmental Depletion, Governance, and Conflict. *Southern Economic Journal*, 78(4), 1305-1332. <https://doi.org/10.4284/0038-4038-78.4.1305>
- Saint-Martin, F. (1992). L'espace comme localisation et identification. In J. et L. Bogumil Jocelyn (Éd.), *Construction identitaire : Questionnements théoriques et études de cas* (p. 127-135). CÉLAT-Université Laval.

- Sajaloli, B., Servain-Courant, S., Dournel, S., & Andrieu, D. (2011). L'inscription paysagère du risque d'inondation dans les politiques urbaines des agglomérations ligériennes, proposition d'un marqueur de résilience spatiale. *Revue Géographique de l'Est*, 51(vol. 51 / 3-4). <http://journals.openedition.org/rge/3439>
- Sauvé, L. (2013). Au coeur des questions socioécologiques : Des savoirs à construire, des compétences à développer. *Éducation relative à l'environnement : regards - Recherches - Réflexions*, 11, 19-40.
- Sauvé, L. (2017). Introduction. In L. Sauvé, I. Orellana, C. Villemagne, & B. Bader, *Éducation / Environnement / Écocitoyenneté* (p. 1-7). Presses de l'Université du Québec.
- Sauvé, L., & Orellana, I. (2014). Entre développement durable et vivre bien : Repères pour un projet politico-pédagogique. *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, 16(vol. 16, n° 1), Article 1. <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.1406>
- Scarwell, H.-J., & Laganier, R. (2017). Chapitre 3 : L'appropriation du risque d'inondation par les acteurs du territoire : de l'information obligée à la culture du risque. In *Risque d'inondation et aménagement durable des territoires* (p. 163-224). Presses universitaires du Septentrion. <http://books.openedition.org/septentrion/15688>
- Schmidt, L., Gomes, C., Guerreiro, S., & O'Riordan, T. (2014). Are we all on the same boat? The challenge of adaptation facing Portuguese coastal communities: Risk perception, trust-building and genuine participation. *Land Use Policy*, 38, 355-365. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2013.11.008>
- Schoon, M., & Leeuw, S. V. der. (2015). The shift toward social-ecological systems perspectives : Insights into the human-nature relationship. *Natures Sciences Societes*, Vol. 23(2), 166-174.
- Schweitzer, A. (1966). *Reverence for Life* (2007e éd.). Ashgate.

- Scott, J. (1988). Social Network Analysis. *Sociology*, 22(1), 109-127.
<https://doi.org/10.1177/0038038588022001007>
- Segaud, M. (2002). Frontières, limites et mitoyenneté : Une question sans fins. In *Ces territorialités qui se dessinent* (p. 91-110). Datar / Éditions de l'Aube.
- Séguin, H. (2017). Transition énergétique : Le Québec se donne-t-il les moyens de ses ambitions? In A. Chaloux, *L'action publique environnementale au Québec. Entre local et mondial* (p. 227-246). Les Presses de l'Université de Montréal.
- Semal, L. (2017). Les chantiers de la théorie politique verte. In G. Blanc, É. Demeulenaere, & W. Feuerhahn, *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes: Vol. série histoire environnementale* (p. 181-200). Publications de la Sorbonne.
- Seonane, J., Taddei, E., & Algranati, C. (2013). Extractivismo, despojo y crisis climática; Desafíos para los movimientos sociales y los proyectos emancipatorios de Nuestra América. *Herramienta*.
- Serrat, O. (2017). Social Network Analysis. In O. Serrat, *Knowledge Solutions* (p. 39-43). Springer Singapore. https://doi.org/10.1007/978-981-10-0983-9_9
- Stoney, C., & Winstanley, D. (2001). Stakeholding : Confusion or utopia ? Mapping the conceptual terrain. *Journal of Management Studies*, 38(5), 603-626.
- Subra, P. (2018). Les zones à défendre, une innovation dans la contestation des grands projets d'équipements. *Revue Générale Nucléaire*, 1, 34-37.
<https://doi.org/10.1051/rgn/20181034>
- Tackx, R. (2018). Analyse de la structure communautaire des réseaux bipartis [Sorbonne Université]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02966420>
- Touili, N., Baztan, J., Vanderlinden, J.-P., Kane, I. O., Diaz-Simal, P., & Pietrantoni, L. (2014). Public perception of engineering-based coastal flooding and erosion risk

mitigation options : Lessons from three European coastal settings. *Coastal Engineering*, 87, 205-209. <https://doi.org/10.1016/j.coastaleng.2014.01.004>

Touili, N., & Vanderlinden, J.-P. (2017). Flexibilité adaptative et gestion du risque : Étude de cas des inondations dans l'estuaire de la Gironde (France). *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 17 Numéro 2. <https://doi.org/10.4000/vertigo.18653>

Tremblay, P.-A., Tremblay, S., & Tremblay, S. (2019). Au-delà du cynisme, réinventer l'avenir des communautés. Université du Québec à Chicoutimi.

Vaillancourt, J.-G. (1982). *Mouvement écologiste, énergie et environnement : Essais d'écologie sociale*. Éditions coopératives Albert Saint-Martin.

Veraart, J. A., Klostermann, J. E. M., van Slobbe, E. J. J., & Kabat, P. (2018). Scientific knowledge use and addressing uncertainties about climate change and ecosystem functioning in the Rhine-Meuse-Scheldt estuaries. *Environmental Science & Policy*, 90, 148-160. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2018.09.009>

Vinet, F., Defosse, S., Rey, T., & Boissier, L. (2012). Le processus de production du risque « submersion marine » en zone littorale : L'exemple des territoires « Xynthia ». *Norois. Environnement, aménagement, société*, 222. <https://doi.org/10.4000/norois.3834>

Virapongse, A., Brooks, S., Metcalf, E. C., Zedalis, M., Gosz, J., Kliskey, A., & Alessa, L. (2016). A social-ecological systems approach for environmental management. *Journal of Environmental Management*, 178, 83-91. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2016.02.028>

Voß, J.-P., & Bornemann, B. (2011). The Politics of Reflexive Governance : Challenges for Designing Adaptive Management and Transition Management. *Ecology and Society*, 16(2). <https://www.jstor.org/stable/26268901>

- Weissenberger, S., Noblet, M., Plante, S., Chouinard, O., Guillemot, J., Aubé, M., Meur-Férec, C., Michel-Guillou, É., Gaye, N., Kane, A., Kane, C., Niang, A., & Seck, A. (2016). Changements climatiques, changements du littoral et évolution de la vulnérabilité côtière au fil du temps : Comparaison de territoires français, canadien et sénégalais. [Vertigo] La revue électronique en sciences de l'environnement, 16(3). <http://www.erudit.org/fr/revues/vertigo/2016-v16-n3-vertigo03075/1039982ar/>
- White, I., & Haughton, G. (2017). Risky times : Hazard management and the tyranny of the present. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 22, 412-419. <https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2017.01.018>
- Williams, B. (1994). Must a Concern for the Environment Be Centered on Human Beings? In L. Gruen & D. Jamieson (Éds.), *Reflecting on nature; readings in Environmental Philosophy* (p. 46-52). Oxford University Press.
- Yumagulova, L., & Vertinsky, I. (2019). Moving beyond engineering supremacy : Knowledge systems for urban resilience in Canada's Metro Vancouver region. *Environmental Science & Policy*, 100, 66-73. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2019.05.022>
- Zaccai, E., & Orban, A. (2017). Mobilisations écologiques actuelles, mobilisations des années 1960-1970 : Quels parallèles ? *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 8, n°2. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11847>

CHAPITRE 3
LE RESEAU D'ACTEURS ET SES REPRESENTATIONS SOCIALES.
METHODE D'EVALUATION DE LA GESTION DES URGENCES ET DES
RISQUES A SAINT-ANDRE DE KAMOURASKA.

3.1 RESUME

Dans cet article, nous évaluons la gestion des urgences et des risques par la mise en relation de l'analyse du réseau d'acteurs et de l'étude des représentations sociales. Nous avons recours à une méthode d'analyse de réseau classique et biparti pour mettre en évidence les acteurs-clefs de la gestion des urgences et du risque. Le recours aux représentations sociales permet un ancrage de nos données dans un vécu territorial particulier. L'article proposé est une étude de cas qui s'intéresse à la municipalité de Saint-André-de-Kamouraska située dans la région administrative du Bas-Saint-Laurent au Québec. Nous avançons que les principaux avantages de notre méthode sont de : a) révéler les acteurs-clefs de la gestion des urgences et des risques; b) dévoiler l'incidence de ces acteurs sur la gouvernance des urgences et des risques à l'échelle locale et; c) brosser le portrait de la socialisation aux risques et à l'urgence des acteurs.

Cet article, intitulé « *Le réseau d'acteurs et ses représentations sociales. Méthode d'évaluation de la gestion des urgences et des risques à Saint-André de Kamourask.* », a été publié en janvier 2022 dans la *Revue Canadienne de gestion des urgences*. En tant que premier auteur, j'ai contribué à l'essentiel de la recherche sur l'état de la question, au développement de la méthode, à la réalisation de la collecte, au traitement et à l'analyse des données. Le professeur Steve Plante, second auteur, a fourni l'idée originale, a aidé à la recherche sur l'état de la question, au développement de la méthode, il a participé à certaines collectes de données, ainsi qu'à la révision de

l'article. Des parties de ce travail ont été présentées au *Forum Québécois des Sciences de la Mer* à Rimouski en 2019 et au *Congrès de l'ACFAS* de mai 2021 [en ligne].

3.2 LE RESEAU D'ACTEURS ET SES REPRESENTATIONS SOCIALES. METHODE D'EVALUATION DE LA GESTION DES URGENCES ET DES RISQUES A SAINT-ANDRE DE KAMOURASKA.

3.2.1 Introduction

L'ampleur des effets qu'ont les CC est tributaire du contexte social et environnemental du territoire. Les effets des CC entraînent une redéfinition dynamique des équilibres entre le sous-système social et le sous-système écologique. Les deux sous-systèmes sont marqués par l'incertitude et la complexité (Barnes et al., 2017; Holling, 1973; Olsson et al., 2006; Walker et al., 2004). Le territoire de la municipalité de Saint-André-de-Kamouraska est une illustration d'un SSE. Ce SSE se caractérise par son lien avec l'estuaire moyen du système Saint-Laurent, système écologique d'importance pour le nord-est du continent nord-américain et de l'atlantique nord-ouest (Comtois et al., 1993; Dubois, 1993; El-Sabh & Silverberg, 1990; George, 1986). Cette portion du système Saint-Laurent et des Grands Lacs porte plusieurs enjeux de différents ordres dont notamment ceux de reproduction et de vie d'espèces animales emblématiques telles que le béluga et l'eider à duvet ou bien sociaux-économiques tels que les activités de pêche, de tourisme et de transport maritime. Positionnée sur la rive sud de l'estuaire (figure 3.1, encadré rouge), les terres basses du Kamouraska sont reconnues pour leur fertilité et sont parsemées de Monadnocks, structures rocheuses appartenant à la chaîne de montagnes des Appalaches. Les marées peuvent atteindre jusqu'à quatre mètres et baignent les marais saumâtres qui forment le littoral (Gouvernement du Canada, 2019). L'église de Saint-André-de-Kamouraska, construite entre 1805 et 1811, ainsi que le cœur du village sont des lieux historiques nationaux du Canada (Culture et communications Québec, 2004).

Figure 3.1 : Localisation géographique de l'aire de recherche



Source : Lake Champlain Committee, 2018

Le 6 décembre 2010, une vague passe par-dessus l'aboiteau⁸ du village (Image 1). La tempête fait rage alors que la marée est à son plus haut. Le cœur du village, localisé sous le niveau de la mer, expérimente ce qui n'était jusqu'alors qu'un risque peu probable. Cet épisode de submersion va causer plus de 300 000\$ de dégâts et affecte une soixantaine de résidences (Municipalité de Saint-André-de-Kamouraska, 2012). Un événement similaire s'est produit dans la municipalité en 1914 (Municipalité de Saint-André-de-Kamouraska, 2015). La multiplicité des risques (érosion, tempêtes ou plantes envahissantes) et l'épisode de submersion vécu à SAdEK démontrent le potentiel catastrophique de situations d'urgence, lorsque les risques se matérialisent. Pour comprendre la complexité des enjeux du SSE de SAdEK une réflexion sur la communauté, ses acteurs et ses modes de prise en charge des risques, est nécessaire. Comment les acteurs du réseau déploient-ils des modes de

⁸ Un aboiteau est une construction, d'origine acadienne, proche de la digue et qui permet d'assécher et de désaliniser un marais côtier à des fins agricoles. Par des portes aménagées dans la structure, on permet l'écoulement de l'eau douce et on empêche l'arrivée d'eau saumâtre. (Hatvany, 2003b, 2009)

gouvernance impliqués dans la gestion du risque et des situations d'urgence dans un contexte où l'occurrence d'événements météorologiques extrêmes est exacerbée par les CC (Aldunce et al., 2015; Burton et al., 2004)?

Image 3.1: Submersion de l'aboteau lors de la tempête de 2010



Courtoisie de la municipalité de Saint-André-de-Kamouraska

Dans cet article, nous développons une méthodologie qui propose d'évaluer la gestion du risque et de l'urgence, par le recours à l'ARA et aux RS. Les représentations sociales peuvent être le socle du dévoilement du réseau d'acteurs et des relations entre les acteurs et les risques, d'une part, et révéler les contextes socio-historiques de représenter la science et l'expertise face aux risques, d'autre part (Rinck, 2010). Nous adoptons une définition des RS qui font d'elles des images collectivement partagées d'objets sociaux (événements, situations ou

valeurs) (Garnier & Doise, 2002). Le recours aux RS permet de décrire le réseau et rend possible la qualification des relations qu'entretiennent les acteurs par des méthodes qualitatives (analyse de discours).

À partir du logiciel GEPHI, nous générons des visualisations du réseau issues de nos entrevues semi-dirigées. Cette ARA répond au besoin d'identification des acteurs impliqués dans la gestion et dévoile la structure et la nature des relations qui existent dans un réseau donné (Borgatti et al., 2009; Jones, 2017). Avec cette analyse, nous évaluons les relations qui unissent les acteurs et les risques présents sur le territoire de SAdeK. Pour ce faire, nous proposons l'AR2p afin de mettre en relation les variables « acteurs » et « risques », qui sont représentées par deux ensembles distincts de sommets⁹ (Beauguitte, 2013; Tackx, 2018).

La méthode que nous proposons nous permet d'atteindre trois objectifs : a) révéler les acteurs clefs de la gestion des urgences et des risques; b) dévoiler l'incidence de ces acteurs dans les mécanismes de gouvernance des urgences et des risques et c) brosser le portrait de la socialisation aux risques et à l'urgence des acteurs. Enfin, nous entamons une réflexion sur les formes et les modalités de réponses aux défis des CC, des risques et de l'urgence que nous avons identifiés.

⁹ Dans l'étude des graphes, deux composantes nous permettent de lire la structure des graphes. Les sommets, qui représentent l'objet d'étude (acteurs, organisations, individus, etc.) et les arêtes, ou liens, qui représentent la relations entre les sommets (Borgatti et al., 2009; Cherven, 2013, 2015).

3.2.2 Les graphes nous permettent-ils de qualifier les modes de gouvernance?

Les caractéristiques des modes de gouvernance influencent les effets des CC. Pour certains auteurs, les risques, leur complexité, l'incertitude des effets de la matérialisation de ces risques et de la forme que prennent les CC représentent des défis de gouvernance (Berkes & Folke, 1998; L. Gunderson, 1999). La notion de gouvernance est utilisée dans un très grand éventail de contextes et revêt des sens multiples. Dans cet article, nous lui donnons le sens d'une coordination des actions entre divers acteurs afin de répondre à des défis collectifs spécifiques (adaptation, résilience, développement). Certains modes de gouvernance, tel que la gouvernance adaptative et transformative, répondent partiellement aux défis de gouvernamentalités posés par les CC (Castán Broto, 2017; Casteigts, 2017; Jessop, 1997). Au cours des dernières années, les modes de gouvernance, qualifiée d'adaptative (Folke et al., 2005; Garmestani et al., 2009; Olsson et al., 2006) et de transformative (Barnes et al., 2017; Chaffin et al., 2016; Potapchuk et al., 1999) ont fait leur introduction dans la littérature scientifique et dans les pratiques de gestion (Tableau 3.1).

Tableau 3.1 : Principales caractéristiques des modes de gouvernance adaptatif et transformatif selon Boswort (2018), Chaffin et al. (2016) et Hatfield-Dodds et al. (2007)

Gouvernance adaptative	Gouvernance transformative
<ul style="list-style-type: none">• Intégration horizontale des acteurs présents sur le territoire• Ouverture• Transparence• Reddition de compte• Réflexivité• Suivis• Ajustements• Actions conformes au SSE	<ul style="list-style-type: none">• Intégration horizontale des acteurs présents sur le territoire• Ouverture• Transparence• Reddition de compte• Réflexivité• Suivis• Ajustements• Actions critiques sur SSE

Ces deux modes de gouvernance semblent appropriés à des défis marqués par la complexité et l'incertitude. Une gouvernance adaptative sous-entend une capacité des pouvoirs locaux à

offrir des réponses aux situations exceptionnelles (urgences et catastrophes) et à la nature changeante des caractéristiques et des besoins des systèmes sociaux et écologiques (Plante et al., 2018). La gouvernance adaptative ne démontre pas de capacité, ni même de volonté de transformation du système social-écologique dans lequel elle se déploie. La gouvernance transformative, quant à elle, vise à modifier le contexte social-écologique afin d'augmenter la capacité de résilience et d'adaptation aux bouleversements climatiques (Bosomworth, 2018; Chaffin et al., 2016; Hölscher, 2019). Pour illustrer notre propos, pensons à la mise en place de politiques publiques, processus dans lequel la gouvernance transformative demande une réflexivité et des ajustements constants qui tiennent compte de l'ensemble des composantes du SSE (Lovan et al., 2004b; Rhodes, 1997). La gouvernance transformative commande aussi une implication des acteurs, des organisations et des citoyens liés au territoire géographique et de l'expertise, face aux risques et aux défis climatiques. La gouvernance transformative remet en question les hiérarchies « classiques » (Ciplet et al., 2018; Potapchuk et al., 1999) et encourage la recherche d'équilibres dynamiques entre les sous-systèmes social et écologique par la reconnaissance de leurs besoins respectifs (environnement sain, reproduction, habitat, diversité, ressources et sécurité) (Brock & Carpenter, 2007; Costanza, 2014; Shoko & Umetsu, 2014).

Alors, pourquoi s'intéresser au réseau d'acteurs ? Les modes de gouvernance, adaptatif ou transformatif, s'expriment au travers des normes de gestion (transparence, horizontalité, réflexivité, etc.) pratiquées par les acteurs de ces gouvernances. Dévoiler le réseau d'acteur permet de constater l'expression ou l'absence de ces normes de gestion et ainsi de nourrir une réflexion critique sur les modes de gouvernance des risques et des urgences. Les représentations sociales des liens qui unissent les acteurs aux risques peuvent être utiles à la réflexion sur les modalités du déploiement des actions dans les modes de gouvernance adaptatifs ou transformatifs (responsabilité et légitimité).

3.2.2.1 Comprendre les modes de gouvernance au travers des acteurs et de leurs liens avec le réseau.

Le réseau d'acteur est un concept qui lie un sujet à son entourage. La sociologie analyse ce genre de réseau par la description et l'explication des formes prises par les connexions entre sujets, comme le souligne Scott :

« Social network analysis, [...], depicts agents – individuals or collectives – as embedded in webs of connections, and the task of the sociologist is to describe and explain the patterns exhibited in these connections » (Scott, 1988, p. 112).

Pour atteindre nos objectifs de recherche, nous mobilisons l'analyse de « réseau social », ou de « réseau d'acteurs » de manière descriptive, analytique et formelle (Borgatti et al., 2009; Butts, 2008; Carrington et al., 2005; Lemieux, 1999). Elle est une démarche descriptive et analytique, car l'ARA est utilisée comme « guide d'observation systématique des relations et interactions » (Jones, 2017, p. 4) d'une part, et elle est une démarche formelle, puisque les éléments du réseau (le système) sont mesurables par les motifs relationnels et interactionnels retrouvés chez l'individu ou dans le groupe, d'autre part (Cherven, 2013, 2013; Lemieux & Ouimet, 2004). Le système-réseau se mesure au travers d'outils provenant de la théorie des graphes (Berge, 2001; Fournier, 2013; Thulasiraman & Swamy, 2011). Le recours aux représentations sociales vient tempérer la tendance de l'analyse formelle à désincarner la réalité des relations sociales en les présentant au travers d'outils mathématiques (ex. diamètre limite, connectivité, etc.). Par exemple, dans le cas où des répondants auraient une vision cloisonnée de l'action des groupes d'acteurs provenant de différentes échelles administratives, cette représentation ne s'exprimerait pas dans le coefficient d'agglomération, qui affiche une valeur faible (faible présence de sous-groupes dans le réseau). Dans cet exemple, le recours au RS détaille l'analyse des dynamiques sociales que les statistiques ont parfois du mal à exprimer et vient justifier son usage pour comprendre les modes de gouvernance.

Le graphe est une figure prédominante dans l'ARA. Il est un outil élégant, statistiquement et sociologiquement intéressant puisqu'il génère des visualisations qui présentent l'acteur et les liens qu'il entretient avec son réseau¹⁰ (Berge, 2001; Thulasiraman & Swamy, 2011). Les graphes évoquent trois composantes dans les réseaux. Chaque composante se joint aux autres de manières distinctes. La première composante est le réseau lui-même et il s'exprime par des indicateurs tels que la densité, le diamètre et la modularité (Amat, 2014; Cherven, 2013, 2015). La deuxième composante est formée des nœuds (ou sommets), soit la forme que prennent les acteurs dans la visualisation du réseau. Pour décrire les nœuds dans notre recherche, nous retenons les caractéristiques, dont le degré, la centralité et l'intermédiarité (Borgatti et al., 2009; Butts, 2008; Cherven, 2015; Serrat, 2017). Finalement, la troisième composante est le lien qui représente la relation entre deux nœuds. Les liens se caractérisent par des indicateurs de poids et de fréquence qui offrent la possibilité de représenter certaines variables nominales et qualitatives (Borgatti et al., 2009; Mercklé, 2011; Serrat, 2017).

Alors que le graphe classique peint les relations entre deux nœuds (individus, organisations, entreprises ou auteurs), le graphe biparti quant à lui nous permet de représenter les relations reliant un premier type de variable à un second (Guillaume & Latapy, 2004; Newman, 2001; Tackx, 2018). Dans notre étude, les liens de gestion entre les acteurs du réseau (groupes citoyens, municipal, provincial et parapublic) et les risques sont illustrés dans les graphes bipartis. La plupart des réseaux réels sont le fruit de ce type d'interactions, une des deux variables présentes étant en quelque sorte la raison de l'expression de ces relations (Guillaume & Latapy, 2004; Watts & Strogatz, 1998).

Nous utilisons une AR2p de type *actors-events network* dans lequel une unité d'analyse (les acteurs du réseau de SAdeK) participe à des événements (la gestion de risques particuliers) (Beauguitte, 2013). Une AR2p ne prend pas en compte les relations à l'intérieur de ces

¹⁰ Le logiciel GEPHI génère des graphes dont les couleurs occupent une place prépondérante dans la visualisation des résultats. Les choix de couleurs sont paramétrés et ne peuvent être modifiés. Nous comprenons la difficulté que cela peut représenter pour certains de nos lecteurs. Il s'agit d'une limite du logiciel et nous chercherons autant que possible à contourner cet écueil lors de la présentation des résultats.

ensembles, ce qui justifie de la combiner à une ARA classique. L'AR2p a l'avantage d'augmenter la fiabilité de l'interprétation des informations présentées dans les graphes. Ainsi, en combinant ARA et AR2p, nous évitons des biais importants qui sont généralement attribuables à des relations directes. Les données qui traitent de l'affiliation (la gestion du risque par un ou des acteurs) peuvent être déterminées avec plus de précision que les données de type relationnel (la relation entre deux acteurs et l'évaluation de celle-ci) (Newman, 2001; Tackx, 2018).

3.2.3 Les représentations sociales dans l'étude des risques, une méthode.

La démarche méthodologique que nous avons privilégiée nous donne accès aux visions collectives et partagées entre les acteurs (Abric, 1994; Avry, 2012; Carter & Fuller, 2016; Kane, 2016). Nous accédons à ces représentations par le biais d'une méthode qui s'inspire de celle dite d'évocation hiérarchisée (Lo Monaco & Lheureux, 2007). Cette méthode consiste, à partir de réponse exprimée, à croiser la fréquence d'apparition et l'évaluation des relations qui unissent les acteurs du réseau et les risques du territoire. Au moment de l'analyse des données, une forte fréquence et une concordance des évaluations permettent de confirmer, ou non, les relations décrites par les répondants (Butts, 2008). Précisons qu'une méthodologie qui a recours aux représentations sociales n'est pas nécessairement évaluative (Apostolidis et al., 2002; Moscovici, 1989). Elle décrit les représentations sociales de la science ou de l'expertise sur lesquels reposent la gestion des risques, des traditions (inductives ou déductives) et met en évidence les facteurs de légitimité qu'ont les répondants de cette gestion (Casteigts, 2017). Nous mobilisons les représentations sociales de deux façons. Tout d'abord par une exploration des images du réseau dans lequel se situent nos répondants et ensuite, par les liens de gestion qui unissent les acteurs de ce réseau aux différents risques représentés comme faisant partie du territoire de SAdeK ou faisant partie d'une territorialisation des risques et des savoirs dans la socialisation.

L'étude des représentations sociales dévoile le processus d'élaboration des images et de la structure de pensée collectivement partagée qui en émerge (informations, phénomènes et relations¹¹) (Abric, 1994; Joffe, 2003; Moscovici, 1989). Les représentations sociales sont « [...] les entités conceptuelles habitant un espace symbolique partagé par les membres d'un groupe » (Lescano, 2013, 1). Elles forment un ensemble d'éléments fonctionnels articulés

¹¹ Partage d'informations : mise à jour ou développement de connaissances sur de nouveaux enjeux, p. ex. sur la présence et les effets des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'environnement; connaissance de phénomènes : p. ex. de l'émergence de mouvements sociaux (Occupy, Black Lives Matter) ou encore l'occurrence d'événements météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques; développement de relations : des acteurs entre eux, ou plus simplement des résidents d'une même village, d'une même communauté.

entre eux dans lesquels il est possible d'y voir les équivalents modernes des mythes et croyances des sociétés traditionnelles (Bonardi & Roussiau, 1999, p. 22). La socialisation aux risques des acteurs peut être révélée par les représentations sociales au sein des mécanismes d'apprentissage de la culture du risque (ex. miroir réfléchissant, jeux de rôle, anticipation). Les RS, avec la prévention, l'anticipation, la préparation aux risques, la communication et la gestion des situations d'urgence, permettent de mettre en évidence l'intégration de valeurs, de normes et de rôles en lien avec la prévention, la préparation aux risques et la gestion de situations d'urgences. Ces caractéristiques sont les éléments structurants de la socialisation, telle que définie notamment par Castra (Bolliet & Schmitt, 2008; Castra, 2013; Dubet & Martuccelli, 1996; Peterson et al., 2003). Dans notre étude, nous mettons en évidence l'influence d'acteurs fortement socialisés à la question de la gestion des risques et de l'urgence sur le reste de leur réseau.

Les discours constituent le matériel primaire de notre recherche et ont été recueillis à l'aide de l'assemblée de cuisine. Cette technique d'enquête renforce l'acuité des descriptions dans les discours recueillis et forme les représentations sociales lors de l'analyse. Ces discours sont recueillis auprès des répondants dans un contexte social et physique qu'ils connaissent et bénéficient d'un effet d'entraînement. Les données (opinions et idées) sont traitées par GEPHI, un logiciel de visualisation et d'analyse de réseau qui permet d'approfondir notre compréhension des discours et qui fait ressortir des représentations sociales grâce aux outils de l'analyse réseau et des théories des graphes. La démarche exprimée dans l'article situe l'acteur au sein de son réseau et de son environnement et explore les dynamiques relationnelles qui en dépendent.

3.2.3.1 Une méthode d'accès aux représentations sociales du réseau et de la gestion du risque

Le réseau d'acteurs étudié se caractérise par sa petite taille. Il y est dénombré 43 nœuds et 61 relations dans la partie d'ARA et 60 nœuds et 50 relations dans l'AR2p. La sélection des répondants a été effectuée à partir de rencontres avec des membres de municipalité de SAdeK

et par un effet boule de neige (Denscombe, 2017). Cette stratégie nous a permis de produire une liste de regroupements citoyens et d'organismes œuvrant sur son territoire. Les frontières du réseau à l'étude ont été définies au gré de la réalisation des six (6) assemblées de cuisine¹² qui ont réuni vingt-huit répondants. Ces rencontres se sont déroulées entre avril et septembre 2019. Les assemblées ont dévoilé les relations existantes entre les groupes citoyens et les acteurs de type public, communautaire, privé, universitaire, les organismes à but non lucratif (OBNL) et autres (six nœuds). Cette caractérisation des acteurs a été effectuée au fil des assemblées de cuisine, bien qu'une première identification ait été réalisée par la municipalité et l'équipe de recherche en amont de la collecte de données. Les critères retenus qui ont mené à la sélection des groupes à impliquer dans la recherche sont : la pertinence de la mission de ces groupes et leur implication dans la prise en charge (réflexion, mobilisation, gouvernance) des risques. L'inventaire des risques présents à SAdeK s'est fait lors de la visite d'un groupe d'étudiants au baccalauréat en géographie de l'Université du Québec à Rimouski dans le cadre d'un cours intitulé gestion intégrée de la zone côtière, à l'automne 2018. L'enquête a été réalisée par porte-à-porte à l'ensemble des résidences du cœur du village. Une liste de dix-sept risques a été établie et a été utilisée dans notre travail afin de construire l'AR2p.

Notre démarche méthodologique s'inspire de l'*arc sampling design* qui passe par l'identification des relations à évaluer et le croisement des données fournies par plusieurs sources (Butts, 2008). Le questionnaire ouvert développé se divise en deux volets. Un premier où nous nous intéressons à la structure des relations présentes dans le réseau et où leurs types, leurs forces et leurs directions sont prises en compte (Serrat, 2017). Le second volet s'intéresse aux représentations sociales de la gouvernance du risque, base de l'AR2p. La tenue d'assemblée de cuisine a permis de créer un climat d'ouverture et de confiance, de réaliser ces rencontres dans des cadres qui sont familiers aux répondants, d'obtenir des réponses à certains de leurs questionnements et qui bénéficient de la dynamique de groupe

¹² « L'Assemblée de cuisine est une technique de mobilisation d'acteurs (citoyens, élus, représentants du secteur public, etc.) [...]. Cet outil facilite les discussions en petits groupes, au sujet d'une problématique spécifique, dans un environnement convivial, comme la cuisine de l'un des participants. » (ROBVQ; https://robvq.qc.ca/guides_consultation_publique/)

où chaque répondant complète les informations avancées par les autres répondants présents (Fontan et al., 2013; Mias, 2003; Paillé & Mucchielli, 2012). Les discussions de groupes favorisent l'émergence et la définition de représentations collectives des différents thèmes abordés, ainsi que des relations qui existent entre les différents acteurs présents dans le réseau (Jedlowski, 1997; Lo Monaco & Lheureux, 2007; Negura, 2006). Néanmoins, les chercheurs gardent en tête que cette méthode tend à amoindrir les points de vue individuels et qu'elle a tendance à imposer des biais d'organisation dans les discussions. Ces biais sont liés aux dynamiques sociales présentes au sein de chacun des groupes questionnés et qui se reflètent dans les modes de prise de parole des répondants.

3.2.4 Visualiser avec GEPHI, résultats et discussion

Nous utilisons deux types de visualisation soit l'ARA et l'AR2p. Les caractéristiques globales du réseau (grandeur, densité) et la structure des liens (degrés et agglomération) apparaissent dans l'ARA, alors que les risques perçus sur le territoire et la spatialisation du partage de la gestion de ces risques sont illustrés au travers de l'AR2p. L'algorithme Force atlas 2 est utilisé pour réaliser les projections des figures 3.2, 3.3 et 3.5. Cet algorithme fonctionne bien avec les réseaux de petite taille et la position de chaque nœud exprime les forces d'attraction et de répulsion en jeux dans le réseau.

Ainsi, à la figure 3.2¹³, nous illustrons les liens non dirigés afin de peindre un portrait général du réseau de SAdK. Le diamètre de valeur 4 correspond à la distance maximale entre deux nœuds dans le graphe (tableau 3.2). La longueur moyenne du chemin est une mesure qui nous renseigne sur la distance à parcourir pour atteindre l'ensemble des nœuds du réseau. Dans ce cas-ci, ces deux indicateurs nous démontrent une certaine proximité entre chacun des acteurs. Par le fait même, elle démontre une connectivité du réseau qui favorise des modes de gestion inclusifs dans lequel les représentations sociales pourraient facilement circuler. La taille des nœuds dans le graphe est proportionnelle au degré, soit le nombre de relations que chaque nœud entretient. La valeur de 2,837 du degré moyen souligne une certaine faiblesse dans cet aspect du réseau. Par exemple, les acteurs entourant l'acteur 9 ont un degré de 1, tirant cette moyenne vers le bas. Cette statistique révèle le rôle de passerelle que portent quelques acteurs (2, 9, 23, 27 et 34), augmentant le coefficient de groupement moyen. L'ensemble de ces statistiques nous permettent de définir les acteurs centraux et périphériques. Les acteurs périphériques sont caractérisés par un faible degré et leur isolement, n'étant pas connectés au réseau ou liés aux acteurs passerelles. Les acteurs centraux sont ceux faisant partie de la section la plus dense du graphe et bordés des acteurs passerelles.

¹³ À des fins de respect de nos dispositions éthiques, nous avons anonymisé l'identité des acteurs de SAdK.

Figure 3.2 : Représentation du réseau des acteurs de Saint-André-de-Kamouraska.

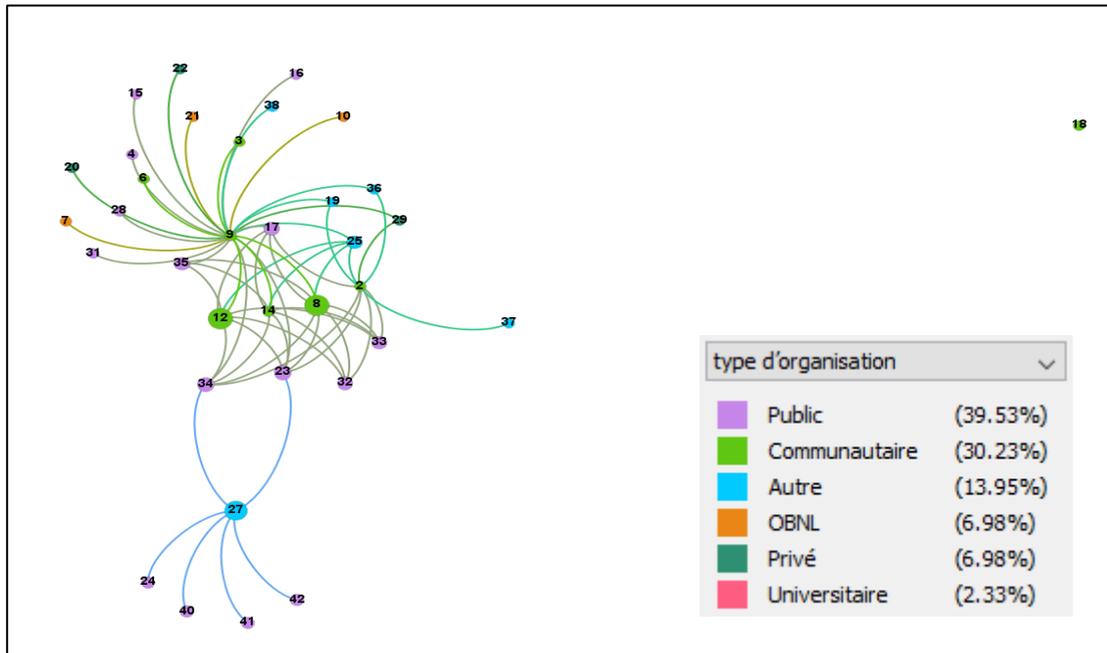


Tableau 3.2 : Statistiques clefs de la figure 3.2.

Indicateur	Valeur
Diamètre	4
Degré moyen	2,837
Longueur moyenne du chemin	2,408
Coefficient de groupement moyen	0,131

À la figure 3.3, les liens sont présentés selon une hiérarchisation de la satisfaction des acteurs quant à la relation (exemple de question : « sur une échelle de 1 à 5, quelle est votre satisfaction quant à la relation avec cet acteur? »). Cette hiérarchisation démontre les points où la coordination, comme le passage d'information, est facilitée ou rencontre des points de friction. La taille des nœuds est proportionnelle au degré de chacun d'eux. Ces informations sont cruciales pour l'évaluation des modes de gouvernance, puisqu'elle nous renseigne sur

les qualités des modes de gouvernance. L'emploi de solutions telles que l'amélioration ou la consolidation des relations peut augmenter la force du réseau.

Figure 3.3 : Représentation du réseau d'acteur et de leur satisfaction face à la relation.

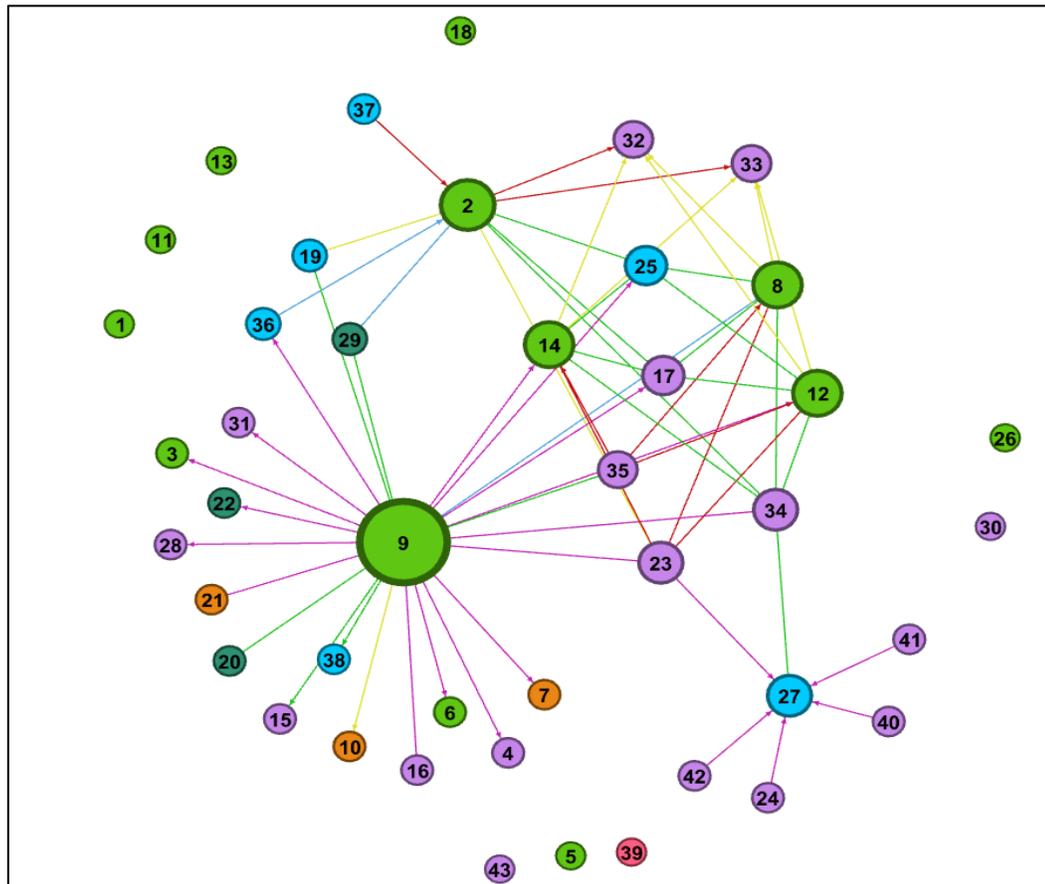


Tableau 3.3 : Légende des liens représentés dans la figure 3.3.

Légende des liens : satisfaction face à la relation		%
■	1= très faible	14,75
■	2= faible	0
■	3= moyenne	14,75
■	4= forte	4,92
■	5= très forte	31,15
■	9= nul / sans réponses	34,43

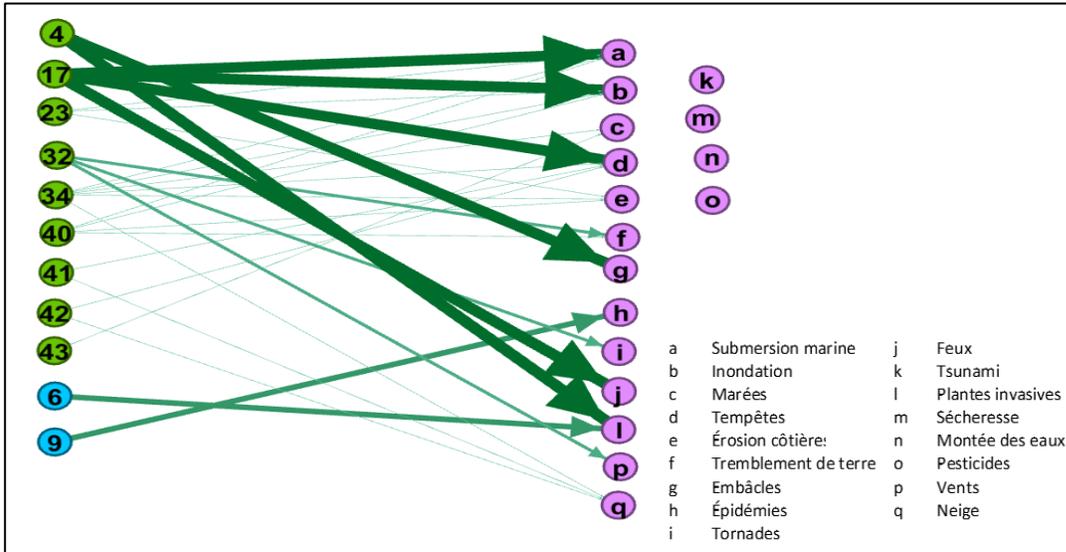
La visualisation de la satisfaction quant à la relation est un exemple du type d'informations utilisé dans une analyse qualitative du réseau. Nous y constatons une satisfaction majoritairement forte (évaluation de 4 et de 5 est égale à 36,07% des répondants). En superposant ces évaluations aux autres indicateurs de force du lien, de fréquence des contacts, de durée de la relation, de la nature formelle ou informelle et des raisons d'existence (administratif, réglementaire ou encore financier) nous sommes en mesure d'avoir une lecture plus fine des caractéristiques du réseau. Cette précision est notable dans la recherche des chemins les plus appropriés pour relier des acteurs entre eux. Par exemple, l'acteur 12 est relié à l'acteur 2 par un chemin qui passe par l'acteur 33, mais dont la satisfaction face aux relations est faible. Le graphe démontre qu'il serait avantageux de relier 12 à 2 en passant par l'acteur 17, pour lequel la satisfaction face à la relation est très forte. Nous évitons ainsi de potentiels écueils relationnels dans le réseau.

Grâce à ces deux visualisations, on remarque que la proximité des acteurs ne s'avère pas aussi forte que le laissaient présager les données statistiques de l'ARA générale. Dans le réseau de SAdeK, les acteurs centraux et les acteurs passerelles sont nécessaires afin d'atteindre l'ensemble des acteurs. Aussi, à l'aide de ces deux figures et des arrangements relationnels qu'ils mettent en évidence, l'influence de certains acteurs sur les autres est démontrée, ainsi que leur potentiel pour jouer le rôle d'acteur passerelle dans la transmission des connaissances des risques et de leur gestion. Ce potentiel de transmission dépend de la proximité géodésique des acteurs et la qualité de leurs relations. Par exemple, une potentielle inter-influence apparaît au travers de la représentation de la bonne qualité et la réciprocité de la relation qui relie les acteurs 8 et 9. La conceptualisation que nous proposons permet d'approfondir cette lecture et de l'étendre à l'ensemble du réseau. Dès lors, un premier aperçu des modes de socialisation aux risques et à l'urgence des acteurs apparaît et permet l'identification de schémas de dépendance à la socialisation des acteurs périphériques face aux acteurs passerelles ou centraux.

Pour montrer la richesse d'une représentation dynamique (figure 3.5) nous devons la comparer à la figure 3.4 qui elle représente les liens entre les acteurs et les risques de façon classique. À la figure 3.4, la grosseur des liens fait référence aux représentations sociales de la qualité de la gestion (1=très faible; 2=faible; 3=moyenne; 4=forte; 5=très forte). La colonne de gauche est formée des nœuds qui représentent les acteurs du réseau de SAdeK. La colonne de droite affiche les risques. Chaque colonne est ordonnée de manière alphanumérique. Ce premier graphe biparti agit à titre de liste. Les degrés des variables « risques » nous renseignent sur les modalités de prise en charge de cette variable par le réseau d'acteurs. Les acteurs qui ne sont pas impliqués dans la gestion d'un risque n'apparaissent pas dans cette figure. Par exemple, trente-deux acteurs sont absents de la gestion du risque alors que 11 sont présents. Notons que certains risques sont laissés pour compte (tsunami, sécheresse, montée des eaux et utilisation de pesticides). D'autres risques reçoivent l'attention d'un ou de plusieurs acteurs, mais ces relations sont représentées très défavorablement. Les risques liés aux marées, à l'érosion côtière et à la neige correspondent à cette situation. Les répondants évaluent très favorablement la qualité de la gestion des risques de submersion marine, d'inondation, de tempêtes, d'embâcles, de feux et de plantes invasives.

Cette première partie d'analyse bipartite révèle les normes appliquées et les rôles endossés par les acteurs face à certains risques. On constate ainsi quel acteur est socialisé à quel risque et de quelle manière. Ainsi, l'acteur 17 est celui qui semble être le plus socialisé aux risques par ces liens très favorables avec 4 d'entre eux. À l'inverse, l'acteur 43 semble peu socialisé aux risques, n'entretenant qu'un lien, très faible, avec le risque lié aux marées. Les acteurs absents de cette figure seraient encore moins socialisés aux risques. Le fait qu'il ne soit pas fait mention de ces acteurs et de leur lien avec un des risques présents sur le territoire de SAdeK démontre la représentation sociale que se font nos répondants de ces différents acteurs. Ainsi, soit l'implication de ces acteurs dans la gestion des risques et des urgences n'est pas significative, soit elle est inexistante.

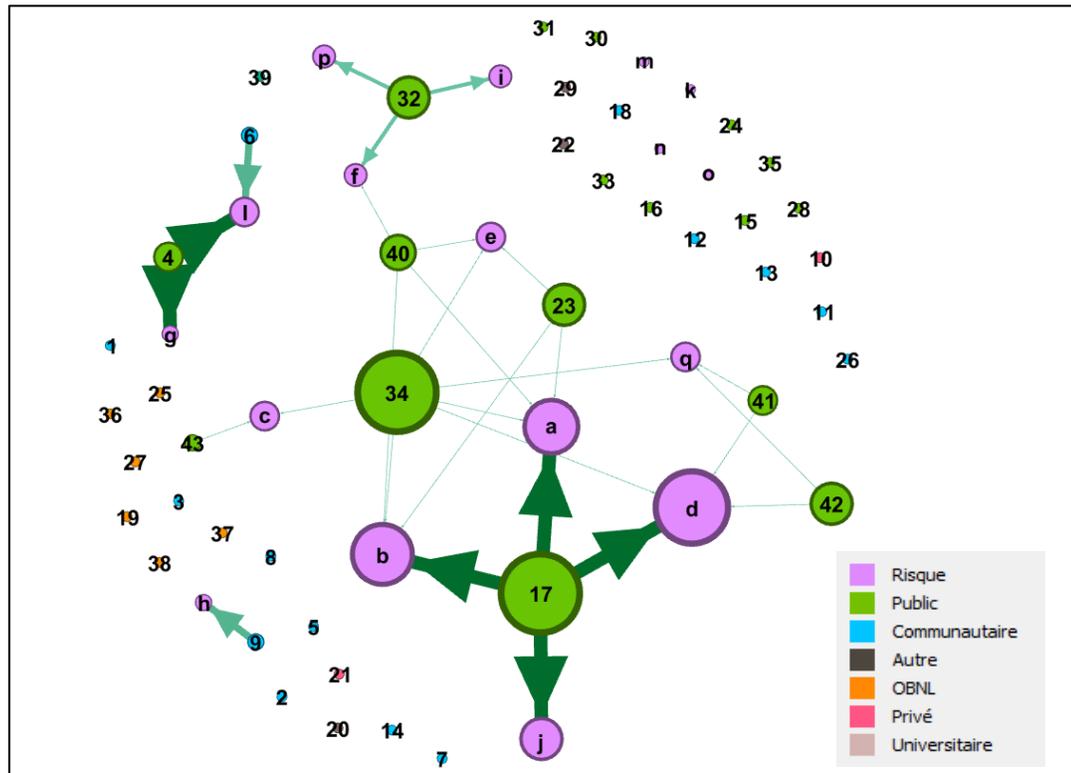
Figure 3.4 : Réseau biparti acteurs-risques.



En complément du recours à une figure (3.4) classique, nous proposons l'utilisation d'une figure dynamique des collaborations actuelles ou possibles, à partir des mêmes données (figure 3.5). La couleur et l'épaisseur du lien équivalent à la force du lien entre acteurs et risques (1=très faible; 2=faible; 3=moyenne; 4=forte; 5=très forte). Trois groupes distincts sont identifiés soit : un groupe principal (localisé au centre) et deux sous-groupes (Nord-Ouest et Sud-Ouest). La principale caractéristique des deux sous-groupes est la présence d'acteurs du domaine communautaire. Ce sont d'ailleurs les seuls endroits où ce type d'acteur est présent dans la figure. L'identification de ces trois groupes permet d'émettre des hypothèses quant à la possible émergence de dynamiques vertueuses dans le réseau, ou de possible intégration des acteurs provenant de la société civile dans la gestion de certains risques. Les acteurs forts du réseau peuvent ainsi intégrer des acteurs dont le lien avec le risque cogéré est plus faible. Avec cette figure, nous démontrons de manière graphique une représentation sociale exprimée lors des assemblées, soit le cloisonnement des responsabilités et une collaboration faible entre les différentes échelles de gestion. Comme dans les graphes produits pour l'ARA, une juxtaposition de l'effet des variables liées aux liens offre un portrait plus exhaustif de la gestion des risques. Dans ce cas-ci, nous utilisons

le rôle de la relation (réglementation, surveillance, ressources et information) comme autre variable qualitative.

Figure 3.5 : Réseau biparti; spatialisation de la gestion des risques.



L'AR2p permet d'approfondir la compréhension de la socialisation aux risques et à l'urgence dans le réseau. Avec l'AR2p classique, nous identifions certains acteurs dont la gestion des risques est mieux évaluée. Nous en identifions d'autres qui reçoivent une meilleure évaluation de leur gestion de risques sur un grand nombre de risque. Avec l'AR2p dynamique, ce sont les groupes de travail qui sont identifiés. Ces trois groupes sont pertinents à mettre en évidence puisqu'ils donnent des indications sur de possibles « familles » d'acteurs qui partageraient des éléments d'une culture de gestion des risques et de l'urgence. Par une gestion conjointe d'un ou de plusieurs risques, les acteurs en viennent à partager des valeurs, des normes et des rôles qui contribuent au développement d'une culture du risque

propre. L'identification de ces groupes contribue donc au portrait de la socialisation aux risques et à l'urgence des acteurs de SAdeK.

3.2.5 Discussion

La pertinence du recours à l'ARA et l'AR2p dans la gestion des risques est que ces deux outils permettent d'aller plus loin que la simple description statistique et qualitative. Pour les gestionnaires par exemple, la comparaison de ces deux analyses renseigne sur les modes de gouvernance à l'œuvre sur le territoire et permet de mieux camper ses actions. Ainsi, les acteurs 17, 32 et 34 sont ceux dont le rôle est le plus affirmé dans la gestion du risque. Ils font partie des acteurs centraux du réseau d'acteurs, mais les relations qu'ils tissent avec les autres acteurs du réseau ne semblent pas être totalement satisfaisantes. Cette inadéquation entre les relations ayant cours dans le réseau et les liens de gestion avec les risques démontre des faiblesses dans la coordination des actions des différents acteurs. L'étude du rôle des acteurs passerelles offre une autre démonstration des qualités des modes de gouvernance. De ces acteurs passerelles, seulement l'acteur 9 est impliqué dans la gestion du risque « épidémie », sans pour autant être en relation avec le reste des acteurs du réseau de gestion du risque. L'absence des autres acteurs passerelles peut révéler la faiblesse de l'intégration des acteurs périphériques dans la gestion des risques, une gestion en silo ou encore, une territorialisation de l'expertise et des savoirs dans le sens où Casteigts (2017) l'entend. De plus, les acteurs 40, 41 et 42, qui dépendent de l'acteur passerelle 27 pour être en contact avec le reste du réseau, s'impliquent dans la gestion de risque dont s'occupent aussi les acteurs 17, 23, 32 et 34. Cette autre illustration met en évidence des acteurs qui s'impliquent dans la gestion d'un même risque et qui n'entretiennent pas de relation (formelle ou informelle) dans le réseau des acteurs de SAdeK. D'ailleurs, d'autres acteurs sont absents des visualisations présentées, sans liens avec le reste du réseau. C'est le cas pour certains acteurs ministériels dont l'absence est remarquée de manière statistique et qui est exprimée dans le discours des participants lors des assemblées de cuisine.

Ces constats nous permettent de broser le portrait de la socialisation aux risques et à l'urgence au travers de trois étapes. Le premier trait met en évidence les liens qui unissent les acteurs. Ces liens sont la fondation du partage des normes, des règles, des comportements ou de l'information qui représente des éléments clefs de la socialisation vis-à-vis les risques. La qualité de la gestion des risques par les acteurs est le deuxième trait dévoilé. Cette étape

permet d'évaluer la qualité de la socialisation des acteurs (anticipation, intégration ou communication). Finalement, le troisième trait apparaît en regroupant les acteurs par « famille » d'intervention et révèle des mandats partagés. On aborde ainsi l'expression de cette socialisation.

Mais comment ces données nous renseignent-elles sur la capacité de gouvernance du risque et de l'urgence du réseau? Et en quoi est-ce pertinent pour les gestionnaires? En début d'article, nous avançons l'idée que notre conceptualisation permet de constater l'expression ou l'absence de normes de gestion. Nous pensons que c'est toujours le cas, mais à deux conditions. Tout d'abord, les acteurs doivent avoir une relation minimale dans l'ARA. Ensuite, on doit pouvoir faire le même constat dans l'AR2p. Le respect de ces deux conditions est nécessaire afin d'avoir accès à l'expression des normes de gestion qui sont partagées. Dès lors, notre conceptualisation évalue la gestion des risques que mobilise chacun des acteurs. Elle y parvient d'ailleurs grâce à l'analyse des RS. Ici la théorie des graphes représente la gestion des risques à partir de l'agrégation de ces données, ainsi que par leur arrangement dans GEPHI. Ce que l'on remarque alors, c'est que pratiquement aucun couple, ou groupe d'acteurs ne remplissent ces deux conditions. Seuls les acteurs 34 et 17, qui travaillent ensemble sur les risques de submersion marine et de tempêtes répondent de façon satisfaisante à nos critères. Les acteurs 23 et 34 n'y répondent que partiellement, réunis par l'acteur-passerelle 12. Cette interprétation fait surgir un besoin d'approfondir la question des cultures de gestion présentes sur le territoire de l'étude. En effet, il apparaît peu probable que des acteurs travaillant ensemble sur les mêmes dossiers ne partagent aucune relation qui soit minimalement quantifiable. Toutefois, c'est bien les représentations sociales issues du discours des répondants, soit des citoyens engagés de SAdeK, qui est présentée ici. Néanmoins, il appert que peu de coordination existe entre les différents acteurs du risque et que leur gestion commune des risques ne semble pas être perçue chez nos répondants.

Nos résultats offrent deux pistes de réflexion importantes d'implications. La première tient à l'instrumentalisation des savoirs locaux au sein de la science et de la territorialisation des

expertises. La connaissance du réseau permet de mobiliser les acteurs de façon à répondre aux besoins de gestion des risques et des urgences. Nos résultats ont le potentiel d'augmenter l'efficacité de l'implémentation de mesures, de politiques et de dispersion de l'information en permettant de préciser les connaissances existantes (scientifiques et vernaculaires) du rôle de l'expert. On répond ainsi aux représentations sociales de la science qui sont liées à leur utilité, à leur potentiel de solutions pratiques et à leur pragmatisme (Brassard, 2002; Lescano, 2013). La seconde implication de nos résultats concerne l'intangibilité et la complexité des problématiques sociales-écologiques de la gestion des risques (Armitage et al., 2009; Ostrom, 2007; Pellaud, 2017). Notre conceptualisation matérialise la complexité. Elle identifie des espaces où un travail de coconstruction des connaissances et des processus est possible entre les acteurs. Les chercheurs, les participants ou encore les gestionnaires porteurs d'expertises peuvent dès lors mieux se comprendre, développer la confiance et le respect, cerner les modes d'émergence des idées et enfin, de stimuler la collaboration dans le réseau.

Un autre avantage de notre démarche basée sur la comparaison de l'ARA et de l'AR2p est son apport à la réflexion critique et constructive de la gouvernance. Au-delà de la numérotation des acteurs dans notre modèle, nous pouvons positionner des ministères, la MRC, des conseillers municipaux ou des citoyens dont le travail est cloisonné par les échelles d'intervention propres à chaque acteur. Cette normalisation des légitimités d'action reflète l'historicité des relations entre les acteurs, précise le contexte de l'émergence des connaissances scientifiques et institutionnalise le rôle de l'expert. Cette historicité sociale, ou représentation sociale, a indubitablement des incidences sur les possibles chemins de collaboration dans le réseau, accentue ou diminue l'absence d'une intégration effective des catégories d'acteurs et de la population locale dans les modes de gouvernance des risques. Les flux des relations entre les acteurs éclairent les modes de gouvernance sous un angle nouveau et nous permet ainsi de cibler les caractéristiques et les mécanismes de socialisation en place ou à stimuler. Ces flux nous indiquent qui joue le jeu de la gestion des risques et des urgences et selon quelles règles.

La transformation des modes de gouvernance passe par la compréhension de ces modalités et du type de relations qu'entretiennent les ministères, la MRC, les conseillers municipaux et les citoyens. Notre méthode est tout particulièrement efficace lorsqu'il s'agit de révéler les atouts, les barrières et les freins (rôle des acteurs passerelles ou statut périphérique de certains acteurs) dans le choix de recourir à des modes de gouvernance adaptatif ou transformatif. Ces avantages se situent dans les opportunités qu'ils offrent pour identifier les lieux de décroisement du savoir scientifique et d'expertise nécessaire dans les processus de gouvernance et conséquemment, dans sa capacité à guider la collaboration dans le réseau.

Le lecteur doit garder en tête que l'ARA est un instantané, le portrait d'un moment, de l'état d'un réseau à un temps précis. Le réseau d'acteur de SAdeK était fort probablement différent dans le passé et sera sans doute différent dans le futur. Néanmoins, aborder l'épisode de submersion de 2010 nous a fourni certaines marques des transformations vécues par le réseau. L'analyse de cet événement souligne le manque de préparation de la municipalité face à ce risque. Des liens présents à l'époque se retrouvent dans notre cartographie. L'acteur 17, central aujourd'hui, était, de l'avis de nos répondants, beaucoup moins lié aux autres acteurs du réseau à l'époque. Alors que certains liens formels entre institutions gouvernementales sont apparus, ou se sont raffermis, la réponse à la submersion de 2010 semble avoir été fournie principalement par des acteurs qui avaient des liens informels entre eux et qui étaient déjà très liés à l'appareil de gestion municipal. Par la suite, aucun autre événement majeur n'est venu perturber la municipalité. C'est pourquoi il demeure hasardeux de supposer l'ampleur de l'influence des changements relationnels dans le réseau sur sa capacité de gestion du risque.

3.2.6 Conclusion

Avec cet article nous atteignons trois objectifs. Premièrement, nous dévoilons les acteurs-clefs du réseau de gestion du risque et de l'urgence à SAdeK. Les outils statistiques fournis par les théories des graphes et le logiciel de visualisation de réseau GEPHI nous permettent d'analyser de manière quantitative l'apport des acteurs dans la gestion des risques. Le recours aux représentations sociales comme socle de dévoilement du réseau nous permet d'identifier ces acteurs par le biais d'indicateurs qualitatifs. L'analyse de discours fait ressortir l'évaluation que font nos répondants du travail des acteurs. Notre analyse indique la qualité perçue de la gestion, de la force du lien de gestion entre acteurs et risques et des dynamiques collaboratives présentes dans le réseau. Nos résultats mettent donc en évidence treize acteurs clefs de la gestion des urgences et des risques à SAdeK. L'interprétation de ces résultats nous permet d'atteindre notre second objectif. En effet, nous avons dévoilé l'incidence des acteurs sur la gouvernance des urgences et des risques. S'y ajoutent les données fournies par l'AR2p qui dépeint le partage de la gestion du risque entre les acteurs du réseau. Elle nous permet d'offrir des pistes d'amélioration au niveau des relations de gestion entre acteurs et risques. En révélant les proximités entre acteurs, cette analyse ouvre donc la voie à une amélioration des dynamiques collaboratives présentes dans le réseau. Elle met de l'avant une réflexion sur le cloisonnement des acteurs selon leur type et sur le partage de la responsabilité de la gestion des risques. Le troisième objectif que nous poursuivions a été de brosser le portrait de la socialisation des acteurs aux risques et à l'urgence et que nous avons atteints grâce à l'exploration des liens entretenus entre les acteurs, les risques et par le partage des modalités de ces relations entre les différents acteurs. L'absence de « familles » fortes d'acteurs ressort comme indicateur de la faible socialisation au risque à SAdeK.

Les avantages de la démarche pour les acteurs (scientifiques, gestionnaires ou ONG) sont multiples. Elle permet une appréhension de l'échelon local (municipalité, groupes citoyens, individus) dans sa complexité. Elle permet de déceler les proximités et les points de connectivités des acteurs favorisant des modes de gouvernance adaptés aux défis de la gestion des risques et de l'urgence (partenariat, concertation, coconstruction) et qui facilitent la circulation des représentations sociales (réglementations, normes, politiques) dans le réseau

et de décroiser les savoirs (scientifiques et locaux) de l'expertise. Face à un apparent cloisonnement des responsabilités et une collaboration déficiente entre les acteurs issus de différentes échelles de gestion et échelons territoriaux, ces informations ouvrent la voie à une réflexion critique sur la capacité du réseau à prendre en charge les risques et l'urgence. La démarche fait émerger des opportunités et des espaces d'amélioration en profondeur de la gestion des risques et des urgences à SAdeK. Alors que la proximité des acteurs et la petite taille du réseau apparaissent comme des avantages, le cloisonnement des acteurs par échelle administrative, la nature périphérique ou centrale de certains acteurs, le rôle de passerelle joué par certains d'entre eux, le petit nombre de collaborations de qualité et l'absence de « familles » d'acteurs sont des données qui permettent de camper une réflexion adaptée au contexte de SAdeK. Cette réflexion s'inscrit dans une volonté de gouvernance adaptative.

L'expérience et la matérialisation d'un risque par un événement tel que la submersion de 2010 transforment le réseau de gestion des risques et de l'urgence. Ces deux facettes du risque transforment aussi les représentations sociales de cette gestion dans la population. Ces constatations constituent des limites à notre recherche, puisque les RS explorées semblent encore affectées par l'événement de 2010. Nous ne sommes pas en mesure de décrire la trajectoire historique du réseau face à cet événement par les seules ARA et AR2p. Cette situation demande une meilleure connaissance des acteurs-clefs identifiés dans cet article et un approfondissement de la connaissance des cultures de gestion des risques et de l'urgence présentes dans le réseau.

3.3 BIBLIOGRAPHIE

- Abric, J.-C. (1994). *Pratiques sociales et représentations*. Presses Universitaires de France.
- Aldunce, P., Beilin, R., Howden, M., & Handmer, J. (2015). Resilience for disaster risk management in a changing climate : Practitioners' frames and practices. *Global Environmental Change*, 30, 1-11. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2014.10.010>
- Amat, C. B. (2014). Network analysis and visualization with Gephi. *REDES: Revista Hispana Para El Análisis de Redes Sociales*, 25(1), 201-209. <https://doi.org/10.5565/rev/redes.499>
- Apostolidis, T., Duveen, G., & Kalampalikis, N. (2002). Représentations et croyances. *Psychologie et société*, 5, 7-12.
- Armitage, D. R., Plummer, R., Berkes, F., Arthur, R. I., Charles, A. T., Davidson-Hunt, I. J., Diduck, A. P., Doubleday, N. C., Johnson, D. S., Marschke, M., McConney, P., Pinkerton, E. W., & Wollenberg, E. K. (2009). Adaptive co-management for social–ecological complexity. *Frontiers in Ecology and the Environment*, 7(2), 95-102. <https://doi.org/10.1890/070089>
- Avry, L. (2012). *Analyser les conflits territoriaux par les représentations spatiales : Une méthode cognitive par cartes mentales* [Phdthesis, Université Rennes 2]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00808779/document>
- Barnes, M., Bodin, Ö., Guerrero, A., McAllister, R., Alexander, S., & Robins, G. (2017). The social structural foundations of adaptation and transformation in social–ecological systems. *Ecology and Society*, 22(4). <https://doi.org/10.5751/ES-09769-220416>
- Beauguitte, L. (2013). *L'analyse des graphes bipartis*. halshs-00794976. [https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00794976/document#:~:text=Un%20graphe%20biparti%20\(bipartite%20graph,2%2](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00794976/document#:~:text=Un%20graphe%20biparti%20(bipartite%20graph,2%2)

Dmode%20network)1.&text=Par%20ailleurs%2C%20si%20les%20relations,peuve
nt%20par%20contre%20%C3%AAtre%20valu%C3%A9es.

Berge, C. (2001). *The Theory of Graphs*. Courier Corporation.

Berkes, F., & Folke, C. (1998). Linking social and ecological systems for resilience and sustainability. In F. Berkes & C. Folke (Éds.), *Linking social and ecological systems : Management practices and mechanisms for building resilience*. Cambridge University Press.

Bolliet, D., & Schmitt, S. P. (2008). La socialisation. *Thème et débat*, 6.

Bonardi, C., & Roussiau, N. (1999). *Les représentations sociales*. Dunod.

Borgatti, S. P., Mehra, A., Brass, D. J., & Labianca, G. (2009). Network Analysis in the Social Sciences. *Science*, 323(5916), 892-895.
<https://doi.org/10.1126/science.1165821>

Bosomworth, K. (2018). A discursive–institutional perspective on transformative governance : A case from a fire management policy sector. *Environmental Policy and Governance*, 28(6), 415-425. <https://doi.org/10.1002/eet.1806>

Brassard, M.-J. (2002). *La valorisation et la reconnaissance des savoirs collectifs locaux : Un outil de transformation sociale pour les petites communautés?* [Thèse de doctorat]. Université du Québec à Chicoutimi.

Brock, W. A., & Carpenter, S. R. (2007). Panaceas and diversification of environmental policy. *Proc Natl Acad Sci U S A*, 104(39), 15206-15211.
<https://doi.org/10.1073/pnas.0702096104>

Burton, I., Malone, E. L., & Huq, S. (2004). *United Nations Framework Convention for Climate Change*. (B. Lim & E. Spanger-Siegfried, Éds.; UNDP). Cambridge University Press.

- Butts, C. T. (2008). Social network analysis : A methodological introduction. *Asian Journal of Social Psychology, 11*, 13-41.
- Carrington, P. J., Scott, J., & Wasserman, S. (2005). *Models and Methods in Social Network Analysis*. Cambridge University Press. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqar-ebooks/detail.action?docID=228772>
- Carter, M. J., & Fuller, C. (2016). Symbols, meaning, and action : The past, present, and future of symbolic interactionism. *Current Sociology, 64*(6), 931-961. <https://doi.org/10.1177/0011392116638396>
- Castán Broto, V. (2017). Urban Governance and the Politics of Climate change. *World Development, 93*, 1-15. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2016.12.031>
- Casteigts, M. (2017). Les enjeux de la territorialisation de l'expertise dans la société du risque. In F. Benchedikh, *Expert(ise) et action publique locale* (p. 131-148). LexisNexis.
- Castra, M. (2013). Socialisation. *Sociologie*. <https://journals.openedition.org/sociologie/1992>
- Chaffin, B. C., Garmestani, A. S., Gunderson, L. H., Benson, M. H., Angeler, D. G., Arnold, C. A. (Tony), Cosens, B., Craig, R. K., Ruhl, J. B., & Allen, C. R. (2016). Transformative Environmental Governance. *Annual Review of Environment and Resources, 41*(1), 399-423. <https://doi.org/10.1146/annurev-environ-110615-085817>
- Cherven, K. (2013). *Network Graph Analysis and Visualisation with Gephi. Visualize and analyse your data swiftly using dynamic networks graphs built with Gephi*. Packt Publishing.
- Cherven, K. (2015). *Mastering Gephi Network Visualization. Produce advanced network graphs in Gephi and gain valuable insights into your network datasets*. Packt Publishing.

- Ciplet, D., Adams, K. M., Weikmans, R., & Roberts, J. T. (2018). The Transformative Capability of Transparency in Global Environmental Governance. *Global Environmental Politics*, 18(3), 130-150. https://doi.org/10.1162/glep_a_00472
- Comtois, C., Lagimonière, L., Slack, B., & Vallée, D. (1993). Le rôle et la fonction des ports de petite et moyenne taille dans le système Saint-Laurent. *Cahiers de géographie du Québec*, 37(100), 17-33. <https://doi.org/10.7202/022319ar>
- Costanza, R. (2014). A theory of socio-ecological system change. *Journal of bioeconomic*, 16, 39-44. <https://doi.org/10.1007/s10818-013-9165-5>
- Culture et communications Québec. (2004). *Site du patrimoine du noyau paroissial de Saint-André—Répertoire du patrimoine culturel du Québec*. <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=93642&type=bien>
- Denscombe, M. (2017). *The Good Research Guide : For Small-Scale Social Research Projects*. McGraw-Hill Education (UK).
- Dubet, F., & Martuccelli, D. (1996). Théories de la socialisation et définitions sociologiques de l'école. *Revue française de sociologie*, 37(4), 511-535. <https://doi.org/10.2307/3322131>
- Dubois, J.-M. M. (1993). *The Saint Lawrence River System, Atlantic Coast of Québec*. ASCE Library. <https://cedb.asce.org/CEDBsearch/record.jsp?dockkey=0083216>
- El-Sabh, M. I. 1939., & Silverberg, Norman. (1990). *Oceanography of a large-scale estuarine system : The St. Lawrence*. Springer-Verlag; WorldCat.org. <https://bac-lac.on.worldcat.org/oclc/22184513>
- Folke, C., Hahn, T., Olsson, P., & Norberg, J. (2005). Adaptive governance of social-ecological systems. *Annual Review of Environment and Resources*, 30(1), 441-473. <https://doi.org/10.1146/annurev.energy.30.050504.144511>

- Fontan, J.-M., Longtin, D., & René, J.-F. (2013). La recherche participative à l'aune de la mobilisation citoyenne : Une innovation sociale de rupture ou de continuité? *Nouvelles pratiques sociales*, 25(2), 125-140. <https://doi.org/10.7202/1020825ar>
- Fournier, J.-C. (2013). *Graphs Theory and Applications : With Exercises and Problems*. John Wiley & Sons.
- Garmestani, A. S., Allen, C. R., & Cabezas, H. (2009). Panarchy, adaptive management and governance : Policy options for building resilience. *Nebraska Law Review*, 87, 1036-1054.
- Garnier, C., & Doise, W. (2002). Introduction. In C. Garnier & W. Doise, *Les représentations sociales. Balisage du domaine d'études* (p. 13-22). Éditions Nouvelles AMS.
- George, P. (1986). Le système Grands Lacs—Saint-Laurent. *Annales de Géographie*, 95(527), 121. WorldCat.org.
- Gouvernement du Canada, P. et O. C. (2019, août 2). *Marées—Rivière-du-Loup*. <https://www.marees.gc.ca/fra/station?type=0&date=2021%2F03%2F13&sid=3130&tz=EST&pres=1>
- Guillaume, J.-L., & Latapy, M. (2004). Bipartite structure of all complex networks. *Information Processing Letters*, 90(5), 215-221. <https://doi.org/10.1016/j.ipl.2004.03.007>
- Gunderson, L. (1999). Resilience, Flexibility and Adaptive Management— Antidotes for Spurious Certitude? *Conservation Ecology*, 3(1). <https://doi.org/10.5751/ES-00089-030107>
- Hatfield-Dodds, S., Nelson, R., & Cook, D. (2007). *Adaptative governance : An Introduction, and implications for public policy*. 13.

- Hatvany, M. G. (2003). The Aboiteaux of Kamouraska : Tradition, Modernity, and Environmental Change in the Tidal Marshlands of Nineteenth and Early Twentieth Century Quebec. *North American Geographer*, 5(1-12), 162-182.
- Hatvany, M. G. (2009). *Paysages de marais : Quatre siècles de relations entre l'humain et les marais du Kamouraska*. Société historique de la Côte-du-Sud.
- Holling, C. S. (1973). Resilience and Stability of Ecological Systems. *Annual Review of Ecology and Systematics*, 4, 1-23.
- Hölscher, K. (2019). *Transforming urban climate governance : Capacities for transformative climate governance*.
- Jedlowski, P. (1997). Collective memories. Small-group Meeting on Collective Memory. *Proceedings*, 23-30.
- Jessop, B. (1997). The governance of complexity and the complexity of governance : Preliminary remarks on some problems and limits of economic guidance. In A. Amin & J. Hausner (Éds.), *Beyond Markets and Hierarchy : Interactive Governance and Social Complexity* (p. 111-147). Edward Elgar.
- Joffe, H. (2003). Risk : From perception to social representation. *British Journal of Social Psychology*, 42(1), 55-73. <https://doi.org/10.1348/014466603763276126>
- Jones, E. C. (2017). *Social Network Analysis of Disaster Response, Recovery, and Adaptation*. Elsevier Science. <https://international-scholarvox-com.ezproxy.uqar.ca/catalog/book/docid/88835076>
- Kane, I. O. (2016). *Gouvernance intégrée du risque dans la perspective d'adaptation des communautés côtières aux changements climatiques : Une analyse empirique des représentations sociales de la résilience*. [PhD]. Paris-Saclay.
- Lemieux, V. (1999). *Les réseaux d'acteurs sociaux*. Presses Universitaires de France.

- Lemieux, V., & Ouimet, M. (2004). *L'analyse structurale des réseaux sociaux*. Les Presses de l'Université Laval.
- Lescano, A. (2013). Stéréotypes, représentations sociales et blocs conceptuels. *Semen - Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 35, 14.
- Lo Monaco, G., & Lheureux, F. (2007). Représentations sociales. La théorie du noyau central et méthodes d'étude. *Revue Electronique de Psychologie Sociale, APSU*, 1, 55-64.
- Lovan, R. W., Murray, M., & Shaffer, R. (2004). Participatory Governance in a Changing World. In R. W. Lovan, M. Murray, & R. Shaffer (Éds.), *Participatory Governance. Planning, Conflict Mediation and Public Decision-Making in Civil Society* (p. 1-22). Ashgate.
- Mercklé, P. (2011). *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte.
- Mias, C. (2003). Praticien-chercheur. Le problème de la double posture. In P.-M. Mesnier & P. Missotte, *La recherche-action : Une autre manière de chercher, se former, transformer* (p. 291-306). L'Harmattan.
- Moscovici, S. (1989). Des représentations collectives aux représentations sociales. In G. Balandier, *Les représentations sociales* (p. 62-86). Presses Universitaires de France.
- Municipalité de Saint-André-de-Kamouraska. (2012, novembre 15). La nouvelle digue de l'aboteau du village et les grandes marées à venir. *L'Info de Saint-André*, 1-2.
- Municipalité de Saint-André-de-Kamouraska. (2015, novembre 15). Inondation à Saint-André : C'était il y a déjà 5 ans... *L'Info de Saint-André*, 1-2.
- Negura, L. (2006). L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales. *SociologieS*, 1, 26.

- Newman, M. E. J. (2001). The structure of scientific collaboration networks. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 98(2), 404-409. <https://doi.org/10.1073/pnas.98.2.404>
- Olsson, P., Gunderson, L. H., Carpenter, S. R., Ryan, P., Lebel, L., Folke, C., & Holling, C. S. (2006). Shooting the Rapids : Navigating Transitions to Adaptive Governance of Social-Ecological Systems. *Ecology and Society*, 11(1), 18.
- Ostrom, E. (2007). A diagnostic approach for going beyond panaceas. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 104(39), 15181-15187. <https://doi.org/10.1073/pnas.0702288104>
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (3ième). Armand Colin.
- Pellaud, F. (2017). Changements climatiques et transition énergétique : Complexité, approche systémique et cartes conceptuelles. *Revue Francophone de Développement Durable, mars*(9), 99-112.
- Peterson, G. D., Cumming, G. S., & Carpenter, S. R. (2003). Scenario Planning : A Tool for Conservation in an Uncertain World. *Conservation Biology*, 17(2), 358-366. <https://doi.org/10.1046/j.1523-1739.2003.01491.x>
- Plante, S., Vasseur, L., & Santos Silva, J. (2018). Adaptation des communautés côtières aux effets des changements climatiques sous l'angle de la résilience : Lier la gouvernance locale au développement durable. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, Volume 18 numéro 2*. <https://doi.org/10.4000/vertigo.22079>
- Potapchuk, W. R., Jr, J. P. C., & Schechter, W. H. (1999). The Transformative Power of Governance. *National Civic Review*, 88(3), 217-248. <https://doi.org/10.1002/ncr.88307>

- Rhodes, R. (1997). *Understanding governance : Policy networks, governance, reflexivity and accountability*. pen University Press.
- Rinck, F. (2010). L'analyse linguistique des enjeux de connaissance dans le discours scientifique. Un état des lieux. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 4(3), 427-450.
- ROBVQ. (s. d.). *Boîte à outil sur la participation citoyenne. L'assemblée de cuisine*. Consulté 30 septembre 2021, à l'adresse https://robvq.qc.ca/guides_consultation_publicue/
- Scott, J. (1988). Social Network Analysis. *Sociology*, 22(1), 109-127. <https://doi.org/10.1177/0038038588022001007>
- Serrat, O. (2017). Social Network Analysis. In O. Serrat, *Knowledge Solutions* (p. 39-43). Springer Singapore. https://doi.org/10.1007/978-981-10-0983-9_9
- Shoko, S., & Umetsu, C. (2014). *Social–Ecological Systems in Transition*.
- Tackx, R. (2018). *Analyse de la structure communautaire des réseaux bipartis* [Sorbonne Université]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02966420>
- Thulasiraman, K., & Swamy, M. N. S. (2011). *Graphs : Theory and Algorithms*. John Wiley & Sons.
- Walker, B., Holling, C. S., Carpenter, S. R., & Kinzig, A. P. (2004). Resilience, Adaptability and Transformability in Social-ecological Systems. *Ecology and Society*, 9(2). <https://doi.org/10.5751/ES-00650-090205>
- Watts, D. J., & Strogatz, S. H. (1998). Collective dynamics of 'small-world' networks. *Nature*, 393(6684), Article 6684. <https://doi.org/10.1038/30918>

CHAPITRE 4

FAIRE FACE AUX DÉFIS CLIMATIQUES, COMMENT PASSE-T-ON A L'ACTION A SAINT-ANDRE-DE-KAMOURASKA ? ÉTUDE DES MODES DE GOUVERNANCE DES ACTEURS-CLEFS DE LA GESTION DES RISQUES.

4.1 RESUME

Après avoir mis en évidence les acteurs-clefs de la gestion du risque à Saint-André de Kamouraska (Québec, Canada), cet article rend compte de leurs visions de modes de gouvernance qui permettent de faire face aux défis posés par les risques climatiques. Dans notre étude, nous documentons les facteurs qui renforcent les capacités d'adaptation et de résilience de la communauté. Nous révélons les « possibles » conçus par les acteurs-clefs, soit les chemins que peut emprunter le changement. Nous déterminons la place qu'occupe l'environnement dans le discours de ces intervenants et nous constatons la promotion de modes de gouvernance territorialisés aux caractères adaptatifs. Dans l'urgence de l'événement météorologique extrême, est-ce que de tels modes de gouvernance sont applicables ? Ayant fait l'expérience d'une submersion marine en décembre 2010, le cas de Saint-André-de-Kamouraska fournit quelques éléments de réponses à cette question.

Mots-clefs : Adaptation et résilience des communautés côtières, défis climatiques, gouvernance, gestion de risques, vécu territorial, bricolage administratif

Cet article, intitulé « *Faire face aux défis climatiques, comment passe-t-on à l'action à Saint-André-de-Kamouraska ? Étude des modes de gouvernance des acteurs-clefs de la gestion des risques* », a été soumis pour publication en mai 2023 dans la revue *Norois*. En tant que premier auteur, j'ai contribué à l'essentiel de la recherche sur l'état de la question, au développement de la méthode, à la réalisation de la collecte, au traitement et à l'analyse des données. Le professeur Steve Plante, second

auteur, a fourni l'idée originale, a aidé à la recherche sur l'état de la question, au développement de la méthode ainsi qu'à la révision de l'article.

4.2 FAIRE FACE AUX DEFIS CLIMATIQUES, COMMENT PASSE-T-ON A L'ACTION A SAINT-ANDRE-DE-KAMOURASKA ? ÉTUDE DES MODES DE GOUVERNANCE DES ACTEURS-CLEFS DE LA GESTION DES RISQUES

4.2.1 Introduction

La relation entre systèmes sociaux et systèmes écologiques est intrinsèquement marquée par des déséquilibres. L'augmentation de la température moyenne de l'air, la fonte des grands glaciers, les inondations, l'érosion, les espèces envahissantes ou la disparition massive des espèces animales sont quelques-unes des manifestations d'un bouleversement climatique planétaire. Les liens entre Nature et Sociétés se transforment. Les bouleversements qui surgissent obligent l'humain à s'adapter à cette nouvelle réalité et à renforcer sa capacité de résilience pour faire face aux divers « chocs » climatiques.

Dans cet article, nous nous intéressons au système social-écologique de Saint-André de Kamouraska, une municipalité du Bas-Saint-Laurent, au Québec. Le SSE de SAdeK se situe sur les côtes de l'estuaire moyen du système Saint-Laurent et des Grands Lacs. Cette région rurale dont l'histoire, depuis l'époque coloniale, est liée au développement agricole et à l'exploitation des ressources halieutiques et sylvestres (Hatvany, 2003a, 2003b; MRC de Kamouraska, 2021). Ce territoire est aujourd'hui confronté aux défis de la gouvernance du risque et des changements climatiques. La submersion du cœur du village de SAdeK, survenue le 6 décembre 2010, est un exemple de l'acuité des besoins d'adaptation et de résilience de ce SSE (InfoDimanche, 2010). Services d'urgence, ministères, élus, employés municipaux et résidents ont fait face à la crise. L'étude du cas de SAdeK nous renseigne sur les actions offertes en réponse aux défis climatiques. Ces défis appellent à l'action l'ensemble des communautés côtières qui parsèment l'estuaire du système Saint-Laurent et des Grands Lacs. L'étude de cas que nous présentons donne matière à réflexion sur la capacité qu'ont ces communautés rurales côtières à faire face aux défis climatiques.

L'événement extrême, tel que SAdeK l'a vécu en 2010, contribue à transformer la relation entre la société et le territoire. Notre recherche s'intéresse aux changements sociaux et

politiques entraînés par les défis climatiques. Nous y déterminons quelles sont les formes que prend l'agencement des relations entre les acteurs de la gestion des risques. Nous répondons à cette question par une analyse réseau qui démontre l'agencement relationnel chez ces acteurs en place (Laroche & Plante, 2022). L'analyse du réseau fait apparaître treize acteurs-clefs de la gestion du risque et de l'urgence. Cependant, une question reste. Quels modes de gouvernance se dégagent d'un pareil réseau ? Nous répondons à cette question en dévoilant les modes de gouvernance retrouvés dans le réseau par l'étude des représentations sociales. Au cours d'entretiens semi-dirigés réalisés avec les acteurs-clefs, nous explorons leur capacité d'action collective. Nous entendons l'action collective comme « la mise en commun des ressources pour atteindre des objectifs qui n'auraient pas été atteints individuellement » (Loudiyi et al., 2004, p. 5). Nous discutons des opportunités et des outils qui présagent une inscription dans la durée d'actions tout autant sociales, politiques, qu'écologiques qui contribuent au renforcement des capacités de résilience et visent l'adaptation aux effets des changements climatiques des communautés.

Adopter une approche social-écologique dans la recherche scientifique, c'est reconnaître l'importance de l'interdépendance entre Nature et Sociétés (Berkes & Folke, 1998; Colding & Barthel, 2019). Berkes et Folke (1998) furent les premiers à définir le concept de SSE, formalisant ainsi une réflexion sur les rapports Sociétés-Nature. Un SSE est un territoire dans lequel les besoins autant de son système social que les besoins de son système écologique sont considérés. Répondre à ces besoins permet à chacun des deux systèmes de s'offrir des « services »¹⁴. Penser le territoire comme un système social-écologique qui se caractérise par des équilibres dynamiques au sein de ses relations renouvelle les réflexions sur le développement territorial. Nous faisons nôtre cette posture dans cet article. L'action collective, telle que définie par Adger (2013), Epstein (2015) ou Mormont (2014), et le vécu territorial (Alberio et al., 2021; R. Barbier & Larrue, 2011; Moulin et al., 2017) sont des éléments fondamentaux de notre cadre conceptuel des rapports entre Sociétés et Nature.

¹⁴ La littérature traitant des services écosystémiques est remarquable autant sous des aspects qualitatifs que quantitatifs (Barnaud et al., 2011; Kolinjivadi et al., 2020).

Au sein d'un SSE, les mécanismes de prise de décisions, de mise en place d'actions collectives et du déploiement opérationnel des politiques publiques, contribuent à la gestion des risques. Rappelons tout d'abord que la gouvernance est entendue comme le processus de coordination des actions entre acteurs (Guillemot et al., 2008). La gestion quant à elle réfère davantage de l'administration et de la direction des actions. Gouvernance et gestion sont deux concepts qui nous permettent d'aborder la prise en charge du risque (Allouche, 2019; Beuret & Cadoret, 2011; Billé, 2006; Hacheu, 2013).

Les rencontres menées avec les acteurs-clefs nous donnent accès aux représentations qu'ils se construisent autour des risques et des moyens d'y faire face. Nous envisageons le risque comme la rencontre de l'aléa et de la vulnérabilité. Avec cette définition, la vulnérabilité provient de facteurs multiples (social, géographique, économique, politique ou physique) sur lesquels la société a une préhension (Becerra, 2012; Laurent, 2018). Le renforcement des capacités de résilience et d'adaptation touche directement la question de la vulnérabilité. L'aléa, de par sa nature, va draper d'incertitudes les formes dans lesquelles se manifestent les risques (Becerra, 2012; Urbano, 2015). Dans les perceptions des acteurs (des événements et des représentations dans l'argumentation) se reflètent les RS. Ces RS nous renseignent sur les « possibles », ce que peuvent être les réponses de SAdeK aux défis des changements climatiques. Nous cernons les RS par l'analyse thématique du discours traitant des notions d'acteur, de modes de gouvernance, d'action des pouvoirs publics et de réponses aux changements climatiques. Le logiciel NVivo vient en appui à cette analyse. Les objectifs poursuivis dans cette démarche sont de :

- 1) documenter les facteurs déterminant la capacité d'adaptation et le renforcement de la résilience ;
- 2) révéler les « possibles » chez les acteurs-clefs de la gestion des risques à SAdeK;
- 3) déterminer la place qu'occupe l'environnement dans le discours des acteurs-clefs de la gestion du risque.

Cet article est la seconde partie d'une réflexion plus large sur les modalités de prise d'actions quant à l'adaptation et au renforcement des capacités de résilience des communautés côtières du système Saint-Laurent et des Grands Lacs. L'analyse du réseau d'acteurs met en évidence un cloisonnement des acteurs sur le territoire et une collaboration déficiente dans le partage des responsabilités de la gestion des risques. Ce constat s'appuie sur l'expérience de submersion qu'a vécue SAdeK en 2010. Dans les prochains paragraphes, nous poursuivons cette réflexion en étudiant les rapports qu'entretiennent les acteurs-clefs de la gestion des risques climatiques avec la Nature et ce, depuis cet événement. 12 ans plus tard, quelles ont été les conséquences d'un événement météorologique extrême sur le renforcement des capacités d'adaptation et de résilience ?

4.2.2 Apport de la gouvernance pour des réponses aux défis climatiques.

L'action, en réponse aux défis climatiques, est corollaire à la coordination des acteurs qui prennent part à l'aménagement du territoire (Beuret & Cadoret, 2011; R. Epstein, 2015; Rey-Valette et al., 2017). Afin de comprendre comment l'action prend place chez les acteurs-clefs de la gestion du risque de SAdeK, nous recourons à un fond théorique interdisciplinaire construit autour des notions de représentations sociales (RS) et de gouvernance.

Mais qu'est-ce qu'une RS? Tout d'abord, il peut s'agir d'un ensemble d'idées, d'images, d'informations, d'opinions, d'attitudes, de valeurs, etc. qui habitent un espace symbolique partagé par les membres d'un groupe (Bonardi & Roussiau, 1999; Lescano, 2013). Ce bagage commun fait référence aux manières de mettre de l'ordre dans le désordre (p. ex. explication d'un événement, justification d'une décision, choix d'un cadre méthodologique ou conceptuel). L'argument et l'argumentaire choisi par les acteurs (p. ex. scientifique, ONG, citoyen ou politicien) reposent sur des espaces partagés par l'apprentissage de connaissances reconnues comme adéquates pour comprendre et expliquer les situations qui nous entourent. Le phénomène de l'adaptation en fait partie.

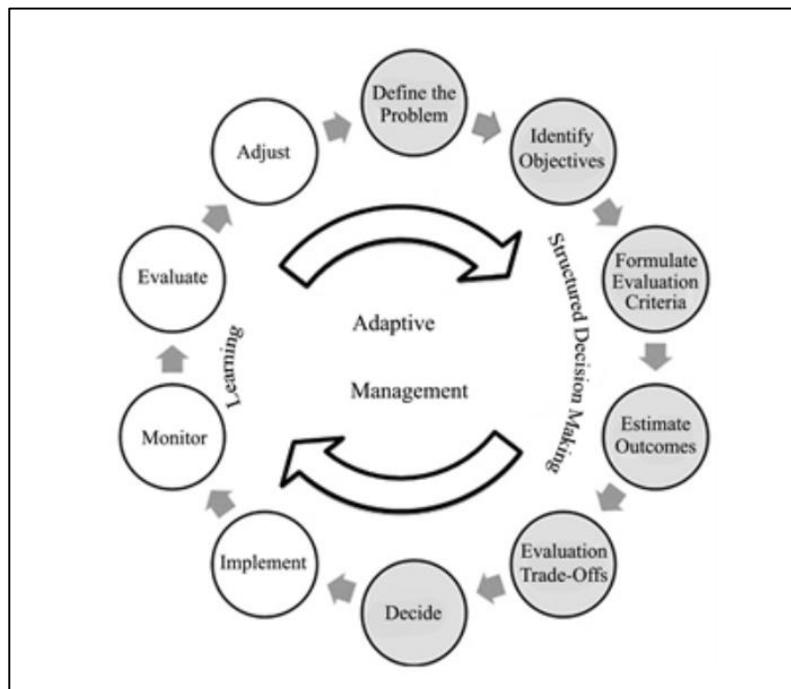
Pour comprendre ce qu'est un groupe et l'espace symbolique, nous nous référons aux vécus territoriaux des acteurs-répondants. Ces vécus et la façon dont ils sont mis en mots reflètent des réalités internalisées. Nous trouvons, à la rencontre de ces réalités, les RS. Les RS influencent la façon de voir l'autre et de concevoir son rôle sur le territoire. Les RS influencent les interactions, fruits des attentes respectives qu'ont les acteurs entre eux. La coordination des acteurs est influencée par les RS, qui par un effet d'itération influencent la coordination. Qui s'étonnera alors d'échanges nombreux et informels entre des acteurs-clefs dont le sentiment d'appartenance au village de SAdeK est fort et où l'identité territoriale est partagée? Les RS influencent les modes de gouvernance. Mannoni (2010) a mis en évidence les liens qui unissent les RS et la réalité sociale, qu'il présente sous la forme de trois différentes « scènes ». La réalité sociale (3^e scène) est le fruit du travail de subjectivation de l'individu (1^{re} scène) et de la rencontre de ces subjectivités par la création d'un imaginaire collectif (2^e scène). Les discussions sur les modes de gouvernance avec les acteurs-clefs de

la gestion des risques à SAdeK nous donnent un accès privilégié aux premières et aux deuxièmes scènes. La troisième s'ouvre à nous au travers de notre travail d'interprétation des résultats à partir de préceptes issus de la science dite « normale » dans sa conception Khunnienne.

Notre étude porte sur les mécanismes de coordination (mode de gouvernance), ainsi que sur les mécanismes de développement d'une intersubjectivité spécifique aux acteurs, leurs RS de l'adaptation et du renforcement des capacités de résilience face aux défis climatiques. Le choix de notre méthodologie de recherche met en évidence les représentations sociales mobilisées dans la conceptualisation des modes de gouvernance. Nous y démontrons les influences ayant cours entre l'humain, son environnement et la société (système social écologique) dont il fait partie. Le déploiement de modes de gouvernance particuliers illustre des représentations sociales présentes dans un milieu, sur un territoire donné (Abric, 1994; Flament & Rouquette, 2003) ou dans une discipline scientifique (Casteigts, 2017). Les échelons locaux et régionaux de gouvernement ont un rôle important à jouer dans la réponse aux changements climatiques (Angeon et al., 2013; Casteigts, 2017; Hatfield-Dodds et al., 2007; Melé, 2008) puisqu'ils déterminent les limites de l'action collective. C'est pour cette raison que nous nous intéressons aux modes de gouvernance présents au sein d'un réseau d'acteurs territorialisé autour du village de Saint-André de Kamouraska, de la MRC de Kamouraska et des intervenants provinciaux qui opèrent sur ce territoire. L'étude des modes de gouvernance consiste en une exploration des éléments qui influencent la prise d'action des individus avec d'autres personnes, au sein d'organisations, ainsi qu'entre ces dernières et la société dans son sens plus large (J.-M. Barbier, 2010). Les modes de gouvernance s'expriment au travers d'indicateurs tels que : la régularité observable des actions; le partage de sens commun auprès de plusieurs acteurs et de l'organisation de construction de sens autour des activités dans lesquels ils sont engagés (Adger, 2013; Barbier, 2010; Mormont, 2014).

Face aux défis climatiques, les modes de gouvernance affichent certaines caractéristiques qui favorisent le renforcement des capacités d'adaptation et de résilience (Alalouf-Hall & Fontan, 2020; Berman et al., 2020; Ferro-Azcona et al., 2019; Guyadeen et al., 2019; Vasseur et al., 2022). Par exemple, ils font face à des défis dont la nature des phénomènes est changeante et imprévisible (Angeon et al., 2013; Bosomworth, 2018; Chaffin et al., 2016; Hatfield-Dodds et al., 2007; Rus, 2012). Un modèle type de gestion adaptative est proposé par Allen et al. (2011) (figure 4.1). La gestion devient adaptative lorsqu'un processus de décision structuré (partie droite) est accompagné de mécanismes d'apprentissages (partie gauche). Ces auteurs mettent en évidence les mécanismes de suivi du déploiement des mesures, de l'évaluation et de l'ajustement. Certains diront que le processus d'apprentissage ne serait complet sans la présence de mécanismes de reddition de compte et de rétroaction (Pahl-Wostl, 2009; Plante et al., 2011).

Figure 4.1 : Représentation du modèle de gestion adaptative selon Allen et al., 2011 / *Representation of the adaptive management model according to Allen et al., 2011.*



Les mécanismes d'apprentissage permettent aux acteurs impliqués de répondre d'une façon adaptative à des défis social-écologiques complexes et incertains (Beuret & Cadoret, 2011; Garmestani et al., 2009; Green & Garmestani, 2012). Lebel et al. (2006) ajoutent d'ailleurs que la gestion de l'incertitude et des changements soudains représente des défis de taille pour les modes de gouvernance. Cette compréhension de gouvernances adaptatives est utile et devient une grille d'analyse lorsque nous nous intéressons aux discours et aux pratiques des acteurs impliqués dans la gestion des risques. La présence ou l'absence de ces caractéristiques nous renseigne sur les processus de gouvernance et leurs adéquations avec la gravité des défis climatiques auxquels ils s'attaquent. Mais qui sont ces acteurs ?

Les acteurs sont des personnes physiques ou morales qui agissent sur un territoire donné (Laroche & Plante, 2022). La présence, plus ou moins forte, de certaines caractéristiques structurelles et culturelles détermine l'importance des acteurs. Pour illustrer notre propos, nous faisons référence au nombre de relations qu'ils entretiennent avec les autres acteurs du réseau (Amat, 2014; Borgatti et al., 2009; Callon & Ferrary, 2006; Forsé, 2008). Ainsi, la place qu'ils occupent au sein de la cartographie du réseau, comme une position plus centrale, nous renseigne sur l'importance de chacun des acteurs (Carrington et al., 2005; Cherven, 2015; Easley & Kleinberg, 2010). Le statut social de l'acteur et sa mission sont aussi pris en considération (Blumer, 1969; Boschet & Rambonilaza, 2010; Butts, 2008; Cook & Whitmeyer, 1992). Enfin, la centralité d'intermédiarité (*betweenness centrality*) nous informe sur la capacité de l'acteur à agir à titre de « ponts relationnels » entre d'autres acteurs (Cherven, 2013, 2015, p. 15). Un acteur qui rassemble ces caractéristiques est un acteur-clef d'un réseau déterminé.

Avec une approche social-écologique, nous reconnaissons l'interaction permanente entre les besoins sociaux et les besoins écologiques. La connaissance des seuils, qui permettent de maintenir en équilibres dynamiques les besoins des systèmes sociaux et des systèmes écologiques, est une condition dont dépend la soutenabilité de la vie humaine sur terre. À SAdeK, une médiation des relations humaines et sociales est opérée par les facteurs environnementaux (Anderies et al., 2004; Colding & Barthel, 2019). Les caractéristiques du

territoire définissent les défis environnementaux qui se posent aux citoyens. Dans le cas de la submersion qui a affecté la municipalité en 2010 par exemple, l'environnement s'est imposé dans les priorités de SAdeK. Lors de cet événement, la section nord de la route principale qui traverse le village s'est vue inondée (InfoDimanche, 2010). La submersion a eu un impact transformateur sur le système social (réglementation, organisations, etc.) et écologique (revitalisation du marais).

Notre démarche permet de révéler les éléments qui, selon les répondants, font office d'indicateurs dans une évaluation des modes de gouvernance territorialisés. (Busca & Lewis, 2015; Rey-Valette & Mathé, 2012) À l'heure où « l'action publique environnementale peine à atteindre ces objectifs au niveau mondial et local » (Busca & Lewis, 2015, p. 18), une réflexion sur l'influence du territoire sur les modes de gouvernance approfondit notre compréhension des transformations déclenchées par les défis climatiques.

4.2.3 Entretiens avec les acteurs-clefs : des moments privilégiés à décortiquer.

4.2.3.1 Collecte

Les données ont été recueillies entre les mois d'octobre et de décembre 2020. Des entretiens semi-dirigés ont été réalisés avec les acteurs-clefs de la gestion du risque. Ces entretiens ont une durée allant de quarante-cinq à quatre-vingt-dix minutes. Au nombre de treize, les acteurs-clefs ont été identifiés lors d'une analyse de réseau d'acteurs réalisée en 2019. Les principaux indicateurs des caractéristiques des acteurs-clefs sont à la fois quantitatifs (grandeur et densité du réseau, degrés et coefficient d'agglomération) et qualitatifs (qualité perçue de la gestion, force du lien de gestion acteurs-risques et dynamiques collaboratives présentées dans le réseau) (Laroche & Plante, 2022). Les entretiens se sont tenus via le logiciel Zoom, les rencontres en personne rendues impossibles par les premières vagues de la pandémie de covid-19.

Quatre caractéristiques différencient les treize répondants : leur type (public, gouvernemental, organisme à but non lucratif (OBNL)), leur territoire d'intervention (municipal, MRC, suprarégional, provincial), leur participation à l'intervention lors de la submersion de 2010 (oui/non) et la position qu'ils occupent dans l'organigramme de leurs organisations (direction, coordination, chargé de projet, employé). Entre des acteurs de type « gouvernemental » et « public », le pouvoir qu'ils mobilisent les différencie. Le premier aura des pouvoirs législatifs et exécutifs alors que le second n'aura qu'une composante exécutive. Par exemple, un ministère construit un cadre légal d'actions, alors qu'une direction municipale s'occupe des dossiers courants. Deux des répondants ont un territoire d'intervention suprarégional, ce qui veut dire qu'ils ont un territoire d'intervention qui dépasse le cadre de celui de la MRC ou de la région administrative. Dans ces deux cas, ce sont des caractéristiques géographiques et hydrographiques qui délimitent le territoire d'actions des répondants. Un résumé des caractéristiques des répondants vous est présenté (tableau 4.1).

Le choix d'une méthode de collecte par entrevues semi-dirigées, tient à l'avantage de faire ressortir, par les répondants eux-mêmes, les éléments qu'ils considèrent comme constitutifs

de leurs réalités. Les entretiens semi-dirigés entraînent le chercheur vers des réalités qui ne sont pas préalablement déterminées (Ardoino, 2003; Denscombe, 2017; Faugère, 2019; Morin, 1992). De plus, ce type de collecte facilite l'expression des perceptions individuelles qui nous permet d'avoir accès aux représentations sociales. L'entretien semi-dirigé renforce la nature itérative de la recherche par le développement d'une intersubjectivité entre les répondants et les chercheurs (Hoyaux, 2006; Morin, 1992; Pires, 1997). Cette forme d'itération concorde avec le cheminement interprétatif présent dans le mode de codification « en direct » permis par le logiciel Nvivo (Fallery & Rodhain, 2007; Ollivier, 2017; Wiltshier, 2011).

Tableau 4.1 : Portrait des répondants, selon leurs types, territoire d'intervention, intervention et position / *Portrait of respondents, according to their type, territory of intervention, intervention and position.*

	Type	Territoire d'intervention	Intervention – submersion 2010	Position de l'acteur dans son organisation
Ent 01	Public	Municipal	Oui	Direction
Ent 02	OBNL	Suprarégional	Non	Chargé de projet
Ent 03	Public	MRC	Oui	Direction
Ent 04	OBNL	Suprarégional	Non	Chargé de projet
Ent 05	Gouvernemental	Provincial	Oui	Chargé de projet
Ent 06	Gouvernemental	Provincial	Non	Chargé de projet
Ent 07	Public	Municipal	Oui	Direction
Ent 08	Public	Municipal	Oui	Employé
Ent 09	Gouvernemental	Provincial	Oui	Chargé de projet
Ent 10	Gouvernemental	MRC	Oui	Coordination
Ent 11	Public	Municipal	Oui	Direction
Ent 12	Gouvernemental	Provincial	Oui	Direction
Ent 13	Public	Municipal	Non	Direction

4.2.3.2 Traitement

Nous analysons les contenus des entretiens recueillis par l'entremise du logiciel Nvivo (release 1.6.1) et par la thématization du corpus. Nous voulons faire ressortir les convergences et les divergences discursives (Paillé & Mucchielli, 2012). C'est d'ailleurs au travers de ces éléments rassembleurs et de différenciation qu'apparaissent les modes de gouvernance. Les données sont thématisées selon un protocole établi préalablement lors d'une première lecture du corpus, pour ensuite le faire en continu. La thématization préalable se construit autour de notre cadre théorique (Fallery & Rodhain, 2007; Paillé & Mucchielli, 2012). La thématization en continu dévoile les catégories de contenus et de sens qui émergent du discours des répondants. La construction de l'arbre thématique et la codification des données s'est déroulée en trois phases, qui correspondent à autant de lectures du corpus. Nvivo est l'outil tout indiqué pour ce genre d'analyse puisqu'il explore, par des outils statistiques, la récurrence et la connectivité des thèmes retrouvés dans les entretiens. La juxtaposition de la thématization en continue, qui permet une « analyse plus fine et riche du corpus » (Paillé & Mucchielli, 2012, p. 273) à la codification, plus stricte, au cadrage théorique permet un repérage, un regroupement et l'examen discursif des thèmes abordés (Fallery & Rodhain, 2007; Santos Silva, 2017). Cette méthode peine toutefois à faire apparaître les liens qui existent entre différents thèmes et à dévoiler les discours qui structurent les différentes thématiques entre elles. Pour mettre en évidence les caractéristiques transversales et les liens entre thématiques, nous utilisons l'outil GEPHI dans le cadre d'une analyse lexicométrique (A. Blanc et al., 2019; Fallery & Rodhain, 2007; Fiala, 1994). Les liens entre les principaux thèmes, déterminés lors de la première lecture du corpus, et l'analyse fréquentielle de mots-clefs utilisés dans le discours des répondants sont représentés dans une distribution spatiale (Amat, 2014; Cherven, 2013).

4.2.4 Résultats

Nous dégageons, au travers de la première lecture du corpus, les convergences et les divergences discursives présentes chez les acteurs-clefs pour chacun des thèmes abordés et liés à la prise en charge des défis climatiques. Nous déterminons l'emplacement de ces thèmes sur un continuum centralité/périphérie (Abric, 2003; Lescano, 2013; Moscovici, 1989). Nous déclinons la centralité ou le caractère périphérique, en quatre qualificatifs; a) marginale, lorsqu'elle est faiblement ou modérément partagée, b) consensuelle, lorsqu'elle est fortement présente dans la population, c) dominance localisée, lorsqu'elle est identifiée au sein d'un groupe en particulier, ou d) dominance large, lorsqu'étendue à plusieurs groupes. Nous basons notre évaluation de la dominance sur le nombre de répondants participants à l'élaboration de chacune des thématiques, selon le nombre de répondants total (13). Au sein d'une même thématique, nos répondants expriment des compréhensions différentes. Ces points de vue individuels sont regroupés en catégorie de sens. Ainsi, la thématique de la communication est entendue comme une transmission d'informations entre acteurs politiques ou comme l'information du grand public. L'indicateur de partage s'est bâti en se référant aux nombres de catégories de sens présentes dans chacune des thématiques, mises en rapport au nombre de références présentent dans le corpus et qui construisent ces catégories de sens (tableau 4.2).

Tableau 4.2 : Dominance et partage des thèmes qui constituent des représentations sociales de la gestion des défis climatiques / *Dominance and sharing of themes that constitute social representations of the management of climate change.*

<i>Thèmes</i>	Dominance	%	# références	# catégories de sens
<i>Gouvernance</i>	11/13	85	58	9
<i>Adaptativité</i>	2/13	15	2	2
<i>SSE</i>	13/13	100	177	14
<i>Mesures d'atténuation</i>	13/13	100	110	13
<i>Adaptation</i>	9/13	69	13	10
<i>Résilience</i>	8/13	62	17	8
<i>Plans et mesures territoriales</i>	13/13	100	74	10
<i>Communication</i>	13/13	100	112	17
<i>Processus exécutifs</i>	13/13	100	86	10
<i>Longévité</i>	12/13	85	47	13

Les thèmes de mesures d'adaptation, des plans et des mesures territoriales, de la communication des risques, des processus exécutifs et de la gouvernance des SSE sont construits par l'ensemble de nos répondants (dominance de 100%). Ce sont là les représentations à la dominance la plus large, opposées aux représentations sociales à dominance localisée, soit la gouvernance adaptative (dominance de 15%) et la construction théorique des notions d'adaptation (dominance de 69%) et de résilience (dominance de 62%). La gouvernance adaptative occupe un espace marginal dans le discours de nos répondants. Toutefois, certaines caractéristiques de la gouvernance adaptative se retrouvent dans les actions des acteurs-clefs. Ces mesures sont vues comme des pratiques de « bonne gouvernance » plutôt que faisant partie d'outils d'une gouvernance adaptative. À titre d'exemple, la reddition de compte, l'amélioration des méthodes d'intervention, la réflexivité et la correspondance territoriale des mesures sont des groupes de sens qui sont consensuels et qui font partie de thèmes à dominance large.

Ensuite, nous étudions les éléments de discours qui composent les thématiques. En faisant apparaître les éléments consensuels, d'une part et marginaux, d'autre part, nous identifions

le caractère central ou périphérique des représentations sociales vis-à-vis de l'argumentaire associé à la prise en charge des défis climatiques. Nous identifions ainsi de quoi les thèmes sont construits, c'est-à-dire s'ils ont des caractéristiques normatives, performatives, etc. Le thème de SSE fait référence à un exercice de subsidiarité, à la recherche d'équilibres entre les systèmes sociaux et écologiques, au souhait d'une correspondance territoriale et à une coordination entre les acteurs (tableau 4.3). L'étude des éléments de discours fait ressortir une plus faible dominance des thèmes de l'adaptation et de la résilience. Ici, le territoire d'intervention des répondants semble être un facteur explicatif de cette relation. La proximité d'un travail de terrain et l'inscription des actions dans le concret éloignent les répondants d'une approche théorique de ces notions. En effet, ce sont principalement les répondants œuvrant au niveau municipal qui n'adoptent pas d'approches théoriques. L'emprise des représentations sociales et les éléments consensuels et marginaux qui les construisent nous donnent des indications précieuses quant aux modes de gouvernance qui tentent de répondre aux défis climatiques. Rappelons que la régularité et le partage de sens communs sont les déterminants de cultures d'actions (J.-M. Barbier, 2010). L'emprise et l'étude des consensus et des marginalités mettent à l'épreuve les conditions d'existence de modes de gouvernance en contexte d'enjeux climatiques territorialisés.

Tableau 4.3 : Consensus et marginalités des catégories de sens à l'intérieur des thèmes / *Consensus and marginalities of categories of meaning within themes.*

Thèmes	Consensus	Marginalités
<i>Gouvernance</i>	Réflexivité, coordination des acteurs, communication, prise de décision	Correspondance territoriale, actions, responsabilités
<i>Gouvernance adaptative</i>	Réflexivité	-
<i>SSE</i>	Subsidiarité, équilibres SSE, correspondance territoriale, articulation des acteurs	Conflits d'usages, réflexivité, communication
<i>Mesures d'atténuation</i>	Réformes administratives et légales, coopération entre acteurs, améliorations méthodes intervention, priorisation et sensibilisation	Doublons, surveillance, formations
<i>Adaptation</i>	Apprentissages, long terme, résilience	-
<i>Résilience</i>	Résistance à choc, se relever, connaissance	Respect Nature, liens sociaux, solutions
<i>Plans et mesures territoriales</i>	Réformes administratives et légales, transformation infrastructures existantes, développement expertise locale	Surveillance, achat matériel, formations
<i>Communication</i>	Liens entre acteurs, informations, activités grand public, consultations, concertations, publications officielles	Souligner les bons coups, dégradation de la communication, média.
<i>Processus exécutifs</i>	Prévention des risques, consultation expertise, reddition de compte	Évaluation informelle, gestion des besoins, instantanéité, inclusivité
<i>Longévité</i>	Implication de la population, sensibilisation populaire, influence de la crise	Constance communication

L'analyse lexicométrique quant à elle révèle les connexions entre les éléments linguistiques dont la présence est la plus importante dans le discours des répondants. Quarante-six éléments lexicaux ont été mis en relation avec les neuf thèmes de l'étude. Nous arrivons à ce nombre par l'agrégation des quinze mots les plus cités pour chacun des thèmes. L'étude des

degrés, soit le nombre de liens entre un élément lexical et les thèmes, permet d'aborder la transversalité ou la spécificité des discours dans le corpus. La question d'échelle (« niveau ») et le pouvoir municipal (« municipaux »), sont les deux seuls éléments lexicaux qui se retrouvent dans l'ensemble des thèmes. L'« eau » et la « gestion par projets » se retrouvent dans huit de nos neuf thèmes. Les références au « territoire », à l'adaptation (« adapter ») et au « changement » sont les derniers éléments lexicaux fortement partagés, nous les retrouvons dans sept thèmes. Nous concluons que ces éléments lexicaux sont ceux qui ont la plus grande chance de rassembler les acteurs. Ils sont le terrain commun des représentations sociales de la gestion des défis climatiques chez nos répondants.

À l'inverse, les éléments lexicaux entourant les thèmes de la gouvernance, des SSE, de l'adaptation, de la résilience, de mesures, de plans et de l'ancrage des actions possèdent tous des éléments lexicaux spécialisés. Des caractéristiques propres à ces thématiques apparaissent lors de l'identification et de l'exploration des discours spécialisés. Un exemple nous est donné par le thème de l'ancrage des mesures d'adaptation. Un seul mot compose son fonds lexical spécialisé : « aboiteau¹⁵ ». Les répondants font un lien direct entre la préservation du patrimoine, dans ce cas-ci l'aboiteau, élément patrimonial et ouvrage de protection du village, et l'inscription de l'adaptation dans une perspective de long terme. La spécialisation des champs lexicaux liés à ces thèmes illustre, comme c'est le cas avec l'aboiteau, la spécificité des mécanismes de gouvernance.

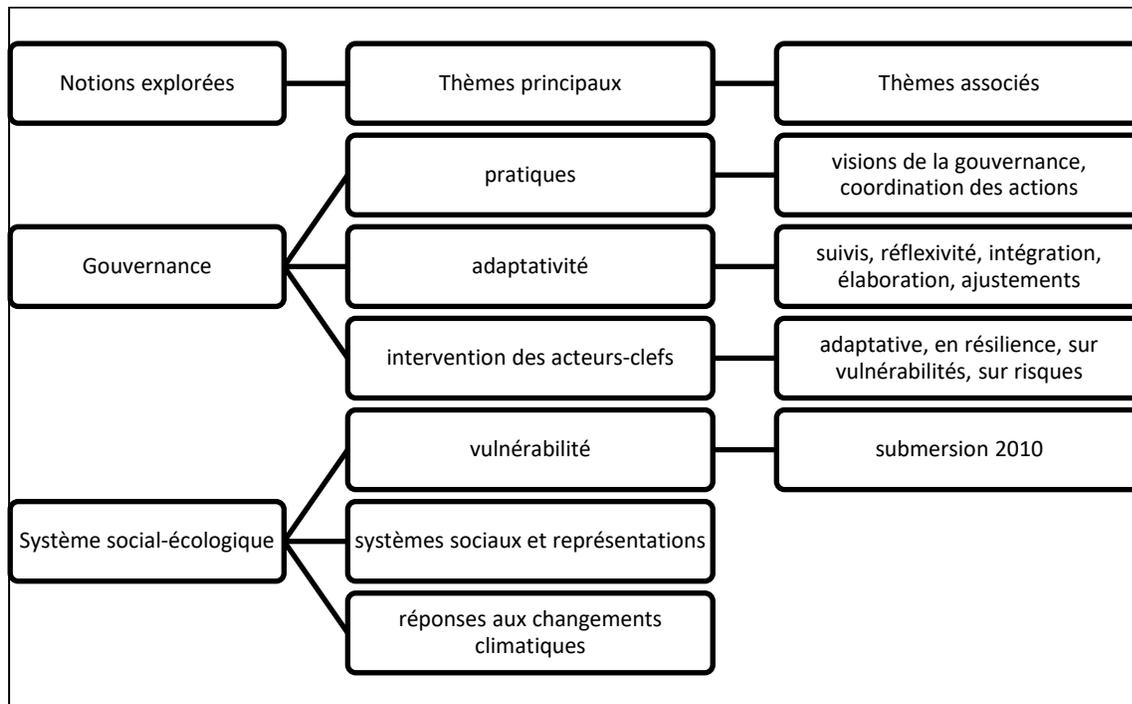
L'analyse lexicométrique est l'occasion de déterminer le poids de l'environnement dans le discours sur la gestion des défis climatiques. Nos résultats font état de quatre mots qui font partie du champ lexical lié à la nature; « eau », « environnement », « mer » et « côte ». L'eau est l'élément lexical qui a la plus grande prépondérance dans le discours. Ce terme apparaît

¹⁵ L'aboiteau est un ouvrage d'origine acadienne, semblable à une digue dans laquelle une porte est emménagée. L'ouverture et la fermeture de cette porte est réglée selon le rythme des marées. À marée basse, on ouvre la porte afin de permettre l'écoulement de l'eau de ruissellement. À marée montante, on ferme la porte afin d'empêcher l'eau saumâtre de pénétrer sur les terres. Ces ouvrages ont permis de transformer des marais en terres agricoles fertiles dans la région de Kamouraska lors de sa colonisation. Aujourd'hui, les aboiteaux sont des éléments de patrimoine important de cette région (Hatvany, 2003b).

dans l'ensemble des thèmes. Les répondants se réfèrent à l'eau au travers de discours majoritairement normatifs dans lesquels nous notons l'importance de la ressource et de sa préservation. La grande valeur donnée à cette ressource est soulignée sous les angles économiques (agriculture), sociaux (accès à la ressource) et paysagers. D'autres usages sont réservés aux trois éléments appartenant au champ lexical de la nature. La « mer » est utilisée comme langage spécialisé. Les répondants s'y réfèrent principalement comme référence au paysage et au patrimoine naturel. À cet effet, les répondants soulignent sa beauté et son importance dans l'identité régionale. Le terme « environnement » a un usage de mot-valise dans lequel les répondants intègrent des sens liés à la nature qui les entoure (biologique), comme qualificatif des mesures et des politiques dont l'action est dirigée vers la nature (actions environnementales) ou comme référence au cadre de vie (social-écologique). Finalement, le terme « côte » a une connotation de risque et est lié, dans notre corpus, à la gestion des risques d'inondation et de submersion.

L'analyse par annotation du corpus qui utilise la thématisation en continu fait apparaître les thématiques clefs qui ressortent du discours des répondants. Cette partie de l'analyse identifie des champs lexicaux récurrents. Les thèmes principaux et ceux qui y sont associés correspondent à des propositions émises par les répondants (figure 4.2). Ces résultats démontrent que l'adaptativité est, selon les répondants, corollaire à l'application de suivis, au renforcement de la capacité de réflexivité et d'ajustements, à l'intégration des acteurs pertinents et à l'intégration de ces éléments dès les phases d'élaboration des actions entreprises sur le territoire. Autre fait intéressant à noter, la façon de concevoir la vulnérabilité est intimement liée à l'expérience de submersion. Les autres types de risques sont absents du discours des répondants. Le poids de l'expérience de la submersion dans le vécu des répondants est tel qu'il fait oublier la possible matérialisation d'autres risques.

Figure 4.2 : Ventilation thématique des notions de gouvernance et de système social-écologique / *Thematic breakdown of the notions of governance and social-ecological system.*



Les réponses des répondants sont organisées en termes de forces, d'obstacles et d'opportunités afin de déterminer les éléments qui favorisent, ou à l'inverse, qui découragent l'action face aux défis climatiques. Nous déterminons des catégories de sens au sein de ces trois catégories (tableau 4.4). Au niveau des forces, les répondants soulignent la proximité qu'offre un milieu de vie dans lequel les gens se connaissent. Les expertises déjà présentes dans la municipalité sont accessibles, l'écoute et le dialogue sont facilités au sein de la population et avec les autorités municipales. L'événement de 2010 est considéré comme une force, puisqu'il a ouvert la voie à des changements allant dans le sens d'un renforcement des capacités de résilience et d'adaptation. Pour ce qui est des obstacles, nous notons la résistance, présente dans la population, au changement. Plusieurs répondants notent que les habitudes sont difficiles à changer, malgré le fait que la submersion ait pu éveiller des consciences. Nous retenons, comme principal obstacle, l'inscription de l'action communautaire et municipale dans un cadre administratif et légal dont la verticalité et la

rigidité freinent la prise d'actions. Des opportunités se retrouvent dans l'ouverture des acteurs-clefs à l'intégration, dans leurs pratiques, d'éléments de gouvernance qui respecteraient les habitudes des individus, liés à leurs vécus territoriaux. Pensons ici à la diminution de la charge de travail des acteurs, à leur plus grande spécialisation et à l'adaptation des processus aux conditions locales.

Tableau 4.4 : Forces, obstacles et opportunités comme catégories de sens et éléments spécifiques du discours / *Strengths, obstacles and opportunities as categories of meaning and specific elements of discourse.*

	Catégorie de sens	Éléments spécifiques
<i>Forces</i>	Horizontalité	Écoute-action, collaboration, proximité, empathie
	Opportunisme	Éveil des consciences, établissement leadership, changements légaux
	Transdisciplinarité	-
	Intergénérationnalité	-
<i>Obstacles</i>	Immobilisme	Résistance population
	Population	Cohésion, distance
	Appareil administratif	Verticalité, rigidité
<i>Opportunités</i>	Éléments de gouvernance	Territorialité, vision, surcharge acteurs, spécialisations, processus non adaptés
	Répartition des ressources	Technologies, expertises, finance

Décortiquer le corpus en termes de forces, d'opportunités et d'obstacles nous informe sur les nouveaux rapports entre sociétés et nature. À cet égard, la submersion de 2010 a cristallisé ces rapports. En effet, la crise a mis en évidence des forces, des obstacles et des opportunités présentes à SAdeK, comme le souligne en partie ce répondant.

*[L]es pompiers aussi ont appris. On a tous appris à partir de ça (la submersion de 2010).
On est parti comme des poules pas de têtes, les pompiers aussi ont eu de la formation*

de leur bord. Ils ont développé un plan d'intervention. Tant que ça arrivait pas, personne en parlait, là ça s'est passé, pis tout le monde a monté son jeu d'une coche. (Ent_08)¹⁶

Le recours à cette citation est l'occasion de rappeler que les données sont intéressantes en elles-mêmes, mais ne peuvent être arrachées à leur contexte. En effet, les données brutes ne permettent pas d'atteindre une compréhension empreinte de la complexité que véhicule la parole. Dans la prochaine section, nous lions les résultats de cette section avec les réflexions soulevées par les répondants durant le processus d'entretiens.

¹⁶ Les codes « Ent », suivi de leurs numéros, se réfèrent aux entretiens réalisés avec les répondants et anonymisés.

4.2.5 Discussion

Au regard des résultats, quelles réponses pouvons-nous offrir aux trois questions qui dirigent notre travail ? Premièrement, quels sont les facteurs déterminants du renforcement des capacités d'adaptation et de résilience à SAdeK?

Nous distinguons cinq notions consensuelles au sein des RS à très forte emprise (100%) soit : une correspondance territoriale, des processus administratifs horizontaux et transparents, l'accessibilité de l'expertise, une communication ouverte et la coopération entre les acteurs. Les thèmes à forte dominance (85%) (gouvernance, adaptation, résilience et longévité), confirment l'importance de l'accessibilité de l'expertise, de modes de communication ouverts et la coopération des acteurs, en plus de faire ressortir la réflexivité de la gouvernance (apprentissage) comme facteur déterminant. L'emprise est un indicateur qui, lorsqu'il atteint une valeur élevée, nous permet de déterminer des thèmes sur lesquels les acteurs-clefs sont sur la même longueur d'onde (Flament & Rouquette, 2003; Mannoni, 2010). À SAdeK, nous constatons cinq facteurs à très forte dominance et un facteur à forte dominance. Ce sont les facteurs déterminants d'une gouvernance qui permettrait de faire face aux défis climatiques selon les acteurs-clefs de SAdeK.

Les mesures d'emprise, de dominance et des consensus permettent de définir les modes de gouvernance pratiqués sur le territoire de SAdeK. La constatation d'une régularité des actions, de particularismes et de l'influence des acteurs entre eux approfondit notre connaissance de ces modes de gouvernance. Certains répondants nous auront mis en garde : il ne faut pas confondre la régularité observable des actions avec l'immobilisme qui caractérise certains dossiers politiques. Les répondants identifient d'ailleurs l'immobilisme administratif et politique comme un des principaux freins à l'adaptation et au renforcement des capacités de résilience. Deux sources principales d'immobilisme sont identifiées dans le corpus : la résistance populaire et la logique capitaliste de croissance. Bien que la rigidité administrative soit identifiée comme un potentiel frein au renforcement des capacités de résilience et d'adaptation, les répondants soulignent des avantages fournis par l'arrangement administratif actuel. Ils soulignent les opportunités de coopération entre les acteurs qui a

conduit à l'amélioration des méthodes d'intervention. Aussi, ils constatent une capacité d'adaptation des règles administratives et légales. En font foi les transformations apportées aux plans de sécurité civile conduite par KamEst et la municipalité. Un autre exemple de ces adaptations est la mise à jour du cadre de gestion de l'aboteau réalisé par la MRC et la municipalité (Municipalité de Saint-André-de-Kamouraska et al., 2013). Ces actions, empreintes de régularité, ne sont pas porteuses de changements radicaux, mais se retrouvent chez la majorité de nos répondants. Un passage de l'entretien cinq met d'ailleurs en évidence les manières dont le changement peut prendre racine dans des modes de gouvernance où la coopération est mise de l'avant.

Au début j'étais full idéaliste. Ah! On va changer les choses. Tu frappes des murs. Après, tu apprends la théorie des petits pas, à manger l'éléphant à la petite cuillère. OK, j'ai eu un gain là, je vais viser là la prochaine fois, mais c'est dur de voir à quel point souvent les scientifiques n'influencent pas beaucoup les décisions. C'est choquant à quelque part, mais quand même, il faut rester idéaliste, il faut travailler. La collaboration avec l'UQAR emmène un côté super motivant. On voit que les connaissances avancent, ainsi que les outils pour pouvoir partager l'information. (Ent_05)

Les RS des acteurs-clefs de la gestion des risques sont les marques d'intersubjectivités, condition *sine qua non* à la coopération qui permet l'action collective (Gauri et al., 2013). Au-delà de l'intersubjectivité, la gouvernance tend à la coordination des actions des acteurs parties de ces actions collectives. Les modes de gouvernance qui prennent place à SAdeK se révèlent en soulignant les façons, qu'ont les acteurs, d'aborder certains des aspects de la coordination. Au travers des entretiens réalisés, nous remarquons que les visions communes de la gouvernance ne s'expriment pas dans les tâches de chacun, mais dans les sens communs qui leur est donné. Ainsi, l'emprise des représentations à portées théoriques est plus grande chez les acteurs à l'échelle d'intervention suprarégionale et provinciale que chez ceux qui œuvrent au niveau local et municipal. La plus faible dominance des thèmes d'adaptation et de résilience, dévoilée par nos résultats, permet de supposer une relation entre niveaux d'intervention sur le territoire et construction de représentations. Les acteurs qui œuvrent aux échelles locales ont développé des représentations de l'adaptation et de la résilience qui sont

liées à la transformation du territoire, tel qu'en parle Barbier (2010) dans ces travaux. Les acteurs qui travaillent à l'échelle nationale, issue de ministères, sont ceux qui, plus loin du terrain, développent le pan administratif de ces représentations. À l'entretien six, un répondant œuvrant à l'échelle provinciale aborde cette question sans ambages : « on a fait une belle fiche là-dessus » (Ent_06). Un point de rencontre existe dans les actions concrètes d'adaptation et de résilience qui prennent place sur le territoire, comme le démontre la réfection de l'aboteau après la tempête de 2010 et la révision des plans d'aménagement et des plans de zones inondables.

Le vécu territorial apparaît comme l'élément déclencheur du développement des stratégies d'acteurs et mobilisateur de l'action collective. La mise en place de politiques publiques territorialisées a un caractère contextuel, lié, à SAdeK, à l'événement de crise. À cet égard, la submersion de 2010 est prépondérante dans le corpus, comme ici à l'entrevue 3.

« C'est l'évènement. Quand arrive un incendie dans une résidence et qu'un décès malheureux se produit, c'est l'évènement qui fera en sorte que bon, tout le monde va se dire : « Hipelaye! Quelqu'un est décédé, il faut agir. » Moi, je ne veux pas faire de capital là-dessus. Mais c'est dommage, c'est le temps de mettre le doigt sur le bobo. « Regardez, il y a eu des décès parce qu'il y a eu négligence. » Je pense que c'est de même dans toutes les sphères. S'il n'y a pas d'évènement, alors il n'y arrivera rien. On se dira : « Pas besoin de ça! » (Ent_03)

Lorsqu'elle s'inspire du vécu territorial, l'action collective peut s'inscrire dans la durée. C'est ce que les répondants soulignent, en plus des besoins d'écoute, de réflexivité et d'adaptabilité de la gouvernance. Certains de ces éléments sont bien présents à SAdeK. La proximité des acteurs et la facilité de communication entre eux en sont des exemples. Bien que les critères essentiels, mis en évidence dans cet article, soient ceux qui assurent la longévité de l'adaptation des communautés et des interventions de résilience, les liens soulignés entre gouvernance et vécu territorial nous renseignent sur la portée de cette longévité.

Deuxièmement, quels « possibles » émergent ? Les « possibles » apparaissent sous quatre formes dans nos résultats. Les recommandations des répondants en sont les premières. En

effet, un objectif à atteindre, pour les répondants, est une potentialité transformée en objet concret. La deuxième forme de « possibles » se révèle au travers des représentations sociales à emprises faibles. Ici, la faible emprise peut être le signe de deux phénomènes : soit l'entrée ou de la sortie, au sein du paysage représentationnel partagé par les acteurs-clefs de SAdeK, d'une représentation sociale. Une entrée correspond à une représentation émergente, à un « possible » réalisable. À l'inverse, une sortie correspond à une représentation en perte de force. Une sortie est, en fait, la perte d'un « possible ». Une troisième forme de « possibles » se perçoit au travers des marginalités, pour des raisons similaires à celles de la faible emprise des représentations. Ainsi, une marginalité grandissante sera signe de mise à l'écart, de la perte de ce « possible ». La transformation de la marginalité vers l'universalité sera signe d'innovation et est la dernière forme de « possible » identifiable par notre méthode.

Avec cette démarche d'identification des « possibles », nous surpassons la logique de la recherche des « meilleures pratiques », très présente dans la littérature de gestion des risques et de l'urgence (Beatley, 2009; Christmann, 2000; M. J. Epstein et al., 2017; Green & Garmestani, 2012). Nous portons notre attention sur des solutions innovantes, émergeant de liens spécifiques avec le territoire dans ces composantes environnementales et sociales. Le discours étant une forme de l'action (Adger, 2013; Bosomworth, 2018), la mise en évidence de ces recommandations et le suivi de la filiation de ces idées favorise l'application de solutions. À titre d'exemple, il devient possible d'appliquer une approche stratégique à l'identification des marginalités. Notre attention se dirige alors vers les porteurs de spécialités dans le réseau, leurs influences générales, mais aussi leurs capacités à mettre en branle les idées dont ils sont les promoteurs. À une intégration de ces idées, au sein du réseau, correspond l'initiation de processus de transformation et de changements (Birkmann et al., 2010). À SAdeK, la transformation du rapport de la communauté avec les aboiteaux est un excellent exemple de cette capacité de changement. L'identification de la marginalité intégrée nous permet de dessiner le contour des « possibles ».

L'analyse lexicométrique fait ressortir les thèmes qui forment le noyau central des RS. Ces RS centrales constituent les voies de communication commune entre les acteurs-clefs. Ce

sont ces thèmes qui donnent accès à ceux qui ont des positionnements plus périphériques. Les thèmes centraux sont le commun du discours sur le renforcement de la capacité d'action face aux défis climatiques. Les discours, qu'ils soient centraux ou spécialisés, influencent et sont influencés par les formes que prennent les représentations sociales, ainsi que les actions des personnes qui y sont exposées (Fiala, 1994). Toutefois, les actions ne sont pas toujours en concordance avec le discours et c'est d'ailleurs le cas à SAdeK. L'analyse des entrevues nous démontre qu'une faible proportion de répondants sont familiers avec la notion de « gouvernance adaptative ». Cependant, nous retrouvons des caractéristiques adaptatives dans certaines pratiques et dans les forces, obstacles et opportunités (tableau 4.4). L'entrevue six met en évidence le processus décisionnel structuré, première caractéristique de l'adaptabilité de la gouvernance (Allen et al., 2011) :

Il y a quand même un volet encadrement, soit légal ou réglementaire qui est fixe, sur lequel il n'y a pas vraiment d'adaptation possible, de marge de manœuvre. Toutefois il existe des démarches parallèles, de consultation, d'appropriation, de mise en œuvre, d'accompagnement, où là on peut peut-être plus parler d'une gouvernance qui s'adapte selon la situation ou les besoins des demandeurs. (Ent_06)

Cette citation permet d'illustrer une structure dans le processus de prise de décision. Elle illustre aussi la multitude de voies possibles pour influencer ce processus. Des caractéristiques d'ouverture et d'inclusion transparaissent dans cet exemple. À l'entrevue huit, le répondant note le caractère réflexif des actions des acteurs. Aussi, il souligne la juxtaposition de la formalité et de l'informalité, caractéristique de la gestion locale, de proximité, des défis climatiques :

Il y a toujours place à l'amélioration. La perfection ne fait pas partie de ce monde. Mais c'est toujours en en parlant, faut remmener le sujet. Les gens... ça mijote... Des fois la municipalité fait de quoi, pis le monde viennent m'en parler. Je leur réponds d'en parler au conseil (Ent_08).

Ces deux exemples démontrent un « possible », celui d'une certaine appropriation locale du renforcement de la capacité d'adaptation et de résilience. La concordance territoriale des

actions d'adaptation et de résilience est un facteur déterminant qui émerge de notre recherche, à l'image de l'aménagement d'espaces de liberté.

La notion d'espaces de liberté gagne en popularité en Europe et en Amérique du Nord (ICI.Radio-Canada.ca, 2022). Elle est utilisée dans le domaine de la gestion des rivières et des cours d'eau. De l'espace est redonné aux cours d'eau afin qu'ils puissent rétablir un réseau de méandres. Face aux risques d'inondation, l'aménagement d'espaces de liberté est une adaptation (Biron et al., 2013). Des besoins similaires d'espaces de liberté ressortent des discussions avec les acteurs-clefs. Selon eux, l'horizontalité des rapports entre acteurs favorise une gouvernance jugée comme positive et facilitatrice des rapports entre les acteurs aux différents territoires d'intervention. À l'inverse, ils voient la verticalité et la rigidité des processus administratifs comme des obstacles au renforcement de capacités adaptatives au sein même du processus de gouvernance. Ces constats font échos aux travaux de Leck et Simon (2013), dans lesquels la collaboration, la coopération et l'horizontalité sont des facteurs favorisant la gouvernance face aux défis climatiques. Les consensus et les marginalités repérés dans le discours des acteurs-clefs mettent en évidence le besoin de direction souple et de délégation de moyens techniques et financiers au sein du réseau. Par direction souple, les répondants expriment le besoin de connaître des objectifs supra qui soient clairs, dont les moyens pour les atteindre tiennent compte des spécificités territoriales.

À l'image des espaces de liberté des cours d'eau, les acteurs-clefs intervenant aux échelles locales et « meso » ressentent le besoin de connaître leur destination, tout en ayant la capacité de négocier les méandres de leurs territoires. Les répondants identifient un écueil à l'aménagement d'espaces de libertés dans des modes de gouvernance en contexte québécois. Ils soulignent que le régime financier municipal, basé, quasi exclusivement, sur la collecte des taxes foncières, induit une demande de développement immobilier dans des zones à fortes valeurs foncières. L'entrevue 6 illustre cette situation.

Les municipalités locales, elles veulent toujours avoir plus de pouvoirs, mais en réalité, si elles ne disposent pas des moyens qui viennent avec, sont pris dans une réalité où elles ne peuvent pas répondre à la demande. (Ent_06)

Le même répondant met en évidence le défi de la territorialisation de la connaissance et de l'expertise. Il en parle comme d'un frein à l'autonomisation des acteurs régionaux, rejoignant le discours de nombreux auteurs qui font la promotion d'une territorialisation de l'expertise (Laroche & Plante, 2022). Comme le souligne Casteigts (2017, p. 3), « [l']expertise s'attache à caractériser une situation déterminée afin de contribuer à une décision particulière, située dans l'espace et dans le temps. [L]a qualité de son ancrage territorial est une condition essentielle à la validité de ses conclusions ». La territorialisation de l'expertise est un élément nécessaire au renforcement des capacités social-écologiques à faire face aux défis climatiques (Bourne et al., 2016; Collier et al., 2009).

Troisièmement, quelle place occupe l'environnement au sein des RS des acteurs-clefs de SAdeK ? Les modes de gouvernance présents à SAdeK sont influencés par les particularités de son territoire. De particularités, les acteurs passent aux particularismes quand l'exception territoriale est internalisée dans l'action. Ce fait est directement influencé par l'échelle d'intervention des acteurs de la gestion des défis climatiques. En effet, les particularismes qui découlent du vécu territorial se confirment autant dans l'analyse du réseau des acteurs de SAdeK que dans le contenu et la forme des discours des répondants. L'aboteau de SAdeK montre cette relation entre particularismes et vécu territorial. Les acteurs-clefs cultivent un lien fort avec ces ouvrages qui se retrouvent partout au Kamouraska, l'aboteau. Fruit de l'histoire et du patrimoine de la région, ces ouvrages donnent une saveur, une couleur particulière à l'action face aux défis climatiques. L'aboteau a été rehaussé et est mis en valeur depuis l'épisode de submersion de 2010. Ces actions sont considérées comme des réalisations positives par l'ensemble de nos répondants. De la même manière, l'eau, élément qui se retrouve au centre de l'analyse sémantique est un identifiant social-territorial fort chez les répondants. Ces particularismes participent à la mobilisation de modes de gouvernance spécifiques à SAdeK. En 2010, il n'y a pas que le rapport social à l'aboteau qui ait changé.

La submersion est connotée d'un renouvellement de la relation qui unit Humain et Nature. L'emprise des notions d'environnement, de nature et d'écologie dans les représentations sociales des acteurs-clefs de SAdeK nous renseigne sur certaines modalités de la relation social-écologique. Nous arrivons à un constat contradictoire. L'événement de crise favorise en même temps qu'il défavorise l'établissement d'un équilibre social-écologique. L'« environnement » est une thématique forte au sein des données recueillies. Sa présence semble dépendante de la présente du thème de « crise ». Par exemple, les répondants soulignent les effets délétères d'une crise sur la « conscience écologique » d'une population, comme ici, à l'entretien 2.

Mais vient une grosse vague. [Elle] part avec la moitié de la 132. Quelle écologie? Ça n'a plus sa place dans la pensée tout à coup. Leurs pensées, [à la population,] c'est : « faut faire quelque chose! Mon terrain, ma maison ». On a parlé. On a pensé que les gens avaient compris. Qu'ils ressentaient la même chose que nous. On s'est fait avoir, en fait. (Ent_02)

La volonté de préserver la nature entre en contradiction avec la volonté de se protéger de la nature. La nature est perçue aussi bien de manière positive que négative. Ainsi, la mer est autant une richesse qu'une menace dans le discours des acteurs-clefs. Face à cette réalité, les acteurs-clefs de la gestion du risque de SAdeK doivent inscrire l'événement sporadique dans la durée afin d'atteindre des objectifs de préparation et de prévention. En France, de nombreux travaux ont abordé la question de l'entretien de la mémoire (collective) du risque, notamment autour du risque d'inondation et de l'utilisation de marqueurs de crues (Faou, 2005; Metzger et al., 2018). La prévention a pour objectif de faire de l'exception une réalité connue, ce qui constitue la base de l'adaptation aux changements climatiques.

Le fait de vouloir... Haha! Avoir la connaissance, d'avoir les ressources financières pour le faire. Faut que tu saches pourquoi tu veux t'adapter. Qu'est-ce que ça va t'apporter, toi, cette personne, de faire l'effort de s'adapter. Faut que tu voies le gain au bout aussi, quel est l'avantage... C'est ça. (Ent_05)

Dans un contexte où la relation entre Humain et Nature se redéfinit, le renforcement des capacités d'adaptation et de résilience se résume au développement d'une volonté de changement, comme le souligne la citation ci-dessus.

4.2.6 Conclusion

Dans cet article, nous identifions les conditions de l'action en tant que réponses aux défis climatiques. Nous basons notre réflexion sur l'étude de l'argumentaire des acteurs-clefs de la gestion du risque, argumentaire qui reflète les représentations sociales. Les modes de gouvernance qui font de l'action un geste collectif d'acteurs œuvrant à différents échelons administratifs favorisent le renforcement des capacités d'adaptation et de résilience. Cette recherche nous informe sur certaines modalités de la gestion social-écologique des risques. À SAdeK, nous constatons tout d'abord une double spécialisation qui prend place à la fois au niveau du territoire d'intervention des acteurs et au niveau des modes d'opération déployés sur le territoire. Dans le premier cas de figure, cette spécialisation prend la forme d'une relation théorique au territoire lorsque l'acteur situe son action à l'échelon national et pratique et matériel lorsque l'échelon d'intervention est régional ou local. Dans le deuxième cas de figure, la gestion social-écologique des risques a une correspondance territoriale forte. Tel est le cas de la conservation d'éléments de patrimoine tel que l'aboiteau à des fins de renforcement des capacités de résilience et d'adaptation. La mise en place de mécanismes de reddition de compte et de collaboration constitue des opportunités dont la transversalité permet un rassemblement des acteurs-clefs. Les analyses thématique et lexicométrique abordent la complexité, caractéristique forte de la crise climatique contemporaine et de la gestion qui lui est liée. Nous constatons que cette complexité se reflète dans les représentations sociales et dans certaines contradictions qui y apparaissent, notamment au niveau de la relation entre Humain et Nature. La Nature est présente dans le discours sous forme d'une reconnaissance. La reconnaissance de l'importance de la Nature vue comme une ressource, mais surtout de sa préservation.

Nous avons aussi mis en évidence la force et l'arrangement des RS. En connaissant ce qui se dit, qui le dit et comment les répondants parlent de la gestion des défis climatiques sur le territoire, nous identifions des groupes d'acteurs liés autour d'intersubjectivités. Les consensus qui ressortent de cette étude sont autant de terrain d'entente à partir duquel les acteurs entrent en contact. Ces points de consensus sont autant d'opportunités pour qu'une transformation des RS devienne possible. La clef de ces transformations ? Les « possibles »

exprimés par les répondants. Les consensus correspondent à une définition de ce qui est commun, et peuvent servir de base de négociations à la réalisation des « possibles » et donc des transformations social-écologique. Les résultats de notre travail peuvent être la base d'actions transformatives.

Le réseau d'acteur de SAdeK a été mis en évidence par la cartographie des relations qui y prennent place (Laroche & Plante, 2022). Grâce aux éléments qui composent le présent article et en nous appuyant sur ce précédent travail, nous pouvons désormais mettre en relation les modes de gouvernance et l'influence des acteurs de SAdeK. L'analyse du réseau d'acteur répondait aux questions « qui parle » et « qui écoute ». Avec les apports de cet article, nous savons désormais ce que les acteurs-clefs disent et quelles places occupent ces éléments de discours. Nous nous offrons ainsi une meilleure vue sur ce qui constitue le paysage des représentations sociales peuplant la question de la réponse aux défis climatiques à SAdeK. Le caractère central ou périphérique des représentations sociales se détermine, en combinant ces deux travaux, autant au niveau des discours que des caractéristiques du réseau. Par exemple, une RS centrale chez des acteurs-clefs appartenant à un sous-groupe périphérique aura moins d'influence sur le reste du réseau qu'une RS centrale et largement partagée. Dans un autre cas de figure, une RS centrale et appartenant à des acteurs passerelles devrait stratégiquement être mise en valeur par des promoteurs de changements afin de la diffuser dans le réseau. La méthode présentée dans ces pages fait apparaître les « possibles ». Nous pouvons déterminer les « possibles » les plus probables en combinant ces résultats à l'analyse du réseau.

L'exemple de SAdeK s'apparente à d'autres situations où des communautés doivent faire face aux défis climatiques. SAdeK nous renseigne sur des réalités que vivent d'autres municipalités qui partagent un caractère de ruralité côtière, affectée par des risques liés à une relation de proximité avec l'eau. La submersion de 2010 est un exemple de gestion du risque marqué par la pauvreté de préparation à un événement de crise. À SAdeK, la crise a été utilisée comme vecteur de passage à l'action. Comme le souligne un répondant : « c'est dur de s'adapter à l'avance, c'est plus quand l'événement survient » (Ent_10), la crise ouvre une

fenêtre d'opportunité pour l'adaptation et la résilience (Baldwin & Ross, 2020; Birkmann et al., 2010).

La pertinence de la question mérite de s'y attarder. Comment passe-t-on à l'action ? Est-ce seulement par la traversée d'une crise ? Est-ce par le développement de modes de gouvernance territorialisés ou aux caractères adaptatifs ? Bosomworth (2018) dénombre quatre caractéristiques nécessaires à la gouvernance des acteurs de la gestion des défis climatiques : « l'apprentissage réflexif, la prise de décisions dans des conditions d'incertitude, la considération de solutions variées et l'expérimentation.¹⁷. ». Ces caractéristiques se retrouvent chez les acteurs-clefs de la gestion du risque et de l'urgence à SAdeK.

Nous pouvons penser que les modes de gouvernance en place sont non seulement adaptés aux défis climatiques, mais qu'ils sont le fruit d'une volonté commune. Toutefois, lorsque nous nous intéressons aux interventions territoriales des dernières années et principalement à celles issues de crises, ces caractéristiques sont moins facilement identifiables. La notion de bricolage, proposée par Lévi-Strauss (1962) nous semble plus représentative du genre de gouvernance auquel nous avons ici affaire (Lévi-Strauss, 1962). Les réponses offertes aux défis climatiques, développées et mises en action pas à pas, en réaction aux impératifs dictés par l'événement correspondent à l'usage contemporain de cette notion (Duymedjian & Rüling, 2010; Johnson, 2012; Mélice, 2009). L'adaptabilité, l'ouverture et la collaboration sont des caractéristiques importantes du bricolage et des actions d'adaptation et de résilience à SAdeK. Ce qui distingue le bricolage de la gouvernance adaptative est son rapport à l'action. À l'échelle territoriale, où la gestion des défis climatiques n'est pas toujours une priorité des agendas politique, économique et social, on passe à l'action seulement lorsque la situation le demande. À SAdeK, la capacité d'adaptation et de développement de la résilience est bel et bien présente. Elles se déploient quand la situation le demande, aux dépens d'une logique de prévention. Toutefois, il se pourrait que l'expérience d'une crise telle que celle de

¹⁷ Traduction libre des auteurs.

2010 puisse changer cet état de fait à moyen et long terme. La submersion a éveillé les consciences. La matérialisation du risque a mis la prévention à l'ordre du jour des acteurs-clefs.

4.3 BIBLIOGRAPHIE

- Abric, J.-C. (1994). *Pratiques sociales et représentations*. Presses Universitaires de France.
- Abric, J.-C. (2003). *Méthodes d'étude des représentations sociales*. Érès.
- Adger, W. N. (2013). Social Capital, Collective Action, and Adaptation to Climate Change. *Economic Geography*, 79(4), 387-404.
- Alalouf-Hall, D., & Fontan, J.-M. (2020). Gestion des catastrophes naturelles en sol québécois : Rendre socialement et écologiquement responsables les processus de développement des territoires affligés. *Revue Organisations & territoires*, 29(2), Article 2. <https://doi.org/10.1522/revueot.v29n2.1156>
- Alberio, M., Couspeyre, O., & Plourde, É. (2021). L'action communautaire autonome et son potentiel transformationnel dans les territoires. : Un dialogue en cours entre milieu de la recherche et de la pratique. *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research*, 12(1), Article 1. <https://doi.org/10.29173/cjnser.2021v12n1a487>
- Allen, C. R., Fontaine, J. J., Pope, K. L., & Garmestani, A. S. (2011). Adaptive management for a turbulent future. *Journal of Environmental Management*, 92(5), 1339-1345. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2010.11.019>
- Allouche, A. (2019). La sociologie de l'environnement au défi de l'intendance écologique. Comment repenser l'action individuelle dans la gestion collective de l'environnement? *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 14(2), 61. <https://doi.org/10.7202/1062507ar>
- Amat, C. B. (2014). Network analysis and visualization with Gephi. *REDES: Revista Hispana Para El Análisis de Redes Sociales*, 25(1), 201-209. <https://doi.org/10.5565/rev/redes.499>

- Anderies, J. M., Janssen, M. A., & Ostrom, E. (2004). A Framework to Analyze the Robustness of Social-ecological Systems from an Institutional Perspective. *Ecology and Society*, 9(1). JSTOR. <https://www.jstor.org/stable/26267655>
- Angeon, V., Caron, A., Birard, C., Cayre, P., Chambon, P., Larade, A., Méasson, L., & Planchat, C. (2013). Les apports de la gouvernance adaptative pour analyser les enjeux d'une mise en œuvre effective de la Trame Verte et Bleue. L'exemple du PNR des Volcans d'Auvergne. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 4, n° 1, Article Vol. 4, n° 1. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9675>
- Arduino, J. (2003). La recherche-action, une alternative épistémologique. Une révolution copernicienne. In P.-M. Mesnier & P. Missotte, *La recherche-action : Une autre manière de chercher, se former, transformer* (p. 41-50). L'Harmattan.
- Baldwin, C., & Ross, H. (2020). Beyond a tragic fire season : A window of opportunity to address climate change? *Australasian Journal of Environmental Management*, 27(1), 1-5. <https://doi.org/10.1080/14486563.2020.1730572>
- Barbier, J.-M. (2010). Culture d'action et modes partagés d'organisation des construction de sens. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 4(1), 163-194.
- Barbier, R., & Larrue, C. (2011). Démocratie environnementale et territoires : Un bilan d'étape. *Participations*, N° 1(1), 67-104.
- Barnaud, C., Antona, M., & Marzin, J. (2011). Vers une mise en débat des incertitudes associées à la notion de service écosystémique. *VertigO : la revue électronique en sciences de l'environnement*, 11(1). <https://www.erudit.org/en/journals/vertigo/1900-v1-n1-vertigo0104/1009221ar/abstract/>
- Beatley, T. (2009). *Planning for Coastal Resilience. Best practices for calamitous times.* Island Press.

- Becerra, S. (2012). Vulnérabilité, risques et environnement : L'itinéraire chaotique d'un paradigme sociologique contemporain. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 12(1), 30.
- Berkes, F., & Folke, C. (1998). Linking social and ecological systems for resilience and sustainability. In F. Berkes & C. Folke (Éds.), *Linking social and ecological systems : Management practices and mechanisms for building resilience*. Cambridge University Press.
- Berman, M., Baztan, J., Kofinas, G., Vanderlinden, J.-P., Chouinard, O., Huctin, J.-M., Kane, A., Mazé, C., Nikulkina, I., & Thomson, K. (2020). Adaptation to climate change in coastal communities : Findings from seven sites on four continents. *Climatic Change*, 159(1), 1-16. <https://doi.org/10.1007/s10584-019-02571-x>
- Beuret, J.-E., & Cadoret, A. (2011). Une gouvernance territoriale endogène de l'environnement : Contours et enjeux. *Geographie, économie, société*, 13(4), 363-386.
- Billé, R. (2006). Gestion intégrée des zones côtières : Quatre illusions bien ancrées. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 7 Numéro 3. <https://doi.org/10.4000/vertigo.1555>
- Birkmann, J., Buckle, P., Jaeger, J., Pelling, M., Setiadi, N., Garschagen, M., Fernando, N., & Kropp, J. (2010). Extreme events and disasters : A window of opportunity for change? Analysis of organizational, institutional and political changes, formal and informal responses after mega-disasters. *Natural Hazards*, 55(3), 637-655. <https://doi.org/10.1007/s11069-008-9319-2>
- Biron, P., Buffin-Bélanger, T., Larocque, M., Demers, S., Olsen, T., Ouellet, M.-A., Choné, G., Cloutier, C.-A., & Needelman, M. (2013). Espace de liberté : Un cadre de gestion intégrée pour la conservation des cours d'eau dans un contexte de changements climatiques. *Ouranos*. <https://belsp.uqtr.ca/id/eprint/1253>

- Blanc, A., Peton, H., & Garcias, F. (2019). L'analyse lexicométrique des macro discours par les vocabulaires – enjeux théoriques et méthodologiques. *Finance Contrôle Stratégie*, NS-6, Article NS-6. <https://doi.org/10.4000/fcs.3459>
- Blumer, H. (1969). *Symbolic Interactionism : Perspectives and Method*. Prentice-Hall.
- Bonardi, C., & Roussiau, N. (1999). *Les représentations sociales*. Dunod.
- Borgatti, S. P., Mehra, A., Brass, D. J., & Labianca, G. (2009). Network Analysis in the Social Sciences. *Science*, 323(5916), 892-895. <https://doi.org/10.1126/science.1165821>
- Boschet, C., & Rambonilaza, T. (2010). Les mécanismes de coordination dans les réseaux sociaux : Un cadre analytique de la dynamique territoriale. *Revue d'Economie Regionale Urbaine*, juin(3), 569-593.
- Bosomworth, K. (2018). A discursive–institutional perspective on transformative governance : A case from a fire management policy sector. *Environmental Policy and Governance*, 28(6), 415-425. <https://doi.org/10.1002/eet.1806>
- Busca, D., & Lewis, N. (2015). The territorialization of environmental Governance. *Governing the environment based on just inequalities?* *Environmental Sociology*, 1(1), 18-26. <https://doi.org/10.1080/23251042.2015.1012617>
- Butts, C. T. (2008). Social network analysis : A methodological introduction. *Asian Journal of Social Psychology*, 11, 13-41.
- Callon, M., & Ferrary, M. (2006). Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau. *Sociologies pratiques*, n° 13(2), 37-44.
- Carrington, P. J., Scott, J., & Wasserman, S. (2005). *Models and Methods in Social Network Analysis*. Cambridge University Press. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqar-ebooks/detail.action?docID=228772>

- Casteigts, M. (2017). Les enjeux de la territorialisation de l'expertise dans la société du risque. In F. Benchedikh, *Expert(ise) et action publique locale* (p. 131-148). LexisNexis.
- Chaffin, B. C., Garmestani, A. S., Gunderson, L. H., Benson, M. H., Angeler, D. G., Arnold, C. A. (Tony), Cosens, B., Craig, R. K., Ruhl, J. B., & Allen, C. R. (2016). Transformative Environmental Governance. *Annual Review of Environment and Resources*, 41(1), 399-423. <https://doi.org/10.1146/annurev-environ-110615-085817>
- Cherven, K. (2013). *Network Graph Analysis and Visualisation with Gephi. Visualize and analyse your data swiftly using dynamic networks graphs built with Gephi*. Packt Publishing.
- Cherven, K. (2015). *Mastering Gephi Network Visualization. Produce advanced network graphs in Gephi and gain valuable insights into your network datasets*. Packt Publishing.
- Christmann, P. (2000). Effects of "Best Practices" of Environmental Management on Cost Advantage : The Role of Complementary Assets. *Academy of Management Journal*, 43(4), 663-680. <https://doi.org/10.5465/1556360>
- Colding, J., & Barthel, S. (2019). Exploring the social-ecological systems discourse 20 years later. *Ecology and Society*, 24(1). <https://www.jstor.org/stable/26796920>
- Cook, K. S., & Whitmeyer, J. M. (1992). Two Approaches to Social Structure : Exchange Theory and Network Analysis. *Annual Review of Sociology*, 18(1), 109-127. <https://doi.org/10.1146/annurev.so.18.080192.000545>
- Denscombe, M. (2017). *The Good Research Guide : For Small-Scale Social Research Projects*. McGraw-Hill Education (UK).

- Duymedjian, R., & Rüling, C.-C. (2010). Towards a Foundation of Bricolage in Organization and Management Theory. *Organization Studies*, 31(2), 133-151. <https://doi.org/10.1177/0170840609347051>
- Easley, D., & Kleinberg, J. (2010). Graphs. In *Networks, Crowds, and Markets : Reasoning about a Highly Connected World* (p. 23-46). Cambridge University Press.
- Epstein, M. J., Elkington, J., & Leonard, H. B. “Dutch”. (2017). *Making Sustainability Work : Best Practices in Managing and Measuring Corporate Social, Environmental and Economic Impacts*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781351280129>
- Epstein, R. (2015). La gouvernance territoriale : Une affaire d’État La dimension verticale de la construction de l’action collective dans les territoires. *L’Annee sociologique*, Vol. 65(2), 457-482.
- Fallery, B., & Rodhain, F. (2007). Quatre approches pour l’analyse de données textuelles : Lexicale, linguistique, cognitive, thématique. XVI ème Conférence de l’Association Internationale de Management Stratégique AIMS, pp 1-16. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00821448>
- Faou, B. (2005). Les repères de crues. Un outil pour entretenir la mémoire du risque. Direction Régionale de l’Environnement, Rhône-Alpes. http://www.donnees.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/include/publi/pdf/reprcruces_bfaou.pdf
- Faugère, E. (2019). Le making-of des grandes expéditions. *Anthropologie des sciences de terrain. Revue d’anthropologie des connaissances*, 13(4), 1161-1166.
- Ferro-Azcona, H., Espinoza-Tenorio, A., Calderón-Contreras, R., Ramenzoni, V. C., Gómez País, M. de las M., & Mesa-Jurado, M. A. (2019). Adaptive capacity and social-ecological resilience of coastal areas: A systematic review. *Ocean & Coastal Management*, 173, 36-51. <https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2019.01.005>

- Fiala, P. (1994). L'interprétation en lexicométrie. Une approche quantitative des données lexicales. *Langue française*, 103(1), 113-122. <https://doi.org/10.3406/lfr.1994.5731>
- Flament, C., & Rouquette, M.-L. (2003). Anatomie des idées ordinaires. Comment étudier les représentations sociales. Armand Colin.
- Forsé, M. (2008). Définir et analyser les réseaux sociaux. *Informations sociales*, n° 147(3), 10-19.
- Garmestani, A. S., Allen, C. R., & Cabezas, H. (2009). Panarchy, adaptive management and governance : Policy options for building resilience. *Nebraska Law Review*, 87, 1036-1054.
- Gauri, V., Woolcock, M., & Desai, D. (2013). Intersubjective Meaning and Collective Action in Developing Societies : Theory, Evidence and Policy Implications. *The Journal of Development Studies*, 49(1), 160-172. <https://doi.org/10.1080/00220388.2012.700396>
- Green, O. O., & Garmestani, A. S. (2012). Adaptive Management to Protect Biodiversity : Best Available Science and the Endangered Species Act. *Diversity*, 4(2), 164-178. <https://doi.org/10.3390/d4020164>
- Guillemot, J., Plante, S., & Boisjoly, J. (2008). Gouvernance et développement territorial en milieu insulaire : Le cas de l'Isle-aux-Coudres (Québec-Canada). *Revue canadienne des sciences régionales*, XXXI(3), 521-538.
- Guyadeen, D., Thistlethwaite, J., & Henstra, D. (2019). Evaluating the quality of municipal climate change plans in Canada. *Climatic Change*, 152(1), 121-143. <https://doi.org/10.1007/s10584-018-2312-1>
- Hatcheu, E. T. (2013). Comprendre la gouvernance. L'Harmattan.
- Hatfield-Dodds, S., Nelson, R., & Cook, D. (2007). Adaptative governance : An Introduction, and implications for public policy. 13.

- Hatvany, M. G. (2003a). *Marshlands : Four Centuries of Environmental Change on the Shores of the St. Lawrence*. Presses de l'Université Laval. <https://books.google.ca/books?id=-Hk9eDMLFFkC>
- Hatvany, M. G. (2003b). The Aboiteaux of Kamouraska : Tradition, Modernity, and Environmental Change in the Tidal Marshlands of Nineteenth and Early Twentieth Century Quebec. *North American Geographer*, 5(1-12), 162-182.
- Hoyaux, A.-F. (2006). Pragmatique phénoménologique des constructions territoriales et idéologiques dans les discours d'habitants. *L'Espace géographique*, Tome 35(3), 271-285. <https://doi.org/10.3917/eg.353.0271>
- ICI.Radio-Canada.ca, Z. I.-. (2022, décembre 15). Un fleuve européen, havre pour la biodiversité | COP15. Radio-Canada.ca; Radio-Canada.ca. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1941260/biodiversite-fleuve-europeen-meuse-pays-bas-belgique>
- InfoDimanche. (2010, septembre 24). La municipalité de Saint-André rehausse une partie de la digue de l'aboiteau du village. [infodimanche.com. http://www.infodimanche.com/actualites/actualite/76690/la-municipalite-de-saint-andre-rehausse-une-partie-de-la-digue-de-laboiteau-du-village](http://www.infodimanche.com/actualites/actualite/76690/la-municipalite-de-saint-andre-rehausse-une-partie-de-la-digue-de-laboiteau-du-village)
- Johnson, C. (2012). Bricoleur and Bricolage : From Metaphor to Universal Concept. *Paragraph*, 35(3), 355-372. <https://doi.org/10.3366/para.2012.0064>
- Kolinjivadi, V., Bissonnette, J.-F., Zaga Mendez, A., & Dupras, J. (2020). Would you like some fries with your ecosystem services?: McDonaldization and conservation in Prince Edward Island, Canada. *Geoforum*, 111, 73-82. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2020.03.003>
- Laroche, M., & Plante, S. (2022). Le réseau d'acteurs et ses représentations sociales. Méthode d'évaluation de la gestion des urgences et des risques à Saint-André de Kamouraska. *Revue canadienne de gestion des urgences*, 2(1).

- Laurent, É. (2018). La protection sociale : De l'incertitude au risque, de l'État Providence à l'État social-écologique. *Revue Française de Socio-Economie*, n° 20(1), 191-194.
- Lescano, A. (2013). Stéréotypes, représentations sociales et blocs conceptuels. *Semen - Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 35, 14.
- Lévi-Strauss, C. (1962). *La pensée sauvage*. Pocket.
- Loudiyi, S., Angeon, V., & Lardon, S. (2004). Capital social et développement territorial. Quel impact spatial des relations sociales? 16.
- Mannoni, P. (2010). *Les représentations sociales (5e éd. mise à jour)*. Presses universitaires de France. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb422066602>
- Melé, P. (2008). Identifier un régime de territorialité réflexive. 45-55.
- Mélice, A. (2009). Un concept lévi-straussien déconstruit : Le « bricolage ». *Les Temps Modernes*, 656(5), 83-98. <https://doi.org/10.3917/lm.656.0083>
- Metzger, A., David, F., Valette, P., Rode, S., Martin, B., Desarthe, J., & Linton, J. (2018). Entretenir la mémoire des inondations via les repères de crue ? Développement durable et territoires. *Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 9, n°3, Article Vol. 9, n°3. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.12937>
- Morin, A. (1992). *Recherche-action intégrale et participation coopérative. Méthodologie et études de cas. : Vol. I*. Éditions Agence d'Arc.
- Mormont, M. (2014). Le sociologue dans l'action collective face au risque. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8235>
- Moscovici, S. (1989). Des représentations collectives aux représentations sociales. In G. Balandier, *Les représentations sociales* (p. 62-86). Presses Universitaires de France.

- Moulin, C., Faytre, L., & Bauduceau, N. (2017). Réduire la vulnérabilité des territoires aux inondations : Évaluer pour agir. *Sciences Eaux & Territoires*, 2(23), 12. <https://doi.org/10.3917/set.023.0012>
- MRC de Kamouraska. (2021). MRC de Kamouraska—Profil socioéconomique. MRC de Kamouraska. <https://www.mrckamouraska.com/profil.php>
- Municipalité de Saint-André-de-Kamouraska, Organisme de bassins versants de Kamouraska, L'Islet, & Rivière-du-Loup. (2013). L'aboteau de Saint-André. Un cadre de gestion. Une question de sécurité publique.
- Ollivier, G. (2017). L'analyse qualitative avec Nvivo. HAL archives-ouvertes, hal-02788505, 77.
- Pahl-Wostl, C. (2009). A conceptual framework for analysing adaptative capacity and multi-level learning process in resource governance regime. *Global Environmental Change*, 19, 354-365.
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2012). L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales (3ième). Armand Colin.
- Pires, A. (1997). De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales. In J. Poupart (Éd.), *La recherche qualitative; Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 3-54). Gaëtan Morin Éditeur.
- Plante, S., Chouinard, O., & Martin, G. (2011). Gouvernance participative par l'engagement citoyen à l'heure des changements climatiques. Études de cas à Le Goulet, Pointe-du-Chêne et Bayshore Drive (Nouveau-Brunswick). *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, 11, 33-49. <https://doi.org/10.4000/tem.1234>
- Rey-Valette, H., Bazart, C., Lautredou-Audouy, N., & Blayac, T. (2017). Adhésion des populations à une gouvernance territoriale favorisant l'anticipation du changement

climatique : Le cas de l'adaptation à la montée du niveau de la mer. 18 p.
<https://hal.inrae.fr/hal-02790953>

Rey-Valette, H., & Mathé, S. (2012). L'évaluation de la gouvernance territoriale. Enjeux et propositions méthodologiques. *Revue d'Economie Regionale Urbaine*, 5, 783-804.

Rus, H. A. (2012). Environmental Depletion, Governance, and Conflict. *Southern Economic Journal*, 78(4), 1305-1332. <https://doi.org/10.4284/0038-4038-78.4.1305>

Santos Silva, J. (2017). Apprentissage collectif et résilience des communautés côtières à l'heure des changements climatiques : Les cas de Sainte-Flavie et de Rivière-au-Tonnerre (Québec) [Phd, Université du Québec à Rimouski].
<http://semaphore.uqar.ca/1345/>

Urbano, Fra. P. (Éd.). (2015). *Risk governance : The Articulation of Hazard, Politics and Ecology*. Springer.

Vasseur, L., May, B., Gauthier, S., Caspell, M., & Baker, J. (2022). Options for Building Resilience Through Values-Based On-Line Engagement. *The Zone*, 3-5.

Wiltshier, F. (2011). Researching With NVivo. *Forum Qualitative Sozialforschung / Forum: Qualitative Social Research*, 12(1), Article 1. <https://doi.org/10.17169/fqs-12.1.1628>

CHAPITRE 5

ANDREENNES, ANDREENS : QUELLE CITOYENNETE A L'HEURE DES DEFIS CLIMATIQUES ?

5.1 RESUME

En 2010, le village de Saint-André-de-Kamouraska, au Québec a fait face à une submersion. Quel est l'effet de ce genre d'événement sur la place qu'occupe l'environnement dans la vie politique andrénienne? Nous définissons la relation du citoyen à l'environnement à Saint-André-de-Kamouraska et nous déterminons la trajectoire historique de l'intégration des préoccupations environnementales dans le vécu citoyen. Nous atteignons ces objectifs par la réalisation d'entretiens et l'analyse des archives de journaux municipaux et des procès-verbaux des rencontres du conseil municipal. Nous entamons une réflexion sur les changements au sein des représentations sociales du rôle citoyen et de l'intégration de préoccupations environnementales dans l'exercice de ce rôle politique.

Quelle influence exercera l'anthropocène sur la compréhension collective et individuelle du rôle de citoyen? Est-ce que les défis climatiques actuels font naître une nouvelle personnalité politique, une nouvelle forme de citoyenneté? L'exemple Saint-André-de-Kamouraska s'avère informatif d'un vécu territorial marqué par l'événement météorologique extrême.

Cet article, intitulé « *Andréennes, andréens : quelle citoyenneté à l'heure des défis climatiques ?* », a été soumis pour publication en août 2023 dans la *revue française de sociologie*. En tant que premier auteur, j'ai contribué à l'essentiel de la recherche sur l'état de la question, au développement de la méthode, à la réalisation de la collecte, au traitement et à l'analyse des données. Le professeur Steve Plante, second

auteur, a aidé au développement de la méthode, à la collecte, ainsi qu'à la révision de l'article.

5.2 ANDREENNES, ANDREENS : QUELLE CITOYENNETE A L'HEURE DES DEFIS CLIMATIQUES ?

5.2.1 Introduction

Les défis que posent les changements climatiques (CC) sont à la fois des enjeux environnementaux et sociaux. Autant la perte de la biodiversité, l'érosion des berges, les plantes envahissantes que la réorganisation du vivre ensemble et du système économique sont des exemples de ces enjeux. Les CC ont et continueront d'avoir des effets transformateurs sur les sociétés humaines.

Le 6 décembre 2010, ce qui n'était alors qu'un risque méconnu s'est concrétisé à Saint-André-de-Kamouraska (SAdeK). Le vent et les hautes marées ont conjugué leurs forces. L'aboiteau, sorte de digue acadienne qui ceint le village, ne réussit pas à contenir le fleuve Saint-Laurent. Le cœur du village est submergé (Paradis, 2020). L'événement du 6 décembre 2010 entraîne indubitablement des changements dans la municipalité bas-laurentienne. Le service de sécurité incendie coordonne une mise à jour des plans d'urgence, la municipalité renforce et élève l'aboiteau. Le 21 mars 2022, après d'autres épisodes d'inondations et de submersion dans la province, le gouvernement du Québec modifie sa législation en lien avec les zones inondables. Le régime transitoire pour la gestion des zones inondables devient « un obstacle majeur à l'aménagement du territoire pour les municipalités qui bordent le fleuve Saint-Laurent et qui doivent composer avec la présence des aboiteaux » (Lavoie, 2022). Les défis climatiques ne viennent pas sans la renégociation des modes d'organisation des sociétés et de la gestion des risques, rappelant que l'après-crise est l'avant crise de la prochaine. Pareille renégociation a une dimension politique forte. Les risques, l'adaptation et la résilience font désormais l'objet de débats, de discussions qui meublent la vie politique andréenne.

Dans ce contexte, quelle place occupe l'environnement dans la vie politique andréenne? Cette question, abordée dans cet article, fait partie d'une réflexion plus large. Y trouver réponse permet de déterminer : « Comment passe-t-on à l'action en termes d'adaptation et de résilience aux défis climatiques? »

L'ère qui s'ouvre à nous, marquée par des crises climatiques, renouvelle les modes de participation à la vie politique locale, liée au territoire (vécu territorial). Une écocitoyenneté en émergence serait la marque d'une transformation du rapport au politique chez les citoyens et une transformation de l'action citoyenne, particulièrement sur le sujet de l'environnement. Devenir écocitoyen fait référence à l'adoption de règles, à la réalisation d'apprentissages de divers ordres, notamment cognitifs et éthiques, ainsi qu'à la participation, au débat et à la prise de décision (Martinez & Chamboredon, 2011; Naoufal, 2017, p. 111). La citoyenneté est entendue comme la dimension politique du vécu territorial, du fait d'« habiter ». Le développement de l'écocitoyenneté est la face politique de la transition social-écologique, la transformation politique des rapports entre Humains et Nature (Sauvé, 2013). L'écocitoyenneté s'exprime dans les capacités d'adaptation, de résilience et dans la prise en compte des risques. Nous nous consacrons, dans cet article, à définir le rapport citoyen à l'environnement. Nous déterminons la trajectoire historique de l'intégration des préoccupations environnementales dans le vécu citoyen andréen.

Outre cet objectif principal, deux autres objectifs sont au cœur de ce travail. Premièrement, nous identifions les contours de ce que pourrait être une citoyenneté environnementale à Saint-André-de-Kamouraska. Nous explorons les sources de la mobilisation et de l'action collective environnementale chez les citoyens andréens. Nous nous préoccupons plus particulièrement du renforcement des capacités d'adaptation et de résilience, qui sont des défis qui ont autant de caractéristiques physiques (Ouranos, 2010, 2015) que sociales (Berkes & Folke, 1998; Ferro-Azcona et al., 2019).

Deuxièmement, nous définissons les contours d'une citoyenneté environnementale en explorant des espaces communautaires occupés par des discours politiques et environnementaux. Les journaux municipaux publiés sur le territoire de la municipalité depuis l'année 2000 et les décisions prises par le conseil municipal depuis 2000 sont les matériaux travaillés pour atteindre cet objectif. La trajectoire historique d'une préoccupation environnementale andréenne se distingue par cette démarche. Aussi, elle permet la mise en

évidence de l'effet de l'événement extrême sur le développement de l'écocitoyenneté et sur le renforcement des capacités d'adaptation et de résilience.

La poursuite de ces deux objectifs offre l'opportunité de réfléchir les modalités du changement. Plus particulièrement aux changements qui surviennent dans les représentations sociales (RS) qui se retrouvent dans les collectivités et les individus. Les réponses à offrir aux défis des CC passent par la transformation des façons de penser, d'imaginer. Ces transformations collectives se produisent dans les RS. Une RS, c'est un ensemble d'idées, d'images d'informations, d'opinions, d'attitudes, de valeurs qui habitent un espace symbolique partagé par les membres d'un groupe (Bonardi & Roussiau, 1999; Lescano, 2013). Les RS sont influencées par l'environnement qui nous entoure (Brassier et al., 2011; Jaquet, 2011; Joffe, 2003). Une approche territoriale offre un éclairage intéressant sur la question de l'adaptation et de la résilience et prend en considération les facteurs territoriaux dans les transformations des RS. De plus, une approche territoriale favorise la réflexion quant aux limites sociales-écologiques d'un territoire. La compréhension collective de ces limites se retrouve dans l'expression des vécus territoriaux des répondants. La nouvelle relation développée par les résidents de SAdeK après la submersion de 2010 en est un exemple.

Trois parties forment cet article. Dans un premier temps, nous cadrons de manière théorique ce que peut devenir l'exercice de la citoyenneté lorsqu'elle s'approprie la question des changements climatiques. Dans un deuxième temps, nous expliquons la démarche suivie, sur le territoire de SAdeK, afin de récolter les données nécessaires à l'atteinte de nos objectifs de recherche. Dans un troisième temps, nous présentons les résultats obtenus après traitement, avant de discuter de l'analyse de ceux-ci. Cette ultime étape permet de déterminer l'émergence d'éco-andréens et d'éco-andréennes et de montrer la portée de l'action citoyenne environnementale sur ce territoire du Kamouraska. C'est à cette occasion qu'est discuté l'impact d'un événement extrême sur l'émergence et le développement d'une identité citoyenne environnementale.

La participation citoyenne prend des formes multiples, lesquelles sont liées à un vécu territorial. À l'anthropocène, les crises climatiques bouleversent les territoires et

transforment, par le fait même, les modalités de l'expérience citoyenne (R. Barbier & Larrue, 2011; Bertoldo & Bousfield, 2011; Cloutier et al., 2015). Des mobilisations et des actions citoyennes intègrent partiellement ou portent exclusivement des valeurs de protection de l'environnement. L'écocitoyenneté se positionne comme une participation citoyenne actualisée aux volontés de transformations des rapports sociaux-écologiques (Arpin-Simonetti, 2016; Ginsburger, 2020; Sauvé, 2016; Séguin & Tremblay, 2005). En 2010, le risque climatique s'est matérialisé à Saint-André-de-Kamouraska. Le 6 décembre 2010, les représentations sociales qu'avaient les andréens de leur village ont été bouleversées. Une dizaine d'années plus tard, est-ce que l'expérience de la citoyenneté s'en est vue transformée?

5.2.2 Cadre théorique : l'exercice de la citoyenneté face aux défis climatiques

La lutte contre les CC peut être représentée de différentes façons. Elle peut être une adaptation, un changement dans nos modes de vie qui se fait en réponse à la nouvelle donne climatique (Lamari & Lucas Jacob, 2015). Tel est le cas de la décarbonation de nos économies afin de diminuer la quantité de GES présents dans l'atmosphère. La lutte aux CC peut aussi faire référence à la résilience, au développement d'une capacité personnelle ou collective à s'ajuster aux chocs (Barroca et al., 2013; Bousbaine & Bryant, 2015). La plupart du temps, des exemples de diminution de la vulnérabilité ont pris la forme de projet en dur, tels, l'élévation de murets, l'enrochement des côtes, ou encore, plus récemment, les recharges de plages. La notion de transition sociale-écologique propose d'emmener plus loin la lutte aux CC. Elle offre de transformer les systèmes économiques et sociaux de nos sociétés, avec comme but l'atteinte d'états d'équilibres dynamiques entre les besoins d'origine sociale, d'une part et les besoins environnementaux, d'autre part (Bombenger & Larrue, 2014; Courtemanche et al., 2022; Pellaud, 2017). La transition, lorsqu'elle est qualifiée de sociale-écologique, fait référence à un vaste fond théorique, dont le développement remonte aux années 70 (Berkes et al., 2002; Binder et al., 2013; Lade & Niiranen, 2017). Un des héritages de cette réflexion est de prendre en considération, dans les approches de transitions sociale-écologiques, est de mettre sur un pied d'égalité, les besoins d'un système social et ceux d'un système écologique avec l'objectif de maintenir un équilibre dynamique entre ces systèmes afin de préserver ses fonctions. Dans cette approche, il ne peut y avoir de développement économique ou social sans respect des limites écosystémiques (Garmestani et al., 2009; L. H. Gunderson & Holling, 2001). La transition social-écologique est le penchant systémique de la construction de l'identité écocitoyenne, le principal sujet de cette étude. Comment se développe une citoyenneté écologique dans un milieu ayant vécu un élément météorologique extrême? Partir à la recherche des traces de l'écocitoyenneté consiste en la recherche d'indicateurs et au dévoilement des mécanismes de transformation du citoyen. Nous présentons, dans un premier temps, les indicateurs sur lesquels nous nous basons pour parler

d'écocitoyenneté. Dans un deuxième temps, nous précisons les mécanismes du changement qui sous-tendent le devenir écocitoyen.

5.2.2.1 Origine de la notion d'écocitoyen.

Bien que la transition sociale-écologique ait une portée systémique, elle a été développée pour être mise en place par les États. Les États sont les seules entités dont la souveraineté leur permet d'atteindre les objectifs nécessaires à la lutte aux CC. Les échecs répétés des instances internationales à coordonner et organiser cette lutte ont démontré l'inadéquation, de la part de cet échelon de pouvoir, à prendre en charge cette question (Laigle, 2018; Roussopoulos, 2017). Nous n'avons qu'à penser aux résultats décevants des conférences des Nations Unies pour le climat, des différentes COP (*Conference of Parties*), de différents protocoles, notamment Kyoto et Paris, etc. pour nous convaincre de l'inefficacité récente de ces efforts (Aguiton et al., 2017; Audet, 2017). À l'échelle nationale, les États, et plus particulièrement les États canadiens et québécois, ont eu tendance à déléguer la charge de la gestion des défis climatiques à des entités dont l'échelle d'intervention est la région administrative ou à la municipalité (Laigle, 2018; Plante, 2011; Séguin, 2017). Les États démocratiques font aussi face à une mise en doute de leurs capacités à insuffler des changements de modes de vie et à se saisir des dossiers environnementaux (Leydet, 2002; Montès, 2001).

C'est dans ce contexte qu'à l'échelle locale se développe une nouvelle vision du devoir citoyen. Par les expériences, les mobilisations, l'acquisition de nouvelles connaissances, les interventions d'organismes de défense de l'environnement, cette identité politique met au centre de ses préoccupations la crise environnementale et ses effets sur les modes de vie (Burgess et al., 1998; Moliner-Dubost, 2016; Sauvé & Orellana, 2014). Nommée parfois citoyenneté environnementale, elle sera abordée dans le présent article sous la dénomination d'écocitoyenneté. Mais qu'est-ce que l'écocitoyenneté? Prenons ici le temps de délimiter ce concept et de s'attacher à une définition qui répondra aux objectifs de cette recherche.

Nous identifions trois visions distinctes de ce qu'est l'écocitoyenneté et de sa portée sociale : le petit geste, l'éducation et la transformation sociale. Premièrement, l'écocitoyenneté est définie comme l'adoption de petits gestes par les individus, petits gestes à saveurs environnementales tels que le recyclage des déchets, le compostage, l'agriculture urbaine, l'achat responsable (Arpin-Simonetti, 2016; Blanchet Cohen & Di Mambro, 2016; Laigle, 2018). Ici, l'écocitoyenneté est vue comme une expérience individuelle qui aurait une portée sociale relativement limitée à des effets de groupes ou de masse. En effet, la transformation des modes de consommation pourrait avoir un effet transformateur sur l'offre du marché. Ce type d'écocitoyenneté s'insère dans un système régi par le marché dans lequel les citoyens et leurs actions individuelles construiraient de nouveaux types de demandes.

Deuxièmement, l'écocitoyenneté peut être comprise comme visée éducative. C'est le cas de publications de plus en plus fournies dans le domaine de l'éducation. Les pédagogues se demandent dans quelle mesure une éducation environnementale a un potentiel de transformation de la relation qui lie l'individu avec ces semblables et avec l'ensemble du monde vivant (Sauvé, 2017).

L'écocitoyenneté et l'écoresponsabilité comme visées politiques et éthiques de l'éducation à l'environnement ont en commun d'être à la fois des « finalités », des « valeurs » et même des caractéristiques perceptibles d'une « identité personnelle et sociale » à construire. Elles impliquent de questionner à nouveaux frais, le rapport à soi, à l'autre, à la cité, au monde, elles demandent de revisiter le « sujet » de l'éducation, de repenser les pratiques éducatives autant que les démarches de la recherche en éducation. Elles demandent un modèle anthropologique de l'éducation. (Martinez & Poydenot, 2009)

Ces deux définitions offrent peu de préhension dans le contexte de notre travail de recherche. Nous y préférons une définition faisant de l'écocitoyenneté un moyen de débat et de transformation social, une expression de l'identité citoyenne dans l'action individuelle et collective.

Cette troisième vision de ce que peut être l'écocitoyenneté trouve son origine dans des travaux portant sur une « transition citoyenne écologique ». Guattari (1989) la présente

comme une volonté de lier. Il soutient que la rupture du lien de l'être humain à son milieu est source de désaffiliation sociale. « La transition citoyenne tente un renversement de perspective, en s'arrimant au lien social pour renouer d'autres interactions avec les milieux » (Laigle, 2018, p. 1) Le développement d'une écocitoyenneté intègre une sensibilité à l'égard de l'environnement et qui est internalisé dans l'expression de revendications politiques et sociales. L'écocitoyenneté demande à l'action publique d'évoluer vers une démocratie de proximité et d'interactions dans laquelle les citoyens aux préoccupations sociales-écologiques auront leurs places (Laigle, 2018). Elle se positionne comme une forme moderne et actualisée de l'exercice des droits démocratiques citoyens dans l'objectif de la sauvegarde, de la préservation environnementale. L'écocitoyenneté, vue de cette façon, est le pendant citoyen de la transition sociale-écologique (Biehl, 2013).

L'écocitoyenneté s'exprime au travers d'indicateurs qui sont à la fois d'ordre individuel et collectif (Naoufal, 2017) et fait référence à un « engagement en faveur de systèmes de valeurs, d'expérimentation et d'évolution des pratiques de vie » identifiable autant dans le discours des citoyens que dans les actions entreprises dans leur communauté (Laigle, 2018). C'est l'intégration des devoirs et des responsabilités politiques des habitants envers l'environnement (préservation, adaptation et résiliences) qui définissent les pourtours de l'écocitoyenneté. C'est la dimension politique qui fait la différence entre le résident et le citoyen. En matière collective encore, c'est la capacité de débat, de prise de parole publique qui se dessine comme déterminant de l'identité politique. Sauvé (2013) décrit ce à quoi tend le fait  cicitoyen, soit « une citoyenneté critique, compétente, créative et engagée à l'égard des questions sociales-écologiques, capable et désireuse de participer aux débats publics, à la recherche de solutions et à l'innovation  cosociale » (Sauvé, 2013, p. 21). Au niveau individuel, cette identité politique est faite de gestes (Arpin-Simonetti, 2016; Blanchet Cohen & Di Mambro, 2016; Laigle, 2018), et d'une remise en question de nos modes de vie individuels (Naoufal, 2017).

Résumons. L' cicitoyennet , au niveau collectif, prend la forme d'un engagement d'un individu envers une collectivité. Cet engagement se traduit par des actions concrètes et par

l'intégration d'une conscience de groupe chez l'individu. L'écocitoyenneté, toujours au niveau collectif, prend aussi la forme d'un espace de débat au sein duquel nous assistons à différentes formes de remise en question des modalités de la relation entre Humains et Nature. Finalement, au niveau individuel, l'écocitoyenneté poursuit la remise en question de la relation entre Humain et Nature et traduit ces nouvelles positions par l'adoption de nouvelles habitudes.

Les actions collectives, le niveau d'engagement d'un individu envers la société, les gestes individuels et la réflexivité critique inhérente au déploiement de ces gestes sont des indicateurs que nous retrouvons dans les pratiques des citoyens d'une municipalité. En temps de pandémie, contexte dans lequel s'inscrit cette recherche, mettre en évidence les lieux physiques où prend place le débat citoyen s'est avéré impossible. C'est pourquoi nous explorons ce que sont et ce que permettent les *civic tech* (technologies civiques) dans cette recherche. Les technologies civiques se présentent comme de nouvelles formes d'exercice de la citoyenneté. « La *Civic Tech* constitue une sphère créative, très diverse et en constante expansion, qui permet aux citoyens d'intervenir dans la vie publique de manière informée et participative » (Manier, 2016, p. 260). Beaucoup d'espoirs sont mis dans le potentiel transformateur de l'utilisation de tels outils qui prennent la plupart du temps la forme d'applications téléphoniques ou de sites web (Theviot & Treille, 2018). Les technologies civiques permettraient une plus grande participation en facilitant l'accès (ex. quand les acteurs sont prêts et là où ils sont), une plus grande redevabilité (*accountability*) des élus et de la transparence. Leur usage est souvent lié à une volonté de développement d'un vécu démocratique qui soit plus participatif (Manier, 2016).

Notre objectif en utilisant ces technologies dans notre recherche est de déterminer si un lieu de débat politique existe dans sa version numérique à SAdeK. Facebook, Twitter, etc. sont déjà des lieux de prise de position et d'information importante dans la société (Bell, 1994; Greffet & Giasson, 2018). Nous reconnaissons que la vie numérique citoyenne fait désormais partie de la vie citoyenne. L'usage de technologies civiques dans ce travail nous permettra d'en voir la profondeur à SAdeK.

5.2.2.2 Devenir écocitoyen : représentations sociales, changements et actions collectives.

Définissons d'abord ce qu'est une RS avant de démontrer comment elles permettent de comprendre le changement. Les RS peuvent se définir par un ensemble d'idées, d'images, d'informations, d'opinions, d'attitudes, de valeurs, etc. qui habitent un espace symbolique partagé par les membres d'un groupe (Bonardi & Roussiau, 1999; Lescano, 2013). Ce bagage commun fait référence aux manières de mettre de l'ordre dans le désordre (p. ex. explication d'un événement, justification d'une décision, choix d'un cadre méthodologique ou conceptuel). L'argument et l'argumentaire choisi par les individus reposent sur des espaces partagés par l'apprentissage de connaissances reconnues comme adéquates pour aborder, saisir et expliquer les situations que nous cherchons à comprendre, à interpréter ou à transformer les phénomènes qui nous entourent. L'internalisation, chez l'individu et au sein du groupe, des devoirs et responsabilités des citoyens quant à l'environnement est construit autour de RS.

Le changement, lorsque nous l'approchons par les RS, s'explique par la place qu'occupent les représentations au sein de l'ensemble des RS, soit leurs champs représentationnels. Cette place qu'occupent les RS, leur importance dans leurs champs respectifs, fait d'elles des représentations qui peuvent être soit centrales, soit périphériques (Abric, 1994; Bonardi & Roussiau, 1999). Les représentations centrales donnent une cohérence et sa signification à la RS. Les éléments périphériques, moins diffusés dans l'ensemble social, agissent à titre de compléments à la RS. La centralité et le caractère périphérique des RS sont vus comme des positions dynamiques. C'est dans ces positions mobiles que s'opèrent les changements dans les RS. Une représentation périphérique peut gagner en importance, s'élevant à titre de représentation qui peut alors accompagner ou remplacer des représentations centrales (Bourgeat, 2002; Flament & Rouquette, 2003; Moscovici, 1989). Prendre en compte les RS facilite l'aménagement de changements sociaux. Pour illustrer notre propos, Honegger et al. (2015) prennent pour exemple un projet de gestion de la rivière de la Sèvre nantaise, en France. Prendre en compte les représentations sociales des riverains a rendu socialement

acceptables les travaux sur la rivière. Recueillir les sentiments, les perceptions, les avis des acteurs locaux (riverains, élus, décideurs) concernant l'état de la rivière, son aspect physique et les changements envisageables ont concouru à cette acceptabilité, donc à un certain changement des RS des riverains.

Le changement, dans l'étude des réponses à des événements extrêmes, se distingue des impacts. Plus profond que les contrecoups matériels, le changement touche aux RS (Meira & González Gaudiano, 2016). L'importance de l'événement exercera, théoriquement, une influence sur la profondeur du changement.

Change, as distinct from impacts, encompasses formal and informal responses to disaster events and their direct and indirect impacts. While smaller disasters do not often lead to significant changes in societies and organizational structures, major disasters have the potential to change dominant ways of thinking and acting (Birkmann et al., 2010, p. 637)

Certains défis au changement se posent lorsque nous parlons de risques. La minimisation du risque et sa projection dans l'espace et le temps sont des phénomènes que les études sur les perceptions du risque ont mis en évidence (Hellequin et al., 2013). Zabini et al (2021) ont constaté dans leur étude que la perception des inondations des risques liés aux inondations dépend de l'âge, de l'éducation, de la proximité d'une zone à risque et de l'expérience directe. Les personnes ayant connu une inondation se disaient mieux préparées et informées que les autres. Certains résidents des zones à risque avaient tendance à sous-estimer le risque réel d'inondation. Nous nous retrouvons face à une situation similaire à SAdeK.

Les enjeux d'écocitoyenneté se saisissent au travers des dynamiques et des tensions sociales, politiques, économiques et environnementales. L'étude de l'action collective des mouvements sociaux a permis de délimiter les contours de cette identité civique (M. Séguin & Tremblay, 2005). L'action collective, entendue comme la mise « en commun des ressources pour atteindre des objectifs qui n'auraient pas été atteints individuellement » (Loudiyi et al., 2004, p. 5), construit notre compréhension de l'écocitoyenneté andréenne (Sauvé, 2013; M. Séguin & Tremblay, 2005). L'exercice de l'écocitoyenneté, dans son aspect collectif, passe par la mise en commun des ressources (par ex. argent, pouvoir, compétences,

ressources humaines). Sa nature citoyenne donne une saveur politique aux objectifs à atteindre. Sa nature écologique fait de l'environnement l'élément structurant de la proposition citoyenne.

L'écocitoyenneté se réfère à l'implication, dans la vie politique et sociale, des résidents d'un territoire. La théorisation qui a été faite de l'action collective appuie notre référence à des indicateurs tels que l'engagement et le débat dans notre recherche d'écocitoyenneté. La communauté sociale émerge autour d'actions et non de points de vue partagés, comme le souligne Billé (2006). « Contrairement à une idée répandue, ce n'est donc pas le consensus qui caractérise la communauté, mais l'objet d'action collective autour duquel des individus décident de se rassembler »(p. 7).

Quelles différences entre des revendications à thématique environnementale et le développement d'une écocitoyenneté? Les modalités de l'action collective et la façon dont le changement prend prise au niveau des représentations sociales font la distinction entre ces deux situations. C'est ce cadre théorique qui nous permet d'explorer la question du développement d'une citoyenneté environnementale à SAdeK. En nous y référant, nous pourrions situer le potentiel politique et social de l'action environnementale andréenne.

5.2.3 À la recherche d'une citoyenneté environnementale, une méthode.

Nous mesurons l'écocitoyenneté au travers de pratiques et par l'exploration de l'intégration de représentations individuelle, qui forme collectivement des RS. Notre méthode de collecte s'intéresse à des répondants qui prennent la forme de citoyens, de citoyens aînés et de publications municipales.

Notre étude de l'écocitoyenneté se base sur la mise en évidence de discours et leurs analyses. Les arguments et les argumentaires qui sont avancés par les individus nous indiquent les formes que prennent les RS, comme nous le soulignons précédemment. Nous faisons la distinction en deux types de discours. D'un côté, nous accédons au discours citoyen, au travers d'activités de « porteurs de paroles » et d'« assemblées de cuisine ». De l'autre, nous mettons en évidence le discours municipal dans ses formes communicationnelles et décisionnelles. L'Info de Saint-André et les articles qui le composent est la source sur laquelle nous recueillons les communications entre la municipalité et les citoyens. Cette forme de discours est teintée d'une volonté pédagogique et informative. Les décisions du conseil municipal constituent notre source qui permet d'aborder le discours municipal décisionnel. Nous considérons ces décisions comme une forme d'aboutissement, par l'intégration (cristallisation) des revendications politiques environnementale au niveau local. L'analyse de ces décisions et du traitement réservé aux enjeux environnementaux admet une réflexion sur la codification des RS écocitoyenne.

5.2.3.1 Présentation des journaux municipaux.

L'Info de Saint-André est le journal actuellement publié par la municipalité de SAdeK. Avant cette date, c'est le journal *Le Glaneur* qui avait le rôle d'informer les citoyens de l'actualité villageoise. La parution d'un journal municipal débute en décembre 1989. La parution est parfois mensuelle, parfois par mois groupés (principalement les mois d'été) et devient bimensuelle de 2006 à 2011. *L'Info* est mensuelle depuis le début de son impression. Le journal est le principal outil de communication déployé par la municipalité pour rejoindre les

citoyens. Mis à part le journal, la municipalité publie aussi des messages d'intérêt public sur sa page Facebook. Le journal est édité par le maire, Gervais Darisse, depuis 2012. S'y retrouve notamment : des informations sur les activités des comités du village, des partages de photos, des chroniques historiques, des vœux des fêtes, une recherche de minou égaré, des remerciements de la part de citoyens qui, comme cette dame, a chuté et qui souhaitait remercier ses bons samaritains. « Ce printemps, j'ai été victime d'une chute sur la glace. Je désire remercier tous ceux qui m'ont aidé lorsque j'ai fait ma chute, que ce soit pour le transport, les repas ou l'aide à domicile. » (Michèle Desjardins, l'Info 17.05, 4)

5.2.3.2 Les collectes et leurs méthodes de traitement et d'analyse.

Nous avons mis en place une multiplicité de moyens afin de faire apparaître ce qui pourrait être une parole écocitoyenne. Ces moyens ont été déployés au niveau physique et au niveau numérique. Voici comment nous avons eu accès aux discours citoyens et aux discours provenant de la municipalité.

Premièrement, nous approchons le discours citoyen au travers de quatre méthodes. Deux de ces méthodes correspondent à notre recherche d'un espace citoyen matériel alors que les deux autres s'intéressent au même espace, mais dématérialisé.

Au niveau physique d'abord, nous avons réalisé des entretiens semi-dirigés. Les 2 et 10 juillet 2021, nous avons tenu des activités « porteurs de paroles ». Ces activités proposaient aux passants et aux citoyens andréen de discuter avec l'équipe de recherche¹⁸ et de partager leurs pensées ou opinions sur une ou plusieurs amorces suivantes :

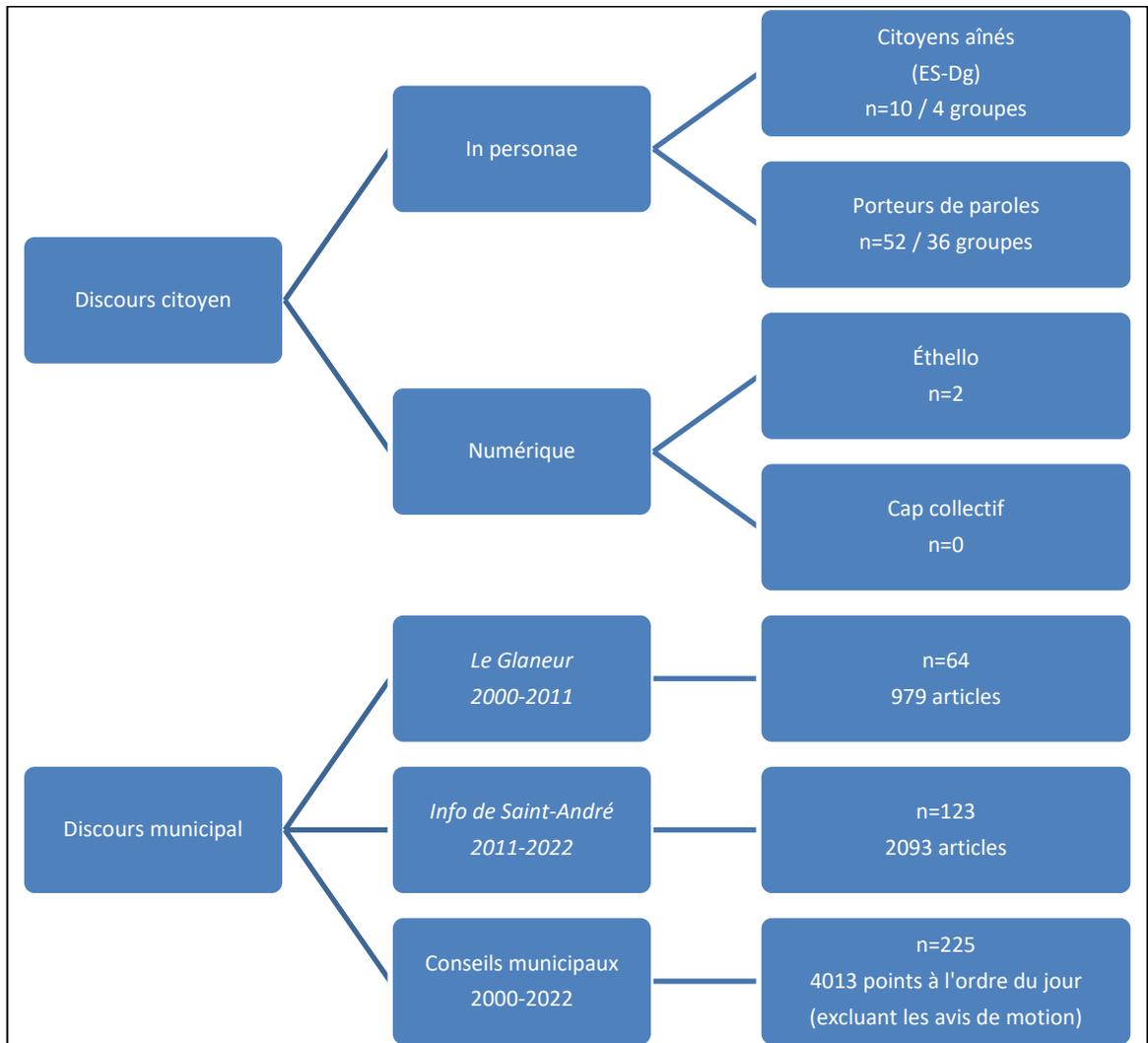
1. La santé, l'environnement et vous : et alors?
2. Se préparer aux changements climatiques : avec ou sans toi?
3. Le vivre-ensemble chez les andréens : votre expérience, vos désirs.

¹⁸ Composée de Steve Plante, Camille Dodeler et Alice Charbonneau. Merci à eux pour leur excellent travail lors de ces activités de recherche, ainsi qu'aux participants.

Les amorces ont été définies par l'équipe de recherche à partir des résultats provenant de recherches précédentes à SAdeK et spontanément, en lien avec les affinités de recherche des membres de l'équipe. Les membres de l'équipe de recherche animent le débat au travers des discussions avec les répondants. Ils prennent en notes les éléments de réponse et les positions exprimées par les répondants. L'opportunité de création d'affiches est proposée aux répondants qui, en écrivant un résumé de leurs positions, meublent physiquement l'espace public durant la durée de l'activité. Les activités « porteurs de paroles » ont fait intervenir trente-six groupes de personnes, totalisant cinquante-deux répondants. De ceux-ci, dix-huit sont des citoyens andréens, alors que les autres sont de passage (touristes, n=18) ou n'ont pas voulu nous communiquer leur lieu de résidence (ND, n=16). De plus, nous avons réalisé quatre entrevues semi-dirigées de groupe (ES-Dg) avec des citoyens aînés, ce qui nous a permis la collecte des opinions de dix répondants. Ces ES-Dg se sont déroulées le 14 juillet 2021. L'ensemble de ces données ont fait l'objet d'une analyse thématique de discours et de regroupement thématique lorsqu'il s'agissait de faire sens des affiches (Fallery & Rodhain, 2007). L'analyse thématique a été réalisée à l'aide du logiciel NVivo (Ollivier, 2017; Wiltshier, 2011).

Au niveau dématérialisé ensuite, deux plateformes ont été mises en ligne. La plateforme Éthello a été effective du mois de juin au mois d'octobre 2021. Deux répondants y ont fait connaître trois opinions. La plateforme CapCollectif a été en ligne du 13 juillet au 12 septembre 2021. La promotion de la participation à cet espace en ligne a été assurée par les équipes de recherche animant les activités « porteurs de paroles », par le journal local, par le bouche-à-oreille et par une publicisation par affichage dans la partie centrale du village. Malgré ces efforts, aucun citoyen n'a répondu à l'appel. La piètre qualité des données récoltées et la faible participation suscitée par ces outils en ligne ont entraîné sa mise à l'écart de l'analyse. Nous proposons toutefois une réflexion sur ces outils et sur l'existence d'un espace citoyen numérique dans la discussion de cet article.

Figure 5.1. Résumé de la méthodologie de recherche.



Deuxièmement, nous approchons le discours municipal au travers de trois types de documents et de l'analyse de ces archives. Les fonds documentaires exploités sont : *Le Glaneur*, *l'Info de Saint-André* et les procès-verbaux des réunions du conseil municipal. Nous prenons en considération les numéros du *Glaneur* courant de 2000 à 2011. Avant cette date, le fonds d'archive est trop épars et devient très peu significatif. Nous travaillons avec les archives de *l'Info* allant d'août 2012 à décembre 2022 et avec les procès-verbaux allant de novembre 2001 à décembre 2022. Nous avons consulté 64 numéros du *Glaneur*, qui totalise 979 articles. 123 numéros de *l'Info* ont été traités, pour un total de 2093 articles. Nous avons

dénombré un total de 4013 points à l'ordre du jour des conseils municipaux, répartis sur 225 réunions. Dans les procès-verbaux des conseils municipaux, nous n'avons pas pris en compte les avis de motion, puisque cela aurait eu pour effet de doubler le poids d'une décision par rapport aux autres rubriques ne nécessitant pas de ce type de préavis pour être traitées. Ces deux natures de données ont fait l'objet d'une analyse lexicométrique et par regroupements thématiques (Fallery & Rodhain, 2007).

5.2.4 Résultats

Cette section retrace les résultats obtenus et fait apparaître les trois discours que prennent les citoyens, la municipalité et le conseil municipal. Nous abordons séparément chacun de ces discours, à la recherche d'un espace de vécu écocitoyen.

5.2.4.1 Ce que les citoyens en disent

Une des questions d'amorce s'intéresse au lien des répondants à l'environnement sous l'angle de la santé. La qualité de vie est la notion qui structure les réponses reçues. Les répondants se réfèrent majoritairement à une comparaison entre ville et campagne dans leurs argumentaires. Ils soulignent la plus grande proximité à la Nature que permet la vie à l'extérieur de plus grands centres. Un exemple de ce type de partage nous est fourni dans cet extrait de notes. « Saint-André : Le bien-être, les oiseaux, le vent, une belle qualité de vie. [...] Je me sens mieux ici grâce à cet environnement, je ressens moins de stress » (répondant 1). La santé environnementale représente pour les Andren.ne.s, une dimension environnementale, située à l'extérieur de leurs habitations. Selon les Andren.ne.s, la santé environnementale contient une dimension psychologique en ce sens où cette proximité à la nature (coucher de soleil, calme, etc.) influence de manière positive leur santé mentale. Une note laissée par un répondant durant l'activité de porteur de parole démontre cet aspect. « Avec la splendeur de ses couchers de soleil et le rythme berçant de son fleuve, le doux Kamouraska nous garde dans le moment présent, seule adresse de la vie » (répondant 2).

Par ailleurs, les représentations des répondants quant au lien entre santé et environnement sont associées à l'activité physique extérieure. Ils notent la disponibilité de nombreux sentiers sur le territoire, lieux de marches, de course à pied et de ski. Le sentier de l'aboiteau, mis en place après la réfection de celui-ci, est une référence centrale dans nos données. « On vit dans la nature. Il y a beaucoup de sentiers de marche. Cet accès vers le plein air, ça aide à la santé. Je marche 10km par jour » (répondant 3). Ces représentations s'étendent également à des actions entreprises par la municipalité et les groupes citoyens. La régulation des moustiques et des plantes jugées nuisibles et envahissantes en est un exemple.

La deuxième amorce déployée pendant la collecte touche aux liens qui unissent les résidents de SAdeK, à l'environnement social et citoyen vécu. De nombreux résidents ont mentionné que la proximité sociale avec leurs concitoyens participe de manière favorable à leur qualité de vie. Le répondant 4 le souligne en ces termes : « Je suis bien à Saint-André, car les gens sont sociables, gentils ». La situation s'inverse toutefois dans les réponses récoltées lors des entretiens avec les personnes âgées. Ces répondants ont mentionné un sentiment d'isolement par rapport au reste du village, un éloignement de leur famille, une perte d'autonomie, et un éloignement générationnel dans la société entre les plus jeunes et les plus vieux, comme ici, dans ces deux extraits: « nous sommes bien inclus dans la résidence et beaucoup moins à Saint-André » (groupe de répondants 2). « Ils (les jeunes) y travaillent tous, et y viennent pas nous voir » (groupe de répondants 1). Le peu d'espaces publics qui permettent la rencontre citoyenne a été noté par les répondants. Ils soulignent que les espaces publics répondent à des besoins d'utilisations personnelles et sont des lieux de passages plutôt que de rencontres. Le sentier de l'aboiteau est, dans ce cas-ci, pris en référence. Nous confirmons cet état de fait. Nous avons nous-mêmes cherché les lieux de rencontres citoyennes à SAdeK lors de la mise en place des activités de porteurs de paroles. Le centre communautaire qui fait face au bureau de poste et le parc de l'Église ne se sont pas révélés être des lieux de rencontres. Nous avons eu de meilleurs résultats lors de la réalisation de l'activité au Dep du village. À cet endroit, le nombre de passages est élevé et nous a permis d'entrer en relation avec plusieurs résidents. Toutefois, ce lieu a avant tout une vocation commerciale et ne constitue pas un lieu de vécu d'une forme active de citoyenneté.

La troisième amorce utilisée touche aux changements climatiques et aux actions entreprises par les répondants dans le but de les atténuer ou de diminuer leurs effets. Un sentiment d'impuissance se dégage de certaines des réponses des répondants. À la manière de ce répondant, qui nous pose une question significative de la complexité de l'action climatique : « que pouvons-nous faire individuellement pour faire la différence ? » (Répondant 6). Dans un discours qui concorde avec ce sentiment d'impuissance, celui des aînés traite de l'absence de mobilisation au sein de leurs concitoyens et d'eux-mêmes. Certains iront jusqu'à se distancier de la situation climatique, sachant qu'ils n'auront pas à en vivre les impacts. « Pour

nous ce n'est pas préoccupant, car on va s'en aller » (groupe de répondants 1). De plus, les répondants âgés nous ont partagé leurs doutes quant à la possibilité que les plus jeunes générations prennent en compte leurs opinions. En lien avec l'isolation sociale vécue par ces répondants, ce témoignage démontre la difficulté de la collectivisation de l'action au sein de populations isolées. La perception des risques est caractérisée, au sein de ces groupes, par une diminution de la sévérité du risque. C'est en effet le cas en ce qui a trait au risque de submersion. La rareté de l'événement contribue à diminuer le degré de gravité perçue et vécu par les répondants, comme souligné par ces répondants : « 100 ans entre les deux [inondations], ça m'énerve pas. On peut bien faire avec la nature » (groupe de répondants 3).

Les préoccupations précédentes côtoient des points de vue proactifs et positifs au sein de la population. Ils s'expriment au travers d'appels à l'action ou par la démonstration d'une mobilisation personnelle. « C'est sûr que ça va être avec moi [lutter contre les changements climatiques]. Si on veut pouvoir rester ici, il faut faire quelque chose » (répondant 5). Les motivations exprimées pour expliquer ces positions sont la préoccupation pour un futur qui soit globalement viable et une identification forte des répondants à la protection du patrimoine naturel pour leurs enfants.

En nous basant sur ces résultats, nous avançons des caractéristiques du vécu citoyen et du vécu de la relation à l'environnement à SAdeK. L'action environnementale se déploie chez des répondants mobilisables. Ces actions se réalisent de façons proactives, visent principalement à une augmentation de la qualité de vie perçue. Elles n'ont pas de caractéristiques collectives fortes, se déroulant plutôt de manière isolée. Cette échelle d'action principalement individuelle limite sa portée transformatrice. Cela nous en dit beaucoup sur la force des RS qui touchent à l'environnement. Des discours mobilisateurs et faisant preuve d'anticipation (*proactiveness*) coexistent avec des discours de distanciation ou de diminution des risques. Cette situation nous porte à croire que ces argumentaires constituent deux RS centrales en compétition l'une avec l'autre. Aucune ne semble se démarquer, contribuant à faire de l'environnement une RS contestée.

5.2.4.2 Et les technologies civiques là-dedans?

L'implantation des outils Ethelo et Cap collectif sur le territoire a été précédé d'annonces et d'affichages. L'équipe de recherche a fait publier quatre articles dans l'info de Saint-André. La page Facebook de la municipalité a été l'hôte de publications qui invitaient à la participation. Des dépliants ont été insérés dans l'*Info de Saint-André* avant sa distribution dans le village. Nous avons aussi procédé à un affichage dans le village, à l'espace d'annonces de la municipalité et à celui du petit phare, aux alentours des principaux lieux de passage, soit la poste, le garage de Normand Thiboutot, le Dep du village, le centre des loisirs, au Tenon et à la Mortaise, aux industries Desjardins et à quelques poteaux de téléphone. Malgré les efforts déployés et la durée prolongée de la période de participation en ligne, l'outil Éthelo n'a reçu aucune participation, alors que seulement deux citoyens se sont exprimés au travers de la plateforme Cap collectif. Ces résultats nous permettent une réflexion importante sur la valeur et la portée de ces outils, réflexion que nous abordons dans la section de discussion de ce travail.

La lecture de la page facebook de la municipalité tend à confirmer l'absence d'un lieu de débat immatériel dans la communauté. En effet, la page, bien qu'elle reçoive l'attention des citoyens et que nous puissions lui avouer un certain rayonnement (1600 abonnés), a une visée informative. Aucun débat n'est rapporté sur cette page et notre expérience démontre que les modérateurs de la page contrôlent l'ensemble des publications qui s'y retrouvent.

5.2.4.3 Ce que la municipalité en dit

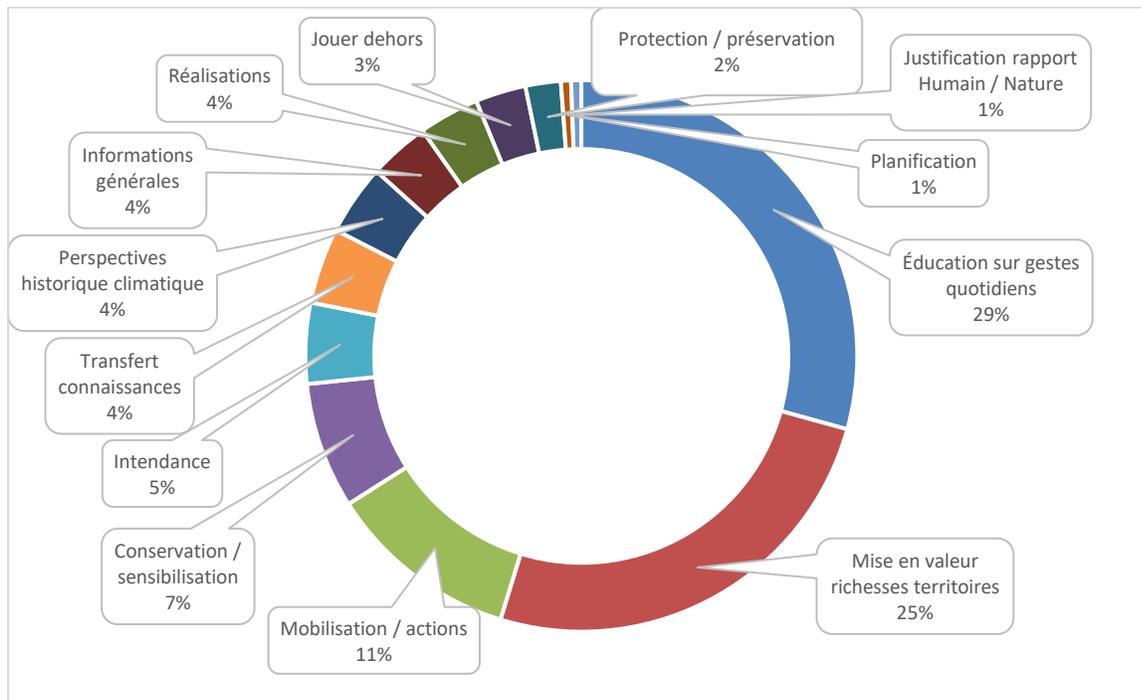
Est-ce que le discours municipal, celui qui ressort de la lecture des principaux journaux qui matérialise le paysage de l'actualité andréenne, offre un espace de vécu écocitoyen? Quels sont les contours de l'identité écocitoyenne andréenne? L'étude de l'évolution de la présence du sujet « environnement » au fil des années nous permet de répondre à cette question. Nous entendons le discours municipal non pas comme un palier de gouvernement, mais comme l'union de fait des citoyens, rassemblés par un vécu collectif défini par le territoire

administratif. D'ailleurs, nous remarquons que les citoyens se sont approprié le journal, la présence croissante de contributions diverses, au fil des années, en étant témoins.

Le premier des deux journaux andréens, le *Glaneur*, présente 37 numéros qui abordent le sujet « environnement ». Ce sont 67 articles qui développent le sujet. Ce journal propose 8 numéros qui traitent de questions de risques autres qu'environnementales, au travers de 12 articles. Le *Glaneur* traite aussi du sujet des aboiteaux de la municipalité dans 6 numéros, totalisant 7 articles. Le second journal andréen, l'*Info* traite des mêmes sujets, dans d'autres proportions. 119 numéros parlent d'environnement dans 418 articles. Il aborde les questions de risque autres qu'environnementales (par ex. incendies, accidents sur autoroute 20) dans 57 numéros, qui cumulent 67 articles. 22 numéros parlent spécifiquement de l'aboiteau au travers de 25 articles. Ainsi, des 187 numéros et 3027 articles que nous aurons consultés : 156 numéros et 485 articles traitent d'environnement ; 65 numéros en 79 articles abordent les risques autres qu'environnementaux; 28 numéros se divisent 32 articles qui s'intéressent aux aboiteaux.

Parlons des sujets qui sont traités par les journaux et comment ces sujets sont abordés. Les dossiers phares qui ont meublé l'actualité environnementale andréenne se retrouvent dans ces thèmes. La nouvelle législation en matière d'eau potable (2011), les travaux sur l'aboiteau (2011 à aujourd'hui), le développement du compostage (2013 à aujourd'hui), la création du comité moustique et les actions de contrôle de la nuisance qui en découleront (2016), la sécheresse dans le puits de la municipalité qui a conduit à la mise en place d'un second puits (2017-2020) et la mobilisation et le partage d'informations au sujet du plan d'aménagement intégrant les cotes de crues (2017 à aujourd'hui) forment l'ensemble de ces grands dossiers. Un constat surprenant émerge de ces résultats. Les risques d'inondation et de submersion sont absents de ces thèmes. Ces risques apparaissent à l'intérieur de certains des thèmes mis en évidence lors de notre analyse, mais nous restons surpris de ce caractère diffus vu le contexte particulier de SAdeK. Nous présentons, à la figure 2, la répartition par pourcentage de la couverture des thèmes qui composent le sujet « environnement ».

Figure 5.2. Répartition par pourcentage de couverture des thèmes du sujet « environnement ».



Un fait remarquable est la prépondérance des thèmes d'éducation sur les gestes quotidiens et la mise en valeur des richesses territoriales (beautés naturelles, paysages, saisonnalité). Ce dernier thème est d'ailleurs foisonnant et sa lecture suggère une trame relationnelle forte entre la beauté du territoire et la jouissance qui en résulte au sein des citoyens de SAdeK. Nous sommes témoins d'une véritable célébration de la nature et partage aux lecteurs un sentiment de fierté territorial. Dessins, photos et textes constituent ce sujet. Le poème retranscrit dans les prochaines lignes et les image 1 et 2 sont des exemples de chacun de ces formes de célébration de la nature à SAdeK.

Dans le numéro de mars 2020 de *l'Info*, l'image d'une souffleuse qui souffle son banc de neige en bordure de la route 132 est en second plan d'un texte de Gilles Vigneault dont voici la teneur.

*Ah que l'hiver tarde à passer
Quand on le passe à la fenêtre
Avec des si et des peut-être et des vaut mieux pas y penser.
L'homme est parti pour travailler, la femme est seule, seule, seule,
L'homme est parti pour travailler, la femme est seule à s'ennuyer.
Ah! Que le jour tarde à venir quand on se lève avec l'étoile
Et on a beau lever la toile, la nuit s'étire à plus finir.
Ah! Que le jour est donc pas long, que la noirceur vient donc d'avance
Quand l'homme est loin, c'est pas la danse, il faut rester à la maison.
C'est du dedans, c'est du dehors, la femme attend, l'homme voyage.
Il y a beau temps, il y a bel âge depuis la vie jusqu'à la mort.
Excuse les fautes et le papier, mais j'étais pas maîtresse d'école.*

Image 1 : Page de couverture du *Glaneur* de mars et avril 2000.



Artiste inconnu.

Image 2 : Paysage andréen (L'info de Saint-André, mai 2020)



Par les articles qui touchent à l'éducation sur les gestes du quotidien, les contributeurs aux journaux favorisent l'amélioration de la gestion des matières résiduelles, de l'utilisation de la ressource eau, l'adoption du covoiturage, etc. La gestion des matières résiduelles est la thématique la plus récurrente. Nous expliquons cela par le contexte d'intégration du bac brun dans la vie des andréen.ne.s et par le rôle de l'échelon municipal dans ce domaine. Le thème de « mobilisation / actions » correspond à des articles qui font écho à la définition de Neveu (1996) : « un agir-ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt ou d'une « cause » (p. 11). À l'intérieur de ce thème, les contributeurs donnent une voix aux questions d'adaptation et d'aboteaux, de leur entretien et de leur amélioration. Cet ensemble se drape des marques d'une résistance qui s'organise contre des

transformations non sollicitées. Les articles, campés, ont le rôle de manifestes. Par exemple, les auteurs se positionnent contre des projets de développement qui mettraient à risque l'intégrité environnementale du territoire ou contre une réglementation qui limiterait les possibilités de développement du village. L'exploration pour le gaz de schiste, l'achat de terres agricoles par le groupe Apogée et le passage de gazoducs sur le territoire sont des exemples d'éditoriaux qui peuplent ce sujet.

Le thème « conservation / sensibilisation » est un ensemble dans lequel les auteurs traitent de l'adaptation par le changement des habitudes, le changement des comportements. Une utilisation plus précautionneuse et rationnelle de l'eau fait partie des changements promus dans ces articles. Cet ensemble porte des intentions transformatrices, à la différence du geste de bon sens (gestion des sapins de Noël, présent de façon récurrente dans les numéros de décembre et de janvier). Les articles « geste de bon sens » se retrouvent dans le thème « information générale ». Les risques environnementaux sont surtout traités par le partage d'informations visant la prévention et la sensibilisation. L'article de l'Info (juin 2013) : « Une grande marée au-delà des attentes » démontre la transparence dont fait preuve la municipalité lorsqu'elle aborde la question. Elle y souligne à la fois les bons coups et les défis auxquels elle doit toujours faire face. Dans l'extrait qui suit, l'administration municipale informe, fait un suivi et parle des prochaines étapes qui permettront de poursuivre l'adaptation.

*La grande mer du dimanche 26 mai dernier aura dépassé les attentes avec ses **6.3 mètres** marégraphiques (observé sur la règle limnimétrique). En effet, le système de protection du village a été testé pour ne voir les capacités. **Premier constat**, le canal intérieur élargi et le bassin de rétention ont été encore insuffisants pour retenir l'eau de ruissellement. **Second constat**, la digue de protection du village, érigée à une hauteur de 4.5 mètres géodésiques a bien joué son rôle. Son flanc nord montrait encore plus d'un mètre à découvert quand la mer était à pleine hauteur. Et, fait intéressant, le tapis de protection installé en automne dernier a empêché toute érosion sur la paroi de la digue. (Info, juin 2013, p.4)*

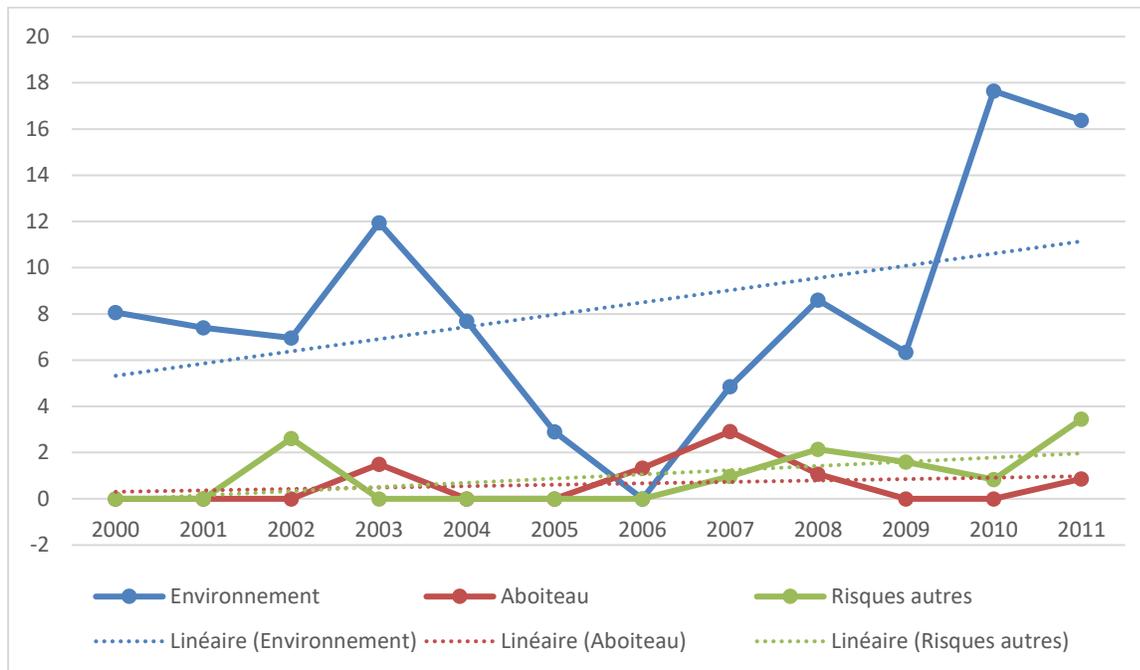
Quelles tendances se dégagent de l'épluchage des journaux de SAdeK? Les données de pourcentages de couverture des sujets « environnement », « aboiteau » et « risques autres »

sont présentées sur une base annuelle aux figures 3 et 4. Le pourcentage de couverture correspond à l'espace, calculé en nombre d'articles, qu'occupent ces sujets. Les lignes pointillées correspondent aux tendances linéaires qui se dégagent des mesures de couverture.

Les tendances générales, ici pour le *Glaneur*, s'interprètent par les pentes des droites de tendance. Celle du sujet « environnement » a une valeur de 0,5289. Cette donnée nous informe d'une augmentation du pourcentage de couverture de ce sujet de l'ordre de 0.53% par année. Mais cette mesure globale passe sous silence la grande diminution de la couverture entre 2003 et 2006 et l'importante augmentation qui se produit entre 2009 et 2010. La diminution prend place durant la présence de Paul-Louis Martin à la tête de la municipalité. Une diminution semblable peut aussi être constatée, pour la même période, dans les décisions environnementales prises par le conseil municipal (figure 8). Ces similitudes supportent l'idée d'un Conseil à moins forte saveur environnementale. Cette idée est aussi soutenue par des discussions tenues avec des membres de l'administration municipale (Laroche et Plante, à paraître). De la même manière, l'augmentation prononcée entre 2008 et 2009 correspond à l'entrée en fonction du maire actuel de SAdeK, Gervais Darisse. Ces deux situations entraînent un constat. Le changement d'élus a eu un impact important sur la présence d'un discours environnemental citoyen. Le fort taux de couverture du sujet environnement qui se maintient en 2010 et 2011 s'explique l'événement de submersion.

Les sujets « aboiteau » et « risques autres » restent très peu couverts par le *Glaneur*. Bien qu'une légère augmentation soit constatée pour les deux sujets, ils ne représentent que, respectivement, 0,86% et 3,45% de la couverture total du journal en 2011.

Figure 5.3. Pourcentages de couvertures annuelles des sujets « environnement », « aboiteaux » et « autres risques » dans le *Glaneur*.

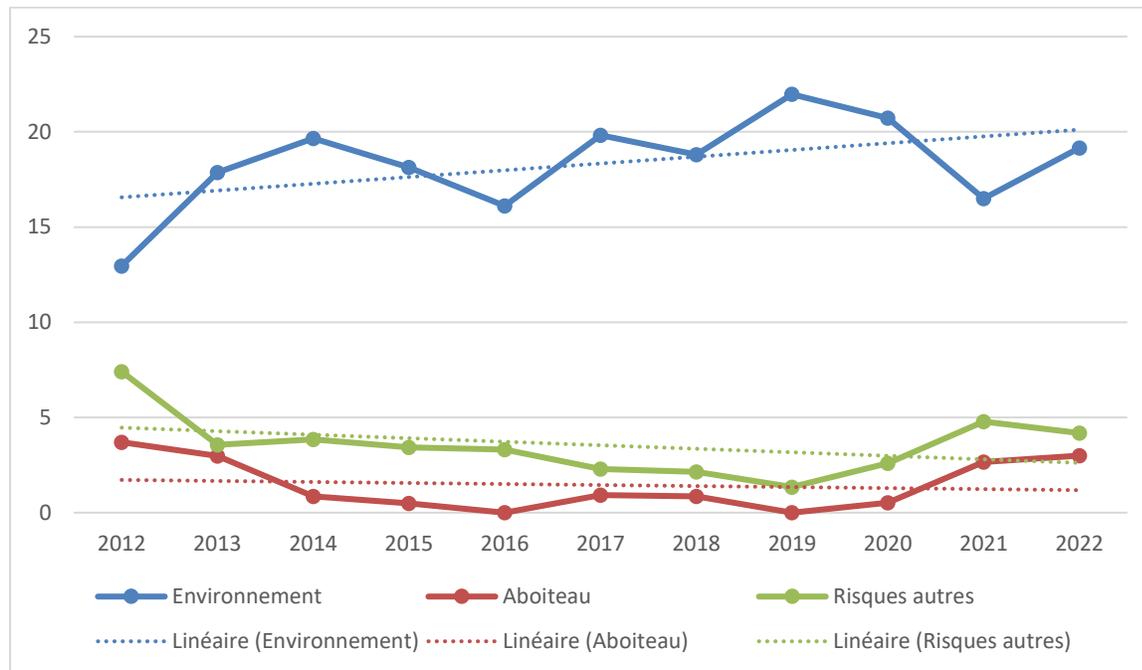


Les données observées, en ce qui touche à l'*Info*, ont une tendance plus stable que dans le *Glaneur*. Le sujet « environnement » apparaît en augmentation constante, soumis à une augmentation moins forte que celle observée dans le *Glaneur*. La pente de la droite de tendance a une valeur de 0,3553, portant l'augmentation à 0,36% sur une base annuelle. Les sujets « aboiteau » et « risques autres » suivent des tendances aux caractéristiques similaires. Les deux affichent une faible diminution depuis 2012. Une certaine perte de pertinence de ces sujets dans l'actualité, après une réfection réussie de l'aboiteau durant la période 2012-2013, explique ces tendances. Des communications au sujet des transformations opérées à la structure de l'aboiteau et la sensibilisation à des fins de changements de comportements sur la structure ont été nécessaires, mais cette utilité s'estompe avec les années qui passent. Les informations retrouvées dans les articles pour la période 2014-2022 sont de l'ordre de la mise à jour ou de rappels de bons comportements à adopter. Nous constatons une inadéquation entre une représentation idyllique de l'environnement et une citoyenneté nécessaire. La matérialité des risques, leurs potentiels effets, la façon de s'y préparer, de diminuer leurs

effets sur le territoire sont peu présents dans l'espace public andréen. La majorité des publications qui traitent d'environnement le font d'une manière positive, bon enfant, naïve presque lorsque nous prenons en considération l'ampleur des risques existants sur le territoire. Aucun maringouin n'est présenté sur les photos de paysages andréens.

Les effets de l'événement météorologique extrême se décèlent dans les deux journaux. L'analyse des données nous informe de la couverture de chaque sujet, avant et après l'événement. Plus particulièrement, ces données nous allouent l'observation de changement dans la construction des sujets par leurs thèmes. Nous nous attardons à deux périodes. Une première, pré-événement, qui court de janvier 2000 à octobre 2010. Une seconde, post-événement, qui s'étire de novembre 2010 à décembre 2022. L'analyse nous emmène aux mêmes conclusions que celles identifiées aux figures 3 et 4. Nous travaillons sur des périodes temporelles similaires dans les deux cas. Seul un effet statistique différencie les deux jeux de données, soit la valeur des pentes qui se voit affectée par le réarrangement temporel (*Glaneur* 0,2432 et *Info* 0,3486). Aussi, nous constatons la stabilité de la couverture accordée à l'aboiteau et aux risques autres qu'environnementaux. L'événement semble avoir eu peu d'impact à long terme sur la présence de ces sujets dans l'espace public andréen.

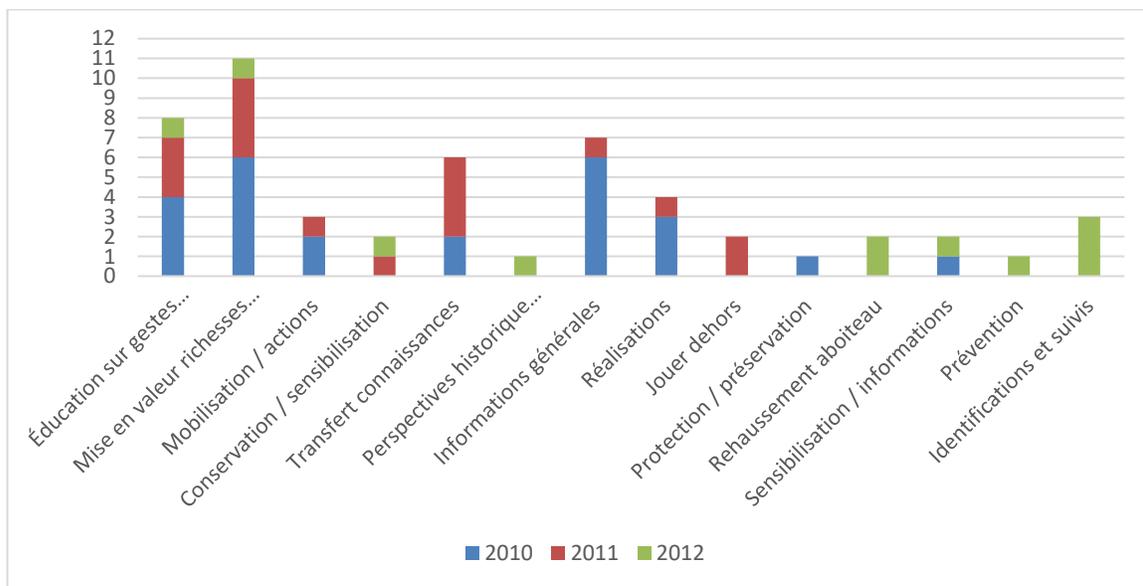
Figure 5.4. Pourcentages de couvertures annuelles des sujets « environnement », « aboiteaux » et « autres risques » dans l'Info.



Dans ce cas, que se passe-t-il à court terme? Pour le déterminer, l'année de l'événement et les deux années subséquentes sont prises en considération. Nous présentons les données pour ces trois années à la figure 5. Les thèmes qui composent le sujet « environnement » sont très présents en 2010 et 2011. L'absence de thèmes liés aux risques est remarquée sur ces deux années, à l'exception d'un article qui traite d'adaptation, dont le titre : « La table jeunesse du Kamouraska invite la population à se positionner pour les énergies renouvelables », est informatif quant à son absence de lien avec la submersion marine. Cette situation s'inverse en 2012 avec une majorité d'articles traitant de risques et une quasi-disparition du sujet « environnement ». Nous pensons assister à un transfert de l'attention des journaux d'un sujet vers l'autre. En fait, l'espace consacré à l'environnement serait conservé, mais il serait traité comme un risque. C'est bel et bien l'eau qui a envahi le village le 6 décembre 2010, mais c'est la RS de l'environnement qui s'est vu transformée.

Que faut-il retenir des discours entendus à l'échelle de la municipalité? Pouvons-nous parler d'un espace de vécu écocitoyen dans le choix et le traitement des sujets retrouvés dans le *Glaneur* et dans l'*Info*? Le sujet « environnement » est le seul sujet à gagner en importance de couverture sur une base annuelle. Ce sujet est construit par une volonté de transformations des gestes du quotidien, par des mobilisations sur des sujets d'actualité et par le développement d'une nouvelle relation avec le territoire. Bien qu'il y soit peu fait mention d'érosion, de submersion ou de changements climatiques, les journaux correspondent, sur la période d'étude, à des espaces d'écocitoyenneté en développement.

Figure 5.5. Références aux thèmes composant les sujets « environnement », « adaptation » et « risques », pour les années 2010, 2011 et 2012.

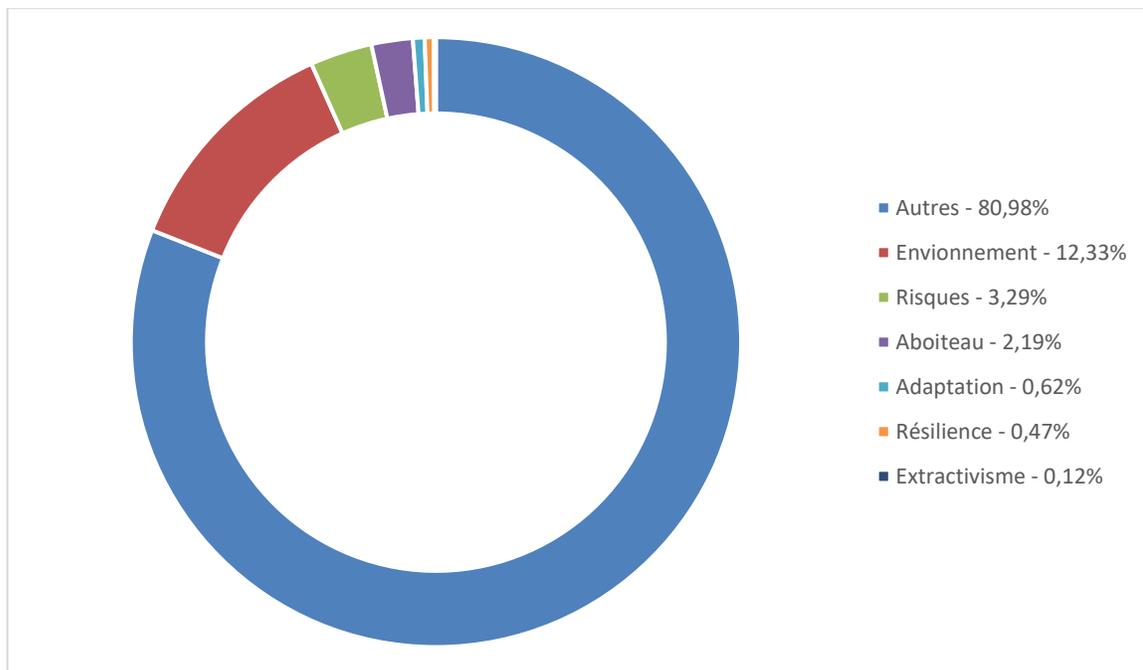


5.2.4.4 Ce que le conseil municipal en dit

Est-ce que le discours du conseil municipal, celui qui ressort de la lecture des procès-verbaux de ses réunions, offre un espace de vécu écocitoyen? L'étude de la trajectoire historique de la présence du sujet « environnement », dans les procès-verbaux des conseils municipaux, offre des réponses.

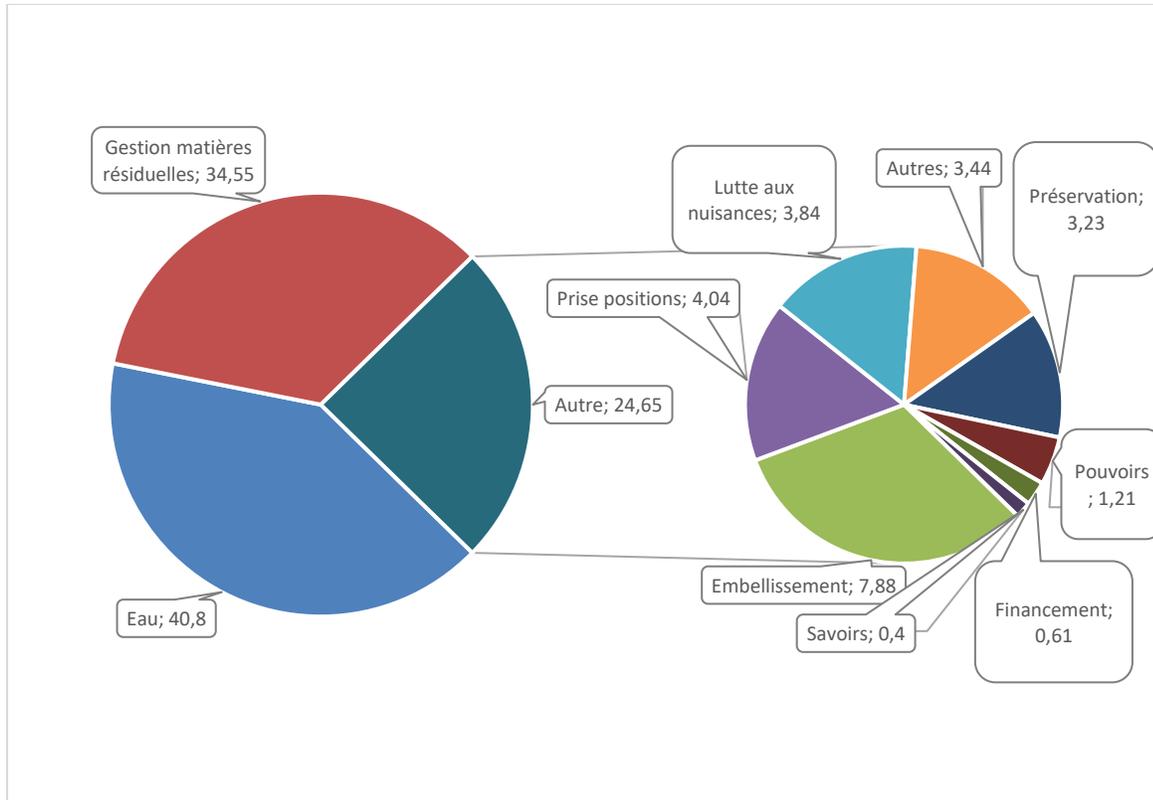
Le sujet de l'environnement est abordé dans 166 réunions du conseil municipal. 495 points traitent de ce sujet dans les ordres du jour. Le sujet du risque et de sa prise en compte sur le territoire est présent dans 83 réunions, au travers de 132 points. L'aboiement est une question abordée dans 56 réunions par 88 points de décision ou de discussion. L'adaptation et la résilience apparaissent respectivement à l'ordre du jour de 23 et 15 réunions, au travers de 25 et 19 points distincts. Nous présentons, à la figure 6 les pourcentages de couverture de ces sujets, mis en rapport à l'ensemble des points à l'ordre du jour. Une très forte proportion des thèmes abordés au sein du sujet « environnement » sont liés à des questions d'intendance. La gestion des matières résiduelles et la gestion de l'eau sur le territoire (réseau d'aqueduc) représentent une peu plus des $\frac{3}{4}$ du volume des points à l'ordre du jour. Le reste de la couverture de ce sujet se fait au travers de thèmes de l'embellissement du territoire, de prises de position environnementales, de la lutte aux nuisances (plantes envahissantes ou jugées nuisibles et moustiques), de la préservation de l'environnement, de l'application de pouvoirs en matière de gestion environnementale, de financement et de savoirs (sa création ou son partage). Lorsque nous retirons les questions d'intendance du sujet « environnement », un pourcentage de couverture total du sujet à 3,04% s'établit. Trois fois sur cent, le conseil municipal va se pencher sur des enjeux environnementaux. Cette valeur de couverture fait arriver ce sujet, en importance, entre celui des risques (3,29%) et des aboiements (2,19%).

Figure 5.6. Pourcentage de couverture des thèmes des décisions du conseil municipal.



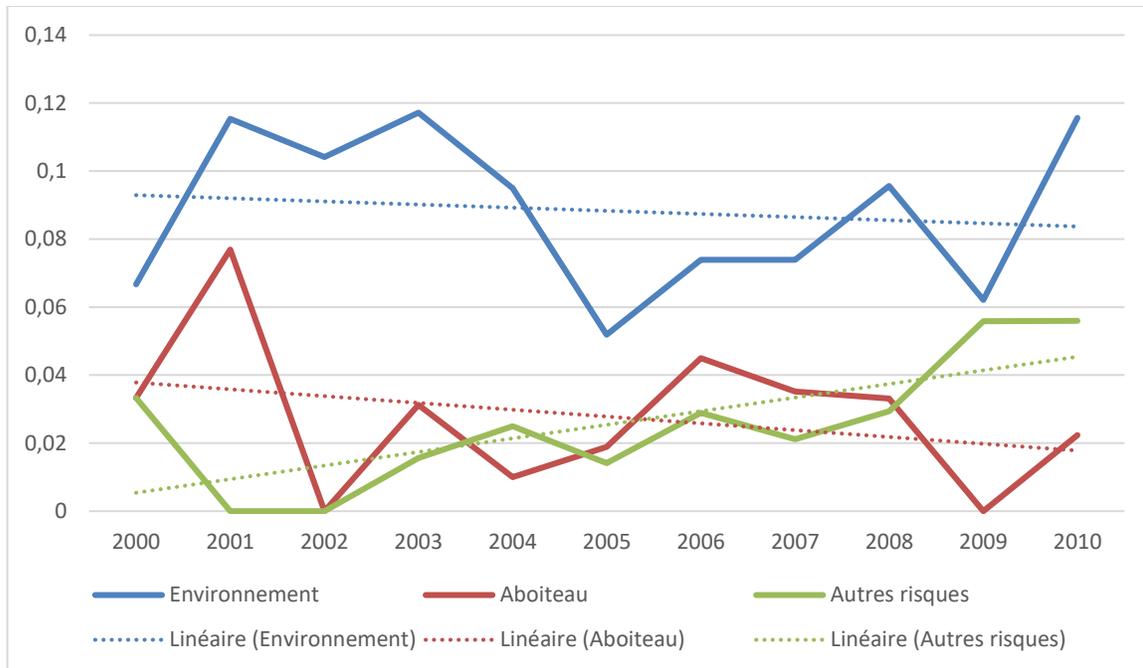
Toutefois, le Conseil, lorsqu'il aborde des questions environnementales, à l'exception des questions d'intendance, le fait d'une manière qui est vectrice de transformations sur le territoire. Un premier exemple de ces transformations vient des législations qui interdisent certains comportements nuisibles. L'environnement et les aboiteaux ont été l'objet de tels règlements, plus particulièrement sur l'usage de l'eau potable par les citoyens et l'encadrement de la circulation sur le sentier de la digue. Un autre exemple de ce pouvoir transformateur est senti au travers d'actions d'embellissement de la municipalité. Ces embellissements, au-delà des bacs à fleurs, ont pris la forme de réalisations qui augmentent l'accessibilité à la nature et sa jouissance par la population. À la figure 7, nous retrouvons ces thèmes et leurs pourcentages de couverture dans le sujet « environnement ». Les procès-verbaux des réunions du Conseil nous en apprennent sur les préoccupations citoyennes. Bien que fragmentaire, de l'information sur les thèmes abordés lors de la période de questions nous donne un aperçu des points de débats qui existent entre citoyens et élus. De ces points, la gestion de la ressource hydrique par la municipalité et les aboiteaux sont des préoccupations récurrentes.

Figure 5.7. Pourcentages de couverture des sujets qui composent le thème environnement au conseil municipal.



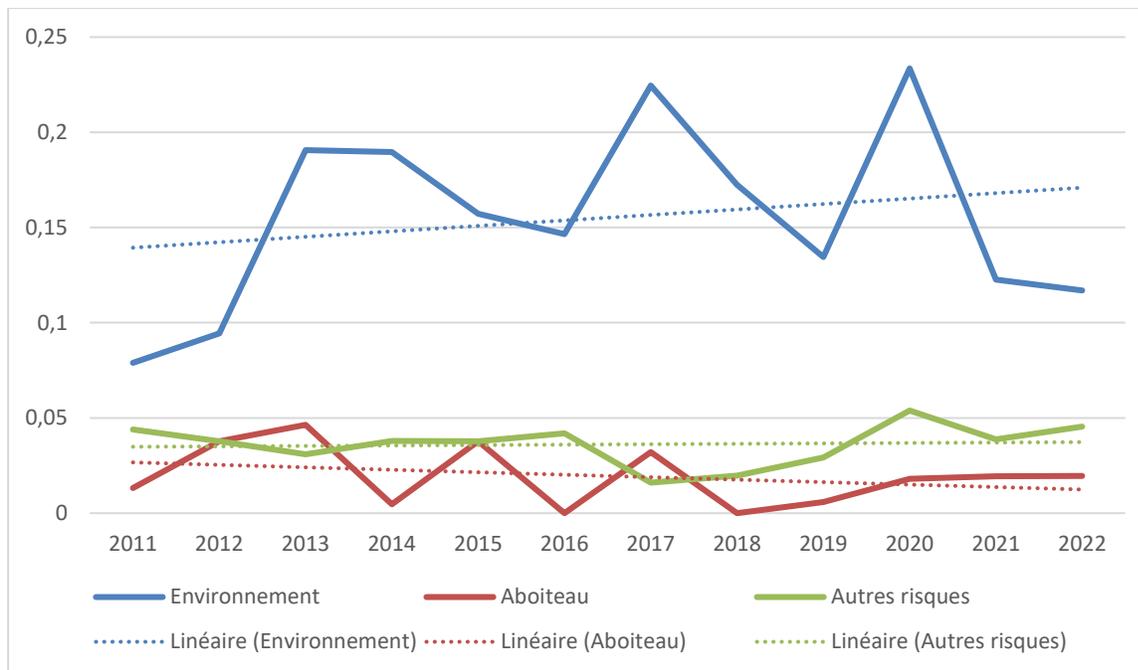
Aux figures 8 et 9, les pourcentages de couverture annuelle des thèmes « environnement », « aboiteaux » et « autres risques », constatés dans les procès-verbaux du Conseil, sont présentés. Nous partageons ces données en deux tableaux pour évaluer l'impact de l'événement du 6 décembre 2010 sur le poids de chacun des thèmes. En termes de tendances, ce que nous observons entre ces deux périodes est intéressant. Elles s'inversent. La pente de la tendance pré-événement est légèrement négative à une valeur de $-0,0009$, ce qui, sur la période, correspond à une diminution si légère qu'elle se rapproche de la stabilité de couverture. Post-événement, la valeur de la pente de tendance augmente à $0,029$, une faible augmentation est donc constatée sur cette période.

Figure 5.8. Pourcentages de couvertures annuelles des sujets « environnement », « aboiteaux » et « autres risques » avant l'événement du 6 décembre 2010.



Dans la première période, nous observons une diminution de moitié de la couverture du thème « environnement », entre les années 2003 et 2006. C'est cette diminution qui concorde avec celle constatée dans les données du *Glaneur* (Figure 3). L'effet de l'administration de Paul-Louis Martin se fait de nouveau sentir. Toutefois, la diminution est moins drastique dans le discours du Conseil que dans le journal. Nous pensons que la structure municipale et les responsabilités qui lui incombent expliquent cette situation. Le conseil municipal ne peut pas balayer sous le tapis le thème « environnement ». En effet, les questions d'intendance (gestion des matières résiduelles, aqueducs et embellissements récurrents) constituent l'ensemble de la couverture du sujet pour ces années.

Figure 5.9. Pourcentages de couvertures annuelles des sujets « environnement », « aboiteaux » et « autres risques » après l'événement du 6 décembre 2010.



Les conseils municipaux sont régis par une mécanique administrative et légale. Ces procédés entraînent la prépondérance de certaines rubriques à l'ordre du jour des conseils. La nature des traits retrouvés aux figures 8 et 9 est influencée par le fonctionnement des conseils municipaux et par quelques dossiers phares. Nous ne pensons pas que les motifs en dents de scie qui caractérisent plus particulièrement la figure 9 soient très significatifs. Le faible pourcentage de variation en plus du faible pourcentage de couverture des sujets donne une incidence très grande à l'ajout ou au retrait, sur une année, d'un de ces dossiers phares. Le poids relatif de ces dossiers expliquerait ces variations. C'est le cas des rubriques touchant la gestion des eaux usées. Dans ce cas-ci, l'octroi de subventions pour la mise à niveau des fosses septiques occupe une place importante dans les décisions du Conseil. Tout au long de l'existence du programme de mise à niveau des fosses, chaque subvention octroyée doit passer au vote. Aussi, les contrats à renouvellement annuel, tels ceux octroyés pour la surveillance et la mise à niveau des installations d'aqueduc, sont prépondérants dans les décisions du Conseil, mais pour des causes techniques.

Avant de conclure, nous désirons partager notre réflexion sur le poids de l’informalité, aspect qui n’apparaît pas dans les résultats que nous présentons. Les élus prennent des décisions à l’extérieur des réunions du conseil municipal. Ces décisions n’ont pas à être formalisées dans des procès-verbaux. La logique veut que les choses se passent ainsi et nous retrouvons la trame de certaines décisions informelles dans des articles des journaux municipaux. À titre d’exemple, cette phrase d’un conseiller qui souligne la décision d’un suivi de certains risques et de la communication à la population. « La municipalité continuera de faire le suivi de chaque grande marée et des conditions météorologiques qui y seront associées. Cela fait partie de ses responsabilités. » (*Info*, novembre 2012, p.2, Alain Parent). De telles décisions, invisibles à l’étude des procès-verbaux, sont sous-estimées par notre méthode. Nous sommes persuadés que de nombreuses décisions de la sorte n’apparaissent pas dans les journaux et constituent des angles morts de notre étude. Nous n’avons malheureusement pas accès, au sein du discours du Conseil, à l’informel. Les risques restent, ici aussi, très peu représentés dans le discours.

5.2.5 Y'a-t-il émergence d'éco-andréennes et d'éco-andréens?

Nous déterminons le contour d'un vécu écocitoyen à SAdeK grâce à l'étude des discours citoyens, municipaux et du Conseil. Le premier est caractérisé par une portée pratique, est gorgé d'émotions en lien avec l'expérience territoriale. Le conseil municipal tient un discours à portée officielle, sous forme de législations ou d'actes de sensibilisations qui constituent autant de tentatives de changements. Le discours municipal a des caractéristiques qui combinent celles du discours citoyen et du Conseil. Il apparaît comme le terrain de rencontre du vécu citoyen et des externalités politiques municipales. En ce sens, les journaux sont un espace de vécu écocitoyen.

Rappelons les indicateurs de l'écocitoyenneté. Elle est une participation citoyenne qui porte sur des enjeux écologiques/environnementaux. Nous la comparions à la transition sociale-écologique, mais avec des visées et des outils d'ordre politique. Nous sommes à la recherche d'un archétype, d'une personnalité politique citoyenne qui se dévoile au travers de : débats, discussions, revendications, négociations, groupes d'intérêts, actions collectives et actions individuelles. Elle est aussi une lecture de la réalité qui envisage la transformation du social au profit de l'écologie.

À SAdeK, un lieu physique de débats, de discussions et de rencontres citoyennes, un *forum*, dans le sens des anciens Grecs, s'avère difficile à identifier. Notre démarche de recherche nous a conduits à rechercher cet espace à des fins de collectes de données. Autant le parvis de l'Église, que le centre communautaire, que les plateformes en ligne ne correspondent pas à un lieu de rencontres citoyennes. Le Dep du village et la maison des aînés sont deux lieux qui offrent plus de possibilités de rencontres et de débats, mais qui ne portent pas ces missions. Nous constatons au travers de nos échanges avec les répondants que ces lieux ne sont pas, non plus, vécus comme tels. Ce que nous remarquons plutôt, c'est une certaine fragmentation de la population. Différents groupes de citoyens n'auront pas de liens entre eux. Cette situation est exprimée dans l'exemple qui suit, par un répondant aîné : « On ne se fait pas demander notre opinion » (groupe de répondants 2). Le seul lieu physique qui

rassemblerait le plus de caractéristiques du *forum* est le conseil municipal, au travers de la période de questions qu'il propose. Bien que ce lieu permette l'échange entre citoyens et élus, il ne constitue pas un lieu de débats ni de discussions au sens propre et encore moins de négociations. Toutefois, certaines revendications peuvent s'y faire entendre, sans que les élus aient *de facto* à les prendre en considération. La proximité du conseil avec la question environnementale ou sa propension à l'ouverture face aux citoyens pourrait alors, mener à un vécu écocitoyen. Certaines revendications apparaissent dans le journal et dans les positions prises par le Conseil. Aucune pratique de négociation n'a pu être identifiée par notre étude.

L'utilisation de technologies civiques aurait pu favoriser le débat, les discussions et les revendications au sein des citoyens et entre ces derniers et les élus. Nous avançons quelques facteurs explicatifs de cette inadéquation entre les possibilités qu'offrent ces technologies et l'absence de leur utilisation par les citoyens. Premièrement, nous pensons à une fracture numérique. Les aînés de la municipalité qui résident au domaine des Pèlerins n'ont eu accès à Internet qu'en 2022, après la période de mise en ligne des outils numériques. Deuxièmement, la nouveauté de ces outils semblait jouer en leur défaveur, l'absence de l'habitude, de la connaissance de cet espace par les citoyens, a pu rendre leur adhésion plus difficile. Troisièmement, l'absence d'un endroit physique ayant la fonction de *forum* dans le village rend encore moins probable l'existence d'un lieu de débat créer à distance et dématérialisé. Les technologies civiques n'ont pas créé l'engouement nécessaire à une participation significative de la population. Finalement, il faut dire que les outils, bien qu'intéressants dans leurs fonctionnalités, étaient peu conviviaux. Les membres de l'équipe qui ont travaillé à la programmation de l'outil et à l'élaboration des sections de discussions et des questionnaires et les utilisateurs qui tentaient de trouver leur chemin au milieu des différentes options que le logiciel leur proposait. Éthelo s'est particulièrement démarqué par son manque de convivialité, ce que Cap collectif parvient à procurer, dans une certaine mesure. Nous remettons en cause, dans un contexte semblable à celui retrouvé à SAdeK, la valeur associée à l'utilisation des *civic tech* qui pourrait, selon ses promoteurs, remplacer en quelque sorte la vie politique traditionnelle.

Plusieurs habitants de Saint-André de Kamouraska (sauf les personnes des résidences) ont mentionné faire des actions individuelles et parfois collectives pour lutter contre les CC. Il est intéressant de noter que leur motivation va de pair avec leurs représentations de la santé en tant que « bonne santé globale ». En effet, plusieurs agissent dans le but de conserver leur environnement afin de continuer d'en bénéficier (proximité de la nature ou activité physique à l'extérieur). L'attachement au cadre de vie (stabilité résidentielle, satisfaction résidentielle, sentiment de sécurité, liens sociaux et voisinage) peut conduire à la sous-estimation ou à l'acceptation du risque (Navarro et Guillou, 2014). Le détachement au territoire, à l'inverse, occasionne une surestimation du risque. Les résultats de notre étude indiquent que l'attachement au territoire a occasionné chez plusieurs personnes, une sous-estimation des risques de submersion. Certains répondants nous ont signifié que ce sujet était absent de leurs conversations (groupe de répondants 1).

Nous remarquons que des actions collectives et individuelles à caractères écocitoyens prennent place sur le territoire de SAdeK, mais ces actions coexistent avec des discours qui diminuent les risques, leurs conséquences potentielles et qui constituent les marqueurs de la démobilisation chez les répondants. À plusieurs reprises, certains des membres d'un groupe de répondants ont atténué le risque de submersion en se remémorant celle de 2010. Ils mettaient plutôt l'accent sur l'utilité de l'eau pour les agriculteurs ou bien sur la beauté du paysage inondé. « C'était beau à voir [l'eau qui arrivait en 2010] malgré tout » (groupe de répondants 1). D'autres percevaient clairement le risque en se basant sur leur expérience personnelle, mais l'atténaient en se basant sur la rareté de sa matérialisation.

Quelques groupes citoyens à saveur environnementale sont présents sur le territoire. Le comité moustiques jouit d'une grande visibilité du fait des projets qu'il a mis en branle dans les dernières années. L'installation de bornes qui agissent à titre de piège à moustique est un exemple de ces réalisations qui ont su mobiliser un certain nombre de citoyens. Pas besoin d'avoir forcément recours à des groupes citoyens pour passer à l'action à SAdeK puisque la municipalité joue un rôle de vecteur de mobilisation. Elle mobilise autour d'actions environnementales. Le nettoyage du marais, l'instauration d'habitudes respectueuses de

l'environnement, la lutte aux nuisances et le changement des habitudes du quotidien sont tous des exemples d'actions à la fois collectives et individuelles portées par la municipalité.

Le Glaneur et *l'Info* ont des structures relativement mobiles, qui varient au gré de la volonté éditoriale et des disponibilités, des goûts des auteurs. *Le Glaneur* a, par trois fois, changé d'apparence entre 1989 et 2011. Bien que le format de publication de *l'Info* soit plus constant, cette variabilité de traitement de l'information est difficilement isolable dans l'analyse de nos données. Nous ne pouvons pas connaître l'influence des comités de rédactions sur les tendances présentées dans cet article. Nous espérons que la longue période d'analyse diminue ces effets qui ne sont pas pris en compte dans notre méthode.

Nous pouvons avancer, au regard de l'ensemble de nos analyses et des discussions précédentes, qu'une écocitoyenneté existe à SAdeK, mais qui n'a pas atteint le stade de maturité. Nous pensons que les RS qui entendent l'environnement comme un possible engagement politique au but de transition se butent à des RS environnementales qui évacuent cette dimension politique. L'adhésion à une citoyenneté environnementale ne semble pas très diffuse, malgré son augmentation relativement constante sur la période à l'étude. La RS écocitoyenne est contestée. Nous pensons que cette situation s'exprime au travers de l'absence d'actions collectives environnementales systématiques et planifiées. Le développement des capacités d'adaptation et de résilience et la transformation sociale-écologique du lien au territoire adviennent en réaction à des situations qui le demandent. Les andréen.ne.s réagissent en transformant leur relation aux aboiteaux et aux marais. Les andréen.ne.s suivent la vague lorsque vient le temps d'opérer des changements d'habitudes, entérinées par l'administration municipale (arrivée du compost).

L'événement extrême ouvre une fenêtre d'opportunité qui voit la mise en place de changements. Cette gestion du risque, lors de l'événement ou de ces suites, est à l'opposée d'une planification de la gestion du rapport à l'environnement. Le bricolage administratif est le nom qu'a donné Lévi-Strauss à ces processus. Lévi-Strauss les a mis en évidence dans ses recherches qui ont, depuis, été utilisées à maintes reprises pour comprendre des mécanismes politico-administratifs improvisés (1962; Mélice, 2009). Le bricolage semble être au cœur de

la relation andréenne avec les aboiteaux et les risques. Le fait est que le bricolage, par l'imprévisibilité de ces actions et sa courte durée, n'offre pas d'espace à l'expression de comportements écocitoyens, si ces comportements ne sont pas d j  sents dans leur milieu d'application. Le mois d'août 2003 a été marqué par une crise dont la gestion est un exemple de bricolage administratif. La municipalité se retrouve alors, à la fin de l'été, avec un puits à sec, mettant en jeu l'approvisionnement en eau potable. La réaction fut rapide et complète. En une seule séance du conseil municipal, la commande de l'étude, la mise de côté des fonds nécessaires, l'achat préventif de matériel et l'annonce d'un projet de deuxième puits étaient décidés. Nous n'accolons pas, à la notion de bricolage, une connotation négative. Dans ce cas-ci, la flexibilité que fournit ces processus permettent le développement d'une réponse adéquate et rapide. En revanche, c'est dans les pratiques à long terme, qui sortent de la gestion de crise, que l'espace nécessaire à l'apprentissage et à la prise de possession des caractères environnementaux de la vie citoyenne apparaît. L'augmentation constante de la place que prend l'environnement dans l'actualité citoyenne andréenne durant la période d'étude est un bon présage quant à la poursuite du développement d'une identité écocitoyenne sur ce territoire.

  l'échelon municipal, nous constatons l'intégration des nouveaux rôles induits par la prise en charge de la gestion de l'environnement et des risques. Cette intégration se manifeste par l'augmentation des décisions du conseil municipal et par le transfert de ces dossiers dans le discours municipal. Pour l'instant, cette intégration ne se constate que partiellement à l'échelle citoyenne. Cela nous en dit beaucoup sur la dynamique de changement dans les RS. Le contexte politique de délestage de la gestion de questions environnementale, qui caractérise le cadre politique canadien et québécois, à l'échelon municipal entraîne l'augmentation de la présence de ce sujet dans l'actualité andréenne, mais aussi dans les RS. Les actions, les prises de position et plus particulièrement la négociation de la prise en charge de responsabilités entre l'administration municipale et la MRC sont les marques de changements profonds. Ces changements dans les normes et dans les RS ne viennent pas sans tensions, comme en fait état le cas de la gestion des aboiteaux par la MRC. Les traces de ces tensions remontent à décembre 2001, moment où le conseil municipal demande à la MRC de

réparer l'aboiteau situé sur la propriété de M. Marois. Ont suivi 16 moments durant lesquels, par prise de position du conseil ou publication d'articles, cette conflictualité se matérialise, à l'image de cette résolution du 6 juin 2005.

Résolution pour la MRC concernant l'aboiteau Saint-André-Est et Notre-Dame-du-Portage

RÉSOLUTION

ATTENDU que M. Charles Marois avise le Conseil que ses demandes répétées n'ont pas abouti à la réparation de l'aboiteau de Saint-André-Est–Notre-Dame-du-Portage;

ATTENDU que cet aboiteau est de plus en plus désagrégé;

ATTENDU que l'entretien des aboiteaux est sous la juridiction de la MRC;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. André Lapointe, appuyé par M. Martin Ouellet et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le conseil municipal de Saint-André demande à nouveau à la MRC de Kamouraska de faire les travaux de réparations nécessaires à l'aboiteau Saint-André-Est–Notre-Dame-du-Portage et ce, avant les grandes marées de l'automne.

Il nous a été difficile de ne pas faire de lien entre les difficultés de l'aménagement de changements dans les mœurs et les RS et la situation désastreuse que va vivre le village de SAdeK le 6 décembre 2010. Depuis cette date, les processus de bricolage auront permis l'instauration d'un système qui s'apparente plus à de la cogestion des aboiteaux entre SAdeK et la MRC. Bien que ces arrangements ne soient pas formalisés, la surveillance et des actes de microgestion (végétalisation des aboiteaux, entretien) sont mis en place par la municipalité alors que la MRC est désormais proactive face aux demandes municipales.

5.2.6 Conclusion

Nous connaissons désormais les manières dont s'intègrent les enjeux environnementaux aux discours, aux actions des citoyens et aux politiques publiques de SAdeK. Une préoccupation environnementale se fait sentir chez les andréens. Mobilisée par l'amélioration de la qualité de vie, par la volonté de laisser un environnement sain aux prochaines générations et par la jouissance d'une nature dont la beauté est célébrée, l'action citoyenne environnementale se vit individuellement ou collectivement autour de sujets précis. Bien que cette préoccupation environnementale ne soit pas partagée par tous, elle grandit, autant au sein de la population que de l'administration municipale. L'analyse de la trame historique qui ressort de la publication du *Glaneur* et de l'*Info de Saint-André*, les deux journaux municipaux nous permet cette affirmation. Ces publications constituent d'ailleurs l'espace principal du vécu d'une citoyenneté environnementale. Immatériel, cet espace rassemble, entre autres, des annonces de comités, des appels à la mobilisation, l'explication des nouvelles politiques publiques, de la sensibilisation, des prises de position citoyennes ou du conseil municipal et une mise en valeur de la beauté du territoire et du lien qui le lie aux citoyens.

L'écocitoyenneté est désormais inculquée dans le parcours scolaire de certaines institutions d'enseignement. C'est le cas au sein des écoles vertes Bruntland (Robitaille, 2016). La notion fait son chemin dans la tête de plus en plus de personnes. Se construisent alors des RS centrales dans lesquelles l'environnement, par sa nécessaire préservation, par sa relation avec le risque, par son importance pour le maintien de l'existence de l'humain sur terre, devient un thème incontournable. L'écocitoyenneté fait référence à des formes de mobilisations sociales. Des mobilisations dont l'objet est la transformation du rapport humain au patrimoine naturel. À SAdeK, la population est segmentée. Dans les pratiques individuelles, des gestes s'observent, des transformations s'opèrent. Des actions collectives prennent place, mais ces gestes ne semblent pas parvenir à construire une identité citoyenne environnementale qui soit collectivement partagée. Le geste quotidien reste majoritairement individuel, sauf lorsqu'il est porté par des entités dont les visées sont mobilisatrices et transformatrices (par ex. la relation avec l'aboteau et la gestion du canal interne).

L'écocitoyenneté, en développement, semble être dépendante de ces initiatives pour continuer à croître.

L'événement extrême est une fenêtre d'opportunité qui, lorsqu'ouverte, facilite le changement. Le changement prend forme sur le long terme, puisque l'événement en lui-même entraîne peu de variation sur la place qu'occupe l'environnement comme préoccupation citoyenne. Il avive un intérêt momentané sur les risques, intérêt qui s'estompe une fois diminuée la perception du risque du fait d'actions (le rehaussement de l'aboteau), qui s'estompe quelque peu avec le temps. En revanche, l'événement change quelques comportements. Ainsi en est-il de la surveillance, inscrite désormais dans le registre des habitudes, par la municipalité, des grandes marées. Ce que nous constatons à SAdeK, c'est que les réponses à l'événement relèvent plus du bricolage administratif que de la planification stratégique. Ce constat fait écho au bricolage constaté dans les travaux précédents de notre équipe de recherche. Est-ce que ces pratiques de bricolage administratif vont dans le sens du renforcement des capacités d'adaptation et de résilience? Ces processus font preuve d'une grande capacité de flexibilité, caractère essentiel de modes de gouvernance adaptative des risques. Cependant, elles démontrent des limites dans leurs capacités de mitigation des dégâts, ce que seule l'anticipation semble pouvoir procurer. Les municipalités québécoises sont en appropriation de ce que signifient pour elles, l'adaptation et la résilience face aux CC. Les paliers de gouvernement fédéral et provincial balaient dans leurs cours des enjeux de gestion complexes. Dans le même temps, aucune réflexion de fond n'habite ces paliers. Faut-il rappeler que le dernier plan d'adaptation aux changements climatiques du gouvernement du Québec a été publié en 2012? Saint-André se transforme peut-être plus vite que la société au sein de laquelle évolue le village.

Les processus de changement qui prennent place après un désastre doivent être mieux compris afin d'en faire ressortir des politiques stratégiques importantes et des leçons méthodologiques. Cette meilleure compréhension est particulièrement importante dans un contexte où nous assistons à l'augmentation de la complexité et de l'incertitude dans les processus de prises de décisions dues aux CC (Birkmann et al., 2010, p. 637).

Le cafouillage induit par l'enchevêtrement des paliers administratifs duquel est victime SAdeK (gestion des aboiteaux, imposition de cotes de crues, absence de reconnaissance des aboiteaux comme de structures de protection, diminution de l'agriculture, etc.) est symptomatique du manque de leadership environnemental de la part des gouvernements québécois et canadiens. La connaissance des processus de changement post-événement n'a pas mené au développement de politiques stratégiques. En font foi les événements récents d'inondations qui affectent des milliers de Québécois. Des solitudes se font face. D'un côté, règne l'informel, le bricolage et la construction de solutions sur le moment. De l'autre, une forte hiérarchisation des structures et une priorisation des questions d'adaptation, de résilience, d'équilibres sociales-écologiques qui est insuffisante marquée par une forte territorialisation de l'expertise associé à l'adaptation.

5.3 BIBLIOGRAPHIE

- Abric, J.-C. (1994). *Pratiques sociales et représentations*. Presses Universitaires de France.
- Aguiton, C., Azam, G., Peredo, É., & Solón, P. (2017). *Le monde qui émerge; des alternatives qui peuvent tout changer*. Éditions les liens qui libèrent.
- Arpin-Simonetti, E. (2016). Le réveil écocitoyen – initiatives et mobilisations. *Relations*, 786, 14-16.
- Audet, R. (2017). Le discours et l'action publique en environnement. In A. Chaloux, *L'action publique environnementale au Québec. Entre local et mondial* (p. 19-36). Les Presses de l'Université de Montréal.
- Barbier, R., & Larrue, C. (2011). Démocratie environnementale et territoires : Un bilan d'étape. *Participations*, N° 1(1), 67-104.
- Barroca, B., DiNardo, M., & Mboumoua, I. (2013). De la vulnérabilité à la résilience : Mutation ou bouleversement ? *EchoGéo*, 24. <https://doi.org/10.4000/echogeo.13439>
- Bell, A. (1994). Climate of Opinion : Public and Media Discourse on the Global Environment. *Discourse & Society*, 5(1), 33-64. <https://doi.org/10.1177/0957926594005001003>
- Berkes, F., Colding, J., & Folke, C. (2002). *Navigating Social-Ecological Systems : Building Resilience for Complexity and Change*. Cambridge University Press. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqar-ebooks/detail.action?docID=218001>
- Berkes, F., & Folke, C. (1998). Linking social and ecological systems for resilience and sustainability. In F. Berkes & C. Folke (Éds.), *Linking social and ecological systems : Management practices and mechanisms for building resilience*. Cambridge University Press.
- Bertoldo, R. B., & Bousfield, A. B. S. (2011). Représentations sociales du changement climatique : Effets de contexte et d'implication. *Temas em Psicologia*, 19(1), 121-137.

- Biehl, J. (2013). *Le municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale.* (2e éd.). Écosociété.
- Billé, R. (2006). *Gestion intégrée des zones côtières : Quatre illusions bien ancrées.* VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, Volume 7 Numéro 3. <https://doi.org/10.4000/vertigo.1555>
- Binder, C. R., Hinkel, J., Bots, P. W. G., & Pahl-Wostl, C. (2013). *Comparison of Frameworks for Analyzing Social-ecological Systems.* Ecology and Society, 18(4), 26.
- Birkmann, J., Buckle, P., Jaeger, J., Pelling, M., Setiadi, N., Garschagen, M., Fernando, N., & Kropp, J. (2010). *Extreme events and disasters : A window of opportunity for change? Analysis of organizational, institutional and political changes, formal and informal responses after mega-disasters.* Natural Hazards, 55(3), 637-655. <https://doi.org/10.1007/s11069-008-9319-2>
- Blanchet Cohen, N., & Di Mambro, G. (2016). *L'écocitoyenneté chez les enfants : Potentiel et paradoxe. Éducation relative à l'environnement : regards - Recherches - Réflexions,* 13(2). <https://www.erudit.org/en/journals/ere/2016-v13-n2-ere04029/1052535ar/>
- Bombenger, P.-H., & Larrue, C. (2014). *Dossier « Territoires en transition environnementale » – Introduction. Quand les territoires font face aux nouveaux enjeux de l'environnement.* Natures Sciences Sociétés, 22(3), 189-194. <https://doi.org/10.1051/nss/2014038>
- Bonardi, C., & Roussiau, N. (1999). *Les représentations sociales.* Dunod.
- Bourgeat, G. (2002). *À propos du statut des éléments d'une représentation sociale. Vers un modèle intégrateur?* In C. Garnier & W. Doise, *Les représentations sociales. Balisage du domaine d'études* (p. 35-48). Éditions Nouvelles AMS.
- Bousbaine, A.-D., & Bryant, C. (2015). *Les défis des communautés côtières pour rehausser la résilience et leur capacité à faire face aux intempéries climatiques.* VertigO - la revue

électronique en sciences de l'environnement, Hors-série 23, Article Hors-série 23.
<https://doi.org/10.4000/vertigo.16608>

Brassier, K., Filteau, M., McLaughlin, D., Stedman, R., Jacquet, J., Kelsey, T., & Goetz, S. (2011). Residents' Perceptions of Community and Environmental Impacts from Development of Natural Gas in the Marcellus Shale : A Comparison of Pennsylvania and New York. *Journal of Rural Social Science*, 26(1).

Burgess, J., Harrison, C. M., & Filius, P. (1998). Environmental Communication and the Cultural Politics of Environmental Citizenship. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 30(8), 1445-1460. <https://doi.org/10.1068/a301445>

Cloutier, G., Joerin, F., Dubois, C., Labarthe, M., Legay, C., & Viens, D. (2015). Planning adaptation based on local actors' knowledge and participation : A climate governance experiment. *Climate Policy*, 15(4), 458-474. <https://doi.org/10.1080/14693062.2014.937388>

Courtemanche, A., Bourque, D., Racine, S., Parent, A.-A., & Morin, L. (2022). Développement des communautés et transition sociécologique au Québec. *Revue Organisations & territoires*, 31(2), 73-84. <https://doi.org/10.1522/revueot.v31n2.1481>

Fallery, B., & Rodhain, F. (2007). Quatre approches pour l'analyse de données textuelles : Lexicale, linguistique, cognitive, thématique. XVI ème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique AIMS, pp 1-16. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00821448>

Ferro-Azcona, H., Espinoza-Tenorio, A., Calderón-Contreras, R., Ramenzoni, V. C., Gómez País, M. de las M., & Mesa-Jurado, M. A. (2019). Adaptive capacity and social-ecological resilience of coastal areas : A systematic review. *Ocean & Coastal Management*, 173, 36-51. <https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2019.01.005>

Flament, C., & Rouquette, M.-L. (2003). Anatomie des idées ordinaires. Comment étudier les représentations sociales. Armand Colin.

- Garmestani, A. S., Allen, C. R., & Cabezas, H. (2009). Panarchy, adaptive management and governance: Policy options for building resilience. *Nebraska Law Review*, 87, 1036-1054.
- Ginsburger, M. (2020). De la norme à la pratique écocitoyenne. *Revue française de sociologie*, Vol. 61(1), 43-78.
- Greffet, F., & Giasson, T. (2018). *enpolitique.com*: Stratégies, professionnels de la communication et internautes dans les campagnes électorales en ligne en France et au Québec. *Politique et Sociétés*, 37(2), 3-17. <https://doi.org/10.7202/1048874ar>
- Gunderson, L. H., & Holling, C. S. (2001). *Panarchy: Understanding transformations in human and natural systems* (1st éd.). Island Press.
- Hellequin, A.-P., Flanquart, H., Meur-Ferec, C., & Rulleau, B. (2013). Perceptions du risque de submersion marine par la population du littoral languedocien: Contribution à l'analyse de la vulnérabilité côtière. *Natures Sciences Sociétés*, 21(4), Article 4. <https://doi.org/10.1051/nss/2014002>
- Jaquet, S. (2011). *Identité, projet, changement: Des représentations sociales aux leviers de l'action publique. Pour un mode de gouvernance axé sur le développement territorial. Étude de cas: Canton du Jura (Suisse)* [Thèse de doctorat, Université de Lausanne]. https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_8AD76F1A8ED6.P001/REF.pdf
- Joffe, H. (2003). Risk: From perception to social representation. *British Journal of Social Psychology*, 42(1), 55-73. <https://doi.org/10.1348/014466603763276126>
- Lade, S. J., & Niiranen, S. (2017). Generalized modeling of empirical social-ecological systems. *Natural Resource Modeling*, 30(3), e12129. <https://doi.org/10.1111/nrm.12129>

- Laigle, L. (2018). Le citoyen dans la transition écologique. In R. Sierra & A. Grisoni (Éds.), *Transition écologique et durabilité : Politiques et acteurs : Regards franco-allemands sur le changement socio-écologique* (p. 293-309). Campus Verlag.
- Lamari, M., & Lucas Jacob, J. (2015). *Adaptation aux changements climatiques en zones côtières. Politique publique et indicateurs de suivi des progrès dans sept pays occidentaux*. Presses de l'Université du Québec.
- Lavoie, A. (2022, septembre 27). Régime transitoire pour la gestion des zones inondables : La MRC de Kamouraska, la Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent et le Syndicat de l'UPA de Kamouraska demandent des changements immédiats. MRC de Kamouraska. <https://mrckamouraska.com/regime-transitoire-pour-la-gestion-des-zones-inondables-la-mrc-de-kamouraska-la-federation-de-lupa-du-bas-saint-laurent-et-le-syndicat-de-lupa-de-kamouraska-demandent-des-changements-immed/>
- Lescano, A. (2013). Stéréotypes, représentations sociales et blocs conceptuels. *Semen - Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 35, 14.
- Lévi-Strauss, C. (1962). *La pensée sauvage*. Pocket.
- Leydet, D. (2002). Représentation et présence : La démocratie représentative en question. *Politique et Sociétés*, 21(1), 67-88. <https://doi.org/10.7202/040301ar>
- Loudiyi, S., Angeon, V., & Lardon, S. (2004). Capital social et développement territorial. *Quel impact spatial des relations sociales?* 16.
- Manier, B. (2016). *Un million de révolutions tranquilles. Comment les citoyens changent le monde. Les liens qui libèrent*.
- Martinez, M.-L., & Chamboredon, M.-C. (2011). Approche anthropologique de la construction d'identités citoyennes. In A. Legardez & L. Simonneaux, *Développement durable et autres questions d'actualité. Questions socialement vives dans l'enseignement et la formation* (p. 89-112). Educagri.

- Martinez, M.-L., & Poydenot, F. (2009). Finalités, valeurs et identités pour fonder une éducation écocitoyenne. *Éducation relative à l'environnement. Regards - Recherches - Réflexions*, Volume 8, Article Volume 8. <https://doi.org/10.4000/ere.2128>
- Meira, P., & González Gaudiano, É. J. (2016). Les défis éducatifs du changement climatique : La pertinence de la dimension sociale. *Éducation relative à l'environnement : regards - Recherches - Réflexions*, 13(2). <https://www.erudit.org/en/journals/ere/1900-v1-n1-ere04029/1052539ar/abstract/>
- Mélice, A. (2009). Un concept lévi-straussien déconstruit : Le « bricolage ». *Les Temps Modernes*, 656(5), 83-98. <https://doi.org/10.3917/lm.656.0083>
- Moliner-Dubost, M. (2016). La citoyenneté environnementale. *L'actualité juridique. Droit administratif*, 12, 646-651.
- Montès, J. (2001). Mouvements anti-mondialisation : La crise de la démocratie représentative. *Études internationales*, 32(4), 773-782. <https://doi.org/10.7202/704348ar>
- Moscovici, S. (1989). Des représentations collectives aux représentations sociales. In G. Balandier, *Les représentations sociales* (p. 62-86). Presses Universitaires de France.
- Naoufal, N. (2017). Justice environnementale et écocitoyenneté. Enjeux pour l'action éducative. In L. Sauvé, I. Orellana, C. Villemagne, & B. Bader, *Éducation / Environnement / Écocitoyenneté* (p. 101-117). Presses de l'Université du Québec.
- Neveu, É. (1996). *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte.
- Ollivier, G. (2017). L'analyse qualitative avec Nvivo. HAL archives-ouvertes, hal-02788505, 77.
- Ouranos. (2010). *Élaborer un plan d'adaptation aux changements climatiques – Guide destiné au milieu municipal québécois* (p. 48).

- Ouranos. (2015). Vers l'adaptation. Synthèse des connaissances sur les changements climatiques au Québec. Partie 3 : Vers la mise en oeuvre de l'adaptation.
- Paradis, M. (2020, décembre 10). 10 ans plus tard : Les grandes marées qui ont renforcé l'aboteau. Journal Le Placoteux. <https://leplacoteux.com/10-ans-plus-tard-les-grandes-marees-qui-ont-renforce-laboiteau/>
- Pellaud, F. (2017). Changements climatiques et transition énergétique : Complexité, approche systémique et cartes conceptuelles. *Revue Francophone de Développement Durable*, mars(9), 99-112.
- Plante, S. (2011). Les défis de la gestion intégrée des territoires côtiers et riverains du Saint-Laurent. In O. Chouinard, J. Baztan, & J.-P. Vanderlinden, *Zones côtières et changement climatique* (p. 99-118). Presses de l'Université du Québec.
- Robitaille, J. (2016). À l'école de l'écocitoyenneté. *Relations*, 786, 23-24.
- Roussopoulos, D. (2017). L'écologie politique. Au-delà de l'environnementalisme. *Écosociété*.
- Sauvé, L. (2013). Au coeur des questions socioécologiques : Des savoirs à construire, des compétences à développer. *Éducation relative à l'environnement : regards - Recherches - Réflexions*, 11, 19-40.
- Sauvé, L. (2016). L'engagement écologique au coeur de la cité. *Relations*, 786, 17-19.
- Sauvé, L. (2017). Introduction. In L. Sauvé, I. Orellana, C. Villemagne, & B. Bader, *Éducation / Environnement / Écocitoyenneté* (p. 1-7). Presses de l'Université du Québec.
- Sauvé, L., & Orellana, I. (2014). Entre développement durable et vivre bien : Repères pour un projet politico-pédagogique. *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, 16(vol. 16, n° 1), Article 1. <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.1406>

- Séguin, H. (2017). Transition énergétique : Le Québec se donne-t-il les moyens de ses ambitions? In A. Chaloux, L'action publique environnementale au Québec. Entre local et mondial (p. 227-246). Les Presses de l'Université de Montréal.
- Séguin, M., & Tremblay, F. (2005). La recherche participative et l'écocitoyenneté. *Nouvelles pratiques sociales*, 18(1), 117-130. <https://doi.org/10.7202/012200ar>
- Theviot, A., & Treille, É. (2018). Les « civic tech » à l'épreuve des partis politiques. Les plateformes participatives de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) et du Parti Socialiste (PS). *RESET. Recherches en sciences sociales sur Internet*, 7, Article 7. <https://doi.org/10.4000/reset.906>
- Wiltshier, F. (2011). Researching With NVivo. *Forum Qualitative Sozialforschung / Forum: Qualitative Social Research*, 12(1), Article 1. <https://doi.org/10.17169/fqs-12.1.1628>

CONCLUSION GÉNÉRALE

La réalisation d'une thèse par article est un défi de cohérence. Rédiger trois articles, c'est appliquer trois méthodes, trois cadres théoriques. C'est aussi l'étalement dans le temps de trois efforts distincts de collecte de données. Trois articles, ça segmente et ça peut rendre difficile l'établissement d'un esprit de corps au travail. Malgré ces ornières, nous pensons avoir relevé le défi de la cohérence. Les trois articles affichent une correspondance forte avec la problématique générale de recherche. Adopter une approche scientifique par SSE donne une structure commune à une réflexion partagée en trois problématiques spécifiques. L'étude du développement des capacités d'adaptation et de résilience, qui plus est, sur un territoire spécifique, agit à titre de fil d'Ariane. En plus de ces éléments qui donnent sa personnalité à la thèse, nous identifions cinq niveaux de cohérence qui la parcourent. Ils s'expriment au travers de ses objectifs de recherche, dans sa méthodologie, dans les échelles qu'elle mobilise, dans son rapport à l'ère dans laquelle elle s'inscrit et, finalement, sur un plan bien personnel.

Premièrement, la cohérence des objectifs de recherche est respectée par le contexte de développement de ces objectifs et leur atteinte tout au long de l'aventure doctorale. Rappelons ici ce contexte. Les objectifs ont été déterminés par l'équipe de recherche, en collaboration avec le maire de la municipalité et un conseiller municipal. Lorsque nous parlons de collaboration, nous entendons un processus dans lequel la discussion, le partage d'information et l'intégration des idées et des commentaires occupaient une place centrale. Des exemples des étapes de ce processus sont : la définition en commun d'objectifs larges, liés au vécu territorial des andréen.ne.s, des rétroactions intégrés aux libellés, leurs validations, la présentation du devis de recherche aux groupes citoyens présents dans la municipalité, l'adaptation des libellés en fonction de leurs commentaires et la participation de ces groupes à la définition du réseau d'acteurs. Cette implication d'un grand nombre de citoyens jusqu'à la collecte du premier article a été garante de la cohérence de l'effort de recherche par rapport aux défis territoriaux vécus à SAdeK. Ces objectifs ont été respectés sur l'ensemble de la démarche doctorale, en fait foi la comparaison des objectifs initiaux,

présentés dans le devis de recherche déposé au printemps 2019 et les résultats que nous présentons dans le présent document. Dans le devis, nous pouvions lire que :

Nous croyons que nos résultats mèneront à une réflexion pour encourager l'émergence d'une gouvernance adaptative des acteurs de tous les secteurs. En effet, le cas de Saint-André de Kamouraska est l'occasion de développer des connaissances qui seront facilement transférables à d'autres municipalités au Québec et au Canada. Aussi, le projet, dans sa composante MEOPAR, sera l'occasion de renforcer le noyau de chercheurs canadiens intéressés aux défis que les municipalités côtières ont à faire face dans ce contexte (érosion, inondation, etc.). Le projet de recherche entend mettre en œuvre de nouvelles approches d'adaptation sur la base des connaissances scientifiques et de la co-construction des savoirs existants (local, scientifique et traditionnel), mise en valeur par une approche de recherche-action. Finalement, cette recherche permettra d'identifier les freins et limites compromettant la pérennité des plans d'adaptation et de résilience (Laroche, 2019).

À l'heure des bilans, nous devons admettre que notre méthode s'est éloignée des vœux de recherche-action. Malheureusement, la pandémie de covid-19 a rendu difficile la mise en place de tels dispositifs de recherche et nous aura conduits, dans le second article, à nous limiter à la conduite d'entrevues semi-dirigée par Zoom. Toutefois, la tenue d'assemblées de cuisine, la tentative d'animation de lieux de vécus citoyens numériques et les activités « porteurs de paroles » ont été tout autant d'occasions de mobilisations et d'actions citoyennes. Nous nous enorgueillissons d'avoir atteint les autres objectifs énumérés dans le devis.

Deuxièmement, la thèse fait preuve de cohérence au niveau méthodologique. C'est une méthode mixte qui, ultimement, caractérise la thèse. Un équilibre entre l'utilisation de méthodes qualitatives et quantitatives a été maintenu. L'étude des RS facilite cet équilibre puisqu'elle demande la compréhension, générale, de tendances et, précise, de contenus lexicaux et thématiques. Nous avons mobilisé des indicateurs propres à l'ARA et à l'étude statistique simple de tendances journalistiques et décisionnelles.

Troisièmement, nous revendiquons, à titre de travail en développement régional, une cohérence des échelles d'étude. Les responsabilités de l'adaptation et de la résilience incombent aux autorités œuvrant à une échelle régionale au Québec et au Canada. Cette situation risque de changer dans les prochaines années, avec l'accélération de l'apparition des effets des CC et la pression sur les États, toujours plus forte, de mitiger leur ampleur. Toutefois, la territorialisation de l'adaptation et de la résilience est une tâche nécessaire au déploiement de politiques et d'actions qui concordent avec les enjeux locaux (Casteigts, 2017). En ayant en tête l'objectif de la description de dynamiques locales et régionales, nous avons abordé l'échelle locale au travers des citoyens et des supports de la vie municipale. Notre compréhension du réseau d'acteur appartenant à l'échelle régionale se base sur celle fournie par les citoyens de l'échelle locale. Nous avons exploré la capacité d'actions régionale par les acteurs-clefs de ce réseau.

Quatrièmement, la thèse présentée s'inscrit dans les préoccupations de l'époque dans laquelle elle s'inscrit. Nous pourrions dire que le sujet est à la mode. La disparition de la biodiversité, les changements climatiques ont des impacts sur l'ensemble des aspects de la vie sur terre. L'anthropocène. La période la plus récente du quaternaire, en langage géologique, caractérisée par les effets de l'activité humaine sur la planète. Cette situation rend difficile, d'un point de vue moral, l'inaction académique. En tant que chercheurs, nous avons l'opportunité d'investir les champs de recherche qui touchent aux problématiques alimentées par l'anthropocène.

Finalement, le parcours du chercheur influence l'ensemble des aspects d'une recherche. Un des premiers grands débats qui ont animé ma réflexion étudiante portait sur l'objectivité de la science. Porté par les apprentissages du baccalauréat en sciences politiques de l'Université Laval, j'acquis la compréhension de l'interinfluence exercée par les individus et de l'intersubjectivité qui en découle. Le travail du chercheur en sciences sociales, bien qu'il puisse se baser sur des données jugées objectives, est le fruit de l'interprétation et de choix qui immerge de la personnalité du chercheur lui-même. J'ai fait de nombreux choix qui font de cette thèse un objet dont la personnalité est le reflet de la mienne. Elle combine des aspects

théoriques qui proviennent à la fois de la science politique et de la sociologie. Des études internationales, l'occasion était trop belle de passer à une réflexion sur le développement régional et territorial alors même que je cherchais à me rapprocher de ce territoire que je considère comme mon pays. Elle est le reflet de mon désir de porter mon attention sur un sujet précis. Après de premiers efforts de recherche de l'ordre de la comparaison, le travail monographique a été une façon de m'enraciner quelque part.

6.1 PORTEE DE L'ETUDE

Il devient urgent de comprendre nos réactions collectives à l'événement météorologique extrême, aux actions politiques et collectives qui en découlent. Les effets des CC se matérialisent sur le territoire. Leur nombre, leur force augmentent. La réponse politique et sociale doit suivre la même tendance si les sociétés ne veulent pas se transformer en victime du climat. Les CC offrent le choix. Les CC proposent aux sociétés, d'un côté, de prendre leurs destins en main et d'agir sur leurs capacités d'adaptation et de résilience. De l'autre, les CC permettent le confort, l'inaction et la transformation tardive, coûteuse, trop coûteuse. Réagir ou subir, c'est entre ces deux extrêmes que l'action politique et collective face aux CC se situe. SAdeK est un cas d'étude extrêmement intéressant. Il nous démontre la complexité de l'action et la tension qui existe entre le pôle de l'inaction et de l'action. Chacun des trois articles qui composent cette thèse à une portée scientifique qui lui est propre, mais, ensemble, ils ouvrent la voie à des réflexions sur un vécu rural et côtier. SAdeK n'est pas le seul village à réunir ces caractéristiques, faisant des savoirs mis en évidence dans cette thèse des savoirs transférables à d'autres territorialités.

L'article présenté au chapitre deux de cette thèse appréhende l'échelon local dans sa complexité. La découverte des acteurs-clefs dans le réseau de la gestion du risque et de l'urgence est une étape importante dans notre compréhension de la capacité d'adaptation et de résilience. Cette compréhension doit inclure une analyse stratégique des relations sociales. L'ARA et l'AR2P étendent la connaissance d'un réseau donné par l'intégration de la complexité des relations sociales et de leurs effets sur les RS. Les connaissances qu'offrent

l'ARA et l'AR2P portent des potentiels de décroisement des groupes d'acteurs, d'une plus grande collaboration entre les acteurs, du recours à des ressources plus adaptées au vécu territorial et de la territorialisation de l'expertise. Cette dernière externalité serait facilitée par la mise en commun des ressources sociales disponibles sur le territoire. Sans l'intégration de la notion de complexité, ces relations ont trop souvent été tenues pour acquises ou diminuées au statut de simple organigramme. Les principaux indicateurs des caractéristiques des acteurs-clefs sont à la fois quantitatifs (grandeur et densité du réseau, degrés et coefficient d'agglomération) et qualitatifs (qualité perçue de la gestion, force du lien de gestion acteurs-risques et dynamiques collaboratives présentes dans le réseau) (Laroche & Plante, 2022). Notre méthode d'analyse gagnerait à être appliquée sur d'autres territoires. Elle serait l'occasion d'une analyse sociale des modes de gouvernance des réponses aux CC. Face à un apparent cloisonnement des responsabilités et une collaboration déficiente entre les acteurs issus de différentes échelles de gestion et échelons territoriaux, ces informations ouvrent la voie à une réflexion critique sur la capacité du réseau à prendre en charge les risques et l'urgence. La démarche fait émerger des opportunités et des espaces d'amélioration de la gestion des risques et des urgences. Ces espaces ont le potentiel de favoriser le changement à l'échelle locale et régionale, changement qui peine à être initié, mais qui prend racine dans des modes de gouvernance propices à l'adaptabilité.

Le cas de SAdeK nous démontre la relation pratique et matérielle qu'entretiennent les acteurs locaux et régionaux avec le territoire. Le chapitre trois identifie les conditions de l'action. Un exemple de correspondance territoriale, élément nécessaire à la gestion social-écologique des risques, ressort de cet article. Le renforcement des capacités de résilience et d'adaptation à SAdeK est rendu possible grâce à la conservation et l'adaptation d'éléments de patrimoine tel que l'aboteau. Nous y apprenons aussi que la mise en place de mécanismes de reddition de compte et de collaboration constitue des opportunités dont la transversalité permet un rassemblement des acteurs-clefs. Ce fut le cas entre autres dans le dossier de l'aboteau dont les mécanismes de gestion se sont définis dans les dernières années. De plus, les analyses thématique et lexicométrique offre un regard sur la complexité et sa gestion par les acteurs-clefs. Caractéristique forte de la crise climatique contemporaine, connaître le rapport de

SAdeK à la complexité permet de mieux évaluer sa capacité adaptative. Nous constatons que cette complexité se reflète dans les représentations sociales et dans certaines contradictions qui y apparaissent, notamment au niveau de la relation entre Humain et Nature. Nous faisons la démonstration, au chapitre 4, que le renforcement des capacités d'adaptation et de résilience est favorisé par des modes de gouvernance qui font de l'action un geste collectif d'acteurs qui œuvrent à différents échelons administratifs et politiques.

Grâce au dernier article, nous connaissons les manières dont s'intègrent les enjeux environnementaux aux discours, aux actions des citoyens et aux politiques publiques de SAdeK. Nous mesurons la prise en importance d'une préoccupation environnementale chez les Québécois. À SAdeK, nous constatons que l'action citoyenne environnementale se vit individuellement et collectivement autour de sujets précis. Elle fait appel au souhait de l'amélioration de la qualité de vie, à la volonté de laisser un environnement sain aux prochaines générations et au désir de jouir d'une nature dont la beauté est célébrée. Bien que cette préoccupation environnementale ne soit pas partagée par tous, elle grandit, autant au sein de la population que de l'administration municipale. Une réflexion sur les conséquences, en termes d'actions, de l'expérience d'un événement météorologique extrême garnit cet ultime article. La submersion de 2010 est une fenêtre d'opportunité qui, lorsqu'ouverte, facilite le changement. Le changement prend forme sur le long terme, puisque l'événement en lui-même entraîne peu de variation sur la place qu'occupe l'environnement comme préoccupation citoyenne. Il avive un intérêt momentané sur les risques, intérêt qui s'estompe une fois diminuée la perception du risque du fait d'actions (le rehaussement de l'abaissement). L'événement change des comportements. La municipalité a adopté des comportements préventifs, telle la surveillance des niveaux de hautes marées.

Au-delà des apports individuels des trois articles, cette thèse élargit notre compréhension de l'action collective au Québec. Il répond au besoin de connaissances identifié par la faible documentation qui existe sur notre sujet de recherche. Le contexte québécois dans lequel s'inscrit l'action climatique au Québec, en milieu côtier, périphérique et rural est, encore à ce jour, peu documenté. L'inscription de la thèse dans ces éléments contextuels influence à

la fois les apports et les limites de notre travail. Un travail de science sociale qui s'intéresse aux changements climatiques apparaît, encore aujourd'hui, exotique dans certaines sphères de la recherche scientifique. Pourtant, une approche qui s'intéresse aux personnes qui vivent le territoire, qui travail avec les citoyens, devient plus compréhensive de ce qui fonde la capacité d'adaptation et de résilience. Une part d'originalité serait la bienvenue dans le domaine d'étude des transformations sociales-écologiques. L'accumulation de données sur notre environnement n'a pas été garant, pour l'instant d'une transition sociale-écologique suffisante au maintien potentiel de la vie humaine sur terre. L'originalité ne se trouverait plus dans le recours à l'interdisciplinarité, mais dans une lecture critique, sociale des études sociales-écologiques.

L'approche scientifique que nous avons adoptée au travers de cette thèse met en valeur un vécu territorial différent. Elle parle d'un rapport aux risques qui correspond à ce que les citoyens de SAdeK ont développé collectivement en faisant corps avec les défis et les opportunités que leur offre le territoire. La thèse présente des RS qui sont territorialisés et avec lesquels les acteurs du milieu doivent travailler afin d'augmenter les capacités d'adaptation et de résilience. Dans le cas de SAdeK, le changement n'est pas quelque chose qui vient d'ailleurs, c'est un mouvement que l'on trouve au sein même du territoire et des gens qui l'habite. Ce travail participe à la compréhension des modalités du changement. Les mouvements dynamiques des centralités et des périphéries représentationnelles que nous constatons dans des thèmes tels que l'adaptation, la résilience, le risque, l'environnement, etc. sont des exemples concrets de changements sociaux. Connaître et mettre en valeur ces RS proclame l'existence d'une réalité rurale, périphérique et côtière d'une réponse aux CC.

L'exemple de SAdeK s'apparente à d'autres situations où des communautés doivent faire face aux défis climatiques. SAdeK nous renseigne sur des réalités que vivent d'autres municipalités qui partagent un caractère de ruralité côtière, affectée par des risques liés à une relation de proximité avec l'eau. La submersion de 2010 est un exemple de gestion du risque marqué par la pauvreté de préparation à un événement de crise. À SAdeK, la crise a été utilisée comme vecteur de passage à l'action. Comme le souligne un répondant : « c'est dur

de s'adapter à l'avance, c'est plus quand l'événement survient » (Ent_10). Alors, est-ce seulement par la traversée d'une crise que l'adaptation et la résilience s'invitent à l'ordre du jour des municipalités qui ressemblent à SAdeK? Nos résultats semblent pencher dans une autre direction. Nous retrouvons, dans notre cas d'étude quatre caractéristiques qui sont nécessaires, selon Bosomworth (2018), à la gouvernance des acteurs de la gestion des défis climatiques. L'apprentissage réflexif, la prise de décisions dans des conditions d'incertitude, la considération de solutions variées et l'expérimentation prennent place sur le territoire de SAdeK et ce, bien avant que le 6 décembre 2010 ne survienne.

6.2 LIMITES DE LA RECHERCHE ET AUTRES PERSPECTIVES

Cette thèse est une monographie. Elle rapporte les découvertes résultantes de l'étude d'un cas unique. Sous certains aspects, les connaissances qui en découlent sont transférables à des cas au contexte similaire. Toutefois, le sujet de la thèse représente un cas qui reste unique. Connaître SAdeK n'autorise pas à prétendre connaître Sainte-Luce ou Sainte-Félicité. Aussi, le contexte temporel influence fortement les connaissances qui émergent de cette étude. Les réponses que les sociétés offriront aux CC sont en construction. Elles seront portées à se modifier et à se diversifier dans les prochaines années. Notre étude de la capacité d'action à SAdeK tient de l'instantané. Une épreuve temporelle figée qui offre toutefois une prise assez forte pour porter les réflexions sur les transformer possibles ou souhaiter sur le territoire.

Cette thèse s'inscrit dans un contexte côtier qui est marqué par de nombreuses transformations. Ces transformations sont principalement dues à la matérialisation des risques associés à un vécu côtier. Dans cet aspect, la thèse que vous avez sous les yeux laisse plus de zones d'ombres qu'elle n'en éclaire. La villégiature, la valeur des biens fonciers, le pouvoir de la « vue » ne sont que quelques-unes des nombreuses facettes de la problématique côtière. Ces éléments transparaissent dans notre recherche. Nous ne nous sommes pas approprié ces facettes.

Cette thèse s'inscrit dans un contexte de ruralité, dans laquelle la dynamique centre-périphérie joue son œuvre (Boisvert, 1998; Proulx, 2012). SAdeK est un village d'une région qui est elle-même considérée (le Bas-Saint-Laurent) comme faisant partie de la périphérie

québécoise (Harvey, 1998; Tellier, 1998). La réalité périphérique rurale entraîne son lot de défis, mis en exergues dans le cadre plus étendu du fédéralisme canadien. Rappelons que le fédéralisme entraîne une juxtaposition des compétences dans le domaine de l'environnement et du développement des capacités d'adaptation et de résilience. Le maillage administratif qui en résulte constitue une des sources d'inaction. Notre recherche permet de faire ce constat, sans toutefois apporter plus loin la réflexion sur ses aspects légaux, économiques ou politiques.

Cette thèse s'inscrit dans le caractère rural de SAdeK. La ruralité offre des apports non négligeables à la réflexion sur l'adaptation et la résilience. Les ruralités en transformation aujourd'hui peuvent profiter de certaines de leurs caractéristiques qui restent inchangées. La ruralité s'exprime au travers de petites collectivités, d'une proximité des milieux naturels, d'une sociabilité d'interconnaissance, d'une diversité sociale. La ruralité est motivée par l'occupation du territoire (Jean, 2023). Ces caractéristiques fortes devraient trouver une place dans la littérature scientifique et étayer les possibles réponses aux CC.

Le bricolage est peu considéré dans l'éventail des possibles réponses à offrir aux défis des changements climatiques. Pourtant, notre étude démontre la présence de tels mécanismes dans la gestion de l'urgence et dans le développement des capacités d'adaptation et de résilience. Différents modes de gouvernance ont fait l'objet de nombreuses publications. Nous postulons que la notion de bricolage administratif devrait recevoir le même niveau d'attention de la part de la communauté scientifique. La reconnaissance de la validité de ces mécanismes et leur mobilisation scientifique a le potentiel de diversifier les conversations s'intéressant au changement et aux réponses à offrir aux CC. La reconnaissance de ces mécanismes correspondrait à la reconnaissance de l'originalité des actions d'adaptations territoriales à court terme. Les modalités qui ressortent de ce bricolage pourraient servir de base à la planification stratégique d'un développement des capacités d'adaptation et de résilience correspondant au territoire d'application.

Nous nous positionnons contre l'apologie du volontariat qui cache le manque de ressources, de financement, de volonté politique et de visions de société qui ont caractérisé les réponses

gouvernementales aux défis climatiques. Comment passe-t-on à l'action? Chaque personne, chaque collectivité se sentira parfois laisser à elle-même. Les publicités, les campagnes de sensibilisation et l'organisation actuelle de nos sociétés vantent le geste individuel, la bonne attitude citoyenne comme solutions à l'anthropocène. La transformation du rapport entre l'Humain et la Nature est lente lorsqu'elle se base sur le volontarisme.

Cette thèse porte les limites du cadre de sa création. Nous ne mettons en lumière, en définitive, que quelques dimensions de la relation entre Humain et des façons dont l'Humain a de s'organiser avec ces semblables et la Nature qui le supporte. Le doctorat est un processus d'apprentissage dont les omissions, les erreurs de parcours et les errements font partie. L'effet de spécialisation recherché dans le parcours doctoral restreint le pouvoir explicatif du travail alors que l'effort de recherche révèle la complexité des problématiques qui traitent des effets des CC.

6.3 BIBLIOGRAPHIE

- Boisvert, M. (1998). L'analyse économique régionale : Un éventail de concepts, anciens et nouveaux. In M.-U. Proulx (Éd.), *Le phénomène régional au Québec* (p. 187-214). Presses de l'Université du Québec.
- Casteigts, M. (2017). Les enjeux de la territorialisation de l'expertise dans la société du risque. In F. Benchendikh, *Expert(ise) et action publique locale* (p. 131-148). LexisNexis.
- Harvey, F. (1998). Historique des régions du Québec, des origines à la révolution tranquille. In M.-U. Proulx (Éd.), *Le phénomène régional au Québec* (p. 113-132). Presses de l'Université du Québec.
- Laroche, M. (2019). Pré-devis de recherche : Comment passe-t-on à l'action avec les plans d'adaptation et de résilience ? Projet de recherche en zone côtière et riveraine du Québec et de l'Ontario.
- Laroche, M., & Plante, S. (2022). Le réseau d'acteurs et ses représentations sociales. Méthode d'évaluation de la gestion des urgences et des risques à Saint-André de Kamouraska. *Revue canadienne de gestion des urgences*, 2(1).
- Proulx, M.-U. (2012). Centre et périphérie : Le nouveau modèle québécois. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 4, 597-621.
- Tellier, L.-N. (1998). Le Québec et ses régions à l'intérieur de la dynamique spatiale de l'économie mondiale. In M.-U. Proulx (Éd.), *Le phénomène régional au Québec* (p. 9-28). Presses de l'Université du Québec.

